

HISTOIRE
DES
MORES MUDÉJARES ET DES MORISQUES

OU DES
ARABES D'ESPAGNE
SOUS LA DOMINATION DES CHRÉTIENS

Par M. le comte Albert de Circourt

TOME DEUXIÈME

Paris,
CHEZ G.-A. DENTU, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,
Rue de Bussi, n° 17 ;
ET PALAIS-ROYAL, GALERIE VITRÉE, N° 13.

1846

Livre numérisé en mode texte par :
Alain Spenatto.
1, rue du Puy Griou. 15000 AURILLAC.
alainspenatto@orange.fr
ou
spenatto@algerie-ancienne.com

D'autres livres peuvent être consultés
ou téléchargés sur le site :

<http://www.algerie-ancienne.com>

Ce site est consacré à l'histoire de l'Algérie.
Il propose des livres anciens,
(du 14e au 20e siècle),
à télécharger gratuitement ou à lire sur place.

HISTOIRE
DES ARABES D'ESPAGNE
SOUS
LA DOMINATION DES CHRÉTIENS.

CHAPITRE PREMIER.

DONA ISABELLE, REINE DE CASTILLE.

Occupation de Grenade.

(De l'an 1492 à l'an 1614.)

Les dernières paroles qu'Abou-Abdilehi adressa au roi don Fernando en résignant sa couronne, renfermaient un sage conseil : « Je crois fermement, avait-il dit, que vous userez de la victoire avec équité et modération. » Ce conseil ne devait pas être suivi tout d'abord. La confiance d'un prince détrôné agit rarement comme une obligation de phis sur le cœur des nouveaux, maîtres ; peu de jours, peu d'heures même s'écoulèrent avant que la capitulation de Grenade fût violée.

Yousef-Aben-Comixa, ce visir si fatalement mêlé aux crimes, aux fautes et aux malheurs qui consommèrent la ruine de sa patrie, attendait à la porte de l'Alhambra le roi et la reine de Castille. Don Fernando reçut de ses mains les clés du palais des rois Mores ; il les présenta aussitôt à doña Isabelle, qui les remit au prince don Juan son fils, et celui-ci les donna au comte de Tendilla, l'investissant ainsi de la charge d'alcade de la forteresse. Ensuite le roi, sans s'arrêter aux merveilles d'architecture, aux riants jardins qui se disputaient ses regards, s'occupa de reconnaître les ouvrages militaires, et distribua lui-même à ses troupes tous les postes. Quand ces précautions furent prises, il attendit tranquillement que les Grenadins vinssent à lui.

Vers le soir seulement les notables Mores se présentèrent à l'Alhambra, ou ils trouvèrent l'accueil le plus bienveillant en apparence. Sur leurs plaintes, don Fernando prononça la peine de mort contre un gentilhomme nommé Pedro Gasca d'Avila, qui avait pénétré dans l'intérieur de la ville, et sans doute commis quelques excès. Les promesses de protection spéciale ni leur furent pas épargnées. Le roi et la reine les laissèrent très-satisfaits, et retournèrent immédiatement à Santa-Fé, après les avoir remis à Fernando de Zafra et au comté de Tendilla, pour être instruits de volontés ultérieures.

Dès que le roi fut parti, le comté de Tendilla ordonna aux chevaliers grenadins de l'accompagner dans

l'inspection qu'il allait faire de la cité et en même temps il leur déclara qu'ils auraient à reconnaître pour alguazil mayor don Pedro de Granada, jadis appelé le prince Cidi-Yahié, alors converti au christianisme, et qui se trouvait exclu de toutes fonctions conférant autorité sur les Mores, par l'article de la capitulation qui concernait les serviteurs du roi EI Zagal. Les notables courbèrent la tête et obéirent. A la suite de cette revue les plus belles maisons de l'Alcazaba, quartier le plus riche de Grenade, furent désignées pour le logement des seigneurs de l'armée espagnole. Ceux-ci s'en mirent en possession sans résistance ouverte de la part des propriétaires, la résistance eut été inutile ; mais les Mores venaient de prendre la mesure de la bonne foi des conquérants ; de ce moment, ils pensent à éluder la capitulation. Fernando de Zafra, qui était chargé de recevoir leurs armes, n'en recueillit qu'un petit nombre, entre le 2 et le 5 juillet, terme du délai accordé pour les te- Mettre ; le reste ; soigneusement caché pour servir en temps opportun échappa d'abord à ses recherches. Cette circonstance, faite pour inquiéter les rois catholique et pont éclairer la mauvaise voie où ils s'engageaient, ne les arrêta pas cependant. Le 5 janvier ; jour de leur entrée solennelle à Grenade, ils descendirent à la mosquée d'Attaybin, l'une des principales, s'en emparèrent, et la firent consacrer au culte chrétien, sous l'invocation de saint Jean-des-Rois. Ils avaient agi déjà de même en prenant

possession d'Almería. Le ressentiment qu'éprouvèrent les Mores de cette troisième violation des traités, fut profond. Jusque dans les petites choses ils pouvaient découvrir un parti pris de les opprimer en leur jetant de bonnes paroles ; ainsi Pedro Gasca d'Avila, loin d'être exécuté à mort, avait reçu des faveurs et restait au service de la reine. Grandes et petites, toutes ces injures allèrent s'enfouir dans le trésor de colère que les peuples gardent quelquefois longtemps avant de l'ouvrir. Rien ne parut au dehors. Les Grenadins restaient calmes et mornes comme des prisonniers garrottés. Dans les Alpuxares, où la guerre semblait d'abord devoir continuer, les Mores se décidèrent tout-à-coup à la soumission, sans y être contraints par aucun déploiement des troupes royales, et probablement à l'instigation de ceux de Grenade, dont ils prirent en tout temps les ordres.

On est porté à faire peser toute la responsabilité de ces actes injustes sur la reine Isabelle, femme altière, passionnée, rigoureuse et inflexible dans ses vues, comme la plupart des génies créateurs. Elle eut plus qu'aucun autre prince les défauts de ses qualités, et sa qualité la plus saillante était une volonté intrépide. Dans la guerre qu'elle avait livrée avec succès à la féodalité castillane, elle avait mis le même emportement qu'elle déployait contre les Mores⁽¹⁾ ;

(1) Lorsqu'elle reprit aux seigneurs d'Andalousie (aux.

mais si, dans les réformes intérieures, la raideur de son caractère lui avait fait dépasser un but raisonnable, ici les antipathies de race et de religion la troublaient au point de l'aveugler : elle agissait sans mesure, sans respect pour sa parole, pour l'équité, pour l'intérêt de sa couronne, soutenue et poussée par un parti, lequel, on doit le reconnaître, était le parti des traditions nationales.

En Espagne, du moins dans les provinces occupées par les descendants des Wisigoths, jamais on n'avait regardé les acquisitions faites sur les Mores comme des agrandissements, mais comme une récupération de territoires, et les traités conclus avec eux n'avaient été jamais considérés comme obligatoires dès que la nécessité ne les rendait plus tels. « Nos pères ont possédé ces contrées ; nous chassons de notre patrimoine des intrus, » disaient les soldats, sans vouloir se rappeler, s'ils le savaient, que leurs pères avaient été aussi des intrus qui en avaient chassé d'autres, et que nul peuple civilisé n'est à sa place primitive sur le globe. Les docteurs invoquaient encore un autre droit : « Il y a eu ici des églises et des couvents, disaient-ils, les saints mystères y ont été célébrés ; Dieu a donc consacré cette terre à son culte, il ne

Ponce de Léon et aux Gusman) les terres qu'ils avaient usurpées sur la commune de Séville, elle en fit arracher tous les arbres nouvellement plantés. Ces districts restèrent longtemps déserts.

doit y résider que des chrétiens. » Tirant leurs analogies de la Bible, ils voulaient la guerre à la façon de l'interdit. Aussi la conquête avait-elle toujours eu le caractère d'un acte de vengeance ; et lorsque sa marche trop rapide ne permettait pas que l'on fît vider le pays aux musulmans, ou quand les difficultés qu'elle présentait engageaient à faire un traité les chartes de privilèges que l'on octroyait aux Mores étaient tenues dans la conscience du peuple pour aussi nulles qu'une promesse faite à un voleur. Personne ne contestait au fond cette maxime : qu'il était loisible aux rois, de violer des capitulations contraires aux droits de la race espagnole, ou nuisibles à la propagation de la foi ; beaucoup la trouvaient inique, mais n'osaient pas le dire ; et comme ils ne s'appuyaient que sur les intérêts matériels pour réclamer l'adoption d'une politique sincère et tolérante, ils étaient sans force contre leurs fougueux adversaires. La série des empiétements d'isabelle aurait donc continué sans se ralentir et sans éprouver de grands obstacles du côté des chrétiens, si l'intempérance du parti qu'elle servait n'eût pas effrayé, par son audace, tous les bons esprits.

Quelques prélats et d'autres personnes mues par un zèle que les écrivains les plus animés contre les Mores qualifient d'indiscret, demandèrent aux rois catholiques d'exiger des Grenadins, ou qu'ils acceptassent le baptême, ou que, vendant leurs biens, ils émigrassent. Cette proposition fut débattue en conseil ;

les raisons qui furent alléguées pour la soutenir ne nous sont pas toutes parvenues ; la plupart étaient tirées de motifs de conscience ; et au dire d'un historien⁽¹⁾, elles persuadèrent les rois ; mais la liberté des cultes trouva un champion, inattendu dans le célèbre dominicain frère Thomas de Torquemada, inquisiteur-général et confesseur de la reine⁽²⁾. Doña Isabelle avait saisi avec ardeur l'idée du baptême des Mores ; elle croyait, comme beaucoup d'Espagnols, que les conversions forcées, si elles n'amènent pas à la connaissance et à la pratique de la vérité les individus sur lesquels elles s'opèrent, assurent du moins le salut de leurs enfants ; le grand-inquisiteur était au contraire l'antagoniste déclaré des abjurations obtenues en masse, soit par la violence, soit par la séduction. Il venait de se convaincre, dans l'exercice de ses redoutables fonctions, que toute conversion suggérée par des motifs mondains n'est propre qu'à faire un apostat, et perpétue avec les générations l'hypocrisie sacrilège des pères. A la fin du 14^e siècle, les prédications de saint Vincent Ferrer

(1) Voyez *Historia ecelesiastica de Granada*, por don Francisco Bermudez de Pedraza, canonigo tesoro de la iglesia metropolitana de dicha Ciudad. Grenada, 1638, page 195.

(2) Voyez *Coroniça de los Moros en Ecpaña*, por el padre presentado Fray Jayme Bleda, predicador de la orden de los predicadores, calificador de la inquisicion de Valencia, Valencia, 1618, page 640. Bleda s'attribue lui-même le surnom de Fléau des Morisques (el azote de los Moriscos).

et d'autres prêtres, aidées en quelques endroits par des violences inouïes⁽¹⁾, avaient fait passer sous le joug de l'Église beaucoup de familles mores, et un plus grand nombre encore de familles juives ; cent ans après, Torquemada examinant l'une après l'autre ces familles, en avait à peine trouvé quelques-unes où les rites de l'islamisme ou du mosaïsme ne se fussent conservés, et conservés en se corrompant dans le secret d'une pratique ténébreuse ; 700 exécutions, 5000 réconciliations faites en huit années, à Séville seulement, témoignaient assez de l'étendue du mal. Pour en empêcher le retour, on avait été obligé de recourir au remède héroïque de l'expulsion des Juifs andalous ; on préparait celle des Juifs de toute l'Espagne. Tel était le point de vue religieux, le résultat du système que l'on recommandait à la reine d'appliquer de nouveau, que Torquemada combattait et qu'Isabelle avait adopté trop vivement pour y renoncer sans idée de retour. Les raisonnements de son confesseur l'ébranlèrent moins que son autorité ne

(1) A Séville, en 1391, le peuple, irrité du mauvais succès des prédications de l'archidiacre d'Ecija, se rua sur les Juifs, et, le 6 juin, il en massacra quatre mille. (*Voyez les Annales de Séville*, par Zuñiga, page 252 : la *Chronique du roi don Enrique III*, par Pero Lopez d'Ayala, année 1391, ch. 5, et les *Memorias de los reyes catolicos del cura de los Palacios*, Andres Bernaldez, chapelain de l'inquisiteur-général, frère Diego de Deza, ch. 43.) (Manuscrits de la bibliothèque de M. Henri Ternaux-Compans.)

lui imposa ; mais d'autres considérations dominèrent ses penchants, et surtout prévalurent dans le conseil. Pour exécuter immédiatement les intentions de la reine, il aurait fallu consacrer à cette œuvre de prosélytisme plus peut-être de temps, d'hommes et d'argent que n'en avait coûté la conquête de Grenade. Organisés, armés comme ils l'étaient encore, avec leur roi pour se remettre à leur tête, les Mores, si l'on allait les attaquer dans le for de la conscience, se seraient retrouvés plus dangereux qu'au temps où l'amour de la patrie, la crainte de la servitude, ne les empêchaient pas de se déchirer entre eux. La guerre avait tellement épuisé les ressources de l'Espagne, que dans tous les royaumes de la couronne de Castille on n'aurait pas pu réunir alors un corps de douze mille chevaux ; les revenus du domaine royal, administrés avec la plus stricte économie (la reine filait elle-même tout le linge de son époux), suffisaient à peine pour rembourser les créanciers, qui ne consentaient pas à prendre en paiement des concessions de droits seigneuriaux dans le pays conquis ; enfin le roi se lassait d'être entraîné d'une année à l'autre dans des affaires étrangères à l'Aragon : il voulait s'occuper exclusivement de ses intérêts propres, et refusait de s'engager dans une nouvelle entreprise qui répugnait à son bon sens comme à sa loyauté. Les mêmes objections s'appliquaient à l'autre partie de la demande des prélats ; d'ailleurs, si l'on désirait que les émigrations fussent nombreuses, ce n'était

pas au moment où l'Espagne allait se priver de quatre cent mille habitants, que l'un devait penser à en chasser un million d'autres, surtout des sujets industriels, qui promettaient d'abondantes recettes au fisc. Tout cela déterminait les rois à ne rien innover pour le moment, et les promoteurs du baptême des Mores consentaient de bonne grâce au retard. Ils savaient qu'une première violation des traités en engendrait d'autres dans les inévitables représailles qu'elle enfante, et qu'ainsi la charte des Grenadins serait déchirée pièce à pièce. L'injustice impose des obligations tyranniques à ceux qui la commettent autant qu'à ceux qui la souffrent ; et là dedans, tout dépend des commencements. Don Fernando eut le tort de l'oublier alors, s'il tenait, comme la suite de sa conduite l'indique, à l'exécution franche de ses promesses. Il ne put jamais dégoûter totalement Isabelle d'un système de provocations tortueuses, ni des hommes qui s'en faisaient les complaisants instruments, il ne put enfin échapper à, la nécessité de soutenir lui-même par l'épée ce système qu'il désapprouvait.

Le 30 mars 1492, parut à Grenade l'édit qui ordonnait aux Juifs de quitter les terres de la couronne de Castille dans un délai de trois mois, sous peine de mort et de confiscation de leurs biens. A cette occasion, le cardinal Pero Gonzalez de Mendoza, celui qu'on appelait *le troisième roi de l'Espagne*, mit en avant un autre projet, celui d'expulser les Mores de

Castille et de Léon, en leur permettant de vendre leurs biens. C'était de la part du cardinal une grande preuve de désintéressement, car il possédait de nombreux vassaux musulmans, et ses domaines eussent perdu, par l'expulsion, la, plus grande partie de leur valeur ; mais il était habitué faire des sacrifices au bien de l'État, que malheureusement il n'envisageait pas toujours d'une manière très-saine. Son avis fut repoussé par le crédit des, seigneurs qui se trouvaient intéressés comme lui à la conservation de ces utiles vassaux, et qui n'étaient pas aussi bien disposés à supporter leur ruine avec patience. Le même appui manqua aux Juifs, ou du moins ne leur fut accordé qu'avec mollesse. Les Juifs, il est vrai, surtout depuis que le peuple les persécutait, étaient une source de profits considérables pour les seigneurs sur les terres desquels ils se réfugiaient volontiers ; mais ces profits, résultats d'extorsions ou de tolérances illicites, n'avaient rien de régulier. La dépouille de gens qui s'adonnaient exclusivement à des métiers lucratifs et de détail, de gens qui faisaient le commerce, l'usure, convertissaient leurs gains en monnaies ou en bijoux, vivaient avec économie, et amassaient par conséquent des trésors immenses, excitait la convoitise de tous ; fléau des pauvres, les Juifs n'apportaient aucune utilité à l'État ; chacun voyait en eux la poule aux œufs d'or, et avait hâte de l'éventrer. Les *conversos* ou prosélytes, dont le salut inspirait alors tant de sollicitude, appartenaient

encore presque tous de cœur et d'habitudes à leur nation c'était même parmi les conversos juifs que l'on remarquait le plus de ténacité à conserver les rites de la religion de leurs pères ; aussi Torquemada s'était-il donné pour but unique l'extirpation de la secte mosaïque, et il eût été dangereux de s'opposer aux volontés de cet homme, dont le crédit sur la reine tenait à des circonstances presque miraculeuses⁽¹⁾. Les Mores, au contraire, quoique attachés à leur culte, ne cherchaient guère à retenir ou ramener dans le sein de l'islamisme ceux des leurs qui voulaient en sortir, encore moins commettaient-ils la folie de conseiller l'apostasie aux chrétiens. Ils étaient en général agriculteurs, et c'était d'agriculteurs que l'Espagne manquait ; sobres, industrieux, ils fertilisaient des contrées où d'autres qu'eux n'auraient pu subsister ; attachés à la glèbe, leurs personnes faisaient en quelque sorte partie de la propriété de leurs, seigneurs ; écrasés d'impôts qu'ils payaient sans murmurer, on n'avait à leur prendre rien qui pût enrichir autrui. Une seule classe, celle des prolétaires, souffrait vraiment de la présence des Mores, à cause du taux auquel la concurrence de ces ouvriers infatigables avait fait descendre

(1) Il avait prédit à Isabelle, alors que ses deux frères vivaient, qu'elle monterait sur le trône de Castille. En lui faisant cette prédiction, qu'il maintint toujours imperturbablement, il en avait tiré la promesse de consacrer son règne à la destruction des hérésies. (Zurita, t. 4, p. 323.)

le prix du travail ; mais cette classe, destinée à jouer un si grand rôle en Espagne comme ailleurs, après la destruction de la féodalité, n'avait encore aucune influence. On comprend donc pourquoi les Mores de Castille, que ne protégeait point comme ceux de Grenade une organisation imposante, traversèrent cependant sans calamités, au moins pour l'heure, cette crise où succombèrent les Juifs. Ceux-ci, pour obtenir la révocation de l'édit, offrirent de grosses sommes qui éblouirent un instant les rois catholiques ; mais Torquemada tirant de son sein un crucifix, le jeta aux pieds de la reine en disant : « Que Dieu soit donc encore une fois vendu pour trente deniers ! » Et ce geste éloquent arrêta la plume qui allait tracer un arrêt de grâce. Dans les premiers jours du mois de juillet, les Juifs commencèrent à sortir d'Espagne. Ils avaient vendu leurs biens, comme on devait s'y attendre, à des prix dérisoires, « donnant une maison pour un âne, une vigne pour un peu de-toile. » Les riches aidèrent les pauvres à se tirer d'affaire pendant le voyage, dont les fatigues ne se peuvent décrire. « Il n'y avait chrétien qui ne prît pitié d'eux, » tout en les pillant. La misère en fit convertir quelques-uns, et périr un plus grand nombre. « Les uns mouraient, d'autres naissaient en route. » Les rabbins leur rappelaient la sortie d'Égypte ; ils faisaient jouer aux femmes et aux enfants des airs religieux sur les harpes que leurs pères ne voulurent point toucher auprès des fleuves

de Babylone, et ces paroles, cette musique les soutinrent jusqu'au terme de l'exil ; mais les traitements qu'ils éprouvèrent en Afrique épuisèrent leur résignation. Depuis l'année 1492 jusqu'en 1496, que le roi de Fez défendit de les laisser repartir, il en revint par masses en Espagne où le baptême leur fut administré. Ceux qui émigrèrent en Italie ou dans le Levant furent plus heureux, et ils y restèrent. On trouve aujourd'hui à Smyrne de leurs descendants qui ont conservé l'usage de la langue castillane et qui la parlent avec pureté. L'évaluation du nombre des Juifs expulsés des royaumes de Castille et d'Aragon, car don Fernando avait étendu à ceux de ses États l'édit de bannissement, est donnée différemment dans chaque auteur. Le chiffre de 400,000 est le plus vraisemblable, le plus généralement adopté. Grenade contribua pour une bonne part à ce total ; et ce fut la quatrième violation du traité, de quelque façon que l'on interprète la clause assez obscure qui concerne les Juifs de cette ville. Si l'on exceptait du bénéfice de la capitulation les fugitifs d'Andalousie, qui la plupart avaient été refoulés à Grenade par le mouvement de la conquête, du moins l'on ne pouvait équivoquer sur des termes aussi clairs que ceux-ci : « Les Juifs naturels de Grenade et de son Albayzin ou de ses faubourgs, ceux de l'Alpuxare et des autres lieux désignés dans la capitulation, jouiront de ses avantages. » Mais personne n'avait plus le moyen de réclamer pour eux ; ils partirent. Les maisons

qu'abandonnèrent ces riches protégés des Mores servirent à loger de nouveaux habitants chrétiens.

La reine en avait appelé de toutes les parties de son royaume ; il vint de Galice, de Castille et d'Andalousie quelques aventuriers auxquels se joignirent ceux des conquérants qui n'avaient pas de foyers, gens turbulents, paresseux, avides, livrés à tous les vices. Tel fut le noyau de la nouvelle population chrétienne ; et dès les premiers temps, la police des Espagnols donna plus de souci que celle des Mores aux rois et à leurs officiers. Les conflits étaient fréquents, et l'on pensera volontiers que les torts étaient souvent partagés ; cependant les châtimens tombaient d'ordinaire sur les vaincus, dont la résistance pouvait aisément être qualifiée de révolte. Un dépôt d'armes que l'on découvrit donna lieu à déployer beaucoup de sévérité. Il y eut des exécutions nombreuses et terribles ; plusieurs chefs de la conspiration furent écartelés, et l'on profita de cette occasion pour violer de nouveau le traité, en ordonnant aux Mores de se concentrer dans deux quartiers de la ville, l'Albayzin et l'Antequeruela, faute énorme, qui faillit coûter cher plus tard. L'Antequeruela n'était pas considérable, et se trouvait sous le feu de trois forteresses, l'Alhambra, les tours vermeilles et l'Attaubin mais l'Albayzin, qui, occupait une colline indépendante, entourée de murs et flanquée de tours était un poste très défendable, Cinq cents familles environ restèrent

à l'Antequeruela, cinq mille autres montèrent à l'Albayzin⁽¹⁾. Cela faisait en tout un peu plus de cinquante mille âmes. Le reste de cette population de Grenade, qui se montait autrefois à cent cinquante ou deux cent mille âmes, disparut, les uns émigrant en Afrique ou sur les terres d'Abou-Abdilehi, les autres se jetant à la montagne, où ils commencèrent à former des bandes et à ravager les bourgades qu'occupaient les chrétiens. Ces insurgés, ou, si l'on veut, ces brigands, prirent le nom de *Monfès*. Ils se mirent en relation régulière avec les corsaires barbaresques, auxquels ils vendaient leur butin et leurs prisonniers. Les corsaires venaient les aider dans leurs expéditions, et souvent restaient avec eux ; on appelait ceux-ci *Gandouls*. Leurs retraites étaient dans les gorges de montagnes, dans les cavernes creusées par la nature, près des cimes glacées de la Sierra-Nevada ; le cercle de leurs rapines s'étendait sur le littoral de l'Andalousie et du royaume de Murcie, partout où il y avait à côté d'une maison chrétienne un musulman pour servir d'espion. Ils se hasardaient jusqu'aux portes de leurs anciennes demeures, pénétraient dans la ville par

(1) Les historiens disent qu'il y avait cinq cents maisons à l'Antequeruela, et plus de cinq mille à l'Albayzin. Peut-être chaque maison était-elle occupée par plusieurs familles, mais je ne le pense pas, cela était trop éloigné des mœurs orientales ; du moins on ne doit le supposer que pour les familles très-pauvres.

l'Antequeruela, qui était mal fermée de murailles très-basses, et se retiraient, comme le loup sort de la bergerie, après avoir égorgé pour le plaisir de verser le sang. Telles furent les premières représailles, applaudies, encouragées par ceux des Mores qui n'y prenaient point encore de part active, et qui en recevaient souvent le contrecoup. Les rois catholiques purent, avant de quitter le royaume, reconnaître à ces symptômes tout le mal qu'ils avaient fait ; ils laissèrent à leurs lieutenants le soin de le réparer, et partirent au mois de mai pour se rendre en Catalogne, où don Fernando allait suivre de plus près les négociations entamées depuis longtemps avec la France, au sujet de la restitution du Roussillon. Les dernières instructions données aux officiers de guerre et de justice furent « de favoriser les Mores, de ne point permettre qu'ils reçussent injures ou mauvais traitements ; » aux prélats et aux religieux, « de leur enseigner avec amour et douceur la foi catholique et la doctrine chrétienne, sans les opprimer ni leur faire violence. » Mais si l'on en croit l'historien de Grenade⁽¹⁾, derrière ces instructions se cachait ; une arrière-pensée : « C'était, dit-il, des lénitifs avec lesquels on les préparait pour les purger ensuite avec le sirop du roi. » On verra bientôt quel fut ce sirop qu'employa don Fernando.

(1) Pedraza, p. 195.

CHAPITRE II.

Administration du comte de Tendilla et de l'archevêque de Talavera.

(1492 à 1499.)

Après le départ des souverains, leur autorité dans le royaume de Grenade se trouva divisée en différentes mains. Le pays était partagé entre trois juridictions. D'abord Abou-Abdilehi gouverna les Alpuxares, sans dépendance, mais sous la surveillance des officiers royaux ; il résidait habituellement à Codbaa⁽¹⁾, l'un des trois bourgs dont la réunion forme la ville d'Andarax, située sur la rivière du même nom, à quelques lieues au nord-est d'Almeria. La seconde

(1) Ces trois bourgs sont : Laujar-Alhizan, Codbaa et le Fondon. Le choix qu'Abou-Abdilehi fit de Codbaa pour y résider fut donner à ce bourg le titre de *cité*. On dit aussi qu'il habita Laujar, où était la forteresse, et Purchena. Un document, négligé jusqu'ici par les historiens, semble indiquer qu'il passa une partie de l'année 1492 à Grenade. Dans une lettre de la reine à l'archevêque de Grenade, lettre datée de Barcelone, le 11 décembre 1492, et citée par Pedraza, on

juridiction était celle des seigneurs des abbayes et des couvents (*señorio, abodengo*).

Quoique la reine eût dirigé contre la puissance des grands vassaux les principaux efforts de sa vigoureuse politique, elle reconnaissait néanmoins que le système féodal, auquel l'Espagne doit en partie son affranchissement du joug des Mores, convient mieux qu'aucun autre à un pays conquis ; et tandis qu'elle dépouillait les seigneurs des villes castillanes, elle avait distribué à ces mêmes gentilshommes des terres et des villes dans ses nouveaux domaines. Tout autour des Alpuxares étaient placés, comme en sentinelles, les capitaines qui s'étaient distingués dans les dix dernières campagnes ; ils cernaient Abou-Abdilehi dans un cercle de forteresses, et maintenaient dans l'obéissance une population nombreuse que la guerre avait épargnée. A l'autre extrémité glu royaume, dans les provinces de Malaga et de Ronda, où le besoin de vigilance n'existait pas au même degré, parce que les habitants avaient été décimés, on ne voyait que trois grands fiefs, constitués

trouve le passage suivant : « Du départ du roi more nous avons beaucoup de plaisir, et du départ de l'infant son fils beaucoup de peine. Si je pouvais faire ce que dit votre lettre, je ferais plus de diligence, pour le retenir. Il me semble que là où il est nous devons toujours le leurrer (*cabar*), le visitant sous couleur de visiter son père, et lui envoyant quelque chose. Pour cela croyez-moi à Baeza celui (*sic*) de Martin de Alarcon, qui sera bon pour lui envoyer. »

précisément au centre des districts qui avaient le moins souffert. Ces seigneurs possédaient droit d'asile sur toute l'étendue de leurs terres, et rendaient chez eux la justice en première instance, ne relevant des lieutenants de la reine que pour l'exécution, de leurs devoirs militaires. Enfin, venait la juridiction des officiers royaux, qui se divisait elle-même en deux branches et en plusieurs charges. Les forteresses et les garnisons des places de guerre étaient sous les ordres d'alcaïdes qui dépendaient tous du capitaine-général don Iñigo Lopez de Mendoza, comte de Tendilla. L'alcaïdie de Baza était héréditaire ; ainsi que celles de l'Alhambra et du Gin-al-Arph, à Grenade. La Vega de Grenade et ses sept bourgs formaient une capitainerie à part ; l'organisation du pouvoir civil variait suivant que les villes étaient peuplées exclusivement de chrétiens ou en partie de Mores. Dans les premières, la municipalité était constituée comme dans les autres villes d'Espagne ; l'*ayuntamiento*, qui se composait des jurés, de l'alguazil-mayor et des *regidores* ; dirigeait les affaires, sous la présidence d'un corrégidor, auquel seul appartenait le droit d'exécuter les mesures décrétées, par l'*ayuntamiento* et de faire la police au moyen des alguazils et autres agents subalternes. Les jurés avaient seulement voix consultative. Les alcaïdes ordinaires suppléaient le corrégidor et jugeaient les procès au premier degré. Les propriétés communales étaient administrées par un majordome nommé à cet effet, et

les milices éalisaient leurs officiers pour chaque expédition. Dans les autres villes, parmi lesquelles il n'y avait de considérables que Grenade et Almeria, la population chrétienne n'avait pas une représentation plus forte que la population musulmane ; le corrégidor agissait sous le contrôle d'un ayuntamiento. Celui de Grenade se nommait *Caldéron*, son alguazil-mayor était, comme nous l'avons vu, don Pedro de Grenade, qui avait au-dessous de lui des agualzils mores et chrétiens. La police spéciale du Zacatin ou quartier marchand avait été confiée à Fernando de Zafra, et l'alcaïceria, vaste bazar où se tenait le marché de la soie, était mis, vu son importance à tous égards, sous la surveillance spéciale d'un officier qui dépendait de l'alcaïd de l'Alhambra. La direction des autorités civiles appartenait à l'archevêque don Fray Fernando de Talavera, le commandement militaire au capitaine-général. Ces deux chefs étaient indépendants l'un de l'autre dans l'administration de leur département, et solidaires pour tout ce qui touchait à la politique. La reine leur avait adjoint Fernando de Zafra comme conseiller, avec la charge d'éclaircir les doutes qui s'élèveraient sur le sens du traité de capitulation. A eux trois, ils formaient la junte de gouvernement, et tenaient entre leurs mains les destinées du royaume de Grenade.

Il n'eût pas été possible de trouver dans toute l'Espagne trois hommes mieux pourvus que ceux-là des qualités nécessaires pour réussir auprès des

Mores. Fernando de Zafra était le type de la loyauté ; il avait traversé une époque de confusion déplorable, sans méconnaître ni trahir une seule fois son devoir ; rédacteur de la capitulation de Grenade, il la prenait au sérieux, et l'interprétait avec sincérité. Le comte de Tendilla, négociateur habile, formé à la pratique des grandes affaires, s'était acquis l'estime des Grenadins sur les champs de bataille ; la discipline de ses troupes avait paru dans des occasions critiques, ce qui devait le rendre particulièrement agréable à un peuple jaloux, qui redoutait la licence des vainqueurs. Son caractère chevaleresque le portait à respecter des ennemis courageux, en même temps que la hauteur de ses vues lui faisait apercevoir tout le parti qu'il y avait à tirer de sujets si utiles, quand on les aurait rendus affectionnés : aussi se déclara-t-il le protecteur des Mores, office dont il fit dans sa famille une charge héréditaire. Pour l'archevêque, c'était un résumé de toutes les vertus chrétiennes. Personnages d'expérience et de crédit, entourés de gloire, armés d'autorité, les triumvirs entreprirent avec ardeur l'œuvre de conciliation que le roi et la reine leur avaient remise. Suivant leurs instructions à la lettre, ce fut à la porte des cœurs qu'ils frappèrent pour y faire entrer l'esprit de soumission et l'Évangile.

Grenade changea rapidement de face ; les améliorations matérielles précédèrent les autres. Des rues furent percées, des places ouvertes dans des quartiers malsains, qui devinrent par-là les plus beaux et les

plus riches. L'archevêque introduisit des arts et des métiers nouveaux ; l'on vit sortir de ses presses des livres magnifiques, dont plusieurs, imprimés dans les deux langues, à la fois en arabe et en castillan, devaient servir à rapprocher les deux nations. C'était lui-même qui, tous les matins, ouvrait les travaux où les nombreux indigents, victimes des derniers événements, trouvaient un moyen de subsistance. Il empêchait avec grand soin que ces travaux ne fussent l'occasion de vexer les Mores par des corvées ; et il se préoccupa, comme le capitaine : général, bien plus de réprimer l'insolence des nouveaux habitants chrétiens, que de surveiller ce qui se passait à l'Albaycin. Il recommandait aux magistrats l'indulgence pour les Mores, disant : « Ce sont des enfants, il faut les nourrir avec du lait. » Ses efforts ne furent pas tous couronnés du succès, car la ville resta toujours peu sûre ; et dès la tombée de la nuit, les Mores se renfermaient soigneusement dans leurs maisons, de peur d'être insultés : mais ils tinrent compte de la protection qu'on leur accordait dans les limites possibles ; leurs rancunes s'éteignirent peu à peu, et bientôt l'on n'entendit plus parler de conspirations.

Une circonstance, heureuse à certains égards, favorisa les plans que l'archevêque et le capitaine-général poursuivaient en commun. Abou-Abdilehi se trouvait mal à l'aise dans Son gouvernement des Alpuxares ; son voisinage entretenait à Grenade une

agitation dont il craignait d'être rendu responsable ; et le mélange parmi ses vassaux de quelques chrétiens auxquels la reine avait donné des terres abandonnées par les premiers émigrés, occasionnait des collisions embarrassantes pour lui, en outre des autres inconvénients qu'il présentait ; cependant, Abou-Abdilehi ne pouvait se résoudre à quitter un pays tout plein des souvenirs de la royale maison de Béni-Nacer. Yousef Aben-Comixa, témoin de ses incertitudes, trancha la question. Au commencement de l'année 1494, il se rendit en Aragon, près des rois catholiques, et, de sa propre autorité, vendit le domaine de son maître pour 80,000 ducats, qui lui furent aussitôt livrés sans attendre ratification. Yousef chargea cette somme sur des mules, et l'amena au château de Laujar, où se trouvait alors le prince. « Seigneur, dit-il, j'ai vendu tes biens, et en voici le prix. » La colère d'Abou-Abdilehi, en entendant ces paroles, fut si grande, qu'il aurait tué lui-même son visir, si on ne l'avait fait disparaître. Il se résigna enfin, persuadé que le sacrifice était nécessaire, et dans tous les cas irréparable. Les rois lui prêtèrent un navire, sur lequel il s'embarqua pour passer en Afrique. Tous ses serviteurs particuliers l'accompagnaient, ainsi que plusieurs Mores de qualité ; d'autres le suivirent jusqu'au rivage, saluant son départ d'affectueuses et tristes acclamations. En ce moment, le tyran disparaissait ; le dernier héritier du sceptre d'Alhamar recevait les adieux de son

peuple asservi. On sait quel fut le sort de ce prince aussi malheureux que coupable ; il périt, l'an 1536, à la bataille de Guadiowed, où il commandait une division de l'armée de Mouley-Ahmed-el-Merini, roi de Fez, contre les schérifs de Maroc. Les Alpuxares firent donc retour à la couronne, et les Mores se trouvèrent sans chef. Il restait bien encore en Espagne quatre membres de la famille royale de Grenade, Cidi-Yahié et son fils, et les deux jeunes enfants de Muley-Ali-Aboul-Hasan ; mais tous quatre avaient embrassé le christianisme, ils ne pouvaient inquiéter. Les deux premiers n'inspiraient plus désormais que de l'aversion à leurs compatriotes ; les autres n'étaient pas encore en état de jouer un rôle : on les gardait à vue, cependant, au palais de l'Alhambra, ainsi que la princesse Zoraya leur mère. Pour se les attacher, doña Isabelle les gratifia d'une partie des domaines d'Abou-Abdilehi. Cidi-Yahié, de son côté, entra en possession de l'apanage qui lui avait été promis autrefois comme récompense de ses services. Une troisième concession de terres, faite en faveur de la maison puissante de Cordova, compléta la division des Alpuxares en grands fiefs. On aurait pu faire de meilleurs choix pour les deux premiers ; on aurait dû répartir entre un plus grand nombre de seigneurs la surveillance d'une contrée aussi propre à la petite guerre que l'était ce massif de montagnes ; on aurait dû surtout réunir dans les bourgs défensables les nouveaux habitants chrétiens que

l'on introduisit alors, au lieu de les disperser d'une manière qui ne pouvait que servir d'excitation et d'aliment au brigandage des Monfès, lequel reprit une plus grande vigueur ; mais, au total, ce changement fut une amélioration considérable. On la ressentit à Grenade, et Grenade était le point important.

L'archevêque y faisait faire de rapides progrès à la fusion des deux races, propageant l'Évangile par les seuls moyens que l'Évangile recommande : l'édification, la charité et la persuasion. Cet homme fut vraiment un saint ; et sans parler des autres miracles qu'on lui attribue, il y eut quelque chose de miraculeux dans la tendre affection qu'il inspira aux Mores. « Rien n'était plus agréablement sonore à leurs oreilles que le nom du bon prélat, du saint alfaqui des chrétiens, comme ils l'appelaient. » Et lui les récompensait de la même tendresse. « Nous devrions prendre leurs œuvres et leur donner notre foi, » disait-il. Les docteurs musulmans qui entraient avec lui en conférence le trouvaient toujours de si bonne foi dans la discussion, si zélé pour la vérité, si patient, si doux, qu'ils se retiraient non seulement satisfaits, mais disposés à revenir. C'était même par eux qu'il faisait encourager ses néophytes à s'instruire ; et malgré le nombre immense des conversions qu'il opéra, pas une plainte ne fut élevée, personne ne l'accusa de séduction, pas plus que de violence. En un seul jour il baptisa trois mille Mores, dont pas un ne devint apostat.

Il ne convient pas d'appliquer ici la méthode d'analyse avec laquelle nous scrutons les évènements politiques ; c'est dans de telles œuvres que la part mystérieuse de Dieu est inappréciable ; cependant on y aperçoit encore quelque chose qui vient des hommes, et dont l'histoire doit tenir compte. Là où d'autres avaient échoué, là où d'autres échouèrent bientôt après, Fray Fernando de Talavera réussit ; la moisson répondit aux soins qu'en avait pris l'ouvrier. L'archevêque commença par exiger de son clergé qu'il se mît à la hauteur de la tâche que la Providence lui avait départie ; strict observateur de la discipline, il forçait ses prêtres à résider assidûment aux sièges de leurs bénéfices, et combattait leur tendance au luxe par son exemple, ses conseils et ses reproches. Il les engageait à étudier la langue arabe, de manière à pouvoir s'en servir pour prêcher ; dans ce but, il avait fondé une école, fait composer des vocabulaires, et traduire toute la partie doctrinale des offices divins, ainsi que des traités de dévotion et des prières, Lui-même, malgré son âge avancé, avait entrepris l'étude de cette langue ; il s'était rendu capable d'enseigner aux Mores les éléments de la religion, de confesser les catéchumènes et de distribuer aux malades les consolations de l'Évangile. Tous les jours il faisait un catéchisme ; une fois par semaine il allait prêcher dans les maisons de ceux qui l'appelaient. « Je donnerais un œil pour pouvoir m'exprimer clairement, » disait-il

lorsque l'imperfection de ses connaissances dans cet idiome nouveau trahissait son éloquence ; mais alors même le feu du cœur suppléait à ce qui manquait à ses paroles, et les Mores prétendirent avoir vu un globe enflammé se poser sur sa tête pendant qu'il leur expliquait les commandements de Dieu :

Auprès d'un peuple qui pratique avec tant de ferveur le précepte de l'aumône, il était difficile de briller par la charité ; cependant Talavera les étonna. Il y eut entre lui et le capitaine-général de touchants assauts de générosité. L'archevêque avait déjà mis deux fois à l'encan le mobilier de sa maison, il avait donné pour rien son unique mule, prétendant qu'il avait honte de la nourrir dans une année de disette ; enfin il vendit l'argenterie de sa chapelle. Cette argenterie consistait en un calice, des burettes, une patène et une clochette. Le comte de Tendilla l'acheta vingt mille maravedis, et la lui renvoya. Talavera la remit en vente, et le comte la racheta pour le même prix, la lui renvoyant encore. Le dimanche suivant, l'archevêque monta en chaire et dit : « Le seigneur comte de Tendilla pense-t-il qu'il me lasserait ? Deux fois il m'a acheté ma chapelle, et autant de fois me l'a renvoyée. Eh bien, que sa seigneurie apprenne que si cent fois elle l'achète et me la rapporte, cent fois je la remettrai au marché, car en un temps de nécessité, l'argenterie de l'archevêque ne peut pas rester oisive. » Quand il était surpris par un pauvre la bourse vide, il donnait son anneau ou son

cachet, puis il ajoutait : « Ne le rendez pas pour rien à mes gens. » Dans ses visites aux malades, il se faisait infirmier. Cette humilité, cette bonté, dont les effets s'étendaient à tous, aux musulmans endurcis comme aux prosélytes, étaient un spectacle nouveau pour les Grenadins ; l'islamisme recommandé la justice, mais non la charité envers tous les hommes. Talavera prouvait l'excellence de sa foi par l'excellence des sentiments qu'elle inspire ; il devait attirer à lui bien des âmes ; et s'il eût été ambitieux de succès plus retentissants que réels, il ne tenait qu'à lui d'en obtenir ; mais lui aussi, croyait que les conversions opérées sur des masses sont rarement sincères, ; il mettait un frein au zèle imprudent, un obstacle à l'hypocrisie. Chacun des catéchumènes qu'il baptisait avait été auparavant longuement instruit ; examiné, éprouvé par lui-même dans un collège de sa fondation, que l'on nommait la *Maison de l'enseignement*, (Casa de doctrinal C'est en agissant ainsi d'après les examens des Pères de l'Église, qu'il obtint des conversions sincères, solides, auxquelles nul intérêt humain n'avait de part. Ses devoirs de pasteur, d'apôtre n'absorbaient pas tellement l'archevêque, et le poids des années ne le courbait pas tant qu'il ne s'occupât avec un fruit égal de l'administration du royaume. Les monuments de cette administration ne se trouvent point aujourd'hui dans des règlements et des ordonnances ; pour consolider la conquête, il fallait éviter les

Page manquante

Page manquante

partout. Sous son regard l'ordre renaissait, les aventuriers qui peuplaient Grenade perdaient peu à peu leurs habitudes licencieuses, les églises étaient pleines, matin et soir, si bien qu'il devint nécessaire d'élever trois autels sur des places publiques ; les Mores oublièrent leurs vieilles haines, et se pressaient sur les pas de l'archevêque, disant que leurs rois n'avaient jamais été d'aussi bons maîtres ; deux cents hommes suffisaient à la garnison de la ville, et dans les terres de seigneurie, le même accord régnait entre les nobles chrétiens et leurs vassaux musulmans. Pendant sept années, grâce à frère Fernando de Taylavera ; que secondaient dignement le comte de Tandilla et Fernando de Zafra, on fit, pour attacher les Mores à la couronne de Castille, plus qu'à aucune époque antérieure, sans exception ; mais ce régime conciliant était trop contraire aux habitudes espagnoles pour qu'il pût durer longtemps. Les rois revinrent à Grenade, et bientôt la, série des violences recommença.

CHAPITRE III.

Révolte des Mores de Grenade.

(1499)

Trois hommes s'étaient jadis partagé, à divers degrés, la confiance de doña Isabelle, Talavera était l'un d'eux, le cardinal don Pero Gonzalez de Mendoza et le grand-inquisiteur Torquemada les deux autres. Quand Talavera eut pris possession de l'archevêché de Grenade, il refusa de suivre la cour comme par le passé, et quitta toutes ses charges, entre autres celle de confesseur ordinaire de la reine. Doña Isabelle s'en montra fort peinée, mais toutes ses instances étant inutiles, elle demanda un confesseur au cardinal, qui lui proposa frère Francisco Ximenez de Cisneros, moine franciscain, gardien du couvent de Salzedo. Pendant quelque temps encore, Talavera dirigea de loin la conscience de son auguste pénitente, mais il n'avait plus de voix dans les affaires d'État. A la mort du cardinal, qui arriva le 11 janvier 1495, Ximenez, alors provincial de son ordre pour la province de

Castille, était en grand crédit. Dans la dernière visite que lui firent ses souverains, don Pedro Gonzalez de Mendoza leur avait recommandé beaucoup, pour le remplacer sur le siège primatial de Tolède, un homme de moyenne condition et de grand talent, c'était en quelque sorte désigner Ximenez⁽¹⁾, qu'il instituait son exécuteur testamentaire, en lui donnant pour associés dans cette charge la reine et l'archevêque de Séville ; doña Isabelle pénétra le sens de cet avis, nomma Ximenez, et s'applaudit ensuite d'autant plus d'avoir deviné les intentions du cardinal, que son confesseur résista longtemps avant d'accepter le fardeau de l'épiscopat ; il ne se soumit que sur un bref du pape. Mais si l'humilité du nouvel archevêque avait paru d'une manière éclatante, en cette occasion, Ximenez ne possédait pas les vertus qui accompagnent celle-ci d'ordinaire, la défiance de soi-même et la modération. A peine fut-il installé, qu'il maintint les droits de son rang avec rudesse, et entra dans la carrière des réformes avec une fougue indomptable, ne reculant devant l'emploi d'aucun moyen, quelque violent

(1) Il était d'une naissance distinguée. Mais depuis longtemps cette famille était tombée dans la pauvreté et l'oubli. Un cispéros sauva la vie au roi don Alonso VI, à la journée de Zalaca, en lui donnant son cheval, et un autre cispéros fut du nombre des otages que le roi don Juan Ier remit au duc de Lancastre, l'an 1388, en garantie du paiement entre somme de 600,000 francs.

et arbitraire qu'il fût. Les remontrances de ses supérieurs ne faisaient que lui inspirer plus d'impatience, les plaintes de ses administrés que de la colère : l'emprisonnement était sa réponse aux placets que tout membre du clergé de son diocèse osait envoyer à la cour de Rome. On doit ajouter que le but de ses réformes était louable, et que les réformes elles-mêmes étaient nécessaires autant que ses procédés étaient répréhensibles. Un pareil ministre devait convenir à la reine, qui n'avait presque jamais rien ménagé pour arriver à ses fins, qui renversait les obstacles et s'irritait des lentilles. Bientôt Ximenez la gouverna entièrement. Torquemada étant mort au mois de septembre 1498, Ximenès fit nommer à sa place frère Diego de Deza, par lequel il se rendit maître du Saint-Office, et personne alors ne fut en état de lui résister, car il n'y avait plus debout en Espagne que deux pouvoirs : la royauté et l'inquisition. Après avoir terminé une lutte difficile avec les ordres monastiques, par la restauration de la règle et le triomphe de la stricte observance, l'archevêque de Tolède essayait de tromper son activité en fondant l'université d'Alcala de Henarès, lorsque la reine l'appela auprès d'elle à Grenade, où le réclamaient des travaux dignes de l'occuper.

Il se mit en route aussitôt. Quoiqu'il ne fût appelé que pour aider Talavera dans ses fonctions apostoliques, Ximenez se proposa d'aller plus loin. Il se fit délivrer par le grand-inquisiteur un pouvoir en forme,

à l'effet de réconcilier les *Elches*, ou renégats grenadins et leurs enfants, d'empêcher les mariages entre musulmans et chrétiens, ou enfants de renégats, et de connaître des cas d'hérésie dans les limites déterminées, en suivant la procédure du Saint-Office. L'usage qu'il s'apprêtait à faire de son pouvoir s'accordait mal avec la capitulation solennellement garantie à *toujours* par les rois, les grands et les prélats espagnols. On répondait à cela que la capitulation, en ce qui concernait les renégats, n'était ni licite ni valable, le droit canonique s'y trouvant opposé. Ximenez tint-il secrète sa conférence avec frère Diégo de Deza ? cacha-t-il aux souverains qu'il venait armé d'un pareil pouvoir et décidé à s'en servir ? Les historiens le prétendent tous. Il est certain qu'au moins le roi n'en fut pas instruit ; c'était malgré lui que doña Isabelle donnait dans les affaires de Grenade une part à ce favori qu'il n'aimait pas ; mais à l'égard de la reine, le mystère eût été encore plus inutile que dangereux : on ne peut guère admettre qu'il en existe entre un monarque et un ministre dont les vues sont parfaitement conformes. Ximenez arriva dans le courant d'octobre 1499 à Grenade. Il obtint aisément de Talavera la permission d'évangéliser dans son diocèse. Le bon archevêque, aussi peu ambitieux qu'il était modeste, s'effaça devant celui qu'il regardait comme son supérieur. Oubliant tout ce qu'il avait déjà fait pour la conversion des Mores, combien sa méthode avait réussi de tout points, il pria le primat

des Espagnes de lui tracer la ligne à suivre, comme s'il se fût agi d'une œuvre toute nouvelle. Ximenez arrêta son plan de concert avec lui. Cela décidé, les rois qui résidaient à Grenade depuis le mois de juillet, partirent pour Séville, en recommandant aux prélats d'agir avec prudence, de manière à ne pas causer de trouble. Peu de jours avant leur départ ils avaient promulgué deux édits par l'un desquels ils exemptaient les Mores des peines portées contre ceux de leurs sujets qui employaient des étoffes de soie pour leurs vêtements ; l'autre édit remettait en vigueur la loi des *Siete partidas* sur la transmission forcée des biens d'un père musulman à ses enfants ou autres parents chrétiens, et promettait en outre aux femmes mores qui embrassaient le christianisme des terres dans les Alpuxares ; aux esclaves convertis, leur émancipation aux frais du trésor royal. Ce n'était déjà plus, on le voit, la doctrine de Torquemada qui prévalait, et la capitulation se trouvait violée une fois de plus, au moins, dans son esprit.

Dès que leurs altesses eurent quitté Grenade, Ximenez y prit une autorité absolue ; on ne dit pas en vertu de quel titre ; si c'était une usurpation, son crédit suffit bien pour expliquer comment personne ne s'y opposa. Il employa d'abord les moyens qui avaient réussi à Talavera, mais en les pervertissant pour leur donner une action plus prompte. Les alfaquis et les marabouts mandés au palais que l'archevêque de Tolède occupait à l'Alcazaba, voyaient

briller au milieu d'arguments théologiques d'autres arguments tout à fait étrangers au salut des âmes ; on mettait devant eux une balance avec les faveurs du gouvernement dans l'un des plateaux et ses rigueurs dans l'autre ; d'où il arriva que « désirant jouir de la liberté comme les vainqueurs, » quelques-uns de ces docteurs musulmans se chargèrent de remontrer eux-mêmes au peuple la vanité de ses croyances. La charité devint de la séduction. Talavera donnait aux Mores qu'il attirait chez lui des habits et des meubles à la mode espagnole ; Ximenez, pour leur plaire davantage, leur donna des habits de pourpre et de soie à la mode moresque. Avec deux millions de maravédís, Talavera, qui s'inquiétait surtout des pauvres, avait su faire pénétrer ses bienfaits partout où il en était besoin ; Ximenez, avec une somme quinze fois plus forte, car les revenus de son archevêché s'élevaient aussi haut, ne put suffire à ses largesses ; il s'endetta. Le résultat fut tel qu'on devait l'attendre. On chantait dans les rues la générosité de l'archevêque de Tolède ; les marabouts et les alfaquis, pour mériter plus grosse récompense, envoyaient à l'envi des prosélytes demander le baptême avec une autorisation de leur main ; la presse devint telle, en si peu de temps, que le 18 décembre, en consacrant, sous le titre du Saint-Sauveur, la grande mosquée de l'Albayzin, le nouveau prédicateur baptisa plus de quatre mille personnes. On ne peut pas dire que ce fussent des catéchumènes :

aucun d'eux n'avait été préalablement instruit. Ximenes leur conféra le sacrement par une aspersion générale, sans autre cérémonie ; et datant orgueilleusement de ce jour, la conversion de Grenade, il institua en conséquence une fête qui se célébrait à Tolède et à Grenade, en même temps que celle de l'Attente de Noël.

Cependant, tandis que des alfaquis abandonnaient ainsi la cause du prophète, d'autres la prirent chaudement en main, et avec eux plusieurs personnages de considération. Ceux-ci allaient prêchant, excitant le peuple à rester fidèle au culte de ses ancêtres ; ils se plaignaient avec aigreur, principalement de ce que les formes garanties par la capitulation n'étaient pas observées à l'égard des prosélytes du sexe féminin. En effet, les femmes n'auraient pas dû être admises à changer de religion sans être examinées en présence de témoins chrétiens et mores, ce qui ne se faisait point. A la vérité, les prédications des docteurs de la loi musulmane étaient prévues et interdites par les lois castillanes⁽¹⁾ ; mais les Grenadins vivaient sous un régime exceptionnel. Certainement en capitulant ils n'avaient pas compris qu'il serait désormais défendu à leurs prêtres de les affermir par la parole dans la foi de Mahomet, et il semble qu'ils avaient raison de se croire dans leur droit en opposant tribune à tribune. Ximenez n'en jugea point ainsi. Il n'entrait pas

(1) *Siete Partidas*, part. 7, tit. 24, l. 6, et tit. 2.

dans son caractère de supporter des contradicteurs, surtout en matière de religion, ni de laisser dormir une loi favorable à ses plans, quelque peu de cas qu'il fit des autres. Maître à Grenade, où il donnait des ordres à tous les officiers de police, il envoya prendre chez eux les alfaquis récalcitrants avec leurs acolytes, les jeta en prison, et commanda qu'ils y fussent traités avec sévérité⁽¹⁾. Il n'osa pas tout d'abord agir de même envers un certain prédicateur populaire nommé Mahomad-Azaator-el-Zegri. Celui-ci était un homme du plus haut rang ; allié à la maison royale, il descendait de cet Aben-Ahmar que les poètes et les historiens ont célébré. Les exploits passés, la pureté de sa vie, la hardiesse et l'éloquence de ses discours lui avaient acquis une autorité universelle. A lui seul le Zegri remuait Grenade. Pour l'amener à lui, Xi-menez essaya du raisonnement, puis des promesses, puis des menaces ; tout échoua. Enfin il recourut aux remèdes violent⁽²⁾. Mahomad-Azaator-el-Zegri, saisi à son tour, fut renfermé dans un cachot, mais non pas seul ; l'archevêque lui donna pour compagnon son chapelain, Pedro de Léon, qui se chargeait de lui faire ouvrir les yeux

(1) *Indignis modis*, dit le panégyriste de Ximenez. (Voyez *De rebus gestis à Francisco Ximenio Cisnerio, archiepiscopo Toletano*, lib. 8. Alvaro Gomecio, Toletano, auctore. — Compluti, 1569, p. 29.

(2) *Omni ferè humanitate depositâ... atrocia remedia....* Alvar Gomez, p, 29,

à la lumière. On ne sait pas ce qui se passa entre ces deux hommes. La conquête du Zegri était importante ; la lutte avait exaspéré Ximenez : Pedro de Léon eut sans doute des instructions bien sévères. « Les menottes aux mains, les fers aux pieds, couché sur la terre, réduit à la ration des prisonniers, le prédicateur musulman « mûrit l'apostume de son opiniâtreté⁽¹⁾. » Au bout de peu de jours, le Zegri demanda qu'on le conduisît devant l'archevêque de Tolède. Il y fut mené dans ses liens. « Qu'on me les ôte, demanda-t-il encore, ce que j'ai à dire exige, pour être cru, que je sois en liberté. » Quand ses chaines furent tombées, il se jeta aux genoux de Ximenez, baisa la terre, puis la main du prélat, et dit : « Seigneur, je veux être chrétien. Je le fais de bonne volonté, parce que Dieu me l'a commandé dans une révélation, et je suis certain qu'il m'appelle à lui par ce chemin. » Ximenez le releva, lui donna une robe de soie pourpre, et il le baptisa incontinent. Le parrain fut don Alonzo-Porlocarrero, comte de Palma, qui pourtant ne donna pas ses noms à son filleul. Mahomad-Azaator voulut prendre ceux du grand capitaine avec lequel il prétendait s'être mesuré dans la plaine de Grenade ; il savait d'ailleurs que Gonzalo Fernandez de Cordova était un des favoris du prélat. En se relevant, le nouveau converti fit un jeu de mots cruellement sarcastique, et la naïveté des chroniqueurs nous l'a conservé : « Si

(1) Pedraza, *Hist. granad.*, p. 195.

vous rencontrez d'autres opiniâtres, jetez-les à ce lion, dit-il, j'assure votre seigneurie qu'elle en viendra à bout en peu de temps. » On n'ajoute pas que Ximenez ait suivi le conseil du Zegri, mais seulement qu'il résulta de la conversion de cet homme celle de beaucoup d'autres, sans que personne osât dès-lors s'y opposer ouvertement.

Il ne manquait pas de gens parmi les Espagnols qui désapprouvassent la conduite du primat, les uns l'attaquant par des motifs de religion, les autres par des motifs de prudence. « C'était, disaient les premiers⁽¹⁾, une chose indigne de l'Évangile et qui répugnait à son esprit, de se servir de la violence ou de l'artifice pour acquérir des sujets à l'Église. La foi au Christ ne peut résulter que d'une volonté spontanée et sincère ; les conciles de Tolède, dont l'autorité est si grande dans toute la chrétienté, défendent sévèrement l'emploi de la force envers les infidèles. » A ceux-là Ximenez répondait : « Que si l'on ne pouvait conduire doucement les Mores dans le chemin du salut, il fallait les y pousser. » Aux autres, qui l'avertissaient du danger qu'il y avait à ne rien ménager, il répliquait : « Dans les affaires temporelles, les compromis sont bons quelquefois ; dans les affaires de Dieu ils sont toujours impies. D'ailleurs ce n'est pas quand le mahométisme penche vers sa ruine que nous devons

(1) Alvar Gomez, p. 29,

mesurer nos coups, il faut frapper aujourd'hui. » En conséquence de cette opinion, il fit rassembler sur la place de Bibarrambla tous les livres arabes que l'on put trouver à Grenade, et le Zegri, auquel il avait accordé une pension de 50,000 maravédís, mit lui-même le feu, en présence de son patron, à des milliers d'ouvrages, tous précieux à divers titres ; il y en avait dont l'exécution offrait des merveilles de peinture et de calligraphie, d'autres dont les reliures, incrustées de nacre et de pierres fines, les fermoirs, les broderies tentaient la convoitise des serviteurs du prélat. Ximenez ne voulut rien soustraire à l'autodafé, si ce n'est trois cents volumes qui traitaient de médecine ; il les fit transporter dans la bibliothèque d'Alcala, le reste périt. Quelques écrivains, enthousiastes de cet acte de vandalisme, ont sans doute exagéré le nombre des volumes incendiés ainsi, par un prélat lettré, en le portant à plus d'un million (un million et vingt-cinq mille) ; un sentiment opposé a fait tracer à la plume du panégyriste de Ximenez le chiffre inadmissible de cinq mille. Le plus savant des orientalistes espagnols⁽¹⁾ évalue à quatre-vingt mille environ les ouvrages dont il déplore la perte. Si l'on réfléchit à ce qu'était devenu Grenade sous la dynastie des Alhamar, aux écoles que cette ville renfermait, aux hommes distingués, dans tous les genres, que la libéralité des princes musulmans y attirait ; si l'on calcule que non seulement les

(1) Conde.

bibliothèques publiques, mais encore presque toutes les bibliothèques des particuliers furent dévorées par la torche du Zegri, on pensera peut-être que c'est peu de quatre-vingt mille, et qu'il faudrait plutôt se rapprocher du chiffre d'un million. Quoi qu'il en soit, les trésors intellectuels de toute une population furent anéantis en un seul jour ; à partir de cette époque, il ne s'éleva plus parmi les Mores grenadins un homme instruit qui pût transmettre à la postérité le moindre renseignement sur les choses de son temps. Nous verrons combien la morale perdit à ce triomphe de l'ignorance.

Jusqu'alors la séduction et la ruse avaient toujours préparé le chemin à la violence en lui fournissant un prétexte pour agir. Les Mores pouvaient se plaindre de n'être pas traités suivant l'esprit des promesses royales, de la violation de quelques articles de leur charte, dont la rédaction ambiguë prêtait à la mauvaise foi ; mais jamais encore on n'était allé directement, franchement contre leurs privilèges. A l'égard même des renégats, Ximenez n'usait pas encore des pouvoirs qu'il tenait du grand-inquisiteur ; il se contentait de réconcilier ceux que ses prédications, ses prières et ses présents décidaient à abjurer leurs erreurs : Le nombre en fut grand ; cependant il restait beaucoup de cœurs endurcis ; mais le jour de la rigueur arriva tout à coup. Ximenez déployant sa patente, se constitua en juge inquisitorial, et commença la recherche des Elches. D'après une décision

qui faisait partie du code du Saint-Office, les enfants des renégats et toute leur génération étaient sujets aux mêmes poursuites que leurs parents ; car les pères ayant appartenu à l'Église, les enfants lui appartenaient aussi : ce fut donc sur tout ce qui était de race chrétienne et professait l'islamisme, que le primat des Espagnes fit tonner les foudres de l'inquisition. Il existait beaucoup de ces familles à Grenade. Aussitôt les alguazils et les domestiques de Ximenez se mirent à les traquer jusque dans l'Albaycin, où ils enlevaient hommes, femmes et enfants, pour les traîner en prison. Un jour que l'alguazil royal Velasco de Barrionuevo, qui d'ordinaire était employé à ces sortes d'expéditions, et s'était rendu particulièrement odieux par sa brutalité, montait à l'Albaycin avec un nommé Sacedo, serviteur de l'archevêque, les Mores témoignèrent quelque velléité de résistance ; les deux agents ne s'en effrayèrent point. Ils entrèrent dans la maison d'une riche musulmane, fille de renégat et mère de deux garçons, la garrottèrent ainsi que ses enfants, et la poussèrent devant eux, malgré ses réclamations. Des rassemblements s'étaient formés ; la prisonnière criait à la violence, invoquait la sauvegarde accordée aux renégats, et suppliait le peuple de la délivrer. Elle alla, ainsi garrottée et poussée, jusque sur la place de Bibalbonout, à la limite de l'Albaycin et de l'Alcazaba. C'était le quartier-général des Mores ; une grande foule l'encombrait ; Barrionuevo voulut se

faire jour, et répondit arrogamment à ceux qui s'avançaient pour le questionner. Alors l'émeute éclata ; une pierre, lancée par une main sûre, étendit l'alguazil raide mort sur la place : Sacedo se déroba, et dut la vie à une femme charitable qui le cacha sous son lit. Les renégats délivrés furent reconduits triomphalement par une partie des révoltés, tandis que l'autre se répandait dans l'Albaycin en criant : *Mahomet ! liberté ! aux armes pour nos privilèges !*

L'Albaycin et l'Alcazaba sont les deux quartiers les plus élevés de Grenade ; ils sont bâtis en gradins sur deux collines escarpées, que sépare une vallée peu profonde : l'Albaycin touche aux murailles de l'enceinte extérieure, et s'appuie à de hautes chaînes de montagnes. Entre lui et l'Alcazaba il y avait, à cette époque, un rempart épais, flanqué de tours très-rapprochées l'une de l'autre, et percé de quatre portes fortifiées. Les Mores se saisirent incontinent de ces tours et des portes, ainsi que des ouvrages de l'enceinte extérieure, où l'on avait négligé de mettre des corps-de-garde, peut-être à cause de la faiblesse de la garnison. L'Alcazaba n'était pas aussi bien fermé. Le Hanariz, la plus moderne et la plus belle partie de ce riche quartier, celle qui s'étend le long de la rivière Darro, n'avait jamais possédé de défense particulière ; c'était là qu'habitait l'archevêque-primat au milieu des seigneurs espagnols ; mais dans l'Alcazaba supérieure, où l'on avait confiné les Mores, il existait encore des

restes imposants d'anciennes fortifications qui se croisaient et formaient comme des alvéoles dans une ruche. Quelques barricades élevées sur les roches et à l'entrée des rues ouvertes, suffisaient pour mettre les insurgés à l'abri des premières attaques ; elles furent construites rapidement, malgré l'opposition des chrétiens. Avant que le capitaine-général eût été averti à l'Alhambra des nouveautés qui se passaient de l'autre côté du Darro, les Mores étaient maîtres de leur terrain, et même en état de prendre l'offensive. La nuit approchait. Le comte de Tendilla, voyant qu'il ne pouvait réprimer les désordres, voulut prévenir le plus grave de tous ; il devinait que les Mores allaient ajouter au crime de rébellion celui d'un assassinat sur la personne du favori de la reine, et après cela il n'espérait plus d'indulgence pour eux. Son premier soin fut de dépêcher au primat un messenger et une escorte, pour l'amener à l'Alhambra ; mais, à sa grande contrariété, Ximénez refusa de quitter son palais. « J'attendrai à mon poste la couronne du martyr, dit-il, et je n'abandonnerai pas ceux que j'ai compromis. » Heureusement, le palais du prélat était une maison forte, et ses nombreux serviteurs le défendirent avec dévouement. Pendant toute la nuit, des bandes d'insurgés se relayèrent pour livrer assaut sur assaut ; mais les armes leur manquaient, les escalades échouèrent, les feux croisés devant les portes en empêchaient l'approche, les murailles massives résistèrent aux instruments

de démolition. Lorsque l'aurore parut, les Mores découvrirent avec douleur qu'ils avaient inutilement sacrifié du temps et des hommes à un désir de vengeance ; ils se retirèrent derrière leurs barricades à la vue du comte de Tendilla, qui arrivait conduisant contre eux deux cents arquebusiers ; et Ximenez, revenu de son exaltation, peu soucieux désormais de soutenir un nouveau siège, se laissa conduire à l'Alhambra.

La position était critique pour le comte de Tendilla : il y avait danger à temporiser, et impossibilité d'agir.

Le comte, après avoir calculé ses forces et celles des Mores, crut prudent de parlementer. Il envoya en signe de paix à l'Albaycin son bouclier, qu'un écuyer portait ; les Mores maltraitèrent l'écuyer, et reçurent le bouclier à coups de pierres : ils s'étaient comptés, et se trouvaient trente contre un chrétien. Retranchés dans des postes où jadis Abou-Abdilehi avait bravé son père et son oncle, ils se croyaient de force à dicter leurs conditions. Leur gouvernement improvisé fonctionnait déjà parmi eux ; quarante chefs élus dirigeaient leurs affaires avec ordre ; ils avaient établi des fabriques d'armes ; ils avaient des vivres en abondance, et relevaient les brèches de leurs remparts. Dans cette situation, ils prétendaient se montrer modérés en n'attaquant pas leurs persécuteurs ; cependant, quand le premier accès de colère fut passé, ils consentirent à recevoir des ouvertures. Le comte

de Tendilla, dans quelques entrevues qu'il eut avec les alfaquis et les quarante chefs, leur représenta, de concert avec les prélats, l'immense danger qu'ils couraient s'ils attendaient, pour se soumettre, l'arrivée d'une armée royale. Les alfaquis répliquèrent qu'ils n'avaient rien à craindre du roi, dont ils défendaient en ce moment l'honneur et la parole outrageusement violés ; qu'ils étaient révoltés contre un ministre prévaricateur, ne demandaient que le maintien de la capitulation, et déposeraient les armes dès qu'on leur aurait fait justice. Le comte de Tendilla n'avait rien à opposer à des raisons si solides ; il partageait leur opinion, mais il n'osait rien promettre. Le véritable maître à Grenade était alors Ximenez, qui ne se pressait pas d'informer les rois du résultat de sa conduite ; et à ce qu'il paraît, il empêchait également les trois gouverneurs d'envoyer aucun rapport à Séville.

Trois jours après le commencement de la révolte, le primat se décida enfin à expédier un messenger. Il rédigea une lettre pour la reine, et la confia imprudemment à un esclave canarien, bon coureur, que lui avait procuré son parent Ciséros, habitant de Grenade. Le coureur avait promis de ne rester que deux jours en route, et de remettre la lettre ou à doña Isabelle en personne, ou à son secrétaire Almazan, qui était une des créatures de l'archevêque de Tolède. Au lieu de faire cette diligence, le misérable s'arrêta dans les cabarets, et ne parvint à Séville qu'au bout de cinq jours. Déjà le bruit de la

révolte y était arrivé ; le roi lui-même avait reçu des rapports officieux très-défavorables à Ximenez ; il avait témoigné une grande colère, et on l'entendit se plaindre à la reine, disant : « C'est vous qui avez attiré à Grenade cet homme, qui nous fait perdre en un jour le fruit de dix ans de guerre ! » Doña Isabelle, confondue et des nouvelles qu'elle recevait et du silence de son ministre, avait chargé Almazan d'écrire à Ximenez en termes sévères, pour lui reprocher l'impardonnable négligence dont il se rendait coupable. Les lettres se croisèrent. Ximenez fut alarmé d'abord, et résolut d'aller présenter lui-même sa justification ; mais il se fit adroitement précéder par son compagnon, frère Francisco Ruiz, moine éloquent et délié, qui devait présenter l'affaire sous un jour avantageux, en attendant que le primat lui-même développât tout son plan. Cette manœuvre réussit. Rassurés par frère Ruiz sur le mouvement de Grenade, les rois catholiques écoutèrent avec tranquillité le discours hardi que Ximenez leur tint à son arrivée. L'archevêque de Tolède confessa tout d'abord qu'il avait agi, non pas entraîné par les circonstances, mais avec calcul, pour exécuter tout ce qu'il croyait indispensable au service de Dieu ; il déclara qu'il avait exprès caché ses projets aux rois, de peur d'être contrarié ; il représenta pathétiquement les dépenses immodérées qu'il avait faites, et termina en disant : J'ai mis les Mores de Grenade en état de rébellion ; c'est une occasion heureuse et

unique pour achever la grande œuvre de leur conversion. Maintenant qu'ils sont criminels de lèse-majesté, qu'on leur offre le choix entre la justice et la miséricorde, entre la mort et le baptême⁽¹⁾. »

Il n'était pas difficile d'apaiser Isabelle ; don Fernando accéda également aux désirs de Ximenez ; et l'on doit convenir que, dans la circonstance d'alors, il ne lui restait à choisir qu'entre un crime et une faute, manquer à ses engagements ou révolter tous ses sujets chrétiens, en compromettant peut-être l'autorité royale aux yeux des Mores ; car ce peuple, plié au despotisme, méprisait la faiblesse plus qu'il n'estimait l'équité. Il fut donc arrêté que l'archevêque de Tolède resterait à Séville, et qu'on enverrait à Grenade un juge-commissaire, avec la mission de punir les coupables qui ne voudraient pas profiter d'une amnistie conditionnelle, c'est-à-dire se faire chrétiens. Le juge partit aussitôt.

Pendant que cela se passait à Séville, don Fernando de Talavera, rendu à la liberté par le départ de Ximenez, retrouvait son miraculeux empire sur les Mores. Ce véritable pasteur, sans s'inquiéter des dangers qui semblaient le menacer, sans écouter les prières de ses amis, s'alla mettre seul au milieu des révoltés, sans gardes, sans autre bouclier que la croix, que son chapelain portait devant lui. C'était le dixième jour de l'insurrection. Les Mores avaient

(1) Alvar Gomez, p. 32.

fortifié leurs remparts ; ils étaient inexpugnables mais les portes s'ouvrirent pour le saint archevêque, et l'on vit Talavera parcourir à pied toutes les rues, en jetant des bénédictions sur la foule qui s'agenouillait, qui n'opposait à son passage d'autre obstacle que l'empressement de chacun à baiser les pans de sa robe. Il parvint ainsi sur la place de Bibalbonout, théâtre du massacre de l'alguazil Barrionuevo. Son visage était serein, affectueux, comme s'il fût allé à la *Casa de doctrina* prêcher ses bien-aimés néophytes ; et quand il parla de soumission, cette foule armée, arrogante, fut changée subitement en un troupeau docile. Talavera ne perdit pas de temps à faire appeler le comte de Tendilla. Celui-ci, digne émule de son collègue, arriva aussitôt, suivi de quelques hallebardiers ; et comme la présence des soldats excitait quelque rumeur, il jeta son bonnet de pourpre au milieu des Mores, qui relevèrent en le baisant ce gage de paix. Dans la conférence qui s'ensuivit, l'archevêque et le capitaine-général, aidés par le cadi Cidi-Ceïbona, réglèrent, séance tenante, les conditions de la paix. Ils promirent, au nom de leurs altesses, que la révolte serait considérée comme un soulèvement en faveur de la parole royale, et que la capitulation conserverait toute sa force, pourvu que les Mores, après avoir livré les meurtriers de Barrionuevo, rentrassent immédiatement dans le devoir, démolissant leurs barricades. En garantie de cette promesse, le comte de Tendilla donna pour

otages la comtesse sa femme et ses fils, qu'il livra sur le champ aux Mores, et laissa sous leur garde dans une maison de l'Albaycin, auprès de la grande mosquée. Les Mores, de leur côté, remirent tous les meurtriers de Barrionuevo au corrégidor Calderon, qui expédia promptement leur procès, en fit pendre quatre, et relâcha les autres. Ensuite, ils quittèrent leurs armes, ouvrirent leurs quartiers, reprirent leurs occupations pacifiques, et les dernières traces de l'insurrection avaient disparu, lorsqu'arriva à Grenade le juge-commissaire que les rois y envoyaient.

Rien ne put retenir ce juge, ni les promesses du capitaine-général et de l'archevêque, ni les otages que le comte de Tendilla avait héroïquement donnés ; les rois n'en tinrent compte davantage, et l'on ne peut s'empêcher d'admirer la modération, le discernement, la reconnaissance des Mores grenadins, qui rendirent sains et saufs à leur protecteur les précieux gages d'une parole sincère, mais imprudente. Ils ne se servirent de cet avantage, acheté au prix de leur désarmement, par conséquent de leur liberté, que pour traîner en longueur des négociations pendant lesquelles ils s'adressèrent secrètement au soudan d'Égypte. Les premières instructions du commissaire royal portaient qu'il offrirait aux Mores l'option entre le baptême et la peine du crime de lèse-majesté. Dès qu'elles avaient été connues, les quarante chefs élus, qui commandaient à l'Albaycin pendant l'insurrection,

s'étaient enfuis et avaient gagné l'Alpuxare, où ils furent accueillis avec sympathie non seulement par les monfès, mais par toute la population sauvage de cette contrée montueuse. Aussitôt il se manifesta parmi les Alpuxarenos une fermentation effrayante, et en même temps les ravages des monfès redoublèrent ; les corsaires barbaresques emmenaient chaque jour un immense butin. Cela, sans doute, avec l'impossibilité d'user jusqu'au bout des voies de rigueur, si les Grenadins se montraient fermes dans leur foi, déterminait les rois à poser une alternative plus douce : ils offrirent aux insurgés celle du baptême ou de la déportation. Plusieurs familles acceptèrent ce dernier parti, vendirent leurs biens, et se préparèrent à passer en Afrique : les autres, espérant mieux du temps, de l'appui du soudan d'Égypte, des menaces des Alpuxarenos, restèrent à Grenade, continuèrent à donner des prétextes pour éloigner le moment de leur abjuration, ou se soumirent au baptême lorsque la force les y contraignait. On l'employa seulement contre quelques individus, pendant que les pourparlers donnaient loisir, de part et d'autre, de prendre des mesures décisives. Don Fernando rassemblait une armée, et les réfugiés de l'Albaycin se fortifiaient dans l'Alpuxare.

CHAPITRE IV.

Révolte et conversion des Mores de l'Alpuxare, du Rio d'Almeria, de la Sierra de Pilabre et du Rio d'Almanzor.

(1500 à 1501.)

Le mois de décembre de l'année 1499 s'écoula sans autre nouveauté que les dégâts des monfès dont nous parlions tout-à-l'heure. Quinze cents de ces bandits, guidés par les chefs grenadins, se réunissaient d'ordinaire à Guejar, ville forte par sa position, au pied de la Sierra-Nevada, près des sources du Xenil, et de là ils incommodaient les garnisons espagnoles de la Vega, par des courses continuelles qu'ils poussaient jusqu'aux portes, jusque dans l'intérieur même de la capitale. L'impunité augmentant leurs forces de jour en jour, le comte de Tendilla sollicita et obtint, au commencement du mois de janvier 1500, la permission de faire une expédition contre Guejar. Il partit aussitôt avec ce qu'il put rassembler d'hommes de guerre, parmi lesquels on distinguait Martin de Alarcon, le geôlier d'Abou-Abdilehi, Antonio de Leyva, depuis célèbre comme gouverneur de

Milan, et Gonzalo Fernandez de Cordova, le grand capitaine, le vainqueur de d'Aubigny, alors disgracié et retiré à Loja. La petite armée du comte, composée presque en entier de nobles et d'aventuriers qui servaient toujours à cheval, éprouva de la difficulté à remonter l'étroit vallon du Xenil ; en arrivant devant Guejar, elle faillit se perdre sans avoir combattu. Les Mores avaient labouré profondément la petite plaine qui environne leur ville, et préparé des saignées dans les digues des nombreux canaux d'irrigation, au moyen desquels ils fertilisaient ce territoire sauvage ; lorsque la cavalerie se déploya, les digues, coupées tout-à-coup, donnèrent passage à des torrents ; en un instant la plaine ne fut plus qu'une mare de boue, les chevaux y entraient jusqu'au poitrail ; les cavaliers, embarrassés par leur armure, ne pouvaient gagner les chaussées, d'où les fantassins ennemis les attaquaient avec un avantage marqué. Il fallut, du côté des Espagnols, toute la sagesse de capitaines consommés, tout l'empire du point d'honneur sur des gentilshommes, toute la supériorité de la discipline pour rétablir le combat au prix d'immenses sacrifices. Les Mores cependant furent, après une vive et longue résistance, repoussés dans la ville, et bientôt ensuite forcés dans leurs retranchements. Gonzalo Fernandez de Cordova escalada le premier le rempart en tuant un More qui déjà l'avait saisi par le bras gauche, et le faisait chanceler sur l'échelle. Tout ce qui s'offrit aux coups des

vainqueurs, sans distinction d'âge et de sexe, périt par l'épée dans cette prise d'assaut. Au milieu du désordre, deux mille trois cents personnes réussirent à gagner le château bâti au milieu des trois quartiers de Guejar, sur un piton de roches taillées à pic ; mais comme le château n'était pas approvisionné, le nombre de ses défenseurs causa sa ruine ; cette multitude affamée parla dès le premier jour, malgré l'insuccès d'une première attaque, et ne put obtenir que la vie sauve. Les Espagnols, gorgés de pillage, se partagèrent encore deux mille trois cents esclaves qu'ils ramenèrent en triomphe à Grenade, avec les dépouilles sanglantes des révoltés.

La sévérité de ce traitement avait pour but d'effrayer les Alpuxarenos : elle produisit un effet tout opposé. Guejar était un point isolé, ses communications avec l'Alpuxare n'existaient que pendant la belle saison, par le col dangereux de Puertoloh, qui s'avance à côté de la plus haute cime de la Sierra Nevada. Ainsi l'exemple de cette ville ne semblait pas pouvoir s'appliquer au reste d'une vaste contrée qui passait pour impénétrable ; au contraire, le sort des révoltés de Guejar fut habilement présenté à des hommes simples, belliqueux, déjà compromis par leurs menaces, comme une image de ce qui les attendait s'ils ne s'y soustrayaient point en prenant les devants. Il était aisé de leur persuader, parce que cela touchait de près à la vérité, qu'ils n'avaient à choisir qu'entre le baptême

forcé, comme les Mores de l'Albaycin, la mort ou l'esclavage, comme ceux de Guejar, et une généreuse prise d'armes en faveur de leur religion, de leur liberté, de leurs droits, avec l'assurance d'un appui extérieur qu'on leur promettait, peut-être en y comptant. Entraînés encore une fois par les réfugiés de Grenade, les Alpuxarenos se levèrent en masse. Le comte de Tendilla rentrait à peine dans l'Alhambra quand il apprit que l'insurrection éclatait. Les Mores s'étaient emparés de trois forteresses sur la côte de la Méditerranée : Adra, Buñol et Castil-Ferruh ; ils menaçaient Almeria, et un corps de cinq mille hommes assiégeait Marchena, ville située à l'entrée du massif des montagnes, du côté de l'est, la seule qui eût arrêté leur mouvement. Si Marchena tombait, la révolte devait s'étendre au-delà de l'Alpuxare, dans la vallée d'Almeria et le Rio d'Almanzor ; ses conséquences étaient alors incalculables, et le comte n'avait à sa disposition que des forces insignifiantes. Il ne pouvait même les éloigner de Grenade sans une extrême imprudence. Se bornant donc à surveiller les habitants de l'Albaycin, et à conserver dans le devoir ceux du Val de Lecrin, qui occupaient la route de l'Alpuxare, il fit passer à Séville, au roi don Fernando, un rapport sur l'état des choses, avec d'instantes prières pour être promptement secouru.

Un jeune homme de dix-sept ans, don Pedro Fajardo, frère du marquis de Los Velez, sauva Marchena par un coup de vigueur plus heureux que bien con-

duit. Le hasard l'avait amené à Almeria au moment de l'insurrection ; sa naissance lui donnait de l'autorité ; il prit, sans autre commission, le commandement des troupes et des gentilshommes (ce courage ambitieux était traditionnel dans sa famille), forma un corps de cent trente lances et de huit cents fantassins, à la tête duquel il se mit en marche et entreprit de pénétrer dans l'Alpuxare. La route directe était gardée par les Mores qui observaient Almeria ; don Pedro, voulant les éviter, se jeta sur la droite, dans la Sierra d'Alhamilla, qu'il traversa malgré les neiges. Les Mores, guidés par des chefs inhabiles, au lieu de profiter de son absence pour se porter sur Almeria, dont l'enceinte très-étendue pouvait être attaquée avec succès, l'avaient devancé à l'issue de la Sierra ; don Pedro les trouva postés derrière un défilé, où ils se croyaient sûrs de l'arrêter ; les difficultés du terrain, en les empêchant de combattre tous à la fois, devinrent la cause de leur défaite. La cavalerie espagnole chargea vivement l'ennemi dans ce défilé, le culbuta dans la plaine, le chargea une seconde fois devant Alhamilla sans lui laisser le temps de se reconnaître, et entra pêle-mêle avec lui dans la ville ; en même temps l'infanterie se portait sur le château, qu'elle enleva. Deux cents hommes restèrent sur le champ de bataille, deux cents blessés furent massacrés ou pris, les autres s'enfuirent ; la population d'Alhamilla fut réduite en captivité. Après cet exploit qui lui avait coûté cher, don

Pedro Fajardo rétrograda subitement ; il recevait de ses éclaireurs des nouvelles alarmantes, et ne se croyait plus en état de s'ouvrir le chemin jusqu'à Marchena. Mais de leur côté, les fuyards d'Alhamilla, en arrivant au camp des Mores, y avaient semé la panique. Les deux armées renoncèrent à leurs opérations, de crainte l'une de l'autre, et se tournèrent le dos pour regagner chacune de meilleurs postes. Ainsi les importantes positions d'Almeria et de Marchena restèrent au pouvoir des Espagnols. Les Mores, concentrés dans l'Alpuxare et dans une partie du Val de Lecrin, s'occupèrent avec activité à relever les ruines des forteresses qui avaient été démolies en 1490.

A Grenade, quelques indices légers firent soupçonner les habitants de l'Albaycin de méditer un nouveau soulèvement. La Zoraïza, veuve du roi Muley-Aly-Aboul-Hasan, avait quitté le palais de l'Alhambra pour se réfugier chez les Mores avec ses fils, don Juan et don Hernando de Grenade. On se contenta de lui donner une garde. Ses fils, privés de leurs domaines dans les Alpuxares, furent aussi étroitement surveillés jusqu'à ce qu'on les transportât en Castille, où ils occupèrent plus tard des emplois de confiance. Le roi se fit encore envoyer à Séville deux chefs influents, l'un nommé, seulement dans les chroniques, *El-Zegri*, l'autre *Yousef de Mira*, jadis alcaïd de Velez ; il les remit à la garde de la reine, et partit pour Grenade, le 27 janvier, témoignant beaucoup de mécontentement à Ximenès, mais plus d'ennuis que

d'inquiétudes. Sa présence mit fin aux intrigues des Albaïceños. Il n'usa pourtant que de modération, fit continuer, contrairement aux instructions que la reine ou lui avait données au juge-commissaire, les négociations pour le baptême des Mores, et dépêcha l'embarquement de ceux qui voulaient émigrer, après avoir vendu leurs biens. Cette dernière opération se fit avec un ordre parfait. A chaque navire était attaché un alcade ou un alguazil qui veillait à la sûreté des Mores et de leurs propriétés. Les navires prenaient terre dans le port des États barbaresques où les émigrants désiraient se fixer, et l'alcade rapportait un certificat signé de l'alcaïd de ce port, afin qu'il fût juridiquement constaté que les Mores confiés à ses soins n'avaient éprouvé aucun tort pendant la traversée ni au débarquement. Il résulta de là que les gens les plus dangereux, les riches, les musulmans fiers et obstinés quittèrent Grenade avec empressement. Les autres étant privés de chefs considérables pour diriger leur conduite, les négociations furent annulées dès ce jour. La politique avait fait l'office des armes. Le roi donna l'ordre de démanteler complètement les vieilles forteresses, dans les portions du royaume où l'insurrection n'avait pas encore pénétré, puis il indiqua le 25 février pour jour de rendez-vous, aux seigneurs et aux bourgeois des villes qu'il avait précédemment convoqués en ban et arrière-ban, suivant la vieille formule de la féodalité. Le lieu de rassemblement devait être Alhendin,

petit bourg situé à environ deux lieues de Grenade, sur le versant septentrional de la Sierra-Nevada.

Quatre-vingt mille fantassins et quinze mille cavaliers andalous se trouvèrent au rendez-vous d'Alhendin. C'était en général de mauvaises troupes ; depuis la découverte de l'Amérique, l'esprit de spéculation avait affaibli l'esprit belliqueux en Andalousie, mais le nombre suppléait à la valeur.

Une autre armée, composée des contingents des royaumes de Caen et Murcie, se formait à Almeria sous le commandement du gendre du roi, don Luis de Beaumont⁽¹⁾, comte de Lerin, connétable de Navarre ; celle-là était destinée à opérer dans l'est de l'Alpuxare, en même temps que l'armée royale attaquait par le côté de l'ouest le massif des montagnes. Les Mores avaient prévu cette manœuvre ; ils avaient fortifié à l'est Andarax, à l'ouest Lanjaron, deux points avantageusement placés au centre de deux hautes Sierras longitudinales qui s'endentent sur la Sierra-Nevada, et ferment l'Alpuxare des deux côtés, car elles descendent jusqu'à la mer ; leurs ports, Adra, Buñol et Castil-Ferruh étaient situés entre ces chaînes de montagnes ; ils les avaient dégarnis de leur artillerie pour armer les ouvrages de la frontière. La vieille citadelle de Lanjar-d'Andarax était restaurée. A Lanjaron, un nouveau château s'élevait en avant du

(1) Il avait épousé dona Juana d'Aragon, fille naturelle de don Fernando.

bourg, et trois mille hommes s'y renfermèrent. De plus, les Mores avaient jeté sur le front occidental, le plus exposé des deux, quelques partis d'éclaireurs qui tenaient en échec Salobreña, où un corps amené par mer aurait pu les prendre à revers. Ils fermaient la route directe de ce port à Grenade, au moyen de garnisons placées aux Guajares et à Velez-de-Benabdallah, forteresses naturelles et formidables. Ces dispositions, l'aspérité des cimes qui les couvraient, le souvenir de la lutte victorieuse qu'ils avaient soutenue dans les mêmes endroits contre leur plus célèbre guerrier, Abou-Abdilehi-El-Zagal, leur inspiraient tant de confiance qu'ils négligèrent d'occuper le pont de Tablate, passage unique et dangereux, par lequel on arrivait à la Sierra de Lanjaron, après avoir traversé un ravin de deux lieues de long, qui aboutissait d'un côté à la Sierra-Nevada, et de l'autre aux Guajaras. Ils ne prirent même pas la peine de le surveiller. Don Fernando, qui était en marche depuis le 1^{er} mars, le franchit sans combat, et, quittant là le chemin battu pour remonter à sa gauche avec des guides expérimentés, il parut tout-à-coup au-dessus de Lanjaron, sans que les Mores pussent comprendre par où il était arrivé. Ils oublièrent que le corps des pionniers formé par Isabelle, ne connaissait pas d'obstacles. Le même jour, le comte de Lerin se présentait devant Lanjar-d'Andarax ; le lendemain, 4 mars, l'assaut fut donné aux deux citadelles. Lanjar fut emporté de vive force,

et le comte de Lerin déshonora sa victoire par un acte de férocité sans exemple ; maître de la place, il fit sauter la mosquée dans laquelle s'étaient réfugiés les vieillards, les femmes et les enfants de tout le voisinage. Lanjaron se défendit un peu plus longtemps. Après la prise de la ville, le château capitula ; et comme on signait le traité, le capitaine des insurgés, préférant la mort au joug des Espagnols, se précipita du haut en bas de son donjon, mais cet incident n'eut pas de suite. Les Mores de Lanjaron stipulèrent pour eux et pour tous les Alpuxarenos. Don Fernando exigea d'eux simplement la remise immédiate de trente otages pris parmi les plus considérables, celle de leurs armes et des forteresses, dans un délai de quatre jours, la liberté des esclaves chrétiens, le rachat de ceux qui avaient été vendus aux corsaires barbaresques, et le paiement de cinquante mille ducats, en deux termes. Il ne parla ni de baptême ni d'anéantir l'ancienne capitulation de Grenade. Sans doute le sentiment de l'injustice qui lui avait mis les armes à la main, agit comme un modérateur sur l'esprit du roi ; peut-être aussi don Fernando croyait-il encore possible de ramener les Mores à la soumission et de s'en servir utilement, sans leur ôter leur religion et la liberté : mais qu'on en fasse honneur à sa loyauté ou à sa politique, cette conduite n'en est pas moins digne d'éloges. Les Mores accomplirent leurs conventions à la lettre, se désarmèrent, payèrent les cinquante mille

ducats, et reprirent le lendemain leurs travaux, comme s'ils n'eussent jamais été interrompus. Tranquille alors sur leurs dispositions, le roi retourna auprès de doña Isabelle, à Séville ; mais déjà son ouvrage était détruit.

Dans le partage inégal de l'autorité que les rois catholiques avaient fait au commencement de leur règne, Isabelle s'était réservé la direction absolue des affaires ecclésiastiques ; le droit de collation aux évêchés, dont elle usait avec une fermeté souvent incommode au Saint-Siège, lui procurait en outre une immense influence sur le clergé espagnol. Don Fernando n'avait donc aucun moyen de s'opposer aux projets de la reine, en ce qui touchait les intérêts de la religion ; il ne put ni empêcher doña Isabelle de faire envoyer, par l'archevêque de Séville, des missionnaires chez les Mores des Alpuxares, ni contrôler les instructions qui furent données à ces prêtres. Il est à présumer que les missionnaires étaient chargés de parler un autre langage que celui de la persuasion, car ils obtinrent de rapides succès, au milieu de ces mêmes hommes qui venaient de prendre les armes pour la défense du Coran. La reine passa vers la fin de juillet à Grenade, afin d'activer, par sa présence, l'œuvre de la conversion ; et dans les trois mois qui suivirent, tous les habitants de l'Alpuxare, ceux de Guadix, d'Almeria, de Baza reçurent le baptême. Ensuite les missionnaires se répandirent dans le Rio d'Almeria et la Sierra de Filabres,

districts qui séparent l'Alpuxare du Rio d'Almanzor ; mais là ils trouvèrent des obstacles inattendus. Les Mores de ce pays, qui n'avaient pas encore été purgés par le sirop du roi, suivant l'expression du chroniqueur, s'insurgèrent contre des sermons accompagnés de menaces, disaient-ils, et chassèrent, les prédicateurs. Au mois de novembre ils étaient en pleine révolte, maîtres de tous les châteaux qui défendent la Sierra de Filabres, depuis le cap de Gate, son promontoire, jusqu'à son embranchement sur la Sierra de Baza. Ils firent leur place d'armes de Belefique, la meilleure de ces forteresses, garnirent de troupes les autres postes, et attendirent les Espagnols sans chercher à étendre leur mouvement. Ceux du Rio d'Almanzor attendirent de leur côté le résultat de cette prise d'armes pour appuyer l'insurrection ou se soumettre à l'Évangile, suivant l'occurrence ; et ce qui est encore plus caractéristique de la nation moresque, les habitants de l'Alpuxare, si récemment convertis par la force, levèrent une petite armée qui marcha contre les rebelles.

Don Fernando n'attacha pas grande importance aux troubles de la Sierra de Filabres, du moins pas une assez grande pour se mettre en campagne de sa personne. Il chargea l'alcaïd des Donzeles, doit Diego Fernandez de Cordova, du commandement général dans la province d'Almeria, et lui adjoignit comme négociateur deux hommes de plume, Fernando de Zafra et l'alcalde Polanco. Don Diego partit en décembre

avec une brillante compagnie de seigneurs qui étaient accourus de tous les coins de l'Andalousie pour servir sous un chef si renommé. Ses forces devaient, pensait-on, lui permettre de finir la guerre en un seul jour ; aussi se porta-t-il tout droit à Belefique, tandis que sa nombreuse cavalerie ravageait le pays environnant ; mais il fut reçu devant cette bicoque d'une manière à le déconcerter. Les Mores de Belefique, parmi lesquels se trouvaient des monfès et des gandouls qui n'avaient rien à espérer de la clémence du roi, défendirent hardiment les approches de la ville, repoussèrent un assaut et firent supporter aux Espagnols des pertes cruelles. Ils auraient mis toute l'armée en déroute, sans la belle conduite de trois chevaliers, Antonio de Leyva, Juan de Merlo et Bernal Francès, qui soutinrent le choc et rallièrent les fuyards. Malheureusement pour les Mores ils n'étaient pas aussi bien approvisionnés que braves ; la soif les contraignit à parlementer au bout de quelques jours de siège. L'alcalde Polanco reçut avec Bernal Francès, en l'absence de l'alcaïd des Donzeles, les ouvertures des Mores, qui laissèrent trop connaître leur détresse ; malgré ses pouvoirs, Polanco ne voulut rien leur accorder, que la permission d'envoyer au roi des messagers, après qu'ils auraient livré vingt otages en échange d'un peu d'eau. Accepter ce parti c'était se rendre à discrétion ; les gandouls le comprirent, et dès que les otages furent sortis de la forteresse, ils cherchèrent à s'échapper ; ce qui

rendit plus mauvaise encore la position des assiégés. Les parlementaires se jetèrent aux pieds du roi, demandant miséricorde, et pour toute grâce la liberté de conscience ; mais ils n'étaient plus en état de rien exiger ; car pendant leur voyage les alfaquis de Nijar, Inox, Huebro et Torillas avaient traité avec don Diego Fernandez de Cordova, du consentement de Zafra et de Polanco.

Ils s'étaient rendus sur la seule promesse de la vie sauve, pour tout le reste demeurant à la merci du roi, qui pouvait choisir de les réduire en esclavage ou de leur permettre de se racheter au prix de vint-cinq mille ducats, comme ils l'offraient. Don Fernando préféra leur argent à leurs personnes, mais il traita plus sévèrement les Mores de Belefique. Il rejeta leurs prières, et n'épargna que les femmes, qui furent vendues à l'encan, au nombre de deux cent-cinquante. La justice s'exerça sur tous les hommes par la main du bourreau.

A la suite de cette exécution, dix mille âmes reçurent le baptême dans la Sierra de Filabres ou le Rio d'Almanzor, et don Diego licencia ses troupes le 14 janvier 1501. Dès que leur présence ne terrifia plus les Mores, une nouvelle révolte éclata sur deux points opposés. Trois villages du Rio d'Almanzor, Macaïl, Teresa et Cabrera s'étaient insurgés contre les prêtres que l'on y avait dépêchés ; mais don Pedro Fajardo, qui se trouvait alors à Vera, capitale de ce district, les

soumit en peu de jours, aidé par Juan de Luxan, alcaïd de Moxacar. L'alcaïd des Donzeles eut un peu plus de peine à réduire les autres révoltés, qui se défendirent dans les citadelles d'Adra, espérant recevoir des secours d'Afrique, à la faveur de leur plage, excellent lieu de débarquement pour les corsaires. Il s'empara cependant de cette ville, où il ne trouva plus que quatre cents habitants, le reste avait péri pendant le siège ; don Diego livra ces malheureux aux soldats espagnols, pour en faire autant d'esclaves. Il laissa une forte garnison dans les citadelles, puis démolit les châteaux de Macaïl et de Belefique, ce qui acheva d'ôter aux Mores de la province d'Almeria l'espoir d'échapper au joug par de nouvelles tentatives de révolte. Les prédicateurs accomplirent dès-lors leur mission sans aucun danger, dans cette portion du royaume de Grenade. Des navires jetèrent sur les côtes d'Afrique les fervents musulmans qui ne voulaient pas ouvrir leur cœur à la doctrine de l'Évangile. Et bientôt l'alcaïd des Donzeles put écrire à Isabelle que ses sujets du Rio d'Almeria, de la Sierra de Filabres et du Rio d'Almanzor étaient tous, sinon chrétiens, au moins baptisés et soumis à l'Église, comme ceux de l'Alpuxare, de Guadix et de Baza.

CHAPITRE V.

Conversion des Mores de Grenade.

(1500.)

Le 20 septembre de cette année 1500, il parut une pragmatique royale qui changeait la forme du gouvernement de Grenade, et le constituait définitivement sur le modèle de celui des autres villes d'Espagne. En conséquence, les triumvirs firent place à un *cabildo* ou conseil municipal, que les rois catholiques composèrent avec impartialité d'Espagnols et de Mores. La *Madrassah*, vaste bâtiment qui servait d'école sous les rois musulmans, et dépendait de la grande mosquée, devint l'*ayuntamiento*, c'est-à-dire le lieu des séances du conseil, l'Hôtel-de-Ville. Il était défendu d'y paraître en armes, mais cette interdiction particulière à Grenade n'avait rien d'injurieux pour les Mores, puisqu'elle s'appliquait également aux

Espagnols, quoique peut-être il y eût quelques exceptions dans la pratique, si le droit n'en admettait point. Le capitaine-général, le corrégidor et l'alguazil-mayor siégeaient aux premiers rangs dans l'ayuntamiento. Au-dessous d'eux venaient vingt-quatre regidores (on les nommait simplement *veintiquatros*), dont la charge était héréditaire, dotée d'une rente de trois mille maravédis, et aliénable par voie de vente. Parmi ceux qui en furent pourvus les premiers, on remarque Gonzalo Fernandez El-Zegri, le protégé de Ximenez⁽¹⁾. Vingt jurés, sans voix délibérative, remplissaient les fonctions de conseillers. Un greffier (*escribano de concejo*) rédigeait les procès-verbaux, que chaque membre du conseil signait en sa langue. Vingt procureurs (*escribanos*), assisté de quatre interprètes, étaient attachés au cabildo pour le service des plaideurs. Les rois assignèrent à la ville des biens et des revenus qu'administrait un intendant (*mayordomo de propios*) nommé par élection, et changé de deux en deux ans ; des échevins ou prud'hommes (*fieles*) lui étaient adjoints, avec la charge de recevoir le produit des amendes et garder les gages que donnaient des individus forcés de fournir caution.

On doit le reconnaître, du jour où la capitulation

(1) Pedraza (page 200) nomme vingt-trois des premiers regidores de Grenade. Il suppose que dix de ces noms au moins appartenaient à des Mores.

de Grenade était anéantie, sous un prétexte injuste, au mépris des promesses royales, il était impossible de faire plus et mieux pour ceux que l'on dépouillait de leurs droits. Les attributions étendues des *cabildos*, l'heureuse combinaison de l'hérédité des offices de regidores et de jurés, avec la délégation des fonctions d'intendant et d'échevins, assuraient aux Mores une efficace influence dans le gouvernement de leur cité. Ce changement était même tout à leur avantage, quoiqu'il favorisât le jeu de l'autorité royale. S'ils ne le reçurent pas avec plaisir, c'est que l'amour de la nationalité les aveuglait ; mais il faut dire aussi que le moment était mal choisi pour leur faire accepter un bienfait. Les vaincus se défient avec raison du maître qui vient de les châtier : et quel peuple dut jamais se défier de ses maîtres plus que les Mores !

Il fut décidé en même temps que la chancellerie de Ciudad-Real serait transférée à Grenade ; mais en attendant qu'elle y arrivât, la pragmatique instituait, pour rendre la justice, deux alcaldes ordinaires, aux appointements de cinq mille maravédís. L'exécution de leurs sentences et la police restèrent confiées, comme précédemment, à l'alguazil-mayor, qui nommait lui-même cinq alguazils de quartiers. Il eût été à désirer que ces officiers jouissent aussi d'un traitement fixe. Au lieu de cela, l'alguazil-mayor prélevait trois pour mille sur les amendes. Il n'exerçait cette retenue que sur les amendes de trois cents maravédís

ou au-dessous, de sorte qu'il était intéressé à rendre son administration tracassière envers le menu peuple ; et comme il avait à sa charge l'entretien des alguazils de quartiers, qui prenaient une part dans ses bénéfices, l'indulgence lui était en quelque façon interdite. Ce fut là le seul vice de la nouvelle constitution de Grenade.

Toutes les villes d'Espagne supportaient le même inconvénient, mais il ne pouvait avoir nulle part de conséquences aussi fâcheuses que dans un pays où deux races ennemies se trouvaient en présence. Les souverains témoignèrent d'ailleurs leur volonté de protéger les Mores en créant pour eux un office de procureur spécial (*procurador de los Moros*) ; et dans la répartition des emplois subalternes, tels que ceux de crieurs publics, de courtiers, ils eurent soin de maintenir officiellement la division par langues ; il y avait six crieurs de la langue castillane et six de la langue arabe. Ils allèrent même jusqu'à décider que chaque peuple aurait son exécuteur des hautes-œuvres. Si l'on se reporte aux détails bien connus des exécutions capitales en Espagne, si l'on se rappelle le double rôle qu'y joue-le bourreau, on trouvera ce dernier trait bien caractéristique. Toutes les fois que don Fernando concourait avec la reine à la rédaction d'un acte semblable à la pragmatique du 20 septembre ; le même esprit de tolérance prévalait. Ici peut-être la tolérance fut-elle poussée trop loin. Il ne paraît ni juste

ni charitable de mettre auprès de nouveaux chrétiens, à l'instant de la mort, un homme qui pouvait réciter secrètement à leurs oreilles des prières musulmanes au lieu du *Credo*, et qui accomplit son triste devoir en y mêlant des pratiques superstitieuses.

Ces innovations eurent lieu à la suite du traité que les Mores de Grenade conclurent, voyant qu'ils ne devaient rien attendre du côté de l'Égypte. En effet, le soudan, sur lequel ils comptaient uniquement, à ce qu'il semble, pour obtenir un appui énergique, s'était borné, comme douze ans plus tôt, à des menaces de représailles contre les chrétiens de ses États. Le gardien du saint Sépulcre, frère Antonio de Milan, qu'il avait chargé de parler en ce sens au pape et aux rois d'Espagne, s'acquitta de cette mission fort adroitement, dans les intérêts du couvent du Saint-Sauveur de Jérusalem, car il obtint pour lui de doña Isabelle un subside annuel de mille ducats, mais il plaida bien la cause des musulmans d'Espagne et des chrétiens orientaux. La reine fit passer au Caire, le prieur de la cathédrale de Grenade, Pierre Martyr d'Angleria, homme habile, avec l'ordre d'expliquer ce qu'elle appelait un malentendu. Pierre Martyr exposa fort adroitement au prince égyptien comment l'on ne contraignait point les Mores à se convertir, puisqu'on leur accordait la permission de vendre leurs biens, et qu'on les transportait sans frais en Afrique, ainsi que le prouvaient les attestations des alcaïds des ports barbaresques,

papiers dont il était muni. Ce qu'il se garda bien de dire, c'est que cette obligation de vendre leurs biens-immeubles, dans un court délai, équivalait à une confiscation. Mais le soudan, qui n'avait ni le désir de faire la guerre ni l'envie d'expulser les chrétiens de son pays, se contenta des mauvaises raisons de l'ambassadeur. Le temps avait coulé pendant qu'il négociait au lieu d'agir. Les habitants de l'Albaycin se soumirent donc à recevoir le baptême, moyennant qu'on leur ferait la promesse de leur laisser l'usage de leur langue, de leurs costumes, et de ne les pas soumettre à l'inquisition avant un terme de quarante années. Toutefois ce dernier point n'est pas constaté d'une manière très-claire par les historiens espagnols. Le fait est que l'inquisition ne s'établit pas à Grenade, mais des ordonnances contradictoires fournirent aux inquisiteurs du tribunal de Cordoue le moyen d'étendre leur action sur les Mores de ce royaume, qu'ils poursuivaient et condamnaient seulement dans le cas d'apostasie formelle. On doit conclure aussi d'après des lois postérieures⁽¹⁾, que la tolérance relative à la langue arabe ne s'appliquait pas aux contrats authentiques et aux actes judiciaires. Force n'était accordée à ceux de ces actes qui étaient rédigés en arabe, que s'ils avaient été passés avant l'année 1500.

(1) Ordonnance royale datée de Séville, 12 mai 1511. (Liv. 8, tit. 8, loi 11 des *Ordenancus de la Real audiencia y chancilleria de Granada*. Granada, 1601.)

La persistance des Mores à réclamer l'usage de leur langue et de leur costume fournissait aux rois un prétexte tout naturel pour maintenir une distinction entre eux et les chrétiens de vieille race. Diverses ordonnances consacrèrent cette distinction. La loi reconnut des *vieux chrétiens*, des *chrétiens nouveaux* ou *convertis*. Les derniers furent exceptés de la permission générale de porter l'épée, à moins qu'ils n'eussent obtenu pour cela une licence particulière, qui s'achetait à prix d'argent, était révocable et devenait une source de grands profits pour le fisc. Les infractions à cette défense devaient être punies par l'exil et la confiscation des biens du coupable ; la récidive entraînait peine de mort. Les nouveaux chrétiens du royaume de Grenade virent confisquer, pour être donnés aux églises, les rentes et bien-fonds appartenant à leurs mosquées. En outre des taxes auxquelles on les assujettit, comme tous les sujets castillans, ils consentirent à payer, sous le nom de *farda*, l'énorme somme de 45,000 ducats, et 1000 autres ducats pour l'entretien des gardes-côtes. Cette contribution extraordinaire était un impôt de répartition ; et comme chacun cherchait à s'en exempter, les rois catholiques déclarèrent qu'elle pèserait sur tous les Mores dont la conversion datait de l'année 1499, qu'elle eût été faite avant ou après la révolte de l'Albaycin ; mais, plus tard, deux ordonnances de l'empereur Charles-Quint, définirent la qualité de *chrétiens nouveaux* d'une

manière encore plus rigoureuse, et contre toute justice, en l'appliquant aux individus dont les parents n'avaient pas reçu le baptême le jour de la prise de Grenade⁽¹⁾. Autant valait dire tous ceux qui étaient de race moresque.

Ce titre de nouveaux chrétiens n'appartenait encore aux habitants de l'Albaycin que par provision. L'archevêque de Grenade, si ardent que fût son prosélytisme, n'allait pas aussi vite que le désirait la reine ; il voulait convertir les Mores avant de les baptiser, et il voulait les convertir par la persuasion. Dans ce but, il faisait imprimer des livres où il introduisait des passages de l'Écriture qui développaient avec le plus de clarté la doctrine chrétienne. Cette méthode déplut beaucoup à doña Isabelle. Talavera parut tout-à-fait impropre à remplir l'office d'apôtre, suivant les exigences de la politique, et Ximenez fut encore appelé. Il fit son entrée à Grenade le 18 décembre 1500 ; mais cette fois il n'alla pas se loger au milieu des Mores, la forteresse de l'Alhambra lui convint mieux, comme en effet ce poste était plus convenable pour diriger une œuvre violente. Le primat débuta par censurer les livres que l'archevêque de Grenade avait préparés. Il qualifia de témérité voisine du crime⁽²⁾, la hardiesse de

(1) Grenade, 1526. — Valladolid, 1529. — *Voy. Orden de Gran.*, p. 382.

(2) *Pené par piaculo*. Alvar Gomez, p. 32.

Talavera, d'avoir traduit l'Écriture en langue vulgaire pour l'exposer à la dérision des infidèles ; il exigea la suppression de ces ouvrages, et les remplaça par des traités de dévotion. Cette censure blessa tous les amis du savant moine hiéronymite, qui faisait l'honneur de son ordre érudit, et devait, disait-on, rester seul juge dans son diocèse en matière de discipline et de foi. Nous n'avons pas à nous prononcer sur un point de théologie ni sur la question de compétence ; l'acquiescement de Talavera aux décisions du primat semble donner raison à Ximenez. On ne peut cependant s'empêcher d'admirer la modestie, la douceur d'un homme qui se laisse ainsi condamner sans essayer de se défendre, tant il avait horreur de la controverse, tant il craignait de compromettre l'autorité de la religion par des disputes entre docteurs. Mais il est difficile de donner le même éloge à sa conduite, quand on le voit, sur l'ordre de Ximenez, administrer le sacrement de baptême à des hommes ignorants, sans les catéchiser, sans les examiner, et ensuite signer la lettre suivante, que l'on voudrait arracher de son histoire : « Je regarde comme certain que votre seigneurie a rendu dans cette conquête de plus grands services à Dieu que les rois, car s'ils ont gagné les pierres des tours et des murailles, vous avez gagné les âmes. » L'archevêque de Tolède se souvint sans doute avec gratitude de la docilité de Talavera ; quelques années plus tard, il le sauva des poursuites de

l'inquisition, qui l'accusait de judaïsme ; accusation absurde, et fondée uniquement sur une preuve généalogique⁽¹⁾, mais motivée par des rancunes dangereuses. Ximenez se fit adjuger le procès, informa le pape en toute hâte, et réussit à renvoyer l'affaire à Rome, contre les prétentions du Saint-Office. Ce fut un grand scandale qu'il étouffa, car les chroniques sont pleines des miracles opérés par le saint archevêque, pendant sa vie et après sa mort⁽²⁾.

Peu s'en fallut que le bouillant primat des Espagnes ne jouît pas de son triomphe sur l'islamisme. Grenade lui était fatale. A son premier séjour dans cette ville, une insurrection l'avait menacé de la couronne du martyr, et les précautions qu'il prenait contre le retour d'un pareil danger l'amenèrent aux portes du tombeau. Il règne à l'Alhambra de grands vents nuisibles aux vieillards d'une constitution délicate ; Ximenez, qui ne sortait guère de la forteresse, ressentit cruellement l'influence de cet air trop vif, et il tomba dans l'étiisie. L'activité de son esprit doubla le mal ; et les médecins, après avoir essayé sans succès de le rétablir, sous les ombrages du Ginalariph, l'abandonnèrent comme désespéré. Il est curieux de voir d'où vint le salut au persécuteur des Mores, et à quel degré l'instinct de la

(1) Sa mère descendait d'un Juif ; quant à lui, il s'était opposé à l'établissement de l'inquisition.

(2) Voyez sa vie dans l'*Histoire de Grenade*, par Pedraza.

conservation peut agir sur les caractères les plus fortement trempés. Un officier du primat était marié à une dame moresque de Grenade qui lui indiqua comme habile dans l'art de guérir, une vieille femme plus qu'octogénaire, élevée à l'école mystérieuse des empiriques arabes. L'officier fit part de sa découverte à son maître, et Ximenez consentit à se mettre entre les mains de cette adepte des sciences occultes. On la lui amena de nuit. Elle s'approcha du malade, le palpa, et déclara qu'en effet sa guérison passait la science des médecins ; mais elle en répondit, pourvu qu'on lui gardât le secret, qu'on la laissât libre d'agir à son gré, et qu'on l'admît chaque nuit au Ginalariph. Elle ne demandait qu'une semaine, et promettait de n'employer ni breuvages ni opérations de chirurgie, rien autre que des frictions. Ximenez lui accorda tout cela sans difficulté, sans défiance, sans scrupules. La vieille femme moresque vint s'asseoir auprès du lit du prélat pendant huit nuits consécutives ; elle faisait sur son corps des frictions avec des herbes inconnues aux médecins, et disparaissait le jour. Au terme assigné elle avait dégagé sa parole. L'archevêque de Tolède était en pleine convalescence, parfaitement sain, dispos d'esprit⁽¹⁾. Il suivit le dernier conseil de son

(1) Ximenez, né en 1436, avait alors soixante-quatre ans. Il mourut le 8 novembre 1517, peu après avoir résigné ses fonctions de régent du royaume, et non sans que l'on ait soupçonné qu'il pérît de mort violente.

sauveur, en demandant des forces à l'air de la vallée du Darro, dans ce quartier de l'Alcazaba que l'on nommait *el Axaryz*, ou *les Délices*, et *l'Hôpital d'Afrique*. Bientôt après il repartit pour Alcala, ranimé par une nouvelle jeunesse.

Pendant ce temps, don Hernando de Talavera avait mis fin à la conversion des Mores ; soixante-dix mille personnes reçurent le baptême de sa main : c'était absolument tout ce qu'il restait de musulmans à l'Albaycin et dans la Vega. Les Espagnols constatèrent avec fierté ce résultat par un proverbe encore usité, quand on parle d'une chose introuvable : « Chercher Mahomet à Grenade, » dit-on ; *Buscar à Mahoma en Granada*. Il n'aurait fallu pourtant que l'y chercher dans les cœurs. Mais on n'était pas encore au bout des embarras que devait causer la précipitation tant recommandée par Ximenez. Lorsque le primat quitta pour toujours la scène où il avait joué, au grand préjudice du christianisme, un rôle digne de Dioclétien, le roi don Fernando était appelé sur un autre point du royaume de Grenade par une révolte plus terrible que les précédentes.

CHAPITRE VI.

Révolte et conversion des Mores de la Serrania de Ronda.

(1501.)

La Serrania de Ronda, dont il sera souvent parlé dans le cours de cette histoire, est un massif triangulaire de montagnes situé à l'extrémité occidentale du royaume de Grenade. Ce massif a une profondeur de six lieues⁽¹⁾, et douze lieues dans sa plus grande largeur ; il comprend trois chaînes distinctes. Les deux premières se joignent au nord à la Sierra de Ronda proprement dite, et forment un épatement, se dirigeant, l'une au sud-est, ce qui lui a fait donner la dénomination générale d'*Axharquia*, chaîne orientale ; l'autre au sud-ouest, et on l'appelle l'*Algarbia*, pays de l'Occident, ou Sierra de Gaucin, à cause de sa ville principale.

(1) Lieues d'Espagne, de 17 et demie au degré.

A la base du triangle se trouve la Sierra Bermeja : elle se termine du côté de la mer par des pentes abruptes, et dessine un cintre dont la courbure, légèrement inclinée vers le sud, répond à peu près à celle d'un poignard turc. Le massif entier et la Sierra de Ronda, son appendice, sont enveloppés par un rameau de la grande chaîne qui forme la ceinture méridionale du Guadalquivir. Ce rameau, ancienne frontière des Mores au temps de Mohammed-Alhamar Ier, est celui qui se termine, en se bifurquant, aux deux pointes de Gibraltar et Tarifa. Dans sa partie supérieure, à l'ouest de Ronda, il porte le nom de Sierra de Villaluenga. La maison des ducs d'Arcos, représentée par des enfants depuis la mort du célèbre marquis duc de Cadix, y possédait de vastes domaines entour du marquisat de Zahara. Entre la Sierra de Villaluenga et celle de Gaucin coule le Guadiaro, fleuve guéable partout, depuis sa source à fonda jusqu'à trois lieues de son embouchure, près de Gibraltar. De l'autre côté de la Sierra de Gaucin, au fond d'une vallée profonde et très étroite, le Genal roule des eaux torrentueuses, et va rejoindre le Guadiaro un peu au-dessous de Casares, autre fief des ducs d'Arcos. Les deux vallées, la chaîne qui les sépare, et le versant de gauche du bassin du Genal, forment ensemble le district de Havaral, où il y avait alors vingt-deux bourgs ou villages, tous peuplés de Mores, gens riches, pacifiques, mais braves et très-attachés à leur foi. Deux places fortes,

Gaucin et Casares, commandaient le cours des deux rivières. La Sierra Bermeja n'est autre chose que le versant oriental de la ceinture de gauche du Genal ; elle se relie par des gradins à la chaîne neigeuse de l'Axharquia : c'est le recoin le plus sauvage de cette contrée. Des ravins impraticables la sillonnent ; à chaque instant l'on y rencontre des forteresses naturelles, auxquelles l'art des ingénieurs ne pourrait rien ajouter. Le Rioverde la coupe dans le sens de sa largeur, rebondit de cascade en cascade, et met entre ses bords une ligne de précipices. Effrayés par la difficulté de contenir les Mores dans un pareil pays, les Espagnols avaient eu recours à leur moyen favori, la dépopulation ; ils n'y avaient laissé, non plus que dans les vallons contigus de l'Axharquia, qu'un très-petit nombre de villages ; on n'en comptait que six dans un espace de plus de vingt-quatre lieues carrées. La seule ville du district, Marvella, port de mer, était entièrement peuplée de vieux chrétiens ; mais en faisant un désert de montagnes jadis fertilisées par l'industrielle culture d'habitants nombreux, on les avait rendues plus dangereuses. Les corsaires de Tétouan venaient dans ces parages abriter leurs petites fustes au fond des innombrables criques où les galères garde-côtes, d'un fort tirant d'eau, ne pouvaient pas entrer : de là ils guettaient tranquillement le passage des vaisseaux marchands, tandis que les gandouls, leurs émissaires, battaient la campagne, allant à la conquête d'une cargaison.

Personne n'osait s'aventurer dans la Sierra Bermeja sans de fortes escortes ; les monfés la parcouraient avec d'autant plus de sécurité, et les gens inquiets y tenaient leurs conciliabules, y trouvaient un refuge au milieu de solitudes qui leur fournissaient d'elles-mêmes les choses nécessaires à la vie. Francisco Ramirez, de Madrid, alcaïde de Ronda, pouvait être considéré comme le chef militaire de toute la province, quoique son autorité officielle ne s'étendît pas au-delà de la circonscription de son alcaïdia ; la plus grande influence dans ce pays était exercée par les Ponce de Léon, ducs d'Arcos. De tout temps une bienveillance éclairée, une sage tolérance accompagnée de fermeté avaient acquis aux membres de cette illustre maison l'affection et le respect des Mores leurs vassaux ; le dernier duc surtout s'était montré aussi doux comme seigneur qu'infatigable comme ennemi ; et depuis huit ans qu'elle était veuve, la duchesse suivait les traditions de son époux avec un soin scrupuleux dont elle allait être récompensée. Toutefois ce fut dans ses domaines, dans le comté de Casares et le marquisat de Zahara, que la révolte éclata d'abord.

Déjà, lors des affaires de l'Albaycin, à la nouvelle du traitement que l'on faisait éprouver à leurs coreligionnaires, les forçant à l'abjuration, les Mores de la Serrania de Ronda s'étaient émus. La duchesse d'Arcos les avait apaisés, et les rois, qui craignaient une insurrection de ce côté, pendant qu'ils étaient

occupés ailleurs, avaient fait les plus belles promesses pour le maintien des traités dans toute leur étendue ; mais après la soumission des Alpuxares, l'archevêque de Séville avait envoyé des prêtres dans la Serrania pour y prêcher l'Évangile à la manière des Espagnols : le crucifix d'une main, l'épée de l'autre. Ces missionnaires agirent avec leur imprudence habituelle. Ils réussirent dans le Havaral à intimider quelques hommes qui avaient beaucoup à perdre ou à gagner, et cela porta l'irritation au comble. Les gandouls soufflaient le feu. En plusieurs endroits les missionnaires furent maltraités et chassés. On était à la veille d'un soulèvement ; les rois crurent le conjurer en faisant arrêter les principaux alfaquis, et entre autres Edriz, le plus révééré de tous ; ils le tentèrent de toutes les façons pour le gagner au christianisme, mais Edriz resta inflexible, et son emprisonnement excita, dans certaines localités, une telle colère, que les Mores coururent aux armes sans se concerter. C'était l'habitude de cette nation, et de là venait sa faiblesse. A Casares et Gaucin ils s'emparèrent des châteaux ; à Daydin et Benahaduz, dans la Sierra Bermeja, ils massacrèrent Anton de Medellin et Alonso Gascon, prêtres, puis allèrent enlever, aux portes de Marbella, des chrétiens qu'ils vendirent aux corsaires ; dans la Sierra de Villaluenga, un certain Zelim Alaziaq se mit à la tête du mouvement et entraîna tous les Mores, à l'exception de ceux de Montejaque et Benaiojan, qui restèrent tranquilles,

mais ils chancelaient. Le Havaral ne bougea pas.

Francisco Ramirez de Madrid n'avait alors que peu de troupes à Ronda. Il manda ce qui se passait à don Juan de Silva, comte de Cifuentes, *assistant*⁽¹⁾ de Séville, Celui-ci se mit aussitôt en route avec trois cents lances et deux mille fantassins, et prit la haute direction des affaires, en vertu de son rang, malheureusement pour les Espagnols, Francisco Ramirez voulait que l'on se portât sur le champ au centre du Havaral, que l'on occupât Alajate, qui en est la clé, afin de rallier les nouveaux convertis et de les maintenir dans le devoir : que l'on manœuvrât avec de grandes forces à petites distances, et que l'on attendit les renforts d'Andalousie avant d'entreprendre aucune opération offensive. Son avis était parfaitement juste. Le comte, traitant la chose plus légèrement, divisa son armée en petites bandes qu'il envoya faire des rondes dans la montagne, pendant que la duchesse d'Arcos entraînait en pourparlers avec ses vassaux. Il obtint d'abord d'assez bons résultats de cette mauvaise méthode. Les habitants de quelques villages offrirent de se convertir et même d'émigrer, en demandant, on ne sait pourquoi, d'être admis à résider, les uns à Hornachos, dans l'Estramadoure, les autres à Palma, dans les Algarves espagnoles ;

(1) Ce titre particulier aux gouverneurs de Séville, équivalait à celui d'adelantado. L'assistente exerçait l'autorité civile et militaire.

mais le comte de Cifuentes n'avait pas de pouvoirs pour leur accorder ce qu'ils désiraient, et les excès de ses soldats mirent bientôt fin aux négociations. Comme on aurait dû le prévoir, les troupes destinées à surveiller le pays s'étaient transformées en bandes de pillards. Leurs exactions poussèrent à bout les Mores du Havaral, qui suivirent enfin les conseils des gandouls. La Serrania entière devint alors un camp.

Avant de sévir contre les insurgés, don Fernando fit proclamer un édit qui accordait une amnistie à deux degrés différents, amnistie entière, avec permission de rester dans leurs foyers à ceux qui se soumettraient au baptême, grâce de la vie seulement à ceux qui, persistant dans leur foi, réclameraient, avant dix jours, un sauf-conduit pour émigrer en Castille. Cet édit n'eut aucun effet ; il était sévère, tout en paraissant dicté par la clémence, et pour en profiter, les Mores se défiaient trop du roi. Il est en outre douteux que l'édit ait pu parvenir à leur connaissance. Pendant qu'on le faisait crier dans les carrefours des villes habitées par les vieux chrétiens, les renforts arrivaient à Ronda. Le comte d'Urena y amena ceux de Malaga et d'Antequera, don Alonso de Aguilar, ceux de Cordoue ; le comte de Cifuentes reçut quatre mille hommes de Séville, avec les contingents de Xerez. Le 17 février 1501 on passa la revue de ces troupes, et les trois seigneurs, égaux en autorité, se disposèrent à marcher sur la Sierra de Villaluenga, Zelim Alaziaq

les arrêta quelques jours avec de faux semblants de soumission, mais ses ruses ne lui servirent de rien. La désertion des habitants de Montejaque et Benaojan, qui se réfugièrent à Ronda, où ils se firent baptiser, ne lui laissa d'autres ressources que de disperser ses partisans. Il se jeta dans le Havaral, où les comtes entrèrent après lui, le 23 février. Ce n'était pas non plus dans ce pays ouvert que les Mores pouvaient se défendre avec succès. A l'approche des Espagnols, ils évacuèrent leurs villages, et se replièrent sur la Sierra Bermeja. Les comtes ne les y poursuivirent point. Ils retournèrent à Ronda, croyant avoir soumis tout le Havaral, parce qu'ils n'y avaient plus trouvé que des suppliants. Peut-être, si la discipline des troupes qu'ils laissèrent derrière eux avait été meilleure, les fugitifs seraient-ils revenus auprès de leurs familles ; mais au lieu de cela, les vols, les meurtres, les crimes de toutes sortes, commis par ces soldats, à la fois licencieux, fanatiques et cupides, forcèrent à l'émigration le petit nombre d'habitants paisibles qui étaient ou convertis ou disposés à se convertir. Le Havaral resta désert ; tous ses habitants allèrent grossir l'armée des Mores, dans la Sierra Bermeja.

Un blocus exact des montagnes et de la côte les eut promptement réduits à demander merci, et don Alonso d'Aguilar conseilla de s'en tenir à ce parti prudent ; mais un avis plus hasardeux l'emporta. Dans le courant du mois de mars, les Espagnols en-

vahirent la Sierra Bermeja par sa partie orientale ; ils repoussèrent heureusement l'ennemi de rocher en rocher, jusque dans la vallée du Rio-Verde, où ils campèrent, le 18 au matin, en face de Gebel-Hamar⁽¹⁾. Les Mores s'y étaient concentrés sous les ordres du Fehri, chef de race illustre. Ils occupaient, au sommet de la montagne de Gebel-Hamar, un plateau assez vaste, à l'extrémité duquel ils avaient fortifié le piton de Calaluz. Ce plateau communique avec la chaîne de l'Axharquia, qui leur offrait, en cas de défaite, une suite de positions excellentes. Du côté de la, rivière, ils avaient établi des postes en échelons sur d'autres petits plateaux qui forment comme des gradins pour arriver à Calaluz. Les Espagnols assirent leur camp sur le bord opposé du Rio-Verde, à Monarda, lieu fort âpre, incommode, où ils ne pouvaient pas se déployer. Ils se divisèrent en trois corps. Don Alonso d'Aguilar avec ses vassaux, la milice de Cordoue, celle de Xerez et la garnison de Ronda, que commandait Francisco Ramirez, formait l'avant-garde ; le comte d'Urena venait ensuite, à la tête des contingents d'Antequera et Malaga : le comte de Cifuentes se logea en arrière des autres divisions, sur une éminence qu'il garnit de palissades, car, à la vue de ce formidable piton de

(1) La montagne de Gebel-Hamar (montagne rouge) fait partie de la Sierra de Arboto, l'une des divisions de la Sierra Bermeja.

Calaluz, le cour avait manqué aux plus braves ; il était déjà question de battre en retraite. Aguilar s'opposa de toutes ses forces à un mouvement rétrograde. « Jamais personne de ma maison n'a montré ses épaules aux Mores, » s'écria-t-il. Dans le conseil de guerre qui se tint le même jour, il dit : J'ai donné mon avis à Ronda, et il y est resté. Maintenant que les Mores sont proches, si nous montrions de la faiblesse, leur audace croîtrait à notre grand dommage. Allons à eux, j'ai confiance dans le secours de Dieu. » L'attaque fut donc décidée pour le lendemain. En vrai champion de la foi, don Alonso s'y prépara par la communion, sans négliger ses devoirs de capitaine. Il était le plus expérimenté des trois chefs qui se partageaient le commandement ; aussi connaissait-il mieux encore que les autres les dangers de la situation ; et malgré la confiance exprimée dans son héroïque réponse, il doutait de la victoire.

Toute la journée les Mores escarmouchèrent avec une audace insultante. L'avantage du terrain, la légèreté de leurs éclaireurs, l'agglomération des Espagnols, l'ordre qu'avaient ceux-ci de ne point dépasser le ravin du Rio-Verde, tout était en leur faveur. Ils harcelèrent si cruellement l'avant-garde, qu'à la fin l'action s'engagea au montent où l'on y pensait le moins. Trois soldats d'Aguilare impatientés de ne pouvoir riposter à leur aise, avaient franchi la rivière ; quelques autres les suivirent afin de les dégager ; de

proche en proche, toute l'avant-garde s'ébranla. Don Alonso vit qu'il ne réussirait pas à arrêter ce mouvement ; il préféra s'y joindre, et partit après avoir recommandé au comte de Cifuentes de se tenir en réserve, tandis que le comte d'Urena marcherait en seconde ligne. Les Mores ne s'étaient pas attendu à une attaque si brusque : si d'un côté elle se fit en désordre, de l'autre elle fut soutenue mollement. Don Alonso, suivi de près par le comte d'Urena, poussa de plateau en plateau jusqu'à ce qu'il atteignît celui de Calaluz. Les deux divisions s'y réunirent, balayèrent les barricades, et mirent l'ennemi en fuite complète. Il faisait alors nuit noire.

De son côté, le comte de Cifuentes, inquiet sur le sort de l'armée, avait passé la rivière et pris position sur le premier gradin de la montagne, laissant une petite troupe à la garde du camp de Monarda. Ainsi les Espagnols se trouvaient partagés en trois corps, sans communications, pendant la nuit, dans un pays coupé qu'ils ne connaissaient point. La fuite des Mores n'était qu'une ruse ; quelques-uns d'entre eux revenaient à la charge de temps en temps, pour attirer plus loin vers leur corps de garde les capitaines ennemis. Ils avaient laissé sur le plateau leurs femmes avec les bagages, s'assurant par-là qu'ils feraient débander le gros des assaillants, et l'évènement ne les trompa point. Au lieu de poursuivre leur avantage, les soldats de milice, qui n'entendaient rien à la

guerre, pillards indisciplinés et fanfarons, se répandirent dans toutes les directions où les appelaient les cris des femmes et des enfants. Assourdis par le bruit, ils n'entendaient plus la voix de leurs chefs ; égarés par la cupidité, ils jetaient leurs armes et se chargeaient de butin, comme s'ils n'avaient plus rien à craindre : les uns retournaient au camp avec leurs prisonniers ; d'autres, qui s'étaient emparés d'objets précieux, cherchaient un sentier dans la montagne pour regagner l'Andalousie. Le désordre était à son comble, quand tout à coup les Mores reparurent ; ils ramenaient vivement le bataillon que le comte d'Urena et don Alonso d'Aguilar avaient conduit en avant. Ce fut alors au tour des Espagnols de prendre la fuite ; mais l'obscurité, qui augmentait leur terreur, permit à un bien petit nombre de s'échapper : partout ils rencontraient devant eux ou des précipices, ou le fer ennemi. Le comte, son fils ; don Pedro Giron, Francisco Ramirez, Eslava, alcaïde de Marchena, don Alonso d'Aguilar essayèrent de faire tête avec environ quatre-vingts soldats que la panique n'avait pas atteints. Auprès de don Alonso était son fils aîné, don Pédro de Cordova, jeune enfant de la plus belle espérance. Blessé à la tête et à la cuisse, il combattait un genou en terre, et tenait à distance une multitude de Mores : en cet instant, un baril de poudre sauta ; l'éclair, illuminant tout le champ de bataille, révéla aux deux partis leur position. Les Mores chargèrent avec une

nouvelle ardeur. Le comte d'Urena lâcha pied ; Francisco Ramirez gisait sur un monceau de cadavres ; don Pédro de Cordova était cerné. A la vue de son fils près de périr, don Alonso sentit fléchir sa fierté ; il fit enlever de force l'intrépide enfant, et l'envoya rejoindre le comte d'Urena : pour lui du moins il maintint son dire ; l'ennemi ne vit jamais que sa poitrine. Accompagné de son porte-enseigne, d'Eslava et de quelques autres braves qui ne voulurent point l'abandonner, le chef de la maison d'Aguilar se précipita dans la mêlée, sans autre but que d'y chercher un trépas digne de lui. Bientôt il resta seul ; sa cuirasse était délacée, son casque mis en pièces ; il perdait son sang par vingt blessures. Son cheval tomba, l'ayant porté près d'une roche, contre laquelle il s'appuya pour respirer ; mais un More, qui s'acharnait sur ses pas, ne lui en laissa pas le temps : de deux coups le More l'abattit, et, le saisissant à bras le corps, tous deux luttèrent ; ils se cherchaient avec leurs poignards. « Je suis don Alonso ! » criait l'un en frappant. « Tu es don Alonso ; mais moi je suis le Fehri de Benestepar, » répliqua l'autre en rendant coup pour coup. La blessure que fit don Alonso n'était pas mortelle comme celle qu'il reçut ; et il avait eu raison de se nommer, car son visage déchiqueté n'offrait plus de traits reconnaissables. Ainsi finit sa noble carrière don Alonso Fernandez de Cordova, seigneur d'Aguilar, le héros des chroniques et des romances. Il semble

que ce soit pour lui que le premier comte de Castille ait retourné un vieux dicton dont il fit ce bel adage : « L'homme meurt, mais son nom vit ; » *Murió el hombre, mas no su nombre.*

Pendant que le désastre des Espagnols se consummait à Calaluz, la nouvelle en était apportée par les fuyards au camp de Cifuentes. Le comte d'Urena y arriva poursuivi de près. La panique gagna les Sévillans ; les cris des Mores qui descendaient la montagne représentaient l'approche d'une innombrable armée ; l'exagération des rapports jetait le doute dans l'esprit des capitaines. Tout était perdu, sans l'habileté que déploya le comte de Cifuentes : Déjà ses soldats couraient du côté de la rivière, et le petit corps chargé de garder les bagages avait commencé à évacuer Monarda. Le comte arrêta cette déroute : il tint ferme à son poste, s'opposant à la pétulance des uns, qui voulaient se porter en avant dans l'espoir de dégager don Alonso, à l'imprudence des autres, qui croyaient pouvoir repasser le Rio Verde. Ses ordres empêchèrent également l'évacuation de Monarda. Au jour levant, il réunit enfin, et sans obstacles, les deux corps si fatalement séparés, mais il avait souffert pendant la nuit des pertes énormes. Tous les sentiers de la montagne étaient, comme le plateau de Calaluz, jonchés de cadavres. On en voyait des rangs pressés autour de chacune des positions que le comte d'Urena avait successivement défendues dans sa retraite, le long du ravin, sur ses deux bords. L'ennemi

était rentré à Calaluz, mais il occupait les passages en avant et en arrière. Cifuentes, bloqué à Monarda, n'essaya pas d'en sortir ; il se fiait à la renommée pour faire savoir au roi la détresse où il se trouvait.

En effet, les tristes nouvelles de la défaite des comtes volèrent en Andalousie. Aussitôt l'arrière-bande, milice du pays, se mit en marche sans qu'il fût besoin de la convoquer. Vers la fin du mois de mars, treize cents lances et six mille fantassins rassemblés à Ronda, n'attendaient plus que les ordres du roi. Don Fernando vint en prendre le commandement dans les premiers jours d'avril. Le moral de ces troupes était déplorable, malgré l'empressement qu'elles avaient montré à se rendre dans la Serrania ; le roi, qui s'en aperçut, craignit de compromettre sa réputation s'il dirigeait en personne les opérations militaires ; il les confia au duc de Nagera, don Pedro Manrique, et celui-ci partit avec la mission de dégager le comte de Cifuentes. Il devait passer par Daydin⁽¹⁾, où sept cents Mores de l'Axharquia s'étaient retranchés, occuper cette position et se porter ensuite sur Calaluz, qu'il aurait attaqué par derrière, de concert avec le comte, auquel on envoyait un renfort à Monarda ; mais les Mores n'attendirent pas qu'on les mit ainsi entre deux feux. Ceux de

(1) Daydin est un village de la Sierra de ce nom, l'un des ramaux de la Sierra Bermeja. Il est situé entre Ronda et Calaluz.

Calaluz députèrent trois de leurs chefs auprès de Cifuentes, avant que le duc ne se montrât sur les hauteurs de l'Axharquia. Ils espéraient rendre leur position meilleure en capitulant pendant qu'ils avaient encore l'honneur des derniers succès ; et pourtant ils demandaient bien peu de chose, un sauf-conduit et des vaisseaux pour aller en Afrique. Le commandeur Gutierre de Trejo reçut, avec don Juan d'Avalos, l'ordre de conduire à Ronda les parlementaires. On ne supposait pas qu'ils échouassent, parce que l'on savait que le désir du roi était d'expulser les Mores de la Serrania, et, d'une autre part, le comte de Cifuentes avait hâte de sortir de Monarda ; on ne pouvait donc s'attendre à l'inqualifiable exigence que montrèrent les souverains en cette circonstance critique. Doña Isabelle était près de son époux : faut-il rejeter sur elle seule le sacrilège commis par deux princes auxquels on avait décerné le beau titre de catholiques ? nous le croyons sans oser l'affirmer. On signifia aux parlementaires que le libre passage en Afrique serait accordé seulement à ceux qui pourraient payer dix ducats pour leur rançon, et que les autres ne rachèteraient leur vie qu'en recevant le baptême. Les Mores souscrivirent à tout, avec une, facilité dont plus tard on leur fit un crime. ils fournirent des otages, livrèrent avec le fort de Calaluz tous leurs effets, et le très-petit nombre d'entre eux qui se trouvait en état de payer les dix ducats fut embarqué à Estepona, le 15 avril. A la honte de

l'Espagne, on retint effectivement le reste des insurgés, malgré leurs prières. Il ne manqua pas de prêtres assez peu scrupuleux pour leur administrer le baptême sans instruction préalable, sans autre garantie que le consentement tacite de malheureux qui avaient la tête sous le couteau ; et dans un pays où existait un tribunal chargé de punir de mort le mépris des sacrements de l'Église, il ne se rencontra pas un seul inquisiteur qui osât poursuivre les auteurs de cet attentat.

Il est à croire, cependant, qu'une conduite aussi contraire aux lois divines et humaines, fut désapprouvée par les prélats espagnols, car don Fernando s'en départit lorsqu'il traita, quelques jours après, avec les Mores de Daydin et de Villaluenga. Il est vrai qu'alors il était seul, et pouvait suivre ses inspirations. Dordux, nouveau converti, qui s'était chargé de réduire Daydin, avait échoué complètement. Le roi prit enfin le parti d'entrer en campagne. Il arriva le 25 avril dans la Sierra Bermeia, au moment où l'on y recevait l'avis que les exilés de Calaluz étaient débarqués heureusement, et que les barbaresques les accueillaient bien. Cette nouvelle disposa les Mores à capituler. Comme don Fernando n'était pas moins pressé d'en finir, les conditions furent promptement arrêtées. Il fut convenu que les insurgés baptisés rentreraient chez eux, libres, mais désarmés, et soumis à la correction de l'Église, c'est-à-dire à l'inquisition ; que les autres auraient la vie sauve, qu'on les transpor-

terait hors du royaume, en prenant, pour leur rançon, tout ce qu'ils possédaient, biens-meubles et immeubles ; que pourtant on excepterait de cette confiscation les trois négociateurs, c'est-à-dire Abaix, *alfaqui*, l'alguazil de Daydin et un autre dont le nom n'est pas connu. Ces trois hommes, qui avaient bien fait leur part, comme on le voit, obtinrent encore la faveur d'étendre la même exemption à quarante familles de leur parenté. Avant d'admettre aucune ouverture, le roi prenait toujours des sûretés qui ne permettaient guère aux Mores de refuser la ratification des paroles avancées par leurs plénipotentiaires, c'est ce qui arriva dans ce cas. Quelque menaçante que fût la dernière clause relative aux baptisés, il n'était plus possible d'en conjurer les effets autrement que par une prompte soumission et le recours à la clémence des juges inquisitoriaux ; le traité reçut sa pleine exécution, le jour même où il fut conclu. Le Havaral retrouva une petite partie de ses habitants, sur lesquels s'étendit efficacement la protection de don Fernando. Les galères, à peine de retour à Estepona, repartirent pour l'Afrique, chargées de monde ; peu après elles firent un troisième voyage avec les Mores de Villaluenga, qui avaient demandé et obtenu la capitulation de Daydin. Il en résulta que la Serrania de Ronda resta presque déserte ; mais la reine, en véritable Espagnole, était peu touchée de cet inconvénient. Pour elle une seule chose avait de l'importance : extirper

de ses royaumes le nom et la secte de Mahomet. Elle était décidée à lui tout sacrifier, richesses, bonne foi, justice, croyant servir ainsi la religion, dont elle terminait la pure gloire.

CHAPITRE VII.

Conversion des Mores de Castille et de Léon. —
Mort de la reine Isabelle.

(1502 à 1504.)

Dans le royaume de Grenade, il restait encore çà et là quelques villages où ni l'Évangile ni la révolte n'avaient pénétré, et les anciens royaumes de la couronne de Castille conservaient toujours leur population musulmane. Les Mores d'Andalousie, d'Estramadoure, des Castilles et de Léon, façonnés au joug, résignés à l'abjection dans laquelle ils vivaient, courbés la plupart sur la terre ingrate qu'ils arrosaient de leurs sueurs, avaient témoigné la plus profonde indifférence pour le sort des Grenadins. Pendant ces temps de troubles, ils n'avaient pas fait un mouvement, on n'avait pas pu constater la moindre agitation parmi eux. Les prétextes manquaient, paraissaient devoir manquer toujours pour étendre à des sujets si paisibles les mesures qu'exigeait impérieusement

le zèle de la reine pour le prosélytisme. Ces prétextes, dona Isabelle essaya de les faire naître, bien résolue d'ailleurs à s'en passer au besoin. Le 20 juillet 1501, elle rendit une ordonnance par laquelle il était défendu sous peine capitale, aux esclaves musulmans, de communiquer soit avec les nouveaux chrétiens, soit avec les Mores libres ; et aux Mores de Castille d'entrer dans le royaume de Grenade, sous la même peine, augmentée de celle de la confiscation de leurs biens. Cette ordonnance était motivée, disait-on, par la crainte que des communications quelconques entre gens de même race ne retardassent la conversion des uns, ne compromissent la foi des autres. Nous ne nous arrêterons pas à remarquer le mépris qu'elle impliquait pour le droit de propriété, les maîtres des esclaves musulmans se trouvant, par le fait, privés des services de ces esclaves : elle devait avoir des conséquences bien plus graves en ce qu'elle était inexécutable. Le royaume de Grenade, si fertile et si riche, manque pourtant de blé. De tout temps il en avait été approvisionné par la Castille ; il produisait en abondance des bestiaux et des objets manufacturés, et surtout des étoffes de soie, pour lesquelles les Mores ont un goût prononcé : naturellement les Mores de Castille, agriculteurs presque tous, favorisés en outre par leur connaissance de la langue arabe, monopolisaient à peu près un commerce qui consistait en échanges, et demandait à être conduit au moyen de relations individuelles. Leur

interdire l'entrée du royaume de Grenade, c'était les provoquer à faire la contrebande ; c'était aussi se réserver la faculté de réduire à la disette les Grenadins, qui ne pouvaient plus, comme autrefois, tirer en partie leur approvisionnement de blé des États barbaresques. Les contraventions à cette défense furent nombreuses : doña Isabelle n'attendait que cela ; elle ne perdit pas de temps pour en profiter : le 12 février 1502, elle décréta l'expulsion des Mores de Castille et de Léon⁽¹⁾.

Il fallait que les sophismes des casuistes politiques eussent bien profondément gâté l'esprit public en Espagne et dans toute la chrétienté, à cette époque, pour que des souverains aient cru pouvoir, sans se déshonorer, apposer leur signature au bas d'une pièce aussi monstrueuse que le préambule du décret du 20 février 1502. La supposition que les Mores de Castille travaillent à amener dans l'erreur les nouveaux chrétiens de leur race, y figure sans être appuyée par aucun fait, quoique ce fût le seul considérant essentiel et qui méritât d'être développé. Apparemment doña Isabelle était plus certaine de faire goûter à son peuple d'autres raisons moins solides, mais plus passionnées. Elle fonda son droit d'abord sur « le grand scandale qu'il y aurait à tolérer chez elle des musulmans, lorsque les Mores de Grenade étaient convertis. » Puis

(1) *Nueva recopilacion*, livre 8, titre 2, loi 4.

elle avança, pour soutenir ce non-sens, une maxime horrible dans l'application qu'elle en faisait. « Il vaut mieux prévenir que châtier, dit-elle, et il est juste de punir les petits pour les crimes des grands. » Toute la politique des Espagnols, à l'égard des Mores, se résume par ces derniers mots ; après cela, il n'était pas besoin d'énoncer quel crime on reprochait aux grands. Les petits venaient de cette race odieuse des conquérants qui avaient, en trois jours, anéanti la monarchie des Goths ; ils professaient l'hérésie musulmane, c'en était assez pour qu'ils fussent punis. En conséquence, la reine et le roi ordonnaient à tous les Mores adultes, en comprenant sous cette dénomination les garçons âgés de quatorze ans et les filles âgées de douze, de sortir des royaumes de Castille et de Léon pour n'y plus revenir, sous peine de la vie et de la confiscation de leurs biens, à moins qu'ils ne fussent esclaves, marqués au front⁽¹⁾ et portant chaînes. Ils leur accordaient un délai de deux mois, à l'effet de vendre leurs biens, les prenant sous leur protection et royal sauf-conduit jusqu'au dernier jour d'avril ; ce terme passé, les Mores devaient se mettre en route, par troupes, sous la conduite de commissaires ; il leur était défendu d'emporter de l'or, de l'argent, aucune marchandise dont l'exportation fût prohibée, sous peine

(1) On marquait les esclaves au front avec un fer rouge qui imprimait la figure d'une S et celle d'un clou. Ce rébus se lit en castillan *es clavo*.

de perdre leur fortune et la tête, défense révoltante, car elle les obligeait à s'encombrer d'objets infimes de nulle valeur ; les commissaires devaient les conduire, par la Biscaye, jusqu'à un port ou à la frontière française, sans leur permettre de passer en Portugal, en Aragon ou en Navarre, de les laisser s'embarquer pour les États barbaresques ou la Turquie, ni pour aucun autre pays musulman, à l'exception de l'Égypte. Peine de mort était dénoncée contre celui qui tenterait d'attirer au mahométisme un nouveau chrétien, et contre celui qui reviendrait en Espagne. Le chrétien qui recélait un More encourait la confiscation de ses biens. Quant aux enfants, auxquels il n'était pas permis de suivre leurs parents, l'ordonnance ne s'occupait en aucune façon de pourvoir à leurs besoins ; elle ne stipulait point qu'une partie des biens paternels leur serait laissée, ne réglait rien, ni pour les tutelles ni pour leur éducation ; la mendicité, tel était probablement le sort que la reine avait réservé à ces malheureux. Il serait, je crois, difficile de trouver dans toutes les histoires quelque chose de plus odieux qu'un tel décret ; à l'examiner clause après clause, on n'y découvre que barbarie.

Les recueils de pragmatiques offrent ici une lacune, peut-être volontaire. La plupart des historiens espagnols racontent, quelques-uns avec une expression de doute, que les Mores castillans, pour éviter un traitement si rigoureux, demandèrent à être baptisés.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils ne furent point expulsés, comme le voulait l'ordonnance du 12 février 1502, et que, dans le courant de cette année, tous avaient reçu le baptême, ainsi que le petit nombre de Grenadins qui suivaient encore le mahométisme ; mais il ne paraît pas exact de dire qu'ils proposèrent d'eux-mêmes d'entrer dans le sein de l'Église catholique. Deux chroniqueurs contemporains, dont les mémoires sont restés manuscrits, fournissent à cet égard des renseignements desquels l'on peut induire, avec beaucoup plus de vraisemblance, que doña Isabelle voyant certains districts entièrement dépeuplés, revint à résipiscence, et rendit, probablement dans le courant d'avril 1502, un nouvel édit pour empêcher l'émigration de ces utiles vassaux. Andres Bernaldez, curé, de los Palacios, près Séville, rapporte, sans entrer dans aucun détail, que le baptême fut imposé sous peine d'esclavage aux Mores de Castille, Andalousie, Jaen et Grenade. Il ne parle pas du décrit d'expulsion, mais il confond sa date avec celle de la seconde ordonnance. « Le délai de deux mois qui leur avait été accordé finissant au mois d'avril, tous les Mores furent baptisés, dit-il, sans contrainte⁽¹⁾. » Lorenzo Galindez de Carvajal, historiographe d'Isabelle, est plus précis. Il avance positivement que le

(1) Andrea Bernaldez, *Memorias de los reyes catolicos*. chap. 19S.

terme fixé pour le départ des Mores étant arrivé, on ne leur permit pas de sortir, mais qu'on les convertit de force⁽¹⁾. « Ils prétendaient, ajoute Carvajal, que la plupart d'entre eux avaient été baptisés sans leur consentement. Lorsqu'on décida cette mesure, on prit en considération que si les pareils n'étaient pas véritablement chrétiens, leurs enfants ou leurs descendants le deviendraient ; mais la dépravation (*liviandad*) de ce peuple est si grande, ils montraient une si grande pertinacité dans leur affection pour la secte dans laquelle leurs ancêtres étaient morts, que presque tous témoignèrent bien par leurs œuvres qu'on les avait attirés à notre foi tout-à-fait contre leur volonté. »

A défaut de l'ordonnance d'avril, qui aura été omise à dessein dans les collections authentiques, ainsi que beaucoup d'autres, on en trouve une bien propre à corroborer l'assertion de Carvajal. Celle-ci, datée du 17 septembre 1502, déclare que, les Mores de Castille vendant leurs biens pour passer furtivement en Afrique, il leur est défendu de faire, pendant deux années, aucune vente d'effets immobiliers, et même de voyager en Navarre, Aragon ou Portugal sans

(1) Je n'ai pas vu le manuscrit de Carvajal, et je le cite d'après Zurita, historien consciencieux, d'ordinaire très-bien informé. (*Voyez Zurita, Annules d'Aragon*, t. 5, p. 226 de l'édition de Saragosse, 1650.) Zurita était secrétaire de l'inquisition, ce qui donne plus de poids à ses paroles.

avoir fourni caution de leur retour⁽¹⁾. S'ils cherchaient à s'échapper en septembre, comment n'auraient-ils pas profité en avril du décret qui les expulsait ? Nous croyons donc pouvoir établir ici que la reine Isabelle commit une nouvelle et plus inexcusable injustice en rapportant sa première ordonnance pour lui en substituer une autre qui imposait aux Mores le baptême sous peine d'esclavage. A ne le prendre qu'au point de vue de la politique, c'était corriger une faute par une faute encore plus grande, et la suite le fit bien voir.

Pendant que l'on convertissait ainsi de force les Mores de Castille, il y eut en Aragon toute une communauté de musulmans qui embrassa volontairement le christianisme ; ce fut celle de Teruel. Cet exemple inquiéta les seigneurs aragonais, et surtout les seigneurs valenciens, qui étaient plus fortement intéressés dans la question. Ils supposèrent, que don Fernando pourrait céder aux suggestions de la reine, comme il l'avait fait pour l'expulsion des Juifs et

(1) Cette ordonnance n'est pas insérée non plus dans la *Recopilacion*, mais bien dans les *Pragmaticas* de Ramirez, autre recueil authentique que je n'ai pu me procurer. Je la cite d'après don Juan Antonio Llorente, qui l'analyse à la page 336 du tome 1er de son ouvrage. (Voyez *Histoire critique de l'inquisition d'Espagne, etc.*, par. don Juan Antonio Llorente, secrétaire de l'inquisition de la cour, chanoine de l'église primatiale de Tolède, etc., traduite en français par Alexis Pellier. Paris, 1817.)

les Cortès, alors assemblées, reçurent le mandat d'exiger une promesse à l'effet d'empêcher toute innovation à l'égard des Mores. La requête fut présentée par trois états ou bras : celui des barons, celui des gentils-hommes et celui des bourgeois ; le clergé s'abstint. Don Fernando accorda sans difficulté la promesse qu'on lui demandait ; plus tard, il la convertit, comme nous le verrons, en *fuero*, privilège solennel, spécial, obligatoire pour lui et ses successeurs.

Doña Isabelle-la-Catholique mourut le 28 novembre 1504, à Medina-del-Campo, après cinquante jours de maladie. Elle était née le 22 avril 1451, et régnait depuis le 1^{er} décembre de l'année 1474. Elle désigna Grenade pour le lieu de sa sépulture. Sa dépouille mortelle y repose dans une chapelle magnifique, au centre de la ville. Vingt-huit églises qu'elle avait fondées sur l'emplacement des mosquées, font retentir chaque année leurs sonneries, le 18 décembre, jour où l'on célèbre l'anniversaire de ses obsèques. Comme sa vie fut presque exclusivement consacrée à faire triompher la croix sur le croissant, elle ne pouvait choisir un lieu plus propre à rappeler ses travaux. Les Espagnols ne parlent qu'avec enthousiasme de cette princesse ; ils la mettent au rang de leurs meilleurs monarques, et l'histoire, adoptant le jugement populaire, lui a décerné le titre de Grande. Si l'on mesure seulement la hauteur de l'édifice qu'elle a élevé, ce titre paraîtra mérité ; si l'on avait calculé

sa solidité, la réputation d'Isabelle en aurait souffert ; les peuples, d'ordinaire, tiennent compte des talent plus que de l'emploi qui en est fait ; ils réservent pour les princes favorisés de la fortune, les hommages qu'ils devraient adresser aux princes honnêtes et bons, à ceux qui ont régné en pères ; ils déifient qui sait les dominer. C'est pourquoi, dans tous les pays, le roi qui a fondé la monarchie absolue est proclamé le grand roi : mais il arrive souvent que les fondateurs ont bâti le présent avec les matériaux de l'avenir. En Espagne, la royauté absolue jeta pendant un siècle un formidable éclat, puis vint subitement cette longue période d'abaissement progressif, qui aboutit enfin aux révolutions dont nous sommes les témoins. Gloire stérile, honteuse prostration, révolution indéfinissable et peut-être sans issue, tout cela est l'œuvre d'Isabelle. De son règne datent toutes les institutions qui régirent après elle, la Castille d'abord, puis toute l'Espagne. La marche politique, les maximes d'État que le cabinet de Madrid suivit dès-lors, avec une opiniâtreté fatale, doivent lui être rapportées. Doña Isabelle imprima sa marque partout, et décida sans retour le sort des générations futures. Il ne sera pas hors de propos ici de jeter un coup d'œil sur l'ensemble des réformes qu'elle opéra ; quoique ces réformes ne semblent pas au premier aperçu concerner l'histoire des Mores, qui devient un simple épisode dans l'histoire d'Espagne, cependant elles l'intéressent directement ; car à

partir du règne qui nous occupe, les destinées des deux peuples furent liées plus étroitement que jamais, de telle sorte que les malheurs de l'un sont à la fois l'effet et la cause de la décadence de l'autre.

CHAPITRE VIII.

Réformes de doña Isabelle⁽¹⁾.

Le plan que la reine Isabelle avait mûri longuement et qu'elle mit à exécution complète, dans les dix premières années de son règne, peut se résumer ainsi : élever le trône et l'autel, abaisser tout le reste. L'omnipotence de la couronne, la prépondérance du clergé, la destruction de la féodalité, voilà les trois buts de sa politique : en atteignant le dernier, elle arrivait aux deux autres ; elle dirigea donc tous ses efforts contre l'aristocratie ; et pour abattre ce corps puissant, elle employa des moyens divers qui prouvent chez elle

(1) Pour ce chapitre, je me suis beaucoup aidé du remarquable ouvrage de M. William H. Prescott, intitulé : *History of the reign of Ferdinand and Isabelle-the-Catholic of Spain*. (Boston-London, 1838.)

une grande fécondité d'esprit, un rare talent de combinaison. Les circonstances l'aidèrent aussi plus peut-être qu'aucun réformateur ; cela ne diminue en rien l'idée que l'on doit se faire de son génie ; mais il faut se rendre compte de ces faits pour comprendre comment elle put opérer à elle seule des changements qui partout ailleurs ont été l'ouvrage du temps.

A la différence de l'Aragon, la Castille n'avait pas de constitution régulière. La couronne y avait été usurpée plusieurs fois⁽¹⁾ ; dans toute la hiérarchie des pouvoirs, la même absence de légitimité se rencontrait ; des précédents sans valeur, parce qu'ils n'étaient pas constants, des droits mal définis, mal réglés, étaient invoqués tour-à-tour et triomphaient, non par la raison, mais par la force. Ce désordre avait succédé à un état de choses parfaitement régulier,

(1) La souveraineté des premiers comtes de Castille n'était elle-même qu'une usurpation ; mais, à ne prendre l'histoire de ce royaume qu'à partir de sa réunion à celui de Léon, jusqu'à l'avènement de doña Isabelle, on trouve que la couronne y fut usurpée sept fois, à savoir : 1° par don Sancho II sur ses frères ; 2° par don Alonso VI sur son frère don Garcie ; 3° par don Alonso VII sur sa mère, doña Urraca ; 4° par don Sancho IV sur son père, don Alonso X, et sur le fils de son frère, l'infant de la Cerda ; 5° par don Enrique II (le Bâtard) sur son frère don Pedro-le-Cruel ; 6° par le prétendant don Alonso sur son frère don Enrique IV ; 7° par doña Isabelle sur sa nièce doña Juane, dite *la Beltraneja*.

et les rois usurpateurs avaient contribua à l'amener, car la violation du principe de l'hérédité entraîne, lorsqu'il s'agit d'un trône, des conséquences incalculables. Toutes les autres usurpations viennent à sa suite, les unes autorisées par l'exemple, les autres nécessitées par la ligue des intérêts.

La noblesse castillane avait gagné un peu et perdu beaucoup au jeu des révolutions. Autrefois elle était pauvre, mais elle partageait le pouvoir souverain avec le roi, qui ne se qualifiait que de premier entre ses pairs. Toutes les lois se faisaient avec elle et par elle ; les assemblées nationales ne se composaient que d'elle et du roi ; c'est pour cela qu'on les nommait *Cortès*⁽¹⁾. Plus tard, la noblesse se fractionna en deux classes : celle des grands vassaux et celle des simples gentilshommes, modification commandée par l'agrandissement de l'État, et avantageuse parce qu'elle constituait une aristocratie, élément indispensable dans les sociétés nombreuses. La Grandesse, attachée à la possession des fiefs, accessible ainsi à tous les gentilshommes de mérite que la fortune aidait, conférait les privilèges politiques dont la noblesse entière jouissait auparavant. La seconde classe des nobles conservait ses exemptions et les payait par les services militaires auxquels elle était assujettie. Entre elle et la Grandesse, il y avait alliance, et

(1) *Cours, Curia.*

point de rivalité. Les lois ou les coutumes qui avaient force de loi protégeaient efficacement le peuple dans ses propriétés, sa liberté, sa vie. Les droits augmentaient dans la progression hiérarchique. La direction des affaires venait d'en haut ; c'était le gouvernement de l'oligarchie avec tous les rouages et les contrepoids nécessaires, le plus parfait que l'esprit humain ait encore imaginé⁽¹⁾ ; mais cela dura peu, Le désordre s'introduisit d'abord par les lettres de franchise qui furent accordées à certaines villes. La noblesse y souscrivit. Elle n'en vit pas le danger, parce qu'elle exerçait une grande influence dans ces communes affranchies, et, si elle le vit, l'état de guerre continuelle où les royaumes chrétiens se trouvaient alors, les progrès de la conquête l'obligeaient à subir un pareil inconvénient ; il fallait des privilèges pour attirer des habitants. La Bourgeoisie parut ainsi sur la scène. Bientôt il fallut aussi des impôts extraordinaires, et les procureurs des villes furent appelés aux cortès. Le vote de l'impôt devenant l'objet principal de ces assemblées, la Noblesse ne pouvant y intervenir puisqu'elle ne payait d'au-

(1) Nous traçons ici un tableau d'ensemble et qui peut se rapporter, par exemple, aux règnes des douze princes qui ont gouverné la Castille, depuis le commencement du neuvième siècle jusqu'au milieu du dixième. Naturellement il y a beaucoup de réserves à faire, mais elles ne trouveraient leur place que si l'on entrait dans les détails.

tre contribution que celle du sang, les rois négligèrent souvent par calcul, de la convoquer lorsqu'ils *célébraient* des Cortès. La Bourgeoisie grandit par le droit de remontrance qu'elle prit, avec justice, en compensation de l'argent qu'elle accordait. Les Cortès changèrent de caractère ; elles devinrent l'instrument de la royauté contre l'aristocratie. Des lois furent rendues et acquirent de l'autorité, sans que les grands vassaux y donnassent leur sanction. Il est vrai que ces lois ne concernaient que les intérêts du peuple, et la Noblesse, retranchée derrière ses privilèges spéciaux que l'on n'attaquait point, ne prit pas garde à l'exclusion de fait dont elle était frappée. Une chose la rassurait : le conseil-royal, par les mains duquel passaient toutes les affaires, était composé de grands seigneurs ; les gens de loi n'y entraient guère qu'à titre d'*assesseurs*, et la politique, l'administration se trouvaient ainsi dans les sphères les plus élevées, sous la direction exclusive des corps aristocratiques ; mais, pour n'être pas immédiatement aperçue, la décadence de la Noblesse n'en résulta pas moins de la privation de son droit essentiel, celui de former partie intégrante et indispensable des assemblées législatives. Dès qu'il lui fut refusé de jouer son rôle légitime, la Grandesse castillane s'en créa un autre de violence, dans lequel la force des choses l'entraînait. Elle ne visa plus qu'à amasser des richesses, dépouillant de leurs domaines les villes et la couronne, pour se mettre au-dessus des

atteintes de la loi. De fréquentes minorités engendrèrent des factions terribles ; chacun bâtit des forteresses ou s'en fit donner, car il n'y avait de sécurité que derrière des remparts. Les rois usurpateurs ajoutèrent à cette confusion. Enfin, sous les deux derniers règnes, la faiblesse, la nullité des princes avaient consommé le mal. Don Juan II livra l'État à son favori, don Alvaro de Luna, qui se fit des créatures avec les revenus royaux, et enrichit ses ennemis eux-mêmes aux dépens de la couronne, car ses immenses domaines furent partagés entre les seigneurs qui amenèrent sa chute. Quand don Juan II mourut, les grands possédaient en Castille à peu près tout ce qui valait la peine d'être possédé. La plupart des belles terres et des villes importantes étaient entre leurs mains ; les grandes charges devenaient héréditaires par prescription, ainsi que le gouvernement des places fortes qui dépendaient de la couronne. Le trésor royal était obéré de pensions considérables ; sur ceux des sièges épiscopaux qui étaient richement dotés, on voyait toujours s'asseoir des prélats d'illustre naissance, plus occupés des affaires du monde que de leur église. Les maîtrises des trois ordres militaires, états princiers, revenaient également toujours à des chevaliers de haute race. Mais si chaque famille aristocratique avait en particulier augmenté sa puissance, l'aristocratie en masse avait perdu de la sienne. Ses excès lui enlevaient toute considération, et sans la guerre des Mores, on

n'aurait pu dire à quoi elle servait, tandis que les inconvénients de son existence étaient évidents. Jamais corps privilégié, si bien armé qu'il fût, n'a subsisté longtemps avec un pareil vice de nature ; l'utilité publique fait seule sa force, comme elle a fait originellement son droit ; en outre, ce qui avait porté les individus à cette fortune effrayante avait désorganisé l'aristocratie. Pendant trente-trois ans, des guerres civiles presque continuelles avaient divisé les nobles en deux camps⁽¹⁾. Les réactions engendrèrent des haines irréconciliables ; les biens de l'un, confisqués, passaient à l'autre, et se léguaient aux enfants avec l'inimitié des pères. Un prince bon et habile eût aisément profité de cette situation pour remettre chacun à sa place. Le successeur de don Juan II n'avait ni habileté ni bonté ; prince héréditaire, don Enrique IV avait été un artisan de troubles ; roi de Castille, il fut la victime des mauvais exemples qu'il avait donnés. Son jeune frère, don Alonso, poussé par une faction, s'éleva d'abord contre lui et lui disputa la couronne. Doña Isabelle encouragea la révolte de son frère, don Alonso, puis, après la mort de ce prétendant, laquelle arriva le 5 juillet 1468, elle se mit sur les rangs, non pas pour régner immédiatement, mais pour supplanter sa nièce, l'infante

(1) Les guerres civiles du règne de don Juan furent occasionnées par la faiblesse du roi et la tyrannie de ses favoris. Elles commencèrent en 1421.

doña Juana, que l'ordre de succession appelait au trône après la mort de son père, don Enrique. Elle se fondait sur l'illégitimité supposée de la naissance de doña Juana, la reine étant fort légère dans sa conduite, et le roi trop complaisant, au dire de ses ennemis. La suite des évènements démentit ces soupçons⁽¹⁾. Ils n'auraient pas dû trouver d'écho chez doña Isabelle ; femme, princesse, sœur du roi, la honte en rejaillissait sur elle à tous les titrés. Le désir de régner éteignit ses scrupules, si elle en eut. Torquemada, parlant en prophète, l'avait déclarée l'instrument de la Providence ; elle crut volontiers à cette déclaration, et ne discuta pas les moyens.

La Castille fut donc ensanglantée pendant six ans encore. La noblesse acheva de se désunir ; elle se ruina en petites expéditions, car dans chaque province les deux partis avaient leurs adhérents, et la guerre se faisait de château à château. Don Enrique mourut ; le roi de Portugal, fiancé à doña Juana, entra aussitôt en Castille à la tête d'une armée. La guerre civile recommença sur un grand théâtre, se continua quatre années de suite avec des chances diverses, et fut enfin terminée, en 1479, par le triomphe d'Isabelle. La force des armes eut la plus grande part à ce résultat ; cependant il importe de remarquer une autre

(1) Le père putatif de dona Juana, don Beltram de la Caen, duc d'Albuquerque, favori du roi, fut l'un des premiers à épouser la cause d'Isabelle.

cause de la défaite de doña Juana. Dans la lutte entre les deux princesses, l'une, enfant de 13 ans, était représentée partout, sur les champs de bataille comme sur le trône, par son fiancé, le roi le moins propre à lui conquérir des sympathies ; et appuyée par des troupes étrangères, elle blessait le sentiment national. L'autre, femme accomplie, se montrait en personne aux soldats ; elle avait épousé un prince alors sans couronne⁽¹⁾ et d'origine castillane, en faisant de nombreuses réserves pour conserver toutes les attributions du pouvoir souverain ; elle ne recrutait ses soutiens que parmi les Castellans, et semblait être le symbole de l'indépendance. Illusion qu'elle partagea peut-être, car elle ne manifesta jamais le moindre doute sur la légitimité de son droit ; mais ses conseillers les plus dévoués savaient à quoi s'en tenir là-dessus⁽²⁾. Cette apparence de nationalité donna une grande force à doña Isabelle pour exécuter ensuite ses desseins contre l'aristocratie ; elle lui permit de frapper

(1) Don Fernando portait le titre de *roi de Sicile*, mais cela n'avait pas d'importance, tandis que le fiancé de dona Juana occupait effectivement le trône de Portugal, et aurait fait passer les Castellans sous une domination étrangère.

(2) En mourant, le cardinal don Pedro Gonzalez de Mendoza fit à doña Isabelle ces trois recommandations : 1° de mettre sur le siège primatial de Tolède un homme vertueux, de moyenne condition ; 2° de rester toujours en paix avec la France ; 3° de marier son fils l'infant don Juan,

impunément les grands qui avaient suivi le drapeau de doña Juana, et mit à son entière disposition l'instrument populaire, dont elle se servit ensuite contre la noblesse en masse, sans distinction d'amis et d'ennemis.

On doit comprendre maintenant combien il était facile à un monarque placé dans des circonstances où se trouvait doña Isabelle, de changer la face de son pays. Tout était détruit ou miné. Jeter par terre ce qui restait de mauvais, tout prince doué de talents ordinaires pouvait accomplir cette tâche ; pour déblayer, reconstruire, employer les matériaux à leur place, il fallait du génie, et Isabelle, qui possédait des facultés éminentes, manquait de la plus précieuse qualité du génie, la portée. Il lui manquait encore cette *équanimité* qui donne la justesse du jugement, le sentiment des proportions. Son caractère fortement trempé ne l'était pas d'une manière égale, uniforme, et toute sa politique reçut l'empreinte de la passion qui accompagnait même ses vertus. A sa place, un réformateur digne de ce titre aurait pris d'une main et donné de l'autre. Isabelle prit tout et ne donna rien.

Son premier soin fut de restaurer les finances par

avec *l'excellente* : on appelait ainsi doña Juana, qui vivait retirée dans un couvent de Portugal. A ces dernières paroles, la reine se leva et s'en fut, disant : Le cardinal a déjà perdu l'esprit. »

un procédé fort simple : elle supprima, d'accord avec les intéressés, les pensions héréditaires que payait le trésor royal, et révoqua les donations de terres que ses prédécesseurs avaient faites au détriment de leurs domaines. Le serment que les rois de Castille prêtaient, à leur avènement au trône, interdisait ces prodigalités ; ainsi l'on peut ne voir qu'une restitution dans la reprise des biens qui appartenaient originellement à la couronne. Les seigneurs se laissèrent dépouiller, avec la même bonne grâce, du droit abusif de battre monnaie, et, pour légitimer le monopole qu'elle établissait de nouveau, Isabelle fixa le titre de la monnaie royale à 99 centièmes de fin ; loyauté que n'imitèrent pas ses successeurs⁽¹⁾. Jusque là tout était bien, à la rigueur près ; mais les nobles, qui allaient ainsi au-devant de mesures nécessaires, sans tenir compte des sacrifices, pouvaient espérer des compensations. Tout au contraire, la reine, après leur avoir ôté leurs richesses, leur enleva encore les éléments de force matérielle qu'ils possédaient. De gré, par ruse, par violence, quelquefois en proposant des échanges dérisoires, elle s'empara de toutes les bonnes villes ; Carthagène, Cadix, Placencia et d'autres places lui revinrent de cette façon. Elle confisqua successivement les grandes maîtrises des trois ordres chevaleresques, et transforma les grandes charges de con-

(1) Voir Pièces justificatives, n° I.

nétable, d'amiral, de maréchaux, en vaines dignités héréditaires, sans juridiction ni exercice du pouvoir. Sous couleur d'éteindre les inimitiés ou de les rendre inoffensives, elle démolit les châteaux et supprima les troupes régulières que les grands vassaux entretenaient sous le titre de *lances continuelles* (lansas continuas) ; en même temps, elle instituait une autre milice fameuse, celle de *la Santa-Hermandad*, milice populaire qui devait achever la ruine de l'aristocratie.

On remarquera ce titre de *sainte* donné à une institution de simple police. C'est l'habitude constante des Espagnols de faire intervenir la religion dans les affaires temporelles, et de là vient que chez eux les partis sont irréconciliables, chacun s'imaginant ou prétendant servir Dieu en servant sa propre cause. Doña Isabelle partageait cette disposition de son peuple à mêler imprudemment les choses saintes aux combinaisons d'un ordre inférieur ; et si elle n'y avait pas été portée par nature, elle l'aurait fait ici par calcul. L'idée de former, aux dépens des communautés, un corps de maréchaussée destiné à maintenir la tranquillité publique dans les campagnes, comme les agents de police ordinaire la maintiennent dans les villes, fut suggérée à la reine par un homme de loi.

L'état du pays motivait assez bien une pareille association. Peu à peu la *sainte confrérie*, qu'autorisait un acte des cortès rendu en 1476, s'étendit dans

tout le royaume, malgré l'opposition de l'aristocratie⁽¹⁾. Deux cent mille chefs de famille environ s'y enrôlèrent. Ils s'engageaient à payer entre cent une somme de 1800 maravédís (à peu près 1200 francs) pour entretenir un cavalier armé que l'on nomma *quadrillero*. Celui-ci devait toujours être prêt à se mettre en campagne au son du tocsin ; il se joignait à ses camarades d'escouade et arrêtait les malfaiteurs, que les alcaldes de la Sainte-Hermandad jugeaient seuls. Dans chaque province, une *junte* composée de députés des villes, dirigeait l'action de cette milice, et correspondait avec la junte générale, qui s'assemblait une fois par an. La Sainte-Hermandad était donc à la fois un corps militaire et un corps délibérant, l'armée et les Cortés de la bourgeoisie. Tout le temps que la reine en eut besoin pour atteindre son but principal, la destruction de la féodalité, elle lui laissa l'organisation que nous venons d'exposer. Plus d'une fois elle se servit des

(1) Comment l'aristocratie aurait-elle pu résister à des armes telles que celles-ci : Un des articles du code de la Sainte-Hermandad déclarait que les habitants des villes seigneuriales où la confrérie ne serait pas reçue, non seulement ne participeraient point aux bénéfices de l'institution, mais encore qu'ils ne seraient pas admis à trafiquer avec les autres naturels du royaume ni à réclamer l'appui de cette police (et il n'y en avait plus d'autre dans les campagnes) pour se faire rembourser leurs créances. (*Voyez Cuaderno à las leyes de la Santa-Hermandad*, loi 33.)

quadrilleros pour des expéditions contre les grands vassaux, et de la junte générale pour remédier à la pénurie de ses finances ; mais lorsque les châteaux furent démolis, que la puissance des grands fut définitivement ruinée, doña Isabelle se hâta de modifier une institution qui pouvait être tournée contre la couronne, après l'avoir si bien aidée. Dès l'année 1498, elle lui ôta son caractère d'association générale, en la privant des chefs qui centralisaient ses mouvements, et son indépendance, en conférant aux cours de justice une juridiction d'appel sur les tribunaux de ses alcaldes. Les quadrilleros, jadis soldats municipaux, devinrent de véritables alguazils, exerçant, comme tous les suppôts de la loi, le brigandage par privilège. Quand ils énonçaient leur titre, ne pouvait-on pas dire qu'ils proféraient un blasphème ? Alors on vit clairement ce qu'avait été dans les plans d'Isabelle la Sainte-Hermandad, que l'on avait créée en invoquant les deux noms les plus augustes, la religion et la paix. Avec la puissance matérielle disparut l'influence politique des grands. Leur place aux Cortès ne leur fut point rendue ; doña Isabelle, comme ses prédécesseurs, affecta de ne les point convoquer toutes les fois qu'elle n'avait pas à mettre en discussion des mesures qui les touchaient spécialement. Elle s'affranchit de l'ancienne obligation de faire confirmer par eux les chartes et les traités ; ils n'en signèrent plus après la prise de Grenade, et la chancellerie royale cessa

dès-lors d'expédier ces *privilegios rodados*, où le nom du roi, écrit au centre d'une roue, était entouré de ceux de ses pairs. La composition du conseil royal fut changée par ordonnance. Ce fut là peut-être le coup le plus sensible que la reine ait porté à la prospérité de son pays. En Castille, le conseil royal était le pouvoir exécutif, rien ne se faisait qu'après avoir été préparé, décidé par lui ; il proposait, le roi sanctionnait ; par lui la Grandesse tenait le gouvernement. Combien n'était-il pas avantageux de n'y laisser entrer que des personnes formées aux traditions gouvernementales, des individus que leur éducation domestique, l'expérience qu'ils avaient acquise dans le commandement des armées et l'administration de vastes domaines rendaient propres à cet emploi ? Doña Isabelle fixa le nombre des conseillers à douze ou treize, réserva trois places seulement, sans distinction de classe, en adjugea huit ou neuf aux légistes, et décerna la présidence au clergé, représenté par un prélat. Ici toute sa politique se déroule, et on peut la pénétrer d'un seul coup-d'œil, après quelques explications.

Le premier effet de cette ordonnance était de rompre l'alliance qui existait entre les deux classes de la noblesse. Du jour où les simples gentilshommes purent disputer aux grands les plus hautes fonctions, ils devinrent leurs ennemis naturels. La reine répondit aux représentations des grands, que sa confiance appartenait exclusivement aux personnes de mérite,

quel que fût leur rang. Propos libéral que les panégyristes d'Isabelle ont relevé pour faire son éloge ; mais c'est ainsi qu'avec des maximes de droit commun on révolutionne une société, lorsqu'on ne tient pas compte de son état. Isolée, sapée par sa base, l'aristocratie succomba. Nous dirons plus tard à quel prix la reine acheta ce succès ; il profita moins encore à la couronne qu'à la bourgeoisie, dont l'élévation résulta de l'entrée des légistes au conseil, et d'autres mesures subsidiaires.

Par sa constitution même, la noblesse territoriale était appelée à suivre la carrière des armes ; elle possédait des fiefs, à charge de service militaire, et trouvait sur les champs de bataille gloire, honneur, richesse ; elle ne pouvait s'adonner en même temps à l'étude des lois dans ses détails, et ne destinait à l'Église qu'un petit nombre de ses membres, auxquels étaient réservées les grandes dignités ecclésiastiques. La profession de légiste n'était donc embrassée, sauf exception, que par des bourgeois ou des gentilshommes sans fiefs, et de même les rangs inférieurs du clergé étaient remplis par la bourgeoisie et la petite noblesse, ce qui ne fait pas de différence essentielle. En outre, la plupart des gens de loi, en Castille, étaient engagés dans les ordres. Leur donner place au conseil royal, c'était livrer entièrement les affaires à la bourgeoisie ; car un corps qui dispose de la vie et des propriétés des citoyens, est maître de la politique, du jour où il y fait

invasion. D'ailleurs, la prépondérance du nombre leur appartenait, et ils parlaient avec une double autorité, comme lettrés et comme *prêtres*. Dans ces deux capacités, ils étaient d'autant plus absolus que la reine avait organisé le corps judiciaire et le clergé de façon à donner à tous deux une action dominante, inconnue jusqu'alors au premier, et même nouvelle pour l'autre, quoique, de tout temps, son empire sur la nation eut été bien remarquable.

A proprement parler, le corps judiciaire n'existait pas avant le règne de doña Isabelle. Les seigneurs rendaient la justice ; le roi, comme seigneur universel, recevait les appels de leurs sentences ; et quand il n'examinait pas lui-même les affaires, il les faisait instruire par ses officiers, mais il prononçait en personne. La cour suprême n'était qu'une réunion de conseillers ; elle suivait partout le souverain, n'ayant pas de résidence fixe, et de là venait que les appels des jugements rendus par les seigneurs étaient rares, parce qu'il devenait difficile et dispendieux de les porter devant un tribunal nomade. Doña Isabelle rendit cette cour sédentaire. Elle institua, sous les noms de *chancellerie* et *audience royale*, deux espèces de parlements, dont l'un s'établit à Valladolid, l'autre à Ciudad-Real, et plus tard à Grenade. Les deux chancelleries, chacune dans sa juridiction, décidaient en dernier ressort, au nom du roi, il est vrai, mais de leur propre autorité. Elles avaient des pouvoirs politiques

étendus. Quoiqu'elles dussent référer, en certain cas, les affaires au conseil royal, elles ne le faisaient presque jamais ; cela se conçoit aisément. Le corps des magistrats acquit par-là une existence indépendante, qui n'était pas sans danger pour la couronne ; individuellement, les juges perdirent à la réforme, car leur commission, qui était autrefois à vie, fut limitée à une année, de sorte que les plaideurs furent aussi privés de la garantie que leur donnait l'inamovibilité des fonctions judiciaires. En introduisant cette nouveauté, qui du reste fut demandée par les cortès, la reine assurait son influence sur les chancelleries, la carrière de chaque magistrat dépendant de sa souplesse et de son zèle. Doña Isabelle exigeait que l'action de la justice royale pénétrât partout. C'est dans le même but qu'elle accorda aux suppôts de la loi et aux délateurs une part dans les amendes, les intéressant à la découverte des délits, sans craindre de stimuler leur cupidité. Ce vice existait avant elle dans le code castillan, mais elle le développa au dernier excès, et l'on peut dire sans exagération que le recueil de ses ordonnances⁽¹⁾ est une provocation continuelle à la délation, à l'exaction, à l'injustice. Isabelle ne voyait jamais qu'un côté des choses ; elle voulait que le recours porteur d'un papier signé par deux juges, inspirât plus de terreur qu'autrefois une armée ; elle y réussit,

(1) Voyez les *Ordenanças reales de Castilla*, Medina dal Campo, 1541.

mais elle ne fit que déplacer le mal et vicier le remède. Pour réorganiser le clergé, pour lui donner un empire absolu sur les populations, la reine se servit de cette formidable machine qu'elle inventa, l'inquisition générale. Dans un pays où les lois séculières pronçaient contre les hérétiques des peines graves, où il y avait déjà des tribunaux ecclésiastiques chargés de provoquer et d'assurer l'exécution de ces lois⁽¹⁾, il n'était pas besoin de l'inquisition générale pour maintenir la pureté de la foi ; les officialités suffisaient à cette tâche, et tout au plus aurait-il fallu exiger des évêques une surveillance plus exacte, si l'on croyait qu'ils apportassent de la mollesse à l'accomplissement de leurs devoirs. Doña Isabelle avait donc d'autres vues. L'inquisition ancienne s'exerçait dans

(1) On sait ce qu'était l'inquisition ancienne établie dans presque tous les pays de la chrétienté, vers le milieu du treizième siècle. Elle avait en Aragon, depuis cette époque, des tribunaux permanents. Il n'est pas certain qu'elle en eût aussi en Castille, mais du moins il en fut constitué à plusieurs reprises dans ce pays, où le principe de l'inquisition était admis. Les évêques y déléguaient comme ailleurs, peut-être temporairement, leur autorité à des prêtres ou des moines qui prenaient le titre d'*inquisiteurs*. C'était une commission dans l'officialité. Ces commissions pouvaient être instituées en tout temps, le droit de les former résidant perpétuellement dans l'évêque. On conçoit du reste que nous ne discutons pas ici le privilège en lui-même : ce n'est pas du ressort de l'histoire.

chaque diocèse, au nom, sous l'autorité de l'évêque, par des commissions qui ne pouvaient point établir entre elles de correspondance, qui n'avaient par conséquent pas de centre ni de direction uniforme, et qui arrêtaient leurs investigations à la porte du palais épiscopal, à la porte des monastères. Or, c'était dans les monastères, dans les palais épiscopaux que la reine voulait pénétrer pour y introduire une réforme urgente, on doit le dire, une réforme dont la pensée lui fait véritablement honneur ; c'était cette correspondance entre les tribunaux de l'inquisition qu'elle voulait établir, afin que, d'un bout à l'autre de son royaume, l'individu que le soupçon d'un inquisiteur avait atteint ne pût éviter des poursuites. Aussi se garda-t-elle bien d'abolir le secret de la procédure qui couvrait les opérations inquisitoriales d'un mystère déshonorant⁽¹⁾. Il lui fallait encore un point d'appui contre la cour de Rome, avec laquelle elle eut de nombreux débats à propos des collations de bénéfices et des appels judiciaires. Le Saint Office de l'inquisition générale répondait à tous ces besoins. Avec

(1) Le code de procédure de l'inquisition admettait comme démonstratives des faits imputés les *demi-preuves*, lorsqu'il s'en rencontrait plusieurs, tandis que l'innocence complète n'était déclarée qu'après l'évidence la plus éclatante. Les Juifs, les Mores, les serfs pouvaient déposer contre l'accusé sans que leurs dépositions fussent suspectes ; ce qui eut de graves inconvénients ; mais les témoins à décharge

un corps de théologiens qui était investi par le Saint-Siège du droit de prononcer sur l'orthodoxie des doctrines et des personnes, la reine pouvait pousser la résistance aux empiètements du souverain pontife aussi loin que le permet la raison, sans être arrêtée par ses propres scrupules ou la crainte de scandaliser ses sujets. Avec ce corps, elle établissait une espèce d'Église nationale, dont le grand-inquisiteur était le patriarche, courbait sous un joug nouveau les évêques et surtout les généraux des ordres monastiques sur lesquels l'inquisition exerçait une juridiction de fait, car elle pouvait les poursuivre, toutefois sans les juger, à moins d'une autorisation spéciale. Pour assurer ces résultats et les autres qu'elle attendait, elle travailla de toutes ses forces à limiter les cas d'appel devant la cour romaine, et fit ranger dans la catégorie des crimes contre la religion toute attaque contre l'inquisition, de sorte que personne n'osât discuter la compétence de ce tribunal terrible. En échange, les inquisiteurs, se fondant sur la sentence : Rendez à César ce qui appartient à César, et sur la doctrine de saint Paul, déclarèrent

n'étaient crus que s'ils appartenaient à la race des vieux chrétiens. La manière d'interroger les témoins, en ne précisant jamais les questions, renfermait un piège perfide. Enfin, l'accusé ne connaissait jamais ni les noms des témoins à charge ni leurs dépositions, du moins dans leur intégrité et sous leur forme originale.

acte d'hérésie la rébellion contre le pouvoir temporel. Il est à peine besoin de signaler le danger que l'établissement d'un corps pareil faisait courir aux deux puissances qui lui avaient délégué leur autorité. Les inquisiteurs-généraux et le conseil de la congrégation suprême prétendirent sans cesse qu'ils étaient indépendants du Saint-Siège et de la couronne ; ils reconnurent toujours à l'un et à l'autre le droit de supprimer leur institut, jamais celui de le modifier. Souvent ils se mirent en opposition avec la cour de Rome et les lois du royaume, côtoyant l'abîme du schisme et de la révolte ; ensuite ils compensaient leurs torts par des complaisances coupables. En créant l'inquisition, doña Isabelle ne s'aperçut pas qu'elle fondait une aristocratie ecclésiastique bien plus redoutable que l'aristocratie nobiliaire ; toutes ses sympathies étaient pour le clergé ; elle les lui accordait, d'abord parce qu'il représentait la religion, mais peut-être plus encore parce qu'il se recrutait généralement dans les classes inférieures, et conservait les traditions de la bourgeoisie. C'est pour la même raison qu'elle préférait le clergé régulier au clergé séculier, les ordres monastiques ayant toujours été remplis par le peuple ; aussi s'occupait-elle ardemment de les réformer, surtout les ordres mendiants, tandis qu'elle négligea entièrement la réforme des ordres chevaleresques, quoiqu'ils en eussent plus besoin que les autres. Enfin, pour couronner son œuvre, elle exclut les grands seigneurs des hautes

dignités de l'Église, d'une manière à peu près systématique ; alors elle put employer le clergé à toute chose, bien sûre, avec son aide, de démocratiser la nation. Ajoutons encore, et ce sera le dernier trait, que les universités, réorganisées sur un nouveau plan, perpétuèrent, avec l'absurde méthode de la scholastique, les idées fausses dont le peuple était nourri par ses directeurs. Ainsi tout se tenait, tout s'appuyait dans cette savante combinaison. Les universités préparaient, la magistrature appliquait, l'inquisition maintenait une politique de despotisme au profit de la couronne et des classes moyennes.

Le système que fonda doña Isabelle était fait pour éblouir les contemporains. Pendant les premières années, il porta des fruits abondants. Grâce au relief des monnaies, à la sécurité des chemins, à la police générale, à la sévérité des juges, le commerce prit de l'essor, l'ordre matériel s'établit, le gouvernement fonctionna sans difficulté, et les grandes entreprises dans lesquelles l'Espagne était engagée réussirent toutes, jetant sur ce règne un magnifique, un glorieux éclat. Les conséquences pernicieuses du nouvel état de choses se manifestèrent plus tard, mais en partie déjà du vivant de la reine. Quand la couronne n'a plus de contrepoids, quand il n'existe nulle part d'élément de résistance, une nation devient machine ; un homme de génie peut la faire mouvoir avec succès, mais elle doit se détériorer de jour en jour sous la main d'un prince ordinaire. Le

peuple, ainsi constitué, est condamné à une décrépitude précoce, car avec la monarchie absolue la bourgeoisie triomphe, et l'avènement de la bourgeoisie aux affaires marque toujours l'ère de l'abaissement. Le niveau intellectuel descend alors à la médiocrité, et c'est un niveau tyrannique. Mesquinerie, violence, il faut qu'un système politique se recommande par ces deux défauts pour être adopté dans un État que dirigent les classes moyennes. En Castille, depuis le règne d'Isabelle, l'administration s'empira chaque fois que l'on changea un règlement ancien, comme la politique prit un pire caractère à chaque nouvelle secousse. Prohiber et proscrire, telles furent les maximes introduites à cette époque ; fomentier le libre développement des richesses, et amalgamer des éléments opposés, sont deux idées qui ne se présentèrent jamais à la reine, que les hommes d'État espagnols comprirent rarement, et ne purent jamais appliquer avec persévérance. Le résultat s'en découvre assez tristement aujourd'hui.

De ces changements introduits dans la société naquit une autre cause de ruine pour l'Espagne. Les parvenus qui se succédaient dans les régions du pouvoir, conséquence inévitable de l'admission de tous aux emplois de toute sorte, déployèrent une avidité sans frein. Dilapidation de finances, vénalité, extorsions, rapines, sur une échelle grande ou petite, suivant les positions et les circonstances, rien ne répugnait à des gens qui avaient leur fortune à faire, et seule-

ment quelques jours pour s'enrichir, dépendant du caprice du maître. A cela se joignit la corruption des officiers de justice, corruption encouragée, créée par les lois. D'après les ordonnances d'Isabelle, on payait l'alguazil pour être arrêté, le geôlier pour entrer en prison, pour y rester, pour en sortir ; c'était un tarif réglé ; on payait le dénonciateur, le juge ; innocent ou coupable, tout homme qui avait affaire à la justice était ruiné. Combien ne devait-il pas y avoir d'arrestation et d'incarcérations arbitraires, d'accommodements avec les geôliers et les alguazils ! Offrir de l'argent aux gens en place entra dans les mœurs ; faire valoir un droit signifiait la même chose qu'acheter une faveur. Les Castellans n'étaient que trop portés à ce trafic ; il fallait la vigilance de la reine pour l'empêcher ; mais bientôt la vénalité des fonctionnaires dépassa toutes les bornes ; elle devint le thème favori des romanciers, qui, la plupart, n'ont tracé qu'un tableau fidèle. En Espagne, sous les règnes suivants, une moitié du peuple payait à l'autre le *tribut noir*. Si la noblesse féodale ne l'avait jamais perçu, comme on lui en a fait légèrement le reproche, à cause des excès de quelques individus, l'exemple était alors moins funeste, car il ne pouvait gagner aussi loin, et ne viciait pas le caractère de toute la nation.

La prime offerte aux dénonciateurs d'un délit, et l'obligation que les inquisiteurs imposèrent à chacun de dénoncer à leur tribunal les moindres paroles et les

moindres actions suspectes d'hérésie, vicièrent aussi d'une manière funeste le caractère castillan. On doit s'en prendre, en partie, à doña Isabelle. Ceux qui en souffrirent le plus, comme en général de toutes les réformes introduites par cette princesse, furent les Mores. La prépondérance de la bourgeoisie leur était fatale, puisque la noblesse les avait protégés de tout temps. Par leur ignorance des lois, des coutumes, de la langue espagnole, par les nombreuses interdictions qui pesaient sur eux, par les tentations naturelles qu'ils avaient à enfreindre des règlements tous gênants, quelques-uns oppressifs, à intriguer au dehors, à mahométiser enfin, ils donnaient continuellement prise à la malveillance ; or la délation pouvait s'exercer contre eux sans danger, et ils étaient comme offerts en pâture à la rapacité des gens de loi. Tout dans l'œuvre de la reine contribua de la plus cruelle façon à rendre leur sort misérable. Doña Isabelle avait consacré la division des races, elle rendit éternelle leur hostilité, et, après son triomphe définitif sur les Mores ; bien loin de s'efforcer d'éteindre les ressentiments, elle les attisa ; elle substitua aux passions du champ de bataille celles des tribunaux de justice, et à la soif de la gloire celle de la vengeance. Son prosélytisme était sans charité ; elle l'inspira au peuple le plus intolérant déjà, et rendit la religion tracassière. Le fanatisme espagnol prit dès-lors cette physionomie sombre qu'il a conservée jusqu'à nos jours, au

lieu du caractère chevaleresque dont la noblesse lui servait presque d'excuse. A saint Jacques succéda saint Dominique ; au vieux cri de guerre : *Cierra España* ! la devise de l'inquisition : *Capite nabis vulpes*⁽¹⁾ ! En résumé, Isabelle ouvrit l'ère des persécutions, et si le zèle fougueux qu'elle déploya lui a fait obtenir le titre de *Catholique*, l'histoire aurait dû lui refuser surtout celui-là. Le divin fondateur de la religion chrétienne n'a-t-il pas tracé à ses disciples la règle de leur prosélytisme en disant de lui-même : « Il n'achèvera pas de briser le roseau cassé, et n'éteindra pas la mèche qui fume⁽²⁾.

(1) *Exurge Dominé ! Judica causam tuam ! Capite nobis vupes !*

(2) Saint Mathieu, chap. 12, vers. 20.

CHAPITRE IX.

DOÑA JUANA-LA-FOLLE, REINE DE CASTILLE. — DON FERNANDO-LE-CATHOLIQUE, ROI D'ARAGON.

Règlements administratifs et de police. Fuero des Mores de Valence. — Mort de don Fernando.

(1504 à 1516.)

Après la mort d'Isabelle, la couronne de Castille appartenait à sa fille, doña Juana, qui avait épousé Philippe-le-Beau, archiduc d'Autriche. Comme l'aliénation mentale de la nouvelle reine était un fait avéré, les cortès, réunies à Toro, déférèrent la régence à don Fernando, qui la conserva jusqu'au milieu de l'année 1506. Philippe-le-Beau la lui disputa et la lui enleva presque de force. Il fut reconnu roi en vertu d'un traité que don Fernando signa le 27 juin de cette année, mais contre lequel il protesta aussitôt, alléguant qu'on lui avait fait violence. Philippe mourut le 25 septembre suivant, peu regretté et peu digne de l'être. Don Fernando était alors en Italie, d'où il ne revint qu'à la fin de juillet 1507. En attendant son retour,

Ximenez, le connétable et le duc d'Albe gouvernèrent l'État, sans mandat régulier. Doña Juana refusait absolument de s'occuper d'affaires. Dès que son père fut arrivé, elle se confina pour toujours dans le couvent de Sainte-Claire, à Tordesillas, près du tombeau de Philippe, et, de son consentement, don Fernando reprit l'autorité royale. Depuis ce moment jusqu'à sa mort, il expédia les édits, tantôt en son propre nom, tantôt au nom de la reine, ou comme régent et tuteur de son petit-fils, l'archiduc Charles d'Autriche, héritier présomptif de la couronne. Il résulte de là quelque confusion, et l'on ne peut même attribuer à don Fernando la majeure partie des actes de ce règne. Il ne dirigea effectivement, en Castille, que les grandes affaires, surtout les affaires extérieures, vers lesquelles le portait son génie ; l'administration était en des mains fortes et jalouses, il l'y laissa, n'intervenant dans ses détails que pour réformer quelques abus criants. Sa qualité de roi d'Aragon inspirait de la défiance au peuple castillan, et la noblesse en particulier ne lui pardonna jamais les torts qu'elle avait eus envers lui lors de ses démêlés avec Philippe ; il lui était donc presque impossible de faire le bien.

Pendant sa régence, la condition des Mores de Grenade devint plus mauvaise qu'auparavant, malgré les efforts qu'il fit pour modérer un mal dont les progrès tenaient à la nature des choses. Ces progrès furent encore hâtés par l'établissement d'une chancel-

lerie au centre du pays conquis, mesure que doña Isabelle avait arrêtée, annoncée d'avance, et que don Fernando exécuta sans la contrôler. Le 8 février 1505, il donna aux magistrats qui composaient l'audience de Ciudad-Réal, l'ordre de se transporter à Grenade, où, suivant quatre cédules adressées à l'archevêque, au capitaine-général, au corrégidor et à la commune de cette ville, tout devait être disposé pour les recevoir. A peine les magistrats de l'audience royale eurent-ils pris possession de leur palais provisoire, qu'il s'éleva des conflits entre eux et le capitaine-général. Leur président, don Alonso Carrillo, évêque de Catane, appartenait à une famille qui, depuis longtemps, professait de l'inimitié pour celle du comte de Tendilla ; on ne pouvait guère attendre de lui qu'il apportât un esprit conciliant dans le règlement de contestations inévitables au début, lorsqu'il s'agissait de faire pour la première fois le partage de l'autorité. L'aurait-il voulu il en aurait été empêché par les auditeurs, alcaldes, procureurs fiscaux, par l'armée de greffiers, d'avocats, d'avoués qui venaient à sa suite⁽¹⁾. Les incon-

(1) L'audience de Grenade se composait d'un président, seize auditeurs, quatre alcaldes de *corte*, deux alcaldes de hidalgos, deux procureurs fiscaux. Les alcaldes de corte jugeaient les affaires criminelles ordinaires, les alcaldes de hidalgos celles où étaient compromis un membre de la noblesse. Les procureurs fiscaux exerçaient le ministère public. Les *escribanos et procuradores* étaient en grand nombre.

vénients de l'esprit de corps se font remarquer surtout dans les compagnies judiciaires, parce que chaque membre y jouit d'une complète indépendance, quelque soit son rang, et ne profite pas individuellement des prérogatives qui sont attachées au corps. De là vient, avec la solidarité, avec la perpétuité des intérêts, une ambition sans mesure, ambition collective, clairvoyante, hardie, patiente, opiniâtre, infatigable. Quelle conquête peut effrayer et peut satisfaire des hommes unis pour la soutenir et pour la partager ? L'orgueil des magistrats castillans était excité par une distinction unique : on donnait, en écrivant, à l'audience royale, le titre d'*altesse*⁽¹⁾. La multiplicité de leurs attributions favorisait leur tendance à empiéter sur le terrain d'autrui. Dans le même palais ils réunissaient trois capacités : quand ils enregistraient les édits ou les chartes de privilège, ils prenaient le titre de *chancellerie* ; celui d'*audience* quand ils jugeaient les procès ; et ils pouvaient encore s'assembler sous le nom d'*acuerdo*, pour s'occuper des affaires du gouvernement. Ici commencèrent les conflits. Les attributions de l'*acuerdo* étant mal définie, les légistes décidaient alors de tout, réglaient, sous couleur du bien public, des matières qui, par le droit

des tribunaux qui dépendaient de l'audience étaient disséminés dans le royaume. Il y en avait un au centre des Alpujares, à Albacete d'Ujijar.

(1) De vive voix, seulement celui de *seigneurie*.

naturel, devaient rester hors de leur compétence, et s'attaquaient à tous les intérêts en prétendant les protéger. Le recours au conseil royal était illusoire, puisque la majorité dans ce conseil appartenait à des magistrats qui sortaient des chancelleries, s'ils n'y siégeaient encore. Par le fait, tout aboutissait à eux, et ils traitaient les autres officiers avec d'autant plus d'aigreur qu'ils se sentaient plus de force. La prudence éprouvée du comte de Tendilla, celle de l'archevêque don Fernando de Talavera, prévinrent d'abord une partie des fâcheux résultats que devaient amener la morgue et l'ambition des gens de loi ; mais en temporisant, en cédant à propos, ces deux sages administrateurs ne réussirent pourtant pas à rétablir l'harmonie. Après eux, il n'y eut plus à Grenade que des luttes d'autorité ; et si, de leur temps, les désordres n'éclatèrent pas dans la sphère du gouvernement, dans la région des subalternes, il se passa des choses assez graves pour que le roi se vît plusieurs fois obligé d'y porter remède.

L'audience s'était arrogé le droit de donner des port d'armes aux nouveaux chrétiens, et de vérifier la légalité des licences dont quelques-uns étaient déjà munis, droit qui revenait évidemment au capitaine-général, car la sécurité du royaume dépendait de son judicieux exercice. Deux abus différents sortirent de cette usurpation. D'un côté, les membres de l'audience et leurs agents, peu scrupuleux lorsqu'il

s'agissait d'eux-mêmes, se faisaient accompagner par des Mores armés qu'ils louaient à moindres frais que des Espagnols, et dont ils dissimulaient les crimes à tel point que le roi, sur les représentations des jurés de Grenade, leur défendit d'admettre les nouveaux chrétiens dans leur escorte, parce qu'il se commettait des violences énormes au desservice de Dieu⁽¹⁾. » Quoique cette ordonnance fût corroborée par la menace d'une amende de 10,000 maravédis, elle ne fut pas respectée⁽²⁾. Dans un État où les magistrats dominant, toute réforme qui frappe sur les corps judiciaires sera éludée ; qui l'appliquerait ? D'un autre côté, la sévérité que déploya l'audience contre les Mores porteurs d'armes sans permis, ou avec des licences contestables, produisit un mal encore plus grand. Les nouveaux chrétiens, qui tout-à-coup se trouvaient placés sous un régime étranger et sous le joug de conquérants dont ils comprenaient imparfaitement la langue, ne pouvaient prendre aucune précaution contre la fraude ; des officiers des tribunaux inférieurs leur vendaient de faux ports d'armes avec lesquels ils se croyaient en règle ; d'autres officiers les poursuivaient, et, sans tenir compte de leur bonne foi, le plus souvent ils les condamnaient à l'exil. Qu'était-ce quand ils se trouvaient réellement en contravention avec les ordon-

(1) Ordonnance datée de Medina del Campo, le 20 avril 1515. (*Ord. de Gran.*, fol. 366.)

(2) Voyez *Ord. de Gran.*, fol. 379.

nances ? La justice alors se montrait impitoyable. Ces exilés passaient en Afrique pour servir de guides aux corsaires barbaresques, ou ils allaient rejoindre les monfis, dont le nombre augmentait chaque jour. C'est à cette époque, je crois, que parurent les deux chefs de monfis, Arroba et Cañari⁽¹⁾. Le premier fit périr, dit-on⁽²⁾, plus de quatre mille personnes avant de tomber entre les mains des Espagnols. Il se tenait d'habitude à la porte de Grenade, dans le ravin d'Aguas-Blancas, que longe la route la plus fréquentée du pays, celle de Guadix. Cañari, plus audacieux encore, s'était établi au milieu de la Vega, près de Santafé, dans les célèbres bosquets de Soto de Roma. Les ravages que firent ces deux hommes et leurs bandes sont incalculables, parce qu'ils se combinaient avec ceux des *saltéadores*, c'est-à-dire des Mores africains que les corsaires lançaient dans le royaume⁽³⁾. On recourut à divers moyens pour

(1) Le second figure dans une comédie de Caldéron, intitulée : *la Niña de Gomez Arias*. Caldéron, ordinairement exact, fixe l'époque de l'action au règne d'Isabelle et au siège de Benameji ; mais il s'est évidemment trompé ici ; aucune expédition contre Benameji n'ayant eu lieu sous le règne de cette princesse. (Voyez la *Niña de Gomes Aria*, jornada prima, escena prima, tome 2, page 289 de l'édition de Leipzig, 1828.)

(2) Voyez *Guerras civiles de Granada*, por Perez de Ginez Hita, vecino de Murcia ; Madrid, 1833, t. 2, p. 2.

(3) Il ne faut pas confondre les saltéadores avec les

arrêter les brigandages des monfis et des saltéadores. La peine de l'exil fut changée en deux mois de prison pour les Mores qui usurpaient le droit de porter des armes⁽¹⁾ ; mais comme on maintint la confiscation de leurs biens, on ne faisait que reculer le moment où ils étaient forcés de s'enrôler parmi les monfis. Une autre ordonnance décréta peine de mort contre les saltéadores, et adjugea comme esclave à l'adalid qui le prendrait, tout barbaresque saisi sur le territoire chrétien, ou même ailleurs⁽²⁾. Pour encourager les marins andalous à faire la course, le roi renonça au droit du quint qu'il percevait sur les prises ; mais cela encore n'eut que des effets insignifiants ; les armements, l'esprit d'aventure se dirigeaient ailleurs depuis la découverte de l'Amérique. Enfin, l'on imagina de faire faire la police du pays par les Mores eux-mêmes. D'après les termes d'un édit qui fut rendu à Balbuena, le 23

Gandouls. Les derniers venaient d'Afrique et se joignaient aux monfis, séjournant plus ou moins longtemps en Espagne, parmi leurs coreligionnaires, qu'ils soutenaient dans leur esprit de rébellion. Les saltéadores ne faisaient que passer. Leur nom signifie voleurs. Cette quantité de dénominations différentes pour exprimer à peu près la même chose, paraîtra incommode aux lecteurs, mais nous tenons à être exacts.

(1) Séville, 26 avril 1511. (Voyez *Ord. de Gran.*, fol. 365.)

(2) Burgos, 24 février 1504. (Voyez *Nueva recopilacion*, liv. 8, tit. 2, loi 12.)

octobre 1514⁽¹⁾, les alcaldes, alguazils, regidores et jurés de chaque bourg ou village devenaient responsables des dégâts commis par les saltéadores, et ils étaient déclarés complices de ces maraudeurs s'ils ne se mettaient en chasse avec leurs administrés, ait moment où la bande traversait le territoire de leur commune. Ils devaient continuer la poursuite jusqu'aux limites de la commune voisine, faire prévenir l'alcalde par des coureurs, sonner le tocsin, et ne se retirer qu'après avoir indiqué la direction des fuyards. Cela s'appelait donner la piste, *dar el rastro*. Exiger d'hommes désarmés qu'ils barrassent le passage à une troupe de corsaires était un peu dur. Naturellement on n'obtint rien de bon d'une ordonnance pareille, que la présence de postes militaires aurait seule pu rendre efficace. Le remède à la situation était ailleurs que dans ces règlements inexécutables et dangereux, parce qu'ils fournissaient des prétextes légaux à la vexation. Don Fernando le sentit parfaitement ; il avait tracé dans son esprit un plan plus large : au dehors, il voulait avoir, sur la côte d'Afrique, une ligne de garnisons renforcée d'une flotte, pour surveiller le pays d'où sortaient les corsaires ; au dedans, faire adopter une marche bienveillante envers les nouveaux chrétiens : véritable, unique moyen d'éteindre la turbulence des races conquises ; mais il lui était plus facile de réaliser la

(1) Voyez *Nueva recopil*, liv. 26, tit. I, loi 17.

première partie de ce plan que de réussir dans la seconde. En treize années, il se rendit maître de huit repaires de pirates⁽¹⁾, et plaça sous la suzeraineté de la Castille les petites principautés dont se composa plus tard la régence d'Alger, tandis qu'à l'intérieur il ne lui fut donné que de témoigner sa bonne intention. Sa volonté d'arrêter les tracasseries des gens de loi était si connue, qu'elle fait le seul considérant d'une cédule expédiée, peu de jours après sa mort, au président de la chancellerie, à Grenade, pour lui enjoindre d'honorer les nouveaux chrétiens, et de les traiter favorablement⁽²⁾.

(1) Melilla, occupé en 1497 ; le peñon de Velez en 1508 ; Mars-Alquivir en 1505 ; Oran en 1509 ; Tennis, le peñon d'Alger (aujourd'hui le phare), Bougie et Tripoli en 1510.

(2) Madrid, 18 février 1516. (Voyez *Ord. de Gren.*, fol. 367.) Nous devons compléter ici la série des ordonnances rendues Sous la reine doña Juana : Séville, 12 mai 1511. Le roi, sur la demande des Morisques (on ne gardait pas la promesse à eux faite, au moment de leur conversion, de donner force aux contrats rédigés en arabe antérieurement à la conversion), ordonne d'appliquer à ces écritures les lois mores, et à celles qui ont été faites depuis la conversion, les lois du royaume. (Voyez *Ord. de Gren.*, fol. 385.)

Arevalo, 15 février 1515. La reine (beaucoup de Mores de Castille, ou Aragon, commercent dans le royaume de Grenade, malgré les défenses) renouvelle ces défenses, sous peine de mort et de confiscation des biens, applicable un tiers au délateur, un tiers au juge, un tiers au fisc. Elles furent encore renouvelées par Charles-Quint, le 13 juillet 1520.

Il se croyait obligé de protéger les Mores en toute circonstance ; malgré cela, il les laissa en proie au régime le plus oppresseur. C'est que l'esprit public s'opposait à l'accomplissement de ses promesses ; et l'esprit public est une puissance contre laquelle les rois, même les rois absolus, échouent.

Dans ses propres États, où il y avait beaucoup moins de bien à faire, et surtout beaucoup moins de mal à empêcher, don Fernando n'eut qu'à suivre les vues de sa noblesse. Déjà, aux cortès d'Orihuela, en 1488, il avait, à la demande des trois bras, amélioré la condition des Mores musulmans, soit en diminuant les charges qui pesaient sur eux, soit en précisant le sens des lois qui les régissaient. Les nobles aragonais et valenciens comprenaient leurs intérêts d'une manière merveilleuse pour l'époque ; ils savaient qu'entre la richesse du seigneur et le contentement des vassaux, il y a une corrélation intime ; ils allaient au-devant de toutes les idées sages que don Fernando voyait repoussées en Castille, ils les provoquaient. Du temps d'Isabelle, craignant que la reine s'étayât sur leur résistance, pour arriver au baptême des Mores, les seigneurs valenciens

Marmol prétend (liv. a, chap. I, *Hist. del rebellion*) que sous le règne de doña Juana on interdit aux nouveaux chrétiens de porter le costume moresque. Il semble assigner l'an 1502 pour date à cette ordonnance, qui ne fut certainement pas rendue. C'est une double inexactitude échappée par hasard à un écrivain très-exact.

avaient consenti à recevoir l'inquisition ; en 1510, aux cortès de Monzon, préoccupés toujours du sort de leurs vassaux, ils demandèrent, en échange d'une contribution de cent mille livres, destinée à la guerre d'Afrique, et obtinrent, avec d'autres avantages, la sanction légale de la promesse que le roi leur avait faite huit années auparavant. Les actes de ces cortès de Monzon eurent tous une extrême importance ; il fut convenu que les rois d'Aragon les mentionneraient spécialement dans le serment qu'ils prêtaient en recevant la couronne. Don Fernando s'engagea, pour lui et pour ses successeurs, à respecter en particulier le privilège des Mores aussi religieusement que les autres. Voici la traduction de cette charte remarquable⁽¹⁾ : « Nous faisons un nouveau fuero pour les Mores établis, domiciliés et habitant dans les cités ou villes de la juridiction royale, comme dans les cités, villes, villages et hameaux de la juridiction ecclésiastique, ou qui dépendent des riches hommes, nobles, chevaliers, bourgeois, enfin de quelques personnes que ce soit, déclarant qu'ils ne pourront être expulsés, bannis, chassés du royaume de Valence ni des cités et villes royales de ce royaume, contraints ni forcés de se faire chrétiens. Nous voulons encore, et telle est notre volonté, que ni par nous ni par nos successeurs, il ne soit apporté aucun empêchement au commerce et négoce des

(1) Voyez le texte aux Pièces justificatives, n° II.

Mores dudit royaume, non plus qu'à leurs relations d'affaires avec et parmi les chrétiens ; mais qu'ils puissent au contraire les conduire librement, comme ils l'ont eu pour coutume jusqu'aujourd'hui. » Ainsi se trouva consacrée la liberté du culte mahométan dans le royaume de Valence, et par un acte tout semblable dans le royaume d'Aragon, presque au moment où l'islam était proscrit en Castille. Chacun des deux peuples suivait sa voie, mais un évènement inattendu les amena bientôt dans le même sillon.

Don Fernando mourut le 22 janvier 1516, à l'âge de soixante-trois ans ; il ne laissait pas d'enfants de son second mariage⁽¹⁾. La couronne d'Aragon, jusqu'alors portée par des princes nationaux, dont il avait été le plus accompli, passa sur la tête de la reine de Castille. La réunion des deux royaumes était consommée, la monarchie espagnole fondée, et la prédominance fatale des Castillans dans cette monarchie ne devait pas tarder à se révéler. Cependant, la séparation constitutionnelle subsista encore quelque temps. Don Fernando nomma deux régents pour gouverner, au nom de la reine, jusqu'à l'arrivée de l'archiduc Charles d'Autriche. Il donna la régence du royaume d'Aragon à son fils naturel, don Alonso, archevêque de Saragosse, et désigna, bien

(1) Il avait épousé, le 18 mars 1506, Germaine de Foix, pièce de Louis XII.

à contrecœur, pour la Castille, le cardinal Ximenez, en disant : « Au fait, c'est un homme de bonnes intentions, créature de la reine et la mienne, et il n'a point de parents. »

CHAPITRE X.

DOÑA JUANA ET DON CARLOS I^{er} (CHARLES-QUINT), ROIS D'ESPAGNE.

Origine des comunidades de Castille et de la germania de Valence.

(1516 à 1520.)

Charles se trouvait en Flandre au moment de la mort de son aïeul. Il était alors âgé de seize ans, n'avait jamais vu l'Espagne, et suivait exclusivement les conseils des seigneurs flamands qui l'entouraient. Comme son père Philippe-le-Beau, il n'attendit pas qu'une transaction régulière, qui ne pouvait souffrir la moindre difficulté dans les circonstances d'alors, l'appelât à s'asseoir sur le trône, ou à prendre les rênes du gouvernement : de sa propre autorité, il se déclara roi de Castille et d'Aragon, et il envoya pour régent dans le premier de ces pays le doyen de Louvain, Adrien Florent, son précepteur, homme de basse naissance, qu'il fit

élever depuis à la papauté⁽¹⁾. Mais comme il reconnut en Ximenez des qualités et des dispositions propres à favoriser ses plans, jointes à une ambition tenace qui en faisait un ennemi, il révoqua les pouvoirs d'Adrien, et accrédita simplement son précepteur auprès du cardinal, sous le titre singulier d'*ambassadeur*, c'est-à-dire de *surveillant*. Tout cela n'était qu'un conflit entre deux usurpations : don Fernando, simple régent lui-même, n'avait pas eu le droit de disposer par testament de l'administration du royaume ; et Charles, héritier présomptif, avait besoin du consentement de la reine et de celui des cortès pour exercer une autorité quelconque. Ximenez, dès qu'il eut réglé à son avantage la question qui le touchait, accepta volontiers la charge de faire triompher les prétentions du jeune prince. Son génie se plaisait aux luttes ouvertes ; porté par tempérament à soutenir la doctrine du pouvoir absolu, il aimait à jeter sa volonté dans la balance, comme Brennus son épée. « J'amènerai devant le roi, dit-il, tous les nobles de Castille liés au bout de ma cordelière ; » et comme une députation de la grandesse discutait avec lui ; la valeur des actes qui lui conféraient la régence, il montra des canons rangés sous ses fenêtres, en disant : « Voici mes arbitres ; je

(1) Adrien fut élu pape le 9 janvier 1522, couronné le 30 janvier de la même année, et mourut le 14 septembre 1523. Il était fils d'un tisserand.

m'en rapporte à leur avis. » Jadis cet argument n'eût pas été sans réplique : alors la noblesse castillane ne pouvait que protester contre l'oubli des formes constitutionnelles. Charles fut proclamé roi conjointement avec sa mère, presque sans opposition ; et le 17 septembre de l'année suivante (1517), il débarqua au port de Villaviciosa, suivi d'une nombreuse cour de seigneurs flamands. Un règne commencé sous de tels auspices annonçait assez les violences dont il fut rempli. L'archiduc d'Autriche, rêvant déjà ses brillantes destinées, ne venait point administrer suivant les lois, mais exploiter, dans l'intérêt de sa propre grandeur, le premier peuple qui lui ait fait porter une couronne royale : aussi l'histoire ne le désigne-t-elle jamais par son nom espagnol, don Carlos Ier ; elle le nomme toujours, avec raison, Charles-Quint. Pour l'Espagne il fut, en toute circonstance, l'empereur, un soleil dont les rayons brûlaient.

Le cardinal Ximenez avait mis à profit les dix-neuf mois de sa régence pour organiser en Castille une sorte de garde nationale, qu'il appelait *milice effective*. C'était un instrument à double tranchant, comme toutes les institutions populaires. Ximenez s'en était servi seulement contre la noblesse, Charles le tourna contre la noblesse et contre le peuple ; il devait le voir bientôt tourné contre lui-même. Les dilapidations des Flamands, les procédés arbitraires de la cour excitèrent tant de dégoût, qu'un parti se forma

pour maintenir les privilèges de toutes les classes contre les envahissements de la couronne. Trois chevaliers des plus illustres familles du royaume, Juan de Padilla, Fernando Davalos et Pedro Laso de la Vega, prirent l'initiative du mouvement. En février 1520, ils formèrent, sous le vieux titre de *comunidades*, une association entre les seigneurs et les villes qui se croyaient lésés par le nouvel ordre de choses. D'autres membres de la grandesse et des prélats se joignirent à eux. Cette révolte avait un caractère bien positif de réaction aristocratique ; mais son drapeau était le drapeau populaire, et le drapeau rallia une partie du peuple. Les comuneros prenaient pour programme la restauration de doña Juana comme reine unique, l'expulsion des Flamands, la régence de l'archiduc Charles, et sa résidence obligée en Espagne. Doña Juana leur donna son approbation, et reçut leurs serments. Avant de prendre les armes, ils avaient usé de moyens pacifiques pour obtenir le redressement de leurs griefs, et pour empêcher le départ du roi ; mais Charles, pressé de passer en Allemagne pour y prendre la couronne impériale, que lui avait comme léguée son aïeul paternel, Maximilien Ier⁽¹⁾, monta sur un vaisseau sans écouter leurs plaintes, et la guerre civile commença.

(1) Maximilien mourut le 12 janvier 1519. Charles-Quint fut élu empereur le 28 juillet 1519, et couronné le 23 octobre 1520.

Vers le même temps une autre association dont la tendance était diamétralement opposée, se constituait dans le royaume de Valence, sous le nom nouveau de *germania* (confrérie). Celle-ci, formée par les plébéiens, était dirigée contre la noblesse. Néanmoins elle tendit la main à celle des comuneros ; contradiction qu'expliquent assez les expédients ordinaires de la politique. Elle avait pris naissance fortuitement d'un excès commis par le peuple de Valence, et de la crainte du châtement. Le 7 août 1519, un moine franciscain prenant texte de l'exécution capitale qui devait être faite sur quatre personnes convaincues du péché contre nature, prêcha de manière à enflammer ses auditeurs d'un zèle fanatique. Le chapitre de la cathédrale retenait prisonnier un jeune clerc, prévenu du même crime. En vertu des immunités de l'Église, il s'était réservé le jugement de cette cause, et il n'avait prononcé qu'une sentence de condamnation à l'emprisonnement perpétuel. Cela déplut à la multitude. Au sortir du sermon, quelques individus crièrent qu'il fallait aller à la cathédrale demander le clerc. Leur proposition trouva de l'écho. Le peuple entier s'ameuta. L'église, assiégée, défendue par l'archevêque lui-même, fut à la fin envahie ; et le malheureux clerc, traîné au bûcher, périt avec les quatre autres coupables. On était alors en temps de peste ; la noblesse avait quitté la ville, le peuple y régnait. Le gouverneur, don Luis Cabanella, qui résidait à Morviedro,

revint à Valence le lendemain pour y instruire cette affaire. Comme il arrive souvent, lorsque la masse d'une population a pris part au désordre, il ne put obtenir aucune preuve contre des particuliers, et il s'en retourna sans avoir mis personne en accusation ; mais les provocateurs, qui redoutaient d'être recherchés plus tard, imaginèrent, pour se mettre à l'abri, de reprendre une organisation de compagnies bourgeoises ébauchée du temps du roi don Fernando, lorsque l'on craignait une descente des Turcs. Ils commencèrent aussitôt à se former en escouades, sur le modèle de la milice effective, et prirent en leur langue le nom de la sainte Hermandad, se qualifiant aussi de sainte confrérie (*santa germania*). Le prétexte qu'ils donnaient à cette nouveauté devait leur concilier, ainsi que leur nom, les suffrages des gens religieux, surtout des moines, dont plusieurs s'enrôlèrent parmi eux. Ils déclaraient qu'ils s'armaient contre les Mores, se ménageant par-là un moyen de s'élever contre les protecteurs des Mores, les nobles, auxquels ils en voulaient uniquement. Le peuple de Valence avait peut-être à se plaindre de la noblesse depuis quelques années, Pendant une espèce d'interrègne, les lois perdant de leur force, il s'était rencontré des seigneurs qui abusaient des privilèges de l'ordre équestre, qui se portaient à des outrages envers les plébéiens, contractaient des dettes, et ne les payaient qu'en insolences. Quoique ces torts fussent les torts de quelques

individus, ils auraient motivé la germania, si la germania s'était restreinte à n'être qu'une association pour la réparation légale des injures ; aussi beaucoup de personnes honnêtes et pacifiques avaient adopté d'abord l'idée de cette confrérie : mais le grand vice des associations populaires, c'est qu'elles s'écartent toujours de leur objet. Une fois que la machine fut en mouvement, les gens à mauvaises passions s'en emparèrent. La confrérie n'avait pas encore fait de grands progrès, que déjà l'on révélait son but à haute voix. En y entrant, les germanos juraient de se soutenir mutuellement contre la noblesse, et de sacrifier à cette fin leurs biens, leur sang, leur vie. Aux mois de septembre et d'octobre, les cardeurs, les tisserands, les cordonniers et les charpentiers parurent successivement en armes sur la place publique, pour y passer la revue de chaque corporation, malgré la défense des régidores de Valence ; puis, l'impunité les encourageant, les germanos tinrent une assemblée générale où ils se constituèrent en ligne, sous la direction de treize syndics. Chaque membre de la germania prêta serment de s'en rapporter, pour tous ses procès, au tribunal arbitral des treize, sans recours aux fueros du royaume. Cela fait, ils envoyèrent au roi le procès-verbal de leur délibération, et l'accompagnèrent de vives plaintes contre les seigneurs, qu'ils eurent grand soin de représenter comme de scandaleux fauteurs de l'hérésie musulmane. Charles répondit en

autorisant la germania, mais sous la surveillance du gouverneur.

Le 28 décembre, les germanos nommèrent leurs syndics définitifs. Ils les choisirent dans la lie du peuple. Celui d'entre eux qui se montra le plus exagéré devint le seul chef et l'idole des confrères. C'était un ouvrier tisserand, nommé *Guillen Sorolla*, homme violent, qui pourtant ne manquait pas d'une certaine habileté. A mesure qu'il acquit de l'empire sur le peuple, par la hardiesse de ses propositions, Sorolla se laissa entourer de l'appareil de la grandeur ; il eut ses gardes, et affecta le faste d'un prince. Lorsqu'il sortait de sa maison la foule se pressait sur ses pas, obéissait à un signe de lui, se disputait les morceaux de ses vêtements. Cet homme commandait à Valence en souverain, et ne tenait aucun compte du gouverneur. Il prétendit avoir le droit de citer à la barre de son tribunal les chevaliers qui s'opposaient à l'exécution des statuts de la germania, ou qui seulement les méprisaient ; il leur intenta des procès, l'un desquels se termina par une sentence de mort. La noblesse effrayée revint à Valence, et députa quelques-uns de ses membres vers le roi, pour se plaindre. Charles était à Barcelone, où il venait de prêter serment comme prince de Catalogne, après l'avoir prêté à Saragosse comme roi d'Aragon. Il devait remplir encore la même formalité à Valence ; et les nobles tenaient d'autant plus à ce qu'il la remplît en personne, suivant les exigences de la

Constitution, que sa présence était seule capable de rétablir l'ordre. Ils le conjurèrent donc de venir au plus tôt ; mais le roi répondit qu'il enverrait trois délégués munis de ses pleins-pouvoirs : En même temps, il fit défendre aux germanos de s'armer. Sorolla saisit adroitement cette occasion. Tout en réclamant contre la décision du roi, il protesta de sa fidélité, et s'engagea, au nom de ses confrères, à contraindre les nobles dans l'affaire du serment. Cette manœuvre valut à la germania un privilège en forme, qui la reconnaissait comme association régulière, lui donnait le droit de se constituer en corps armé, et de passer chaque année quatre revues générales. Sorolla expédia aussitôt dans le royaume des copies du privilège ; l'effet en fut immense. De gré ou de force, les petites villes des environs de Valence, même les vassaux chrétiens des seigneurs entrèrent dans la ligue. Au nord du fleuve Xucar, il n'y eut guère d'endroits où la germania ne fût reçue avec enthousiasme.

Sur ces entrefaites, le cardinal Adrien Florent, le vice-chancelier et le régent de la chancellerie d'Aragon arrivèrent à Valence pour y prêter serment au nom du roi. La noblesse, assemblée en cortès, refusa, de concert avec le bras ecclésiastique, d'admettre les délégués ; elle persista dans ce refus, malgré deux ordres successifs. Charles attendait toujours à Barcelone le retour de ses envoyés. Il mettait à violer la Constitution une opiniâtreté choquante, car elle

était sans but, les cortès offrant de le laisser libre au plus tard dans trente jours, et lui ne se pressant pas de partir pour l'Allemagne. Le fait est qu'il ne craignait pas un retard ; il redoutait les explications, et ne voulait pas entendre discuter son titre. Il avait tort ; en ce moment, il aurait certainement obtenu des nobles de Valence une consécration facile de son usurpation. Le cardinal Adrien, voyant que la discussion n'avancait pas, mit en mouvement la germania. Huit mille confrères défilèrent devant lui le 19 février 1520, bannière en tête, tous bien armés, criant : *Vive le roi !* le cardinal les applaudissait. Il salua gracieusement la bannière des tisserands, qui lui rappelait son ancien métier ; mais les cortès ne se laissèrent pas intimider. Enfin, les trois délégués quittèrent Valence sans avoir accompli leur mission, et Charles s'achemina au mois de mars vers la Galice. Sur la route, il reçut les députés des comuneros, qu'il renvoya mécontents. Dans les cortès qu'il tint à Santiago, il acheva de brouiller ses affaires. Il était à la Corogne, prêt à s'embarquer, lorsque les nobles de Valence et les germanos lui adressèrent leurs dernières supplications. Les nobles sollicitaient un édit pour dissoudre la germania ; les germanos demandaient qu'il y eût désormais dans le conseil municipal deux places de jurés réservées pour eux, ou du moins pour les corps de métier. Charles fit aux uns et aux autres une réponse évasive, promettant de nommer un vice roi, et de l'investir des

pouvoirs suffisants. Il remit en même temps à Juan Caro, l'envoyé des germanos, une lettre de recommandation pour le futur vice-roi, auquel, trois jours après, il donna des instructions tout opposées ; duplicité indigne d'un monarque ; et dont il est impossible de comprendre l'intention. Ses dernières mesures étant prises, il s'embarqua et fit voile, le 20 mai, pour les côtes de Flandre, laissant le cardinal Adrien, régent de Castille, se débattre avec les difficultés qu'il avait créées à plaisir. On ne pouvait pas encore se douter que ce prince obstiné, indécis, perfide, aurait le génie des fondateurs d'empires.

CHAPITRE XI.

L'EMPEREUR CHARLES-QUINT ROI D'ESPAGNE.

La germania. — Baptême des Mores du royaume de Valence.

(1520 à 1522.)

Le vice-roi promis, don Diego de Mendoza, comte de Melito, fit son entrée à Valence le 20 mai 1520. Les cortès lui prêtèrent serment le même jour, mais en réservant tous leurs droits par une protestation. Contre l'attente générale, le comte de Melito avait mal reçu les treize. Sorolla lui ayant montré la lettre de recommandation du roi, qui était datée du 7 mai, il en avait exhibé une autre, datée du 10, qui mettait au néant les prétentions des germanos, et il avait même déclaré qu'il ne reconnaissait pas la confrérie ; mais sur ce dernier point, il paraît qu'il agissait plutôt d'après l'esprit que d'après la lettre de ses instructions. Alors Sorolla changea ses batteries : il prit pour

base la protestation des nobles, et refusa de reconnaître l'autorité du vice-roi. La grande affaire du moment était le renouvellement du conseil municipal ; Sorolla brava le vice-roi jusqu'à dire que le sang couvrirait tous les pavés de l'hôtel-de-ville, ou que les germanos auraient deux jurés : il tint parole, et triompha. Le conseil, renouvelé le 26 mai, admit dans son sein les deux jurés plébéiens, qui furent nommés avec deux autres de l'ordre des gentilshommes et deux bourgeois. Don Diego de Mendoza donna, dans cette occasion, la mesure de son incapacité ; il refusa de ratifier l'élection, mais laissa fonctionner les jurés. Enhardi par le succès, Sorolla expédia partout des copies de la lettre royale, qui était datée du 7 mai, sans mentionner celle qui la révoquait. Il obtint par-là quelques adhésions, dont la seule importante fut celle de Morviedro. Les germanos de cette ville enlevèrent de vive force la citadelle, et y massacrèrent tous les chevaliers. Une audace encore plus grande leur réussit à Valence. En trois jours d'émeute ils effrayèrent tellement le vice-roi, qu'ils le forcèrent à quitter la place. Don Diego s'évada le 6 juin, passa d'abord à Cocentayna, puis il s'avança jusqu'à Xativa, où les germanos formèrent sous ses yeux leur association. Le 23 juillet, il se retira dans le château de Xativa ; mais, ne s'y croyant pas encore en sûreté, il en partit sur le soir, et demanda un refuge au duc de Gandia, qui, par sa fermeté, maintenait l'ordre dans son district.

Il ne restait qu'un très-petit nombre de villes fidèles à la cause des nobles ou des loyalistes, comme on les nommait. Au midi du Xucar, don Ramon de Rocafull, isolé à Albatera, et don Pedro Maza dans la même position à Moxente, faisaient tête bravement contre les germanos d'Orihuela et de Xativa, qu'appuyaient ceux d'Alicante et les comuneros de Murcie. Le marquisat de Denia, le duché de Gandia n'avaient été qu'en partie préservés de la contagion. Au nord du fleuve, toute la vallée du Guadalaviar appartenait aux germanos. Les loyalistes conservaient encore, mais avec peine, Torres-Torres, près de Morviedro, le val de Segorbe et Jerica ; plus haut, Onda, Peñiscola, Benicarlo, San Matheo et Morella, dont les habitats étaient fort animés contre les germanos. Les seigneurs se cantonnaient dans leurs châteaux, et suppliaient le vice-roi de se servir d'eux. A Valence, les treize commençaient à voir qu'ils étaient menés par un intrigant ; ils ne pouvaient plus retenir le peuple, et cherchaient à nouer des négociations avec le vice-roi. Don Diego de Mendoza, effrayé de la situation qu'il s'était faite, ne sachant pas ce qu'il pouvait, craignant de se compromettre de tous les côtés, repoussait les prières des seigneurs et les ouvertures des treize ; il attendait on ne sait quoi. Il donna enfin, le 17 août, à la noblesse du royaume, l'ordre de le venir trouver à Valdigna, où il voulait former un corps d'armée ; mais quand il se vit entouré de chevaliers, ses scrupules se réveillèrent,

et il n'imagina rien de mieux que de faire envoyer une députation au roi, pour en obtenir des instructions. Charles était en Allemagne. La couronne de l'Empire, qu'il avait posée sur son front, lui causait des soucis bien autrement graves que ceux dont on venait l'entretenir ; il ne se hâta pas de dépêcher les députés. Ces retards, joints à la longueur de la route, prirent tout ce qui restait de l'année 1520 et les quatre premiers mois de l'année suivante. Pendant que l'on allait chercher si loin le remède qui était tout près, les germanos achevaient de se rendre les maîtres à Valence. Ils avaient exclu des emplois tout ce qui n'était pas de leur confrérie, massacré, pillé leurs ennemis ; enfin, établi le règne de la terreur. On devine aisément quel accueil ils firent à l'envoyé de Charles-Quint, un simple secrétaire nommé *Juan Gonzalez*, lorsque ce personnage se présenta seul pour leur notifier les ordres sévères de l'empereur. Juan Gonzalez faillit être lapidé. Il s'échappa de Valence le 29 avril, et alla rejoindre le vice-roi. Les germanos devenaient donc des rebelles ; la situation était nettement dessinée ; don Diego de Mendoza pouvait agir.

Aussi mauvais général qu'il était mauvais politique, le vice-roi perdit encore un temps précieux. Il parla, demanda des choses inadmissibles, telles que le désarmement des germanos sans condition, désespéra par-là les bons citoyens, et donna de la force aux rebelles. Toutes les maisons des notables

furent saccagées à Valence ; une émeute y éclata contre les Mores, fomentée dans le but de ranimer l'élan insurrectionnel par le vieux levain de fanatisme, qui n'empêchait pas les mêmes hommes de fouler aux pieds la sainte hostie après avoir égorgé un musulman. Pour faire naître cette émeute, les meneurs inventèrent une histoire de meurtre que des Mores esclaves auraient commis sur les enfants de leurs maîtres ; fable que l'on débitait toujours avec succès devant la populace. En sortant du quartier moresque, les treize amenèrent leurs sicaires sur la place publique, et ils en passèrent la revue ; il se trouva six mille hommes : c'est avec ces forces qu'ils se décidèrent à prendre l'offensive.

Leur coup d'essai fut d'enlever aux loyalistes San-Mattheo, Benicarlo et Peñiscola. Le 24 juin, ils nommèrent deux généraux, à chacun desquels ils confièrent environ deux mille hommes. Le premier, Miguel Estelles, devait se porter sur Morella, et forcer cette ville à recevoir la germania ; le second, Vicente Periz, marcher entre le vice-roi, qui se tenait toujours à Gandia, où il venait seulement de convoquer les nobles et leurs vassaux. Tous deux, en partant, proclamèrent qu'ils allaient exterminer les Mores ou leur administrer le baptême ; ils voulaient, disaient-ils, justifier le titre de la sainte germania.

Estelles fit diligence, parce qu'il avait appris que les loyalistes assiégeaient San-Mattheo. A son passage par Onda, il y établit la confrérie malgré l'opposition

de cent cinquante bourgeois, qui en sortirent, San-Mattheo s'était rendu le 25 juin ; Estelles l'attaqua le 27, et s'en empara de nouveau. De là il fit sommer Morella de lui envoyer un renfort de deux cents hommes. Pendant que ses parlementaires allaient signifier cette sommation, il se détourna jusqu'à Chivert, gros bourg peuplé de Mores, qu'il ravagea le 30 juin ; il n'y baptisa personne. A Chivert, il reçut la réponse des habitants de Morella, qui avaient eu grand-peine à respecter le droit des gens sur la personne de ses envoyés ; il prit alors la route de Morella, mais rétrograda aussitôt, car un ennemi qu'il n'attendait pas venait à sa rencontre,

C'était le duc de Segorbe, don Alonso d'Aragon⁽¹⁾,

(1) Voici la généalogie de ce duc de Segorbe :

Don Fernando-el-Honesto, roi d'Aragon, eut pour troisième fils l'infant don Enrique, celui qui remplit de troubles le règne du roi de Castille, don Juan II. Don Enrique eut de sa seconde femme, doña Béatrix de Pimentel, un fils nommé aussi *don Enrique*. Celui-ci fut créé duc de Segorbe en 1469. Puisqu'il vivait en 1522, je ne sais pourquoi on donne le même titre à son fils, et je crois aussi que le titre d'infant ne lui appartenait pas, mais sur ces deux points j'ai suivi le style de l'historien Escolano, écrivain fort instruit. C'est de don Enrique et de sa femme doña Guiomar de Portugal y Castro que naquit don Alonso d'Aragon dont il s'agit ici. La reine dona Juana était sa cousine germaine, et il représentait directement la maison de Trastamar dans sa dernière branche masculine légitime.

que les insolences des germanos avaient irrité. Sans se laisser arrêter, comme le vice-roi, par des scrupules inopportuns, sans demander une commission en règle, don Alonso s'était fait seulement déléguer par son père, l'infant don Enrique, possesseur de l'État de Segorbe, le droit de défendre ses vassaux ; et amplifiant ce mandat, il avait publié qu'il marchait au secours de Morella. Quatre cents hommes, tant chrétiens que Mores, l'avaient rejoint au bourg d'Almenara, sur le grand chemin de Valence à Castellon. Avec cette petite troupe, il poussa en avant. Les cent cinquante loyalistes d'Onda le rencontrèrent à Villareal ; ils l'aidèrent à prendre cette petite ville. Le 1^{er} juillet, il emporta d'assaut Castellon, qu'il mit-à sac. Estelles s'était arrêté à Alcala de Chivert : une frayeur panique le saisit ; et dans le sot espoir de regagner Valence en suivant les bords de la mer, il vint se jeter sur le duc, qui lui barrait le passage à Oropesa, où la route touche le rivage. Conduits par un tel chef, les germanos ne tirèrent aucun parti de l'avantage du nombre ; ils furent battus, dispersés, et Miguel Estelles tomba entre les mains des loyalistes. Ce pauvre général paya chèrement ses fanfaronnades ; don Alonso le fit écarteler. Après cette exécution, le duc revint sur ses pas, et il reprit la position d'Almenara, qui protégeait le val de Ségorbe contre les incursions des germanos de Morviedro. Quoiqu'il n'osât rien entreprendre contre Morviedro, place forte et par son assiette et

par ses ouvrages, les habitants de cette ville n'étaient pas sans inquiétudes ; ils ne comptaient plus sur ceux de Valence, que la terreur avait gagnés. Pour exciter leur courage, ils leur envoyèrent les cadavres de deux hommes noyés, couverts, de coups de poignard, en leur faisant dire par le messenger qu'ils voyaient là l'ouvrage des Mores du duc de Ségorbe. Un moine augustin se livra, devant les cadavres, à des discours frénétiques. Il alla demander lui-même à la cathédrale la bannière de la croisade, qu'on lui refusa ; mais la rage des germanos n'en fut qu'augmentée. Le moine était sorti de l'église en criant : *Meurent tous les Mores !* Il s'empara de la bannière de la ville, et la suspendit à la porte des Serranos ; cérémonie usitée lorsque l'on voulait appeler sous les drapeaux tous les habitants de Valence. Le marquis du Zenete, délégué du gouverneur, ne put empêcher la formation immédiate de deux armées. Cinq mille hommes partirent pour Morviedro avec la bannière de la ville, répétant le cri du moine : *Meurent tous les Mores !* Ils avaient pour général Sison, l'un des treize syndics ; l'autre troupe alla trouver Vicente Periz, qui manœuvrait contre le vice-roi.

De ce côté, les loyalistes avaient le dessous. Periz, en sortant de Valence, avait d'abord conduit ses germanos dans les riches villages moresques de Picacent et Alcacer ; il les leur avait livrés à discrétion ; mais là tout se borna au pillage, les habitants s'étant enfuis. De Picacent il s'était porté par Alzira, ville de

la confrérie, sur Corbera, la première place de la duché de Gandia. Le vice-roi séjournait tout près de lui, à Valdigna ; il avait environ deux mille fantassins, chrétiens et mores ; presque toute la noblesse s'était rendue à son appel, et formait sa cavalerie. Don Ramon de Rocafull, qui avait battu les germanos d'Orihue-la, lui amenait les chevaliers du midi du royaume, et don Pedro Maza partait de Moxente pour le rejoindre aussi. Periz entendait la guerre mieux qu'Estelles. Il ne s'opiniâtra point au siège de Gerbera ; mais il se donna pour but d'empêcher la jonction de Maza et de Rocafull avec le vice-roi. En conséquence, il prit la position centrale de Xativa, d'où il alla investir Moxente. Rocafull le devança, se jeta dans Moxente, et le repoussa. Peris entreprit alors de gagner la citadelle de Xativa, l'attaqua depuis le 2 juillet jusqu'au 13 du même mois, et la fit capituler honteusement à la vue du vice-roi, qui, joignant la lenteur à l'indécision, avait fait vingt lieues en quatorze jours.

Le lendemain, Periz occupa l'excellent poste d'Albayda, au centre des routes et des chaînes de montagnes. Il y reçut d'Alcoy, d'Alicante, d'Orihue-la et de Valence, des renforts qui élevèrent ses forces à huit mille hommes ; cependant, il ne réussit pas à couper toutes les communications : Rocafull et Maza traversèrent la Sierra malgré lui. Ces deux chevaliers, le premier surtout, valaient à eux seuls plus que les troupes qu'ils amenaient : ils avaient la tête et le

cœur que don Diego de Mendoza aurait dû avoir pour commander en de pareilles circonstances, l'intelligence et le courage, qu'ils ne purent lui inspirer. Les deux armées restèrent en présence jusqu'au 22 juillet. Le vice-roi n'osait pas attaquer, à cause de la disproportion du nombre ; Periz profitait de son inaction pour embaucher ses troupes. Il ne les engageait pas à désertre ; il les laissait en réserve dans le camp ennemi, se fiant sur la promesse que lui avait faite une portion de l'infanterie de passer à lui en temps utile, et de tomber sur les Mores. Instruit de ces dispositions, don Diégo délogea de nuit, le 22 juillet, recula plus vite qu'il n'avait avancé, et s'enferma, le 23, dans la forteresse de Gandia.

Quelle que fût sa couardise, le vice-roi était obligé d'en venir à une affaire. Gandia ne pouvait pas nourrir son armée ; les germanos le cernaient, les habitants de la ville chancelaient dans leur fidélité ; les Castellans de son infanterie régulière menaçaient de se révolter ; il lui fallait une victoire pour échapper à la destruction. Le 25 juillet, il sortit à la tête de quatre mille fantassins et de cinq cents chevaux. Cette cavalerie était composée presque toute de gentilshommes, l'infanterie de Mores et de chrétiens. Treize bouches à feu qu'il avait à opposer aux germanos pouvaient, ainsi que la supériorité de sa cavalerie, rétablir l'équilibre de son côté ; mais il commit la faute insigne de faire servir ses canons par les fantassins castillans, par ceux-là même qu'il

savait prêts à tourner. Le combat s'engagea sous les murs de la place ; le feu de l'artillerie en donna le signal. Au bout de peu de temps, on s'aperçut que les Castellans ne tiraient qu'à poudre. Don Diego de Mendoza crut les enlever, ou masquer leur défection, par un mouvement brusque : il fit battre la charge sur tout le front ; et sa cavalerie partit au galop. C'était l'instant que les Castellans attendaient. Quand l'année s'ébranla, ils firent volte-face : les Mores qui les virent pousser droit à Gandia au pas de course, et qui devinèrent ce qu'ils allaient y faire, au lieu de suivre la cavalerie, se précipitèrent du côté de la ville. Don Diego reconnut alors qu'il était perdu ; son coup-d'œil ne lui servit qu'à juger rapidement les irréparables conséquences d'une mauvaise manœuvre. Il n'était pas homme à racheter en chevalier ses fautes de général, à empêcher qu'une défaite devint une déroute. Sans même attendre que la cavalerie eût abordé l'ennemi, il fit entendre cet ignoble cri : *Sauve qui peut !* et s'enfuit par le chemin de Denia. Les gentilshommes, abandonnés sur le champ de bataille, se dispersèrent : les uns regagnèrent leurs châteaux, les autres allèrent joindre à Denia le vice-roi, qui évacua cette place aussitôt après y être entré. Il s'embarqua, dans l'intention de se rendre à Carthagène ; heureusement pour l'honneur de l'illustre maison de Mendoza, ses compagnons le contraignirent en route à ne pas désertir son poste. Le navire qui emportait

le vice-roi changea tout-à-coup de direction, et, faisant voile vers le nord, vint repasser le long de ces celtes où les germanos triomphaient en fanatiques, en barbares.

Comme les Mores s'en étaient douté, les Castillans de l'armée loyaliste n'allaient à Gandia que pour saccager le quartier moresque : la besogne était déjà commencée, lorsque les Mores arrivèrent ; survinrent ensuite les germanos, qui la mirent a fin. Viols, pillage, massacres, rien n'y manqua. Ces malheureux auraient tous été exterminés, s'ils n'avaient consenti à recevoir le baptême. Au milieu des décombres de leurs maisons, sur les cadavres firmans de leurs femmes, ils s'agenouillèrent, Les germanos, ivres de sang, firent l'office de prêtres ; l'un d'eux prit un balai, aspergea la foule des musulmans, en prononçant les paroles sacramentelles, et crut avoir fait des chrétiens. L'armée des germanos se répandit ensuite dans le pays environnant, saccageant d'abord, baptisant après. Tous les Mores du duché de Gaudia, du comté d'Oliva, du marquisat de Denia passèrent ainsi de l'islamisme au christianisme, n'ayant à opter qu'entre le baptême et la décollation. Les mêmes sacrilèges se répétèrent partout avec les mêmes circonstances ; mais à Polope⁽¹⁾, un des villages du marquisat de Denia, ils prirent

(1) Il est situé près de la mer, entre Altea, Callosa, Benisa et Calpe.

un caractère d'atrocité sans exemple. Six cents Mores se défendaient dans le château : tant qu'ils eurent des vivres, ils résistèrent sans perdre un créneau, et la famine seule put les engager à capituler. Dans leur détresse, ils consentirent à déposer les armes et recevoir le baptême, pourvu qu'on leur garantît la vie sauve et la conservation de leurs bagages. Sur la foi de la capitulation, ils descendirent désarmés dans la plaine. On leur administra le sacrement ; ils se préparaient à partir, quand un des germanos s'écria : « Jamais ils ne seront mieux préparés à mourir ; tuons ! c'est envoyer des âmes au ciel et des écus dans nos bourses⁽¹⁾. » Cet exécration quolibet fit le tour des compagnies ; un instant après, les six cents Mores étaient massacrés.

Vicente Periz n'approuva sans doute pas jusqu'au bout la manière dont les germanos entendaient les devoirs de la sainte confrérie ; peut-être eut-il peur de n'être plus maître de ses troupes, car il les ramena de Polope à Valence et laissa derrière lui la citadelle d'Orihuela au pouvoir des loyalistes. S'il avait emporté cette place, et certes elle ne l'eût pas arrêté longtemps, de l'extrémité méridionale du royaume jusqu'aux bords du Guadalaviar, tout appartenait à la

(1) « *Echar aimas al cielo y dineros en nuestras bolsas.* » (Voyez *Decadas de la historia de la insigne ciudad y regno de Valencia*, por el licenciado Gaspar Escolano ; Valencia, 1610, tome 2, colonne 1581.)

germania. Periz était trop intelligent pour ne pas voir qu'il commettait une faute ; on ne peut expliquer sa retraite qu'en l'attribuant à la crainte de n'être plus obéi. Ainsi, par une juste punition, des excès des germanos devait sortir la ruine de leurs affaires.

Pendant que ces événements se passaient de l'autre côté du Xucar, le duc de Ségorbe avait eu à combattre le corps de Sison, réuni aux insurgés de Morviedro ; les forces du duc consistaient principalement en infanterie moresque, au nombre de trois à quatre mille hommes. Un certain Benamir de Benalguacil lui en avait amené à lui seul un millier, qu'il payait de ses propres deniers ; chose plus méritoire que surprenante, les Mores du royaume de Valence s'étaient montres, dans toutes les occasions, très-dévoués à leurs seigneurs, quand leurs seigneurs ne s'attaquaient pas au roi⁽¹⁾. Quinze cents fantassins chrétiens au plus, et une petite troupe de chevaliers, appuyaient cette infanterie moresque. Sison avait de sept à huit mille hommes. Malgré son infériorité, le duc résolut d'en venir aux mains. Il quitta le 17 juillet son camp d'Almenara, et marcha en ordre de bataille par la grande route de Valence, les Mores au centre,

(1) En 1347, ils avaient suivi le parti du roi don Pedro IV (le Cruel), que les nobles valenciens battirent par deux fois. Ce Benamir reçut une pension de l'empereur, et ses descendants furent exceptés, en 1565, dans le désarmement général des Mores.

à chaque aile une compagnie d'infanterie chrétienne, la cavalerie en avant. Sison vint à sa rencontre. Il occupait la grande route avec une colonne, tandis que sa seconde division, manœuvrant sur le flanc, cherchait à tourner l'ennemi. Les deux armées se joignirent à mi-chemin, entre Almenara et Morviedro. D'abord, la journée parut se décider en faveur des germanos. La cavalerie noble avait fait une mauvaise charge ; elle avait tourné bride au milieu de sa carrière, en voyante la contenance des germanos, qui s'avançaient avec fermeté : les premières files de l'infanterie, étonnées par ce mouvement, n'avaient pas attendu le choc ; elles s'étaient jetées en-dehors de la chaussée dans des massifs d'oliviers sauvages, et presque tous les Mores, gens inexpérimentés, avaient été entraînés à leur suite : infanterie, cavalerie, Mores, tout était allé tomber en désordre sur la division de flanc des germanos, et la bataille semblait perdue. Mais le duc de Ségorbe n'était pas un don Diego de Mendoza : il se mit promptement à la tête de ses secondes files, chargea, rompit, enfonça la colonne qu'il avait devant lui, fit poursuivre les fuyards jusqu'aux portes de Morviedro, revint rallier sa cavalerie, la ramena sur l'aile des germanos, et gagna une victoire complète. Moins bien armés que les chrétiens, les Mores avaient horriblement souffert pendant la première partie de la journée ; leurs cadavres jonchaient le champ de bataille ; il n'en échappa presque pas un :

les chrétiens comptèrent environ deux cents des leurs parmi les tués ; du côté des germanos, les pertes furent considérables. Sison, qui s'était conduit en capitaine habile et brave, et qui devait tout son malheur à la lâcheté de ses soldats, éprouva le sort réservé aux chefs populaires lorsqu'ils ne réussissent pas ; de retour à Morviedro, les germanos le massacrèrent, l'accusant de trahison.

La victoire d'Almenara ne profita pas au duc de Ségorbe son armée, déjà bien réduite par la destruction des Mores, s'évanouit le lendemain ; chacun s'en retourna chargé de butin, pour le mettre en sûreté dans sa maison. Le duc, avec ses vassaux, battit en retraite et prit poste à Nules, petite ville qui se trouve à environ cinq lieues au nord de Morviedro. Il essaya de se recruter en Aragon ; mais le régent de ce royaume lui défendit d'y lever des troupes, parce que c'eût été organiser autant de compagnies pour les germanos : il se voyait donc condamné à l'inaction, quand il apprit que don Diego de Mendoza venait de débarquer à Peñiscola. Le vice-roi mit pied à terre le 29 juillet, et voulut aussitôt faire ses adieux à sa compagnie pour s'en aller en Castille. On eut bien de la peine à le retenir ; on n'y réussit qu'en lui démontrant jusqu'à l'évidence que la tournure des affaires allait nécessairement changer. Trop longtemps dirigées par le cardinal Adrien, les opérations militaires contre les comuneros ou Castillans venaient d'être confiées au

connétable et à l'amiral ; depuis ce jour-là, le sort des armes favorisait la cause royale. Bien qu'ils eussent en tête des ennemis assez redoutables, les deux habiles généraux de l'empereur ne craignaient pas de diviser leurs forces ; ils comprenaient que la germania, si elle restait maîtresse de son terrain, rendrait les comunidades irrésistibles, et leur attention se tournait de ce côté. L'amiral avait déjà mis sous les ordres du marquis de Los Velez, vice-roi de Murcie, une petite armée qu'il destinait à envahir le royaume de Valence par ses frontières méridionales ; le connétable promettait aussi de faire passer des renforts aux loyalistes du nord dans un bref délai : don Diego consentit à les attendre. Sous leur escorte, il s'aventura enfin à descendre jusqu'à Nules. Le duc de Ségorbe, qui avait reçu de son Côté quelques centaines de Castillans, menaçait déjà Morviedro ; mais sa jonction avec le vice-roi le paralysa, et la gloire de décider la défaite des germanos revint au marquis de los Velez.

Celui-ci, dans les premiers jours d'août, ouvrit la campagne par le siège d'Elche. Il y employa peu de temps, prit Elche, ensuite Alicante, et vint attaquer Orihuela : don Pedro Maza s'était introduit dans la citadelle, et l'avait ravitaillée. De concert avec ce chevalier et don Ramon de Rocafull, le marquis s'empara de la ville le 30 août, après une chaude action, qui se termina par la complète déconfiture des germanos.

Les succès rapides du marquis de los Velez ne donnèrent pas d'émulation au vice-roi, mais ils alarmèrent extrêmement les habitants de Valence. Le parti des honnêtes gens, jusqu'alors comprimé, releva la tête ; quelques plébéiens qui n'avaient pas pris de part aux désordres, voyant arriver le châtiment et craignant d'y être enveloppés, eurent assez de crédit, en cette circonstance critique, pour faire adopter l'étrange proposition d'appeler à Valence l'infant don Enrique d'Aragon, le père de ce duc de Ségorbe qui assiégeait leur boulevard, Morviedro. L'infant accepta leur proposition ; il arriva le 20 septembre. Sa présence déterminait une scission entre les germanos du parti des Sorolla et des Periz, et les membres innocents, ou du moins repentants, de la confrérie. Periz, qui prenait le titre de *capitaine-général*, essaya, le lendemain de l'arrivée de l'infant, ce qu'il pouvait se permettre en face de ce prince. Il excita une émeute. Pendant que les places retentissaient de hurlements, deux enfants jouaient tranquillement dans là rue des Chaudronniers, voisine du quartier moresque : l'un d'eux, par bravade, alla décrocher une enseigne qui représentait le prince des archanges terrassant le dragon, et ils la promenèrent d'un air de menace. Vicente Periz les rencontra. Cette peinture, cette attitude des enfants lui suggérèrent l'idée de faire encore une fois appel au fanatisme, le grand ressort en Espagne. Il prit l'enseigne de Saint-Michel ; et traînant la populace à sa suite,

il l'alla pendre dans l'unique mosquée de Valence. A cette action, les moines germanos s'écrièrent que le Ciel avait parlé ; ils bénirent incontinent la mosquée⁽¹⁾ ; puis les émeutiers envahirent les maisons des Mores, comme ils avaient fait à Gandia. Le sang coula encore mêlé à l'eau lustrale ; les mêmes mains versèrent l'un et l'autre ; les officiants et les parrains se retirèrent gorgés de pillage, et, satisfaits de leur œuvre, laissèrent les nouveaux chrétiens de Valence méditer entre des ruines sur la religion qui leur était imposée. L'infant, trop bon Espagnol pour s'irriter beaucoup d'une pareille exécution, laissa faire, le marquis du Zenete aussi ; l'émeute allait s'éteindre dans un quartier qui ne les inquiétait pas : mais lorsque Periz, quinze jours plus tard, remit les germanos en mouvement, comme il n'y avait plus de Mores à baptiser, pour détourner leur fureur, l'infant et le marquis agirent vigoureusement ; ils frappèrent un tel coup, que la germania ne s'en releva pas.

Cela décida la reddition de Morviedro. Le vice-roi y entra le 16 octobre ; il était déjà, depuis quelques jours, en possession de la citadelle. Sorolla et Periz ne songèrent plus alors qu'à s'assurer une retraite, pendant qu'ils entretiendraient la guerre dans la vallée du Xucar. Ces deux chefs rassemblèrent leurs adhérents, et les emmenèrent à Alzira au moment où les

(1) Aujourd'hui l'église de Saint-Michel.

habitants de Valence ouvraient leurs portes à don Diego de Mendoza. Le vice-roi reparut plutôt en vaincu qu'en conquérant dans le palais qu'il avait si honteusement quitté. Chef d'une armée de gentilshommes et de Mores, il s'était laissé dire, par les députés valenciens, que la révolte avait été dirigée seulement contre les Mores et leurs protecteurs les nobles ; il avait traité sur cette base, et signé le 18 octobre une convention qui lui liait les mains. Il entra de sa personne à Valence le 1er novembre ; mais l'armée resta autour de la ville, dont elle ravagea la riche banlieue ; les auxiliaires castillans se conduisaient comme en pays ennemi : à l'égard des Mores, ce point de vue était véritable. Un jour ils tombèrent sur la bourgade de Benalguacil, et la traitèrent comme auraient pu le faire les germanos.

Deux places importantes tenaient le parti de Sorolla ; c'étaient Alzira et Xativa : le vice-roi marcha contre la première le 17 novembre ; il l'assiégea inutilement pendant vingt-deux jours : rebuté, il alla tenter la fortune à Xativa, où il réussit encore plus mal. Ses Castillans, à la prise des faubourgs, pillèrent le quartier moresque sans qu'il les en empêchât, et il ne put obtenir d'autre effet de leur valeur : Du 11 au 27 septembre, il maintint un blocus assez étroit pour gêner les insurgés, mais il ne leur donna pas un seul assaut. On ose à peine croire ce que les historiens racontent de son ineptie ; le fait est que don Diego se laissa prendre au piège le plus grossier par

le rusé Sorolla : sur une simple convention verbale, il livra comme otage son propre cousin, le marquis du Zenete, et licencia son armée avant que la place lui eût été remise. Le lendemain, Sorolla lui fit dire qu'il avait promis de se rendre à des soldats, mais qu'il n'en voyait point ; et le vice-roi partit avec sa honte.

Les choses restèrent en cet état pendant tout l'hiver. Au printemps de l'année 1522, don Diego se remit en campagne. Ses chevaliers lui firent gagner des victoires qu'il ne cherchait pas ; jamais il ne sut en tirer parti ni pour négocier, ni pour entreprendre un siège ; des escarmouches, des *algarades*, voilà tout ce qu'il osait tenter de lui-même. Dans ces petites expéditions, les Mores se distinguèrent, particulièrement ceux du baron de Cortès, que dirigeait un certain Francisco Palmo, musulman converti. Deux fois les germanos se présentèrent en rase campagne, deux fois ils y furent battus, le 15 avril à Canales, le 2 septembre à Bellus ; et le vice-roi, qui voyait leurs bandes rentrer à Xativa dans le dernier désordre, n'investissait pas encore cette ville. Cependant, il y fut contraint par les ordres précis de l'empereur et par les capitaines castillans, qui lui amenaient des renforts après l'affaire de Bellus. Le siège de Xativa commença donc le 8 octobre 1522. Il n'offre qu'une circonstance remarquable : au premier assaut, l'armée royale, forte de six mille cinq cents hommes, fut repoussée par deux cents femmes

qui défendaient les remparts en l'absence des germanos. Peut-être ce siège aurait eu la même issue que l'année précédente, si le chef et l'âme de la défense, Guillen Sorolla, n'était pas tombé entre les mains du vice-roi par l'effet d'une trahison. Ce grand rebelle, persécuteur des nobles et des Mores, se confia au dernier homme qu'il aurait dû employer, à un More vassal d'un noble qui le vendit à don Diego de Mendoza. Il fut pris le 19 novembre ; deux jours après, la citadelle de Xativa se rendit, la ville capitula le 2 décembre, et Alzira imita aussitôt cet exemple. La germania était anéantie, comme les comunidades⁽¹⁾. Ses principaux chefs avaient disparu, Vicente Periz massacré à Valence par le peuple, Sorolla écartelé le jour où Xativa se soumit, Juan Caro, le député de la Corogne, supplicié à Madrid ; les autres exécutés au milieu des fêtes par les ordres de Germaine de Foix, que l'empereur venait de nommer vice-reine de Valence en même temps qu'il investissait son second époux, le duc de Calabre, du titre de *capitaine-général* dans ce royaume. De tout le mal qu'avait fait la sainte confrérie pendant les trois années de son

(1) Les commerros battus à Villalar, le 23 avril 1522, y avaient perdu leur général, don Juan de Padilla. Ils ne s'étaient pas relevés de ce coup. En Castille, comme à Valence, les Mores suivaient le parti du roi. Don Juan de Grenada, fils de Muley-Aboul-Hasan, se distingua dans les commandements qui lui furent confiés.

triomphe, il ne restait plus d'apparent que le baptême sacrilège de quelques Mores ; c'est à étendre cette plaie, au lieu de la guérir, que Charles-Quint allait appliquer son autorité absolue.

CHAPITRE XII.

Baptême général des Mores de Grenade.

(1522 à 1526.)

Le nombre des Mores baptisés par les germanos s'élevait à environ seize mille. Ces Mores étaient-ils chrétiens ? le simple sens commun suffirait pour faire reconnaître qu'ils ne l'étaient pas. Pouvait-on les soumettre à l'inquisition, s'ils retournaient au mahométisme ? loin de là ; les conciles, et notamment le second des conciles de Nicée, déclaraient, avec la raison et l'équité, qu'ils devaient être exclus de l'Église, à moins grief de leur libre arbitre, ils ne demandassent à y rester ou plutôt à y entrer⁽¹⁾. Charles-Quint en jugea

(1) Ce fait et cette observation nous ont été fournis par le théologien Gaspar Escolano. Voyez *Decadas*, livre 10, chap. 33, où Escolano, prêtre qui ne peut être suspect en pareille matière, résume tous les cas de conversion forcée pour les blâmer et leur appliquer la saine jurisprudence.

autrement. Il pensa d'abord que *son pouvoir absolu lui permettait de décider lui-même la question à sa volonté*⁽¹⁾ ; prétention singulière qu'il soutint aussi en Allemagne, lorsqu'il promulgua la fameuse transaction dite de l'*interim*, pour terminer la lutte entre les luthériens et les catholiques ; mais sans abandonner cette opinion, il préféra ensuite remettre l'affaire à la décision du pape et des théologiens espagnols. Clément VII occupait alors le trône pontifical⁽²⁾. Très à la merci de l'empereur, il ne pouvait refuser d'appuyer de son autorité les projets de propagande que Charles méditait. Il résista pourtant. Vaincu par les instances du duc de Sessa, ambassadeur d'Espagne, il signa enfin malgré lui, le 12 mai 1524, une bulle qui relevait le roi de ses serments, l'invitait à s'occuper de la conversion des Mores de la couronne d'Aragon, nonobstant les fueros de Monzon, et lui conférait le pouvoir de réduire les Mores en esclavage, s'ils refusaient d'embrasser le christianisme⁽³⁾. En même temps, il adressa à l'empereur un bref

(1) Voyez Pièces justificatives, n° IV.

(2) Jules de Médicis, cardinal archevêque de Florence, élu pape le 19 novembre 1523, et couronné sous le nom de *Clément*, le 26 ou le 28 du même mois.

(3) *Elapso termine, servi tui sint et esse intelligentur*. (Voyez le texte de la bulle dans l'ouvrage de Damiano Fonseca, p. 13 : *Justa expulsion de los Moriscos de Espana*, del maestro fray Damiano Fonseca ; Roma, 1612.)

particulier pour lui conseiller plusieurs mesures de modération. Il l'engageait à charger les inquisiteurs du soin d'opérer les conversions, à fixer un délai éloigné, et permettre aux obstinés de sortir d'Espagne en emportant leurs biens ; à consacrer les mosquées au culte catholique, mais à donner aux seigneurs les propriétés qui dépendaient de ces fondations, après avoir prélevé des sommes suffisantes pour l'entretien de certains établissements pieux, affranchissant les Mores de toutes les charges particulières qu'ils supportaient, les revenus des mosquées suffisant pour indemniser les seigneurs. Charles-Quint reçut le bref avec moins de reconnaissance que la bulle. Quoique l'un et l'autre ne continssent qu'une invitation, il prit la dernière pour un ordre ; il se réserva seulement la latitude de l'exécuter quand il le jugerait à propos, et la bulle resta quelque temps dans son arsenal sans qu'il la fit publier : on ne voulait pas exaspérer les Mores par des procédés trop brusques. Plusieurs d'entre eux s'inquiétaient déjà de ce qui se machinait ; des familles entières passaient en Afrique ; la seule année 1523 en avait vu partir cinq mille ; et les seigneurs, privés de leurs vassaux, faisaient entendre des plaintes : il était prudent de ne pas démasquer tout d'un coup des projets bien arrêtés⁽¹⁾.

(1) Des historiens espagnols (Bleda, Escolano, etc.) ont voulu prétendre que Charles-Quint fut poussé à convertir

La question des Mores baptisés fut donc mise en avant la première, sans que l'autre s'annonçât encore.

En février 1525, l'empereur convoqua une junte de théologiens et d'hommes d'État pour discuter la validité du sacrement que les Mores avaient reçu, le couteau sur la gorge. Cette junte se composait de l'inquisiteur-général, des membres des conseils de Castille et d'Aragon, des grands-dignitaires des ordres chevaleresques, de quelques évêques et de docteurs en droit canon. Elle tint vingt-deux séances, à la dernière desquelles Charles-Quint assista. Son opinion personnelle eut beaucoup d'influence sur les membres de la junte ; cependant elle n'intimida point le savant moine hiéronymite Jayme Bennet, qui depuis trente-huit ans professait la théologie : seul, Bennet s'écria que l'on allait faire des

les Mores par les observations de François Ier, qui lui avait reproché le scandale donné par les Mores de Benisano, un jour de dimanche, sous ses fenêtres, et lui aurait dit encore, après avoir entendu la relation de la prise de Grenade : « Et ces musulmans, qu'en a-t-on fait ? On ne les a pas chassés Alors c'est à recommencer. » Il est oiseux de faire remarquer l'invraisemblance de ces propos, et la date de la bulle de Clément VII est là pour répondre aux suppositions des historiens. François Ier aurait suggéré, au mois de mai 1525, un projet que l'empereur exécutait en partie au mois d'avril, et pour lequel il s'était mis en mesure depuis un an !

apostats, à la honte de la religion. Cela n'empêcha pas d'insérer dans le procès-verbal des délibérations, que l'unanimité des voix s'était rencontrée pour la décision qui fut prise. La junta déclara que le baptême des Mores devait être considéré comme valable, quoiqu'il eût été accompagné de circonstances qui faisaient croire à la violence. Au moment où ils l'avaient reçu, les Mores jouissaient, disait-on, de leur raison naturelle ; ils n'étaient ni ivres ni fous. Pour se soustraire aux effets du sacrement, suivant les docteurs espagnols, il faut prononcer non pas mentalement, mais ouvertement, ces mots : « Je ne veux pas ! (*Nolo*)⁽¹⁾ » et l'on admettait comme certain que les Mores ne les avaient pas prononcés. En effet, le fer des bourreaux ne les eût pas laissé achever. L'empereur approuva cette déclaration, ainsi que les mesures que la junta recommanda. Il en reproduisit les motifs dans une cédula datée du 4 avril, par laquelle il ordonnait l'envoi de trois commissaires ecclésiastiques, à l'effet de confirmer les nouveaux chrétiens de Valence, de baptiser leurs enfants, et de réconcilier sans pénitence les apostats repentants. Il prononça en même temps la confiscation définitive, au profit du culte catholique, des mosquées dans lesquelles la messe avait

(1) Fray Jayme Bleda consacre à soutenir cette opinion, tout un traité dans l'ouvrage intitulé : *Defensio fidei in causa neophytorum sive Moriscorum regni Valatiæ totiusque Hispaniæ*. (Valence, 1610.)

été célébrée⁽¹⁾. En conséquence de cette cédule, l'inquisiteur-général délégua ses pouvoirs à don Gaspar d'Avalos, évêque de Guadix ; à Fray Antonio de Guevara, moine franciscain, et au dominicain Fray Juan de Salamanca. Les trois commissaires partirent aussitôt pour Valence, où ils arrivèrent avant le 10 mai. Le 14, don Gaspar d'Avalos publia en chaire la cédule royale, donna trente jours aux apostats pour se réconcilier en profitant de l'amnistie, dénonça contre les contumaces la peine de mort et la confiscation de leurs biens ; et après le prône, il expédia ses deux acolytes, qui allèrent prêcher la même chose dans le royaume. Leur mission, toute de contrainte, ne pouvait rencontrer des obstacles sérieux ; elle ne concernait qu'un petit nombre de personnes. Partout ils trouvèrent les nouveaux chrétiens aussi bien disposés à se laisser confirmer qu'à confesser leur apostasie, lorsqu'on leur promettait de les réconcilier sans pénitence ; pouvoir que le pape avait conféré aux inquisiteurs par une bulle du 16 juin. Dans chaque village, les commissaires donnaient l'absolution aux apostats, confirmaient les baptisés, baptisaient leurs enfants, couchaient sur un registre les noms des nouveaux sujets de l'inquisition, et passaient plus loin sans faire de catéchisme.

(1) Voyez le préambule de cette cédule aux Pièces justificatives, n° IV.

Quelle différence existait-il entre eux et les germanos ? elle n'était que dans la forme. En quatre mois et demi, cette opération fut menée à terme ; tous les villages d'un royaume de neuf cents lieues carrées avaient été visités : les commissaires rentrèrent le 28 septembre à Valence, où la seconde partie de leur tâche les appelait.

Charles-Quint s'était alors décidé à faire usage de la bulle du pape. Il avait rendu le 13 septembre un édit pour obliger tous les Mores de Valence à embrasser le christianisme, et des copies de cet acte, qu'il adressait en particulier à chaque *aljamia* ou communauté moresque, venaient d'être expédiées à l'évêque de Guadix. Dans un style oriental, l'empereur faisait connaître son irrévocable volonté, sans prendre la peine de la justifier autrement qu'en l'attribuant à une inspiration divine ; il engageait les Mores à ne pas lutter contre les desseins de Dieu, leur promettait de les traiter en chrétiens s'ils obéissaient, et les menaçait, dans le cas contraire, de recourir à des mesures de coercition, mais il ne spécifiait rien, ni sur le premier, ni sur le second point⁽¹⁾. Les commissaires étaient chargés de mieux préciser le sens des menaces, en laissant soigneusement les promesses dans le vague. Frère Antonio de Guevara, historiographe et prédicateur de Sa Majesté, rassembla, le 8 octobre, les Mores de

(1) Voyez Pièces justificatives, n° V.

Valence dans une église, afin de leur notifier les ordres de l'empereur. Avant de donner lecture de l'édit, il prononça un sermon qu'il s'est bien gardé de publier parmi ses autres productions oratoires ; homme de science et d'esprit, on peut s'assurer ailleurs qu'il l'était⁽¹⁾, il négligea d'en donner une preuve en cette circonstance, et ne trouva rien de mieux à débiter devant les Mores, qu'une historiette sur leur origine. Il leur apprit, à leur grand étonnement, que le sang des chrétiens coulait dans leurs veines ; car, disait-il, à la prise de Valence, les conquérants n'amenaient point de femmes ; ils n'en avaient en tout que sept ; les femmes chrétiennes dont ils s'emparèrent peuplèrent leurs harems, et d'elles sortit toute la population du royaume, population chrétienne par nature et droit divin, musulmane par apostasie. Toute répugnance de la part des Mores à suivre la religion de leurs mères, paraissait inconcevable au frère Antonio ; il déclara donc à son auditoire qu'il accordait seulement dix jours pour réfléchir ; que passé ce terme, sans délai, il quitterait le ton de la persuasion. En attendant, il faisait savoir qu'il était défendu aux musulmans, sous peine

(1) Fray Antonio de Guevara est auteur du *Livre d'or de Marc-Aurèle, ou l'Horloge des princes, du Réveil-Matin des courtisans, du Manuel des favoris*, et d'un recueil de lettres et sermons, intitulé : *Épîtres dorées et familières*. Ces trois ouvrages lui font plus d'honneur que sa conduite.

d'esclavage, de quitter leur domicile. La même publication eut lieu le lendemain dans tous les villages du royaume de Valence.

Au bout des dix jours les Mores n'avaient pas donné de réponse. Ils s'apprêtaient, non pas à recevoir le baptême, mais à s'enfuir. Tous vendaient à vil prix leurs effets mobiliers. Un ordre du 21 octobre para à cet inconvénient, qui était prévu, et toute vente fut interdite aux Mores.

Le 16 novembre, on promulgua l'édit royal, qui abolissait définitivement l'exercice du culte mahométan. Par cette ordonnance, l'empereur prescrivait aux seigneurs, sous leur responsabilité et sous peine de confiscation de leurs biens, de faire exécuter les mesures suivantes Désarmer les Mores, en ne leur laissant qu'un couteau sans pointe, inventorier les armes et les remettre aux commissaires ; la négligence à cet égard, entraînait une amende de dix mille florins, et le More qui en profiterait devait recevoir cent coups de fouet, sans préjudice de l'esclavage et de la confiscation ; fermer les mosquées trois jours après la publication de l'édit ; empêcher toute réunion publique ou secrète, soit pour la zalah (prière canonique), soit pour processions, pèlerinages, enterrements, prédications, conférences, célébration de la Pâque, circoncision d'un enfant, etc. ; empêcher également que les bestiaux menés à la boucherie fussent égorgés avec les cérémonies superstitieuses dont les musulmans accompagnent

cette opération ; faire porter aux Mores, sur leurs chapeaux, une demi-lune bleue de la grosseur d'une orange ; les forcer d'assister aux offices et aux sermons dans leur paroisse, de s'agenouiller et se découvrir lorsque passerait le saint-sacrement et lorsque sonnerait la cloche de l'église à l'heure de la prière ; enfin les obliger à chômer le dimanche. Chaque prescription était accompagnée de la déclaration d'une peine contre les Mores qui l'enfreindraient. Pour ceux qui travailleraient le dimanche, il n'y avait qu'une amende de cent sous, mais toutes les autres infractions, sans en excepter une, attiraient l'esclavage sur le coupable. Le surlendemain, en exécution d'un ordre que l'inquisiteur-général avait rendu à Tolède le 3 novembre, les inquisiteurs de Valence publièrent ce qu'on appelle l'édit de délation. Il enjoignait à chacun, sous peine d'excommunication réservée (et l'excommunication réservée conduisait au bûcher ceux qui l'encouraient), de dénoncer à leur tribunal les Mores mahométans ainsi que les seigneurs soupçonnés de tolérance. Puis vint une série de notifications et d'arrêtés ; l'on frappait les grands coups, chacun était appelé à y concourir.

Ce fut d'abord le docteur Ferra qui, le 25 novembre, lut à la cathédrale un bref du pape, portant excommunication majeure contre tout sujet espagnol qui n'obéirait pas aux ordres du roi. Il annonça l'ouverture de catéchismes, prévint les Mores qu'ils devaient suivre, ces catéchismes, sans discuter, et les

avertit charitablement que le 10 novembre, s'ils n'étaient pas baptisés, on les expulserait d'Espagne en confisquant leurs biens. Les catéchismes n'amènèrent presque aucun résultat. Le 10 décembre, l'alguasil de l'inquisition, sur l'ordre des commissaires ecclésiastiques et au nom de l'empereur et du pape, enjoignit aux Mores non baptisés de se préparer à quitter leurs maisons. Leur itinéraire était tracé, les délais étaient fixés avec une rigueur barbare ; mais qu'avaient besoin de délais des hommes auxquels on ne permettait de rien emporter ? Si on leur laissait quelques-jours, c'était pour payer leurs dettes. Il leur était donc prescrit de se rassembler le 31 décembre à Siete-Aguas, dernier village du royaume de Valence, de se diriger, de là, par Requena, Madrid et Valladolid, sur les ports de Laredo, Santander et la Corogne, d'être tous sortis de la Péninsule, au plus tard le 31 janvier de l'année 1526, toujours sous peine d'esclavage. Une fois entassés sur des navires, où les jetterait-on ? Quel asile avait-on ménagé à ces malheureux qui n'avaient plus que leurs bras pour vivre ?

On ne leur en disait rien. L'empereur ne dissimulait pas son espoir de les amener par la ruine à une componction salutaire. Quand ils auront épuisé en route toutes leurs ressources, pensait-il, sans doute ils demanderont le baptême ; au pis-aller, il est inévitable que des gens affamés donnent occasion, par quelque mouvement, à ce qu'on les massacre en

Castille⁽¹⁾. Deux jours après que l'alguazil de l'inquisition eut crié ce ban d'expulsion, les inquisiteurs de Valence, prévoyant qu'il y aurait des difficultés matérielles à le faire exécuter, dénoncèrent encore l'excommunication réservée et une amende de mille florins contre tout individu qui refuserait de prêter main-forte. La vice-reine et le conseil royal ordonnèrent d'obéir aux commissaires ecclésiastiques, auxquels ils déléguaient leur autorité relativement à cet objet ; les commissaires défendirent en même temps aux seigneurs, sous peine d'une amende de cinq mille ducats, de garder sur leurs terres un seul More, passé le 31 décembre. Le bailli général, qui avait tous les Mores sous sa juridiction, leur commanda de se rendre chez lui après le paiement de leurs dettes, pour y prendre des lettres de quittance et des passeports.

Tant de sévérité, ces mesures si bien prises, leurs protecteurs réduits au silence, tout frappa les Mores de stupeur. Ils ne se décidaient à rien : Cependant ils

(1) Gaspar Escolano, *Decadas*, t. 2, col. 1670. — Fray Jayme Bleda, s'exprime ainsi qu'il suit sur l'ensemble de cette opération monstrueuse. « Le principe de la conversion fut pervers, et sacrilège l'audace de ceux qui s'en mêlèrent pendant la guerre civile ; mais tout ce qui fut depuis exécuté, tant à l'égard des Mores baptisés que de ceux qui ne l'étaient pas encore, a été décidé avec une extrême et très chrétienne prudence, après mûre délibération, avec une sagesse parfaite. »

se persuadèrent qu'on ne voudrait pas les pousser à l'extrémité. Dans cette pensée, ils réclamèrent de la vice-reine l'autorisation d'envoyer une ambassade à l'empereur. Germaine de Foix, inquiète elle-même au moment où elle allait être forcée d'agir contre les intérêts de tous ses administrés, leur accorda cette permission avec bonté. Sous un sauf-conduit signé par elle le 19 décembre, douze syndics des aljamas se présentèrent devant Charles-Quint. A leur première demande, qui était de révoquer l'édit de la conversion, Charles répondit par le refus le plus péremptoire de les écouter. Les syndics offrirent alors d'acheter un simple répit de cinq ans, au prix de cinquante mille ducats ; l'empereur leur dit qu'il donnerait volontiers cette somme pour hâter leur départ. Ils se rabattirent à demander la faculté de s'embarquer à Alicante, mais cela aussi leur fut refusé, sous le prétexte qu'ils passeraient de là trop facilement en Afrique. Où donc voulait-on qu'ils allassent ? La nécessité d'embrasser le christianisme était bien démontrée aux syndics ; et supposant que toute leur nation s'y soumettrait comme eux, ils réclamèrent, en ce cas, leur maintien sous la juridiction exclusive du bailli général, dont ils avaient ordinairement à se louer. Charles-Quint leur répondit : Cela ne se peut ; ce serait vous traiter en Mores après votre conversion. Les scrupules de légalité, qui ne l'occupaient pas souvent, l'arrêtaient ici mal à propos ; ils ne l'arrêtèrent plus dès qu'ils le gênèrent ; nous

le verrons bientôt. Le même respect pour les droits d'autrui, lui fit rejeter le dernier article de la pétition des Mores ; il s'agissait de les exempter de la juridiction de l'inquisition pendant quarante ans. « ne suis pas libre, dit-il, voyez l'inquisiteur-général. » Tout ce qu'il accorda fut un délai de quinze jours, après lequel terme il n'admettait plus d'excuse.

En sortant du palais de l'empereur, les douze syndics allèrent trouver l'inquisiteur général, don Alonso Manrique. Ce prélat, quoique le caractère de ses fonctions l'obligeât à de grands ménagements, se laissait volontiers conduire par la droiture de son esprit et la bonté de son cœur. Non seulement il accueillit les prières des Mores pour ce qui le concernait, mais il se fit leur avocat, et obtint plus qu'ils n'avaient eux-mêmes osé demander à Charles-Quint. Les syndics lui avaient remis un mémoire détaillé, dont plusieurs points touchaient à l'administration temporelle. C'est à ce mémoire visé par lui qu'un des secrétaires de l'empereur répondit le 16 janvier, en les expédiant. Il leur fut promis que l'inquisition les traiterait comme les nouveaux chrétiens de Grenade, c'est-à-dire qu'elle ne les poursuivrait que dans le cas d'apostasie formelle et constatée ; que le légat du pape validerait les mariages incestueux déjà célébrés suivant la loi musulmane, et que l'on s'adresserait à lui pour statuer à l'avenir sur les dispenses dans les cas de degrés prohibés ; qu'on leur permettrait d'avoir

une place réservée dans les cimetières devant les mosquées, après la bénédiction de ces cimetières ; que l'on apprécierait leur conduite pour leur laisser ou leur refuser la liberté de sortir de leurs villages les dimanches et jours de fête ; que l'on distribuerait une partie des revenus des biens wacoufs⁽¹⁾ entre leurs alfaquis, mais en tenant compte du zèle de chacun à procurer la conversion sincère des musulmans, et que l'on tolérerait pendant dix années encore l'usage de la langue arabe et des coutumes moresques. En tout ceci, don Alonso Manrique avait eu à décider de lui-même ; ce qui suit était dû à son intercession. L'empereur déclarait qu'il révoquait l'ordre du désarmement, qu'il réglerait les impôts et les charges sur le pied d'égalité avec les vieux chrétiens, autant que le permettrait la lettre des chartes particulières ou la constitution des fiefs, et que les *universités* moresques des villes royales⁽²⁾ (on nommait ainsi l'association des membres d'une commune) continueraient à s'administrer séparément, sans contribuer aux dépenses municipales ; enfin il prorogea le terme jusqu'au 22 janvier.

Si le principe de la conversion avait pu être justifié, la modération tardive⁽³⁾ que montrait Charles-

(1) Biens qui appartiennent aux mosquées, ou sont grevés de redevances en faveur d'établissements religieux.

(2) Valence, Xativa, Alzira, Villareal et Castellon de la Plana.

(3) A la vérité, il accordait moins qu'il n'avait promis

Quint mériterait encore des louanges. Tout l'honneur en revient au cardinal Manrique. Les syndics repartirent pour Valence avec cette réponse. Soit que les Mores fussent sensibles à un adoucissement inespéré, soit qu'ils jugeassent la résistance impossible, la plus grande partie d'entre eux n'hésita pas à se soumettre. Au jour dit, les commissaires virent arriver une foule de néophytes qu'ils baptisèrent solennellement par une aspersion générale avec l'hysope⁽¹⁾. Mais bien des têtes, courbées dans une apparence de recueillement, se détournèrent pour éviter l'eau du baptême, et après la cérémonie l'on entendit plusieurs de ces nouveaux chrétiens s'écrier : Béni soit Mahomet ! Pas une goutte ne m'a souillé !

dans sa pragmatique du 13 septembre ; mais d'un côté les Mores l'avaient forcé de recourir aux mesures de coercition, ils ne pouvaient plus réclamer le bénéfice de ses promesses ; de l'autre, l'inquisition les traitait différemment des vieux chrétiens, ils ne devaient donc pas s'attendre à être mis avec eux sur un pied d'égalité.

(1) Frère Antonio de Guevara dit que pour sa part il avait donné le baptême à 27,000 *maisons* de Mores. (*Epistolas aureas y familiares* ; Madrid, 1618, p. 247.)

CHAPITRE XIII.

Révolte des Mores du royaume de Valence. — Baptême
des Mores d'Aragon et de Catalogne.

(1526.)

A quelques lieues de Valence, dans le bourg de Benalguacil, les choses se passèrent différemment. Des Tagarins⁽¹⁾ qui s'y trouvaient poussèrent les habitants à fermer leurs portes devant les commissaires ecclésiastiques, et dès que leur détermination fut connue, presque toute la population de quatre villages voisins⁽²⁾ se réfugia chez eux, de sorte que les Mores,

(1) On nommait *Tagarins* les Mores aragonais. Nous employons à dessein les expressions locales qui se rencontrent souvent dans les chroniques et les mémoires, où elles arrêtent les lecteurs. Un ouvrage de la nature du nôtre est spécialement chargé de les faire connaître.

(2) Villamarchante, Benisano, Betera et Paterna.

voyant leurs vieilles murailles bien garnies, commencèrent à braver les chrétiens. Le même exemple était donné sur un point du royaume bien éloigné de Benalguacil, dans la baronnie de Cortès⁽¹⁾. Là, don Luis de Pallas, seigneur de cette baronnie, avait été tué par ses vassaux, qu'il exhortait à recevoir de bonne grâce le baptême. Son corps avait été jeté aux pourceaux. Ces deux révoltes n'étaient pas concertées, comme on aurait pu le croire ; le mouvement partait des mêmes lieux d'où étaient sortis, dans les troubles précédents, les soldats les plus dévoués à la cause de la noblesse ; la fureur seule avait armé les Mores, mais leur appel fut entendu et répété. Au-delà du Xucar, de tous les points du marquisat de Denia, du duché de Gandia et des districts adjacents, il surgit des rebelles qui se rassemblèrent auprès de ce château de Polope, si propre à leur inspirer l'horreur du baptême. Ceux-ci, comme ceux de Cortès, occupaient un pays montueux, une vaste Sierra, que les torrents de l'hiver rendaient impraticable aux armées ; ils avaient du temps devant eux. Ceux de Benalguacil, enfermés dans une bicoque, au centre de la riche vallée du Guadalaviar, ne devaient compter que sur

(1) La baronnie de Cortès commence non loin de Requena, au confluent du Cabriel et du Jucar. Elle s'étend jusqu'à Bicorp, où nos troupes livrèrent un combat en 1808. La *Muela* de Cortès ou de Bicorp, chaîne de hautes montagnes, y est comprise toute entière.

leur courage et leur constance ; ils étaient exposés aux premiers coups. Ce fut, en effet, d'eux seuls que le gouverneur de Valence, don Hiéronymo Cabanells, lieutenant-général en l'absence du duc de Calabre, s'occupa dans le premier moment.

Il envoya d'abord une compagnie de gens d'armes à cheval dévaster les environs du bourg, enlever tout ce qui pouvait servir à l'approvisionnement des insurgés. On supposait que la famine amènerait promptement à composition des hommes entassés dans un espace étroit et que l'on croyait pris au dépourvu. On se trompait sur les deux points ; les Mores avaient amassé quelques vivres à la hâte, et ils étaient préparés à souffrir jusqu'à la dernière extrémité. Trompé dans son espérance, don Hiéronymo Cabanells recourut aux traditions de l'Espagne barbare, traditions négligées, mais non perdues dans, les campagnes d'Italie ; le 15 février, il fit crier, par les rues de Valence, une déclaration de guerre à feu et à sang. Il y avait des Mores à combattre, l'humanité disparaissait. Le peuple, que des appels de ce genre trouvaient toujours prêt, répondit à celui du gouverneur avec enthousiasme ; les chevaliers ne discutaient pas lorsque l'on déployait devant eux l'étendard de la ville, et leurs jurés l'avaient porté de la salle du conseil à la porte des Serranos ; ils se rallièrent autour de lui. Cinq mille hommes accompagnés d'une artillerie nombreuse, se mirent en marche. Si la provocation avait paru

légère en comparaison des menaces, les Mores se chargèrent de prouver qu'on n'avait pas exagéré leur importance ; ils soutinrent le siège jusqu'au 17 mars, sans canons, sans munitions, sans cavalerie, presque sans autres remparts que les cadavres des Espagnols, battus à chaque assaut. Quand ils eurent épuisé leurs vivres, don Hiéronymo Cabanells, et frère Antonio de Guevara, qui suivait l'armée, ne voulurent leur accorder que la vie sauve. Ils se rendirent à merci, le 18. On leur prit vingt-cinq otages, et le gouverneur fit son entrée le même jour. Les Tagarins furent adjugés aux soldats comme esclaves. Les habitants du bourg, en considération du duc de Segorbe, dont ils dépendaient pour le domaine utile⁽¹⁾, eurent la permission de racheter leurs biens et leur liberté au prix de douze mille ducats. Frère Antonio de Guevara leur administra le baptême en présence de l'armée, du moins à ceux qu'il trouva encore dans la place, car le plus grand nombre s'était enfui par une porte, tandis que les vainqueurs entraient par l'autre. Ces fuyards prirent la direction de Segorbe, et l'on ne put les atteindre. Le gouverneur, s'inquiétant peu de leurs projets, employa ses troupes à faire payer la contribution de 12,000 ducats ; il retourna ensuite à Valence, où il

(1) Pour la juridiction et le domaine immédiat (*mero imperio*), Benalguazil faisait partie de la seigneurie de Valence, c'est-à-dire du domaine royal.

licencia l'armée comme si tout était fini ou que l'insurrection de Cortès et du marquisat de Denia ne le regardât point.

En traversant Segorbe, les fuyards de Benalguacil entraînaient quelques-uns des vassaux du duc. Ils avaient à leur proximité la Sierra d'Espadan, l'un des rameaux les plus considérables de la grande chaîne qui sépare les royaumes d'Aragon et de Valence ; c'est là qu'ils s'allèrent jeter. La Sierra d'Espadan leur offrait beaucoup de ressources. Elle s'appuie à une chaîne très-élevée, dont le revers septentrional, celui qui appartient à l'Aragon, était peuplé de Mores ; ses passages étaient faciles à garder ; ses débouchés dans la vallée du Morviedro et celle du Mijarès, les deux fleuves qui la baignent et l'enserrent leur ouvraient des pays riches, parsemés de petites villes dont ils pouvaient piller les banlieues sans inconvénient, parce que la majorité des habitants de ces villes étaient de vieux chrétiens ; la grande route de Valence à Saragosse, qu'ils commandaient du haut de leur position, leur amenait chaque jour une nouvelle proie, et la Sierra, qui s'étendait jusqu'au bord de la mer, les mettait en communication avec les corsaires barbaresques, soit pour vendre leur butin et se procurer des armes, soit pour gagner l'Afrique, s'ils étaient trop vivement pressés. En y menant la vie de bandits, comme les monfis des Alpuxares, ils auraient défié longtemps leurs ennemis ; mais la quantité de gens

qui vinrent les y rejoindre, leur donna des idées plus hautes ; ils commirent la même faute qu'à Benalguacil. Plus de quatre mille hommes s'étaient réunis dans les gorges de ces montagnes ; ils crurent pouvoir s'y défendre contre toutes les armées de l'Espagne, et avec une intrépide confiance ; ils jetèrent le gant à l'empereur en nommant un roi.

Celui qu'ils élurent pour porter la couronne des Abder-Rhaman et des Yacoufs était un laboureur du village d'Algar, il se nommait Carbaïc. Son courage, ses talents militaires le rendaient digne de cet honneur périlleux, qu'il accepta sans hésitation ni modestie ; le jour de son élection, il changea son nom pour celui de Zélim, auquel il ajouta d'avance celui d'*Almanzor* (*le Victorieux*) ; et il l'eût peut-être justifié, si l'éducation avait développé sa capacité naturelle. En quelques jours il fortifia d'un bout à l'autre tout le massif d'Espadan, où il jugea qu'il serait forcé de se concentrer, il fit ouvrir des tranchées profondes sur chaque plateau, élever des murailles à la gorge de chaque ravin, amasser des blocs de rochers sur les cimes ; il multiplia les obstacles à l'infini ; il en hérissa toute cette âpre contrée, prenant ses avenues de loin pour se mouvoir à l'aise, augmentant les fortifications, à mesure que le cercle s'en resserrait, pour que la confiance des siens augmentât avec la fatigue de l'ennemi. L'ordre qu'il établit parmi cette réunion de fuyards était admirable ; des sentinelles, des corps de garde surveillaient le

pays environnant, défendaient les passages avancés ; derrière eux, postées en des endroits bien choisis et divisées en bataillons, les troupes habitaient des cabanes en bois que leur roi les avait priées de construire ; tout ce qui se prenait était mis en commun, tout était distribué régulièrement, et, dans ces solitudes, les Mores ne manquaient de rien. A le voir improviser ainsi une organisation dont il n'avait jamais connu de modèle, que les circonstances de temps et de lieu rendaient si difficiles, on suppose que Zélim-Almanzor était plus qu'un capitaine, que c'était un général et un homme à vues politiques ; on croit qu'il va jeter ses regards par-dessus la Sierra d'Espadan, demander des secours à l'étranger, appeler tous les Mores d'Espagne à l'indépendance, ou, tout au moins, fomenter l'insurrection dans le royaume de Valence, et d'abord se concerter avec les révoltés de Cortès et ceux de Polope : il n'en est rien. Cet homme est de la vieille race moresque, il s'en remet à Mahomet pour le soin de ses destinées, au temps pour amener des événements favorables, à son épée pour se défendre, à l'islam pour lui inspirer la constance dans la défaite et les tortures ; le monde finit pour lui au pied de sa montagne ; quand il aura fait son devoir, advienne que pourra. Ce contraste, qui se reproduit à chaque page de l'histoire des Mores, ne se montra jamais d'une manière plus frappante. Après avoir déployé une activité merveilleuse, Zélim se reposa dans l'insouciance

du fatalisme, sans même envoyer au dehors un seul émissaire pour faire connaître sa position, encourager les uns, exciter les autres ; il attendit.

La lenteur espagnole lui avait laissé le loisir de perfectionner tous ces ouvrages avec le peu de monde qui composait son armée et son peuple. On se consultait à Valence, pendant qu'il prenait possession du pays ; on cherchait des soldats dans cette puissante monarchie, qui remplissait l'Europe du bruit de ses triomphes ; on empruntait de l'argent à des particuliers au nom de cet empereur, pour qui les mines de l'Amérique commençaient à être fouillées. Le gouverneur s'adressa aux chevaliers, et il en obtint trois mille ducats, remboursables, après la victoire, sur le produit des biens confisqués. Avec cette somme, don Hiéronymo Cabanells leva trois mille fantassins, auxquels s'adjoignit la noblesse du royaume. Le duc de Segorbe en prit le commandement. Dans les derniers jours d'avril, un premier assaut fut livré aux Mores, du côté de l'ouest, par Val de Almonacid ; il coûta aux chrétiens ; soixante hommes et deux cents blessés. L'attaque avait été conduite mollement ; on se défiait du zèle du duc, qui opérait contre ses propres vassaux. Cette opinion, l'effroi que répandirent dans l'armée les pierres roulantes lancées du haut de pics inabordables, l'insignifiance des avantages que l'on avait payés si chèrement, dégoutèrent tout le monde. L'armée se dispersa ; le duc se retira chez lui ; les

nobles rentrèrent à Valence. Zélim-Almanzor répara ses brèches et déracina de nouveaux blocs de rochers pour les précipiter sur de nouveaux ennemis. Mais il n'en eut pas à combattre pendant plusieurs mois ; le conseil de guerre, qui se tint à Valence, décida qu'il fallait se borner à observer l'ennemi jusqu'à ce que l'empereur eût donné de nouveaux ordres ; et deux capitaines allèrent, dans ce but, s'établir avec cinq cents hommes à Onda, gros bourg de la vallée du Mijares. C'étaient don Pedro Zanoguera, seigneur d'Alcacer, et don Diego Ladron, frère de ce don Luis de Pallas, que ses vassaux avaient assassiné⁽¹⁾.

Pendant ce temps, l'insurrection de Cortès ne faisait aucun progrès, et l'on ne s'en occupait point. Celle du marquisat de Denia, que l'on abandonnait aussi à elle-même, s'amortissait insensiblement ; l'amour du foyer attirait chaque jour un des fugitifs vers sa maison ; et comme les seigneurs se gardaient bien de repousser, par une rigueur intempestive, leurs vassaux qui cherchaient à se rapatrier, aucun ne retournait à la Sierra ; bientôt il ne resta guère dans le canton insurgé qu'environ deux mille personnes, baptisées ou musulmanes ; quinze fustes de corsaires

(1) Les changements de nom sont communs dans les familles espagnoles. Don Luis de Pallas joignait à son nom patronymique ceux de Ladron et de Vilanova. Ses frères ne prenaient, que celui de Ladron.

ayant paru en vue de la côte de Denis, ces deux mille personnes coururent au rivage, s'embarquèrent, et l'on n'entendit plus parler d'elles.

En prenant de bonnes mesures pour la circonscire, il était probable que l'on aurait fait évanouir de la même manière l'insurrection d'Espadan, car malgré l'ordre que Zelim Almanzor avait introduit dans son royaume, ainsi qu'il le nommait, ses sujets, pour parler toujours son langage, n'auraient pas résisté aux inconvénients multiples de leur position, et surtout à la tentation de mettre aussi en sûreté leurs vies et leur immense butin ; d'aller finir leurs jours dans l'abondance au sein des États musulmans : un événement de peu d'importance en lui-même, mais que des circonstances accessoires rendirent très-sensible aux chrétiens, fit sortir les deux parties de leur inaction. Zanaguera et Ladron n'observaient pas la Sierra d'assez près pour empêcher les Mores de descendre dans la vallée du Mijares. Dans une de ses excursions, Zelim tomba sur le village maritime de Chilchès, pillas ses habitants, détruisa l'église et emporta le saint-sacrement, qui s'y trouvait exposé. Quand la nouvelle de ce crime parvint à Valence, elle y répandit une indicible consternation. L'hostie sainte aux mains des Mores ! Tous les prêtres, tous les moines voulurent s'armer ; et ils l'auraient fait, malgré les remontrances de théologiens éclairés, si la noblesse ne s'était chargée solennellement de recouvrer le précieux corps du

Sauveur. L'archevêque fit cesser dans toutes les églises du royaume le sacrifice de la messe, en déclarant que les signes de deuil disparaîtraient seulement lorsque la captivité de Notre-Seigneur serait finie et vengée. Les prêtres consentirent à se borner aux prières, comme Moïse, quand ils virent l'étendard de la ville se déployer à côté de celui de la croisade. Ces deux bannières, après avoir flotté quelques heures devant les fenêtres de l'ayuntamiento, furent conduites avec une pompe lugubre à la porte des Serranos ; puis on les éleva sur la tour de cette porte, cérémonie usitée dans les grandes occasions, lorsque l'on voulait convoquer les habitants de toute la banlieue. Les tribunaux se fermèrent ; le grand justicier réclama l'honneur d'être porte-enseigne ; un des jurés de l'ordre des chevaliers fut nommé capitaine-général de la milice ; des ricos hombres demandèrent le commandement d'une compagnie ; d'autres accoururent en volontaires. Le pillage de Chilches avait eu lieu l'un des derniers jours de mai ; au commencement de juillet, trois mille volontaires campaient autour de la Sierra d'Espadan. Par ordre de l'empereur, le duc de Ségorbe alla se mettre à leur tête, avec le titre de généralissime. C'était un peu emphatique ; mais l'orgueil espagnol exige l'emploi de termes exagérés ; il se paie de grands mots.

Le 11 juillet, Ladron et Zanoguera, renforcés de quelques troupes, attaquèrent les abords de la Sierra.

Trois cents Mores les reçurent vivement à l'entrée d'Artesa, village qui est assis sur un gradin peu escarpé. Cette position fut emportée avec peine. Derrière elle se trouve un ravin profond, creusé par le torrent de Béchi ; l'autre bord du ravin est occupé par le village de Talès, en face duquel se dresse le premier rempart de la Sierra d'Espadan. Les Mores disputèrent avec ténacité chaque pouce de terrain jusqu'à Talès ; et les Espagnols, quoiqu'ils fussent deux contre un, reculèrent plus d'une fois. Dans ce combat d'avant-garde, on put juger de ce que seraient les grandes affaires. Les capitaines d'Onda se maintinrent seuls à Talès pendant huit jours, sans jouir d'un instant de repos. Le 19 juillet, l'armée arriva. Elle s'était beaucoup augmentée en route. Les bourgeois des petites villes et les chevaliers s'empressaient de toutes parts pour la rejoindre. Le duc de Segorbe, jaloux de prouver que l'on avait eu tort de soupçonner son désintéressement (ou ne pouvait mettre en doute son courage), ne voulut pas perdre un moment pour y livrer l'assaut ; il en fixa le jour au lendemain.

Son infanterie se montait à six mille hommes ; sa cavalerie était formée de presque toute la noblesse valencienne. Il allait combattre les mêmes soldats qui, cinq ans auparavant, se rangeaient à ses côtés ; il leur opposait les gentilshommes, leurs vieux compagnons d'armes, et les germanos, à qui lui-même avait fait une guerre acharnée. Le duc doutait de la

bonté de sa cause ; il devinait que de part et d'autre les souvenirs envenimeraient la lutte, et ; malgré ses semblants d'impatience, il donna le signal à contrecœur. L'attaque se fit sur un front étendu. Ce n'était encore que le premier boulevard ; le moins élevé ; le moins formidable ; mais les Mores le défendirent comme ils auraient pu défendre leur citadelle ils le perdirent et le reprirent sept fois. A la fin, ils cédèrent à la supériorité des armes, après avoir profité de la position de manière à effrayer les vainqueurs ; et ils se retirèrent pas à pas jusque derrière leurs seconds retranchements. Le duc de Ségorbe gagna une lieue de terrain ; il s'établit entre Ahin et Véol, appuyé sur la gauche au château de Zuer : Quelques blessés, quelques mourants, les seuls prisonniers que l'on put faire, subirent l'esclavage ; le butin fut évalué 30,000 ducats.

Zelim Almanzor ne s'était pas trompé dans ses combinaisons ; le courage des Mores, leur confiance, augmentèrent au lieu de se laisser abattre par cette défaite. Une seconde victoire des Espagnols ne les ébranla point. Le duc ; qui se flattait de les étonner en frappant coup sur coup, leur enleva, dans un assaut général, six postes de leur seconde ligne, quelques jours après l'affaire de Talès. Il les paya si cher, qu'il voulut changer son système de guerre, et il se réduisit à un blocus, quand il vit que Zelim montrait tant de détermination, qu'il en imposait tant à ses Mores. Le parti auquel s'arrêtait le duc de Segorbe était le plus

sage ; mais il lui fut impossible de le suivre exactement ; les combats se renouvelaient malgré lui. S'il sonnait la retraite, on murmurait, on disait qu'il voulait épargner ses vassaux. Les Espagnols, poussés par le zèle religieux, se faisaient écraser sous les rochers, sans que le carnage ralentît l'ardeur de ceux qui échappaient. Le légat du pape avait accordé l'indulgence de la croisade, avec une absolution générale. Le duc lui-même avait été forcé de déclarer la guerre à feu et à sang. On voyait des capitaines blessés refuser de céder leur commandement pour un seul jour. Don Diego Ladron, qui perdit un œil au second assaut, ne quitta pas un seul instant son poste à l'avant-garde. Les volontaires arrivaient à la file, pendant que des levées de troupes se faisaient en Castille et en Aragon. Les villes du royaume de Valence envoyèrent leurs contingents ; c'était à qui rejoindrait le plus vite l'armée. L'argent manquait ; les corporations et les particuliers prêtèrent 14,000 florins. Une poignée de Mores, cantonnés dans un espace de trois lieues carrées, avait l'honneur de remuer toute l'Espagne.

Les escarmouches continuèrent pendant deux mois entiers ; chaque jour en voyait une : don Diego Ladron s'y distingua particulièrement ; mais quelquefois il eut du pire. Si les Mores perdaient un poste, ils en reprenaient un autre, et jamais les Espagnols ne purent les déloger tout à fait de leur seconde enceinte. Le château de Zuera faillit même être enlevé. Tout ce

que le duc de Segorbe gagnait à ce jeu, c'était d'affaiblir ses ennemis, qui ne se recrutaient pas, tandis que lui comblait les vides de ses rangs. Il resta ainsi dans sa position jusqu'au 17 septembre. Ce jour-là trois mille Allemands, conduits par le célèbre colonel Rocandolf, arrivèrent au camp des Espagnols ; et le lendemain ils allèrent attaquer à revers la Sierra d'Espadan, dont ils occupèrent aisément le premier mamelon du côté de Segorbe. Zelim ne les attendait point de ce côté ; il leur abandonna le *Mont-des-Chrétiens*, après une courte résistance.

Rocandolf apportait au généralissime l'ordre d'en finir par un coup de vigueur ; on se prépara donc à donner l'assaut. Les Allemands se chargèrent de pénétrer de front dans la Sierra, en partant du poste qu'ils avaient enlevé. Le duc et le gouverneur Cabanells prirent avec eux cinq cents hommes du régiment de Rocandolf avec deux mille cinq cents Valenciens ; ils devaient attaquer par Ahin du côté de l'est. Le vice-chancelier Figuerola et le colonel Hiéronymo Perez de Arnal, avec quinze cents Valenciens et cinq cents étrangers, Castellans ou Aragonais, se placèrent à Almedijar, donnant la main aux Allemands. Ladron, Zanoguera dirigeaient les éclaireurs. Cela faisait un total de plus de huit mille hommes, sans compter la cavalerie ; les Mores, dont le nombre avait dû être bien diminué, se montaient peut-être à trois mille. Le 19 septembre, à l'aube du jour, les trois colonnes espagnoles

s'ébranlèrent, sur le signal que donna le duc ; les éclaireurs les précédaient. Cette fois, la valeur, les talents de leur chef, la multitude de leurs ouvrages ne pouvaient sauver les Mores.

Les pierres roulantes, qui ouvraient une brèche dans les bataillons, laissaient arriver au sommet de la montagne assez d'ennemis, et d'ennemis bien armés, pour que la partie restât inégale ; elle l'était encore après le passage des tranchées, elle le fut jusqu'au bout. L'ardeur était la même des deux cotés ; les chrétiens ne faisaient point de quartier, les Mores n'en demandaient point. Poussés de plateau en plateau, ceux-ci reculèrent jusqu'à leur citadelle, où ils se trouvèrent concentrés, car les trois colonnes arrivaient en même temps du midi, de l'est et de l'ouest. Ce fut alors une horrible scène de carnage. Zelim Almanzor périt les armes à la main ; deux mille Mores restèrent sur la place ; quelques autres se rendirent et obtinrent grâce de la vie, en excitant la cupidité des soldats : une petite troupe se fit jour ; elle alla se joindre aux insurgés de Cortès. Les pertes des chrétiens étaient considérables en tués et en blessés ; mais la vue du butin sécha les larmes : on le vendit pour 200,000 ducats. Un Allemand s'était emparé du saint-sacrement : peu touché du deuil des églises, il le cacha et l'emporta ; de façon que les chevaliers ne purent dégager leur parole. Cependant, l'archevêque leva l'interdit. A son retour à Valence, l'armée fit une entrée triomphale ;

elle aurait conquis Jérusalem, que les acclamations n'eussent pas été plus vives.

Le massacre d'Espadan servit d'avertissement aux révoltés de Cortès. L'infatigable don Diego Ladron n'eut qu'à se présenter devant le château de son frère pour en finir avec ce dernier reste de l'insurrection. Humain autant que brave, il usa de clémence là où la rigueur eût été excusable, surtout de sa part. Les Mores s'étaient rendus à merci ; tous avaient trempé dans l'assassinat de don Luis de Pallas : don Diego fit exécuter seulement les trois plus coupables ; il reçut les autres à composition pour 3000 ducats, payables en douze ans aux enfants de don Luis et aux héritiers de cinquante chrétiens massacrés en même temps que leur seigneur. On ne pouvait se montrer plus modéré. Naturellement l'amnistie était au prix du baptême. Avant de partir, don Diego Ladron ferma lui-même toutes les mosquées de la baronnie, et le dernier musulman du royaume de Valence renia Mahomet en sa présence.

Dans le même temps, les Mores aragonais et catalans étaient acquis au christianisme par les mêmes procédés, menaces d'expulsion, restrictions perfides, violence à peine déguisée. L'empereur leur permettait de quitter l'Espagne ; mais il leur ôtait le moyen de vivre ailleurs un instant ils eurent la pensée de se défendre, et ils se fortifièrent ; après la défaite des Valenciens, un tel projet ne pouvait pas avoir de suites.

En vain le comte de Ribagorza, protégé par son rang (il était issu du sang royal), osa-t-il se rendre auprès de Charles-Quint l'organe des seigneurs aragonais ; en vain représenta-t-il combien les Mores étaient utiles, indispensables et non dangereux ; combien il importait de ne les pas vexer : l'empereur fut inflexible. On dit qu'un gentilhomme fut tellement irrité de la réponse de l'empereur, qu'il engagea ses vassaux à se faire baptiser pour la forme, et à vivre tranquillement dans la religion musulmane sous sa protection. Ce propos invraisemblable n'aurait pu venir à la connaissance des historiens qu'avec la punition de son auteur ; mais si personne n'eût voulu le tenir tout haut, plus d'un seigneur pensait comme ce gentilhomme, et les Mores le savaient. Ils se soumirent. L'année 1526 vit donc disparaître dans toutes les parties de l'Espagne les signes extérieurs de l'islamisme ; l'inquisition eut pour justiciables tous les sujets de la monarchie. Que de sang avait coulé, que de taches avaient souillé princes, ministres, prélats, pour obtenir cet unique résultat, asservir les corps sans gagner les âmes ! La croix s'élevait sur le croissant ; mais ce n'était pas l'Évangile qui triomphait.

Depuis leur conversion, les Mores ne furent plus désignés sous ce nom, qui en Espagne était synonyme de musulman ; dans les chartes et les actes législatifs, on les nomma toujours *chrétiens nouveaux* ou *Morisques*. Chrétiens nouveaux, l'Église les tenait pour

pour suspects d'hérésie ; Morisques, le peuple voyait en eux des ennemis. Le baptême n'avait effacé de leur front ni le signe de la religion, ni le signe de la race ; on eût même pu croire qu'il y avait imprimé un stigmat de plus. Une autre persécution va s'ouvrir ; la guerre à Mahomet est finie, la guerre aux coutumes commence ; et à l'intolérance des passions religieuses se joindra l'intolérance, plus grande encore, de la civilisation européenne.

CHAPITRE XIV.

Essais de réforme à Grenade.

(1526.)

Dans le temps que le duc de Ségorbe bataillait contre les rebelles d'Espadan, Charles-Quint s'était rendu à Grenade pour contenir les Morisques de ce royaume. Il y fut reçu le 5 juin 1526 avec une pompe magnifique ; l'impératrice l'accompagnait. Les plus élégants cavaliers et les plus jolies femmes de l'Albaycin, faisant trêve à leurs ressentiments, exécutèrent en présence des souverains leurs danses nationales, les zambras langoureuses, les vives léylas, qui animaient autrefois les bosquets du Ginalariph⁽¹⁾. Ces danses,

(1) Le mot *zambra* désigne un orchestre, une danse ou une fête, et ces trois choses ensemble. La zambra se dansait lentement, avec des poses entre chaque distique de la chan-

« dangereuses autant que belles, » accompagnées de chansons où les noms des héros grenadins retentissaient à chaque vers, divertirent un peu la mélancolie de l'impératrice, mais éveillèrent ses scrupules : elles lui laissèrent une mauvaise impression ; et les émotions sévères qu'au Sortir de la salle du ballet elle alla chercher sous le cloître de Saint-Jérôme, tandis que l'empereur montait à l'Alhambra, redoublèrent son antipathie pour les usages d'une nation voluptueuse. Charles-Quint, de son côté, ne put voir le palais des Alhamar sans deviner l'amertume des regrets que ce témoin de leur grandeur passée inspirait chaque jour aux Morisques. Quand il eut tout visité, il s'écria : « Malheureux celui qui a perdu ceci ! » Et frère Antonio de Guevara lui, ayant rapporté l'histoire du dernier roi de Grenade, le mot barbare de sa mère, la réponse du Zogoybi : « Si je l'avais entendu, je serais retourné à l'Alhambra pour y mourir, » il ajouta : « Comment ne l'a-t-il pas fait ? » C'était dire assez qu'il ne s'étonnerait pas de trouver l'esprit de révolte au fond des cœurs. Pour l'en arracher, il fallait forcer les Morisques à oublier leur origine. Dans, ce but, un prince tel que notre. Louis XII les, et comblés de

son, qui faisait son accompagnement obligé. Les paroles de la chanson étaient ou amoureuses ou guerrières, le plus souvent chantées par des femmes. Le tout faisait une espèce de représentation dramatique, un véritable ballet. Les *léylas* étaient plus courtes et plus vives.

bienfaits ; l'empereur pensa qu'il lui suffirait de faire acte de pouvoir.

Dès son arrivée, il avait reçu des plaintes de tous les côtés. Les vieux chrétiens lui représentaient que les brigandages des Monfis augmentaient d'une manière effrayante ; que les corsaires barbaresques ravaageaient toujours les côtes de l'Andalousie, quoiqu'ils ne fussent plus appuyés ouvertement par les Français ; que les Morisques abusaient des licences d'armes pour transformer leurs maisons en arsenaux, où les Monfis puisaient avec impudence. Les mêmes plaintes lui étaient déjà parvenues auparavant ; il avait, en 1523 et 1525, délivré des lettres de marques, remis aux armateurs son droit sur les prises, et renouvelé la défense faite aux chrétiens nouveaux de porter l'épée. Les désordres n'avaient pas été atteints dans leurs causes par ces ordonnances insignifiantes ; l'empereur n'y pourvut pas mieux cette fois par l'ordonnance rendue le 13 janvier, déclarant que les ports d'armes n'auraient de valeur que dans les lieux peuplés, et confèreraient simplement à chaque individu le droit de garder chez lui, pour s'en servir à la ville, une seule épée et un poignard ; pour la campagne, une lance, mais pas d'armes à feu. Il était évident qu'une telle prescription serait violée souvent ; que le Morisque auquel on accordait une licence, en achetant une épée neuve, n'aurait pas toujours le soin de briser la vieille : c'était donner de la besogne aux gens de loi, et ceux-ci n'en

demandaient pas davantage, ils vivaient d'amendes. Cependant, il se préparait une mesure bien plus grave, que les Morisques avaient provoquée par leur imprudence. Un chrétien nouveau, au service de l'auditeur Polarco, se fiant sur le crédit et la protection de son maître, dressa un Mémoire des griefs que les Morisques imputaient aux agents de la justice ecclésiastique et séculière : cet homme le fit signer par des personnages considérables de sa nation, entre autres par trois veintiquatros de Grenade, don Fernando Benegas, don Miguel d'Aragon et Diego Lopes Benaxarà, qui le remirent à l'empereur. Charles-Quint saisit avidement l'occasion ; il renvoya les trois veintiquatros devant le conseil royal, où leur rôle changea de nature ; d'accusateurs ils devinrent accusés. Le licencié Pardo, abbé de Saint-Salvador, avait pris en main la défense des ecclésiastiques. Il reprochait nettement aux Morisques le crime d'apostasie, ce qui, suivant lui, justifiait tous les abus commis à leur préjudice par les curés et les gens de loi. Le conseil accueillit également bien les deux dénonciations ; il décida que des visiteurs se rendraient dans tous les lieux du royaume pour vérifier l'état des choses ; mais cette apparence d'impartialité couvrait une résolution bien arrêtée. Les cinq personnes auxquelles la visite fut commise, étaient toutes intéressées dans la question ; c'était d'elles-mêmes que les Morisques se plaignaient. Leur chef, don Gaspar d'Avalos, gouvernait l'évêché de Guadix :

trois autres, le docteur Quintana, le licencié Utiel et le docteur Pero Lopez appartenaient au chapitre de la cathédrale de Grenade ; le cinquième visiteur, frère Antonio de Guevara, le seul qui fut étranger au clergé grenadin, avait épousé toutes ses passions : plus tard, étant évêque de Guadix, on le vit pousser l'intolérance jusqu'à faire raser les femmes et les obliger à racler leurs ongles pour en faire disparaître les traces du henné, cosmétique inoffensif dont il abhorrait l'usage, en raison de ce que les Arabes l'avaient introduit. A ces hommes il n'était pas besoin de recommander une grande sévérité dans l'examen des mœurs, et de la religion des Morisques ; on leur donna, pour la forme, l'ordre d'inspecter aussi la conduite des curés et des gens de loi, seul point dont leur rapport ne parla pas. Frère Antonio de Guevara en dit pourtant un mot ; il reprocha aux uns et aux autres trop d'indulgence⁽¹⁾.

Quant à l'indulgence des alguazils et des juges, il pouvait en être quelque chose ; mais on sait à quel prix les Morisques la payaient. Les visiteurs furent obligés de reconnaître que si les règlements de police étaient souvent éludés, la morale n'y perdait rien. On remarquait chez les chrétiens nouveaux ce que l'on n'aurait pas peut-être trouvé aussi facilement chez les, vieux chrétiens, d'excellentes mœurs, une parfaite bonne foi dans leurs relations d'affaires avec toutes

(1) *Epistolas*, p. 247.

sortes de gens, beaucoup de charité envers les pauvres, l'amour du travail ; mais tout cela était mis sur le compte de l'hypocrisie. Pour la religion, il est certain qu'ils donnaient prise à la malveillance. « Ils n'avaient aucune dévotion ; pas de respect pour les dimanches, les fêtes et les sacrements ; s'ils n'étaient pas musulmans déclarés, ils étaient hérétiques occultes ; la foi manquait en eux, et le baptême y était de trop. Depuis vingt-sept ans, l'Église les avait reçus dans son sein, et l'on n'en trouva pas vingt-sept qui : fussent véritablement chrétiens, pas même sept⁽¹⁾. » En effet, divers indices les firent plus que soupçonner de se livrer en secret aux pratiques de l'islamisme. Les vieux chrétiens du pays prétendirent qu'à certaines époques on ne voyait jamais de fumée s'élever au-dessus de leurs villages avant le coucher du soleil, et, vérification faite, ces époques se rapportaient, dans le calendrier musulman, à celles du Ramadan ou des autres jeûnes canoniques prescrits par Mahomet. Ils s'enseignaient entre eux les préceptes de la religion mahométane ; les vendredis ils s'enfermaient, sans doute pour faire la zalah ; les dimanches, sans doute pour travailler ; ils témoignaient une horreur invincible pour le vin et la chair de porc, pratiquaient la circoncision sur

(1) Voyez Marmol, t. I, p. 228. — Voyez encore *Vida de don Juan de Austria*, por don Lorenzo Vanderhamen y Leon aura de Niguelles ; Madrid, 1628, p. 54.

leurs enfans, lavaient soigneusement les places que les saintes huiles du baptême avaient touchées, et célébraient leurs mariages à la mode moresque, après avoir subi la bénédiction du curé. L'innocence dont ils se paraient dans leur confession leur fut aussi imputée à délit. Dans toutes les villes, Ximenez avait fait établir des conférences pour les nouveaux chrétiens, auxquels il était enjoint d'y assister, ainsi que d'entendre la messe tous les dimanches. L'observation de ce règlement était obligatoire, sous peine d'amende ; et les curés devaient, avant d'offrir le sacrifice, faire l'appel de leurs paroissiens : ils devaient encore exiger que les Morisques, lorsqu'ils se présentaient pour se marier, fussent vêtus à l'espagnole, et prouvassent qu'ils savaient au moins réciter leurs prières. Or, rien de cela ne s'exécutait avec exactitude. D'une part, les Morisques cherchaient à s'y soustraire, soit en corrompant les curés à prix d'argent, soit en prétendant qu'ils étaient incapables d'apprendre la langue castillane ; de l'autre, les curés connivaient aux désordres, parce qu'ils en tiraient profit en les punissant après coup, ou bien en vendant la tolérance, et parce qu'ils regardaient leurs cures comme des bénéfices, au lieu de se considérer comme ayant charge d'âmes⁽¹⁾. Ils participaient à ces passions tyranniques et paresseuses particulières aux Espagnols,

(1) Les mêmes, *loco citato*.

qui procèdent volontiers par voie d'autorité, ne cherchant jamais à convaincre ; ils n'avaient pas instruit les Morisques, et préféraient les soumettre à leur joug. En admettant pour vrais dans toutes leurs parties les faits et les inductions qui figurèrent dans le rapport des visiteurs, on devait en conclure deux choses : d'abord, que les curés étaient plus coupables que leurs ouailles, et il fallait alors commencer par la réforme du clergé ; mais c'eût été avouer un tort, et la politique ne le permit pas, quoique la religion l'exigeât ; on pouvait ensuite s'attendre à ce que des conversions forcées n'eussent pas amené en si peu d'années la sincérité dans la pratique des devoirs, et demander au temps, à la vigilance, mais à la vigilance indulgente, à un enseignement bien et patiemment dirigé, à l'édification de l'exemple surtout, l'instruction de cette nation ignorante. C'était l'opinion du grand-inquisiteur, don Alonso Manrique ; il l'avait prouvé, en faisant confirmer deux années auparavant, par le conseil de la congrégation suprême, l'ordonnance royale qui portait défense de poursuivre les Morisques, hors le cas d'apostasie formelle et constatée : malheureusement, nous l'avons déjà dit, le prélat éclairé ne pouvait toujours suivre ses inspirations ; il était souvent contraint de se donner à lui-même un démenti pour jouer le rôle que son poste lui imposait⁽¹⁾. En cette occasion, le

(1) La même contradiction entre les opinions de l'homme privé, et celles de l'inquisiteur-général s'était déjà

tolérant archevêque de Séville disparut, et le grand inquisiteur ; se montra seul. Don Alonso Manrique, fut choisi pour présider la junte, à laquelle l'empereur ordonna de lui soumettre un Mémoire sur la réforme des Morisques de Grenade.

La junte se composait de, treize membres, ecclésiastiques et laïques. L'archevêque élu de Grenade, les évêques de Guadix et d'Almeria, ses suffragants, et l'administrateur dut diocèse de Malaga y représentaient le clergé du royaume ; l'évêque d'Osma y siégeait comme confesseur, et Francisco de los Cobos comme secrétaire, de l'empereur ; l'archevêque de Santiago, président du conseil royal de Castille, y prit place en cette qualité avec trois auditeurs du même conseil. L'inquisiteur-général était assisté d'un conseiller de la congrégation suprême. Don Garcia de Padilla, grand-commandeur de Calatrava, faisait aussi partie de la junte, je ne sais à quel titre⁽¹⁾. Ni le

manifestée une autre fois. Le cardinal Ximenez, auquel on attribue avec assez de fondement une critique très juste des abus de l'inquisition, soutint de son crédit et de son argent le plus monstrueux de ces abus, le secret de la procédure. Il fut cause que don Fernando et Charles-Quint repoussèrent à cet égard la demande et les efforts des nouveaux chrétiens. Don Alonso Manrique avait aussi appuyé, auprès de Charles-Quint, la juste demande des nouveaux chrétiens, mais il n'osa pas le soutenir lorsqu'il devint inquisiteur-général.

(1) L'inquisition, officiellement représentée dans cette

capitaine-général ; ni le président de la chancellerie, ni aucun membre de la municipalité de Grenade n'y furent appelés ; les Morisques, dont au moins le procureur devait être entendu lorsqu'il s'agissait de toucher à leurs privilèges, n'eurent pas une voix dans cette assemblée. Ainsi, ce n'était pas un conseil d'État, pas même une cour de justice que l'empereur instituait ; il aurait pu se dispenser de cet appareil, et, comme à Valence, comme en Aragon, mettre en avant son pouvoir absolu. Les fueros, les serments⁽¹⁾ étaient pour lui les colonnes d'Hercule, qui ne l'arrêtaient point ; n'avait-il pas pris pour devise : *Plus ultrà* ?

Le parti de traiter les Morisques en coupables était si bien pris d'avance, que l'on n'attendit pas même la réunion de la junte pour exécuter la plus grave mesure qu'elle pût recommander. Sur l'invitation de l'empereur, don Alonso Manrique donna l'ordre au Saint-Office de Jaen de se transporter à Grenade ; et le 5 novembre, deux inquisiteurs s'installèrent dans un palais de la rue d'Elvira. Ils amenaient avec eux

Junte par deux membres, y en envoya cinq en réalité : l'évêque de Guadix, celui d'Osma, l'archevêque de Santiago, appartenant au Saint-Office, comme l'archevêque de Séville et le licencié Valdès.

(1) En entrant à Grenade, le 5 juin, il avait commencé par jurer, à la cathédrale, de maintenir intacts les privilèges du royaume ; et ceux des Morisques en faisaient partie tout comme ceux des vieux chrétiens.

un procureur fiscal, deux secrétaires du secret, un receveur des amendes et cinquante familiers. Il ne manqua pas de concurrents de haute naissance pour la place d'alguazil du tribunal. Pendant que ces redoutables magistrats disposaient leur arsenal et leurs prisons, la junta délibérait dans la chapelle royale, auprès des tombeaux des rois catholiques. Elle se fit remettre les relations des cinq visiteurs ecclésiastiques, le traité de capitulation de Grenade, le traité qu'avait rédigé le cardinal Ximenez après la pacification de l'Albaycin, et les diverses chartes de privilèges qui avaient été ou accordées aux Morisques ou confirmées depuis cet événement ; mais elle ne tint compte que des rapports des visiteurs et des autres dénonciations qui lui furent présentées. En dix séances, elle eut examiné et réglé une affaire où tout était en jeu, la bonne foi, la justice, la sécurité du royaume, le bien-être d'un demi-million d'âmes, la richesse de l'État. Trois de ces dix séances furent consacrées à voter. La junta déclara que d'un commun accord, en esprit de charité, pour le bien-être des nouveaux convertis, elle jugeait nécessaire de leur interdire tout ce qui pouvait leur rappeler et la religion qu'ils avaient professée, et la nation de laquelle ils provenaient. Des griefs dont ils se plaignaient, il n'en fut pas même question. Charles-Quint approuva les articles que la junta lui apporta tout libellés ; le 7 décembre, il les convertit en loi. Les Morisques apprirent, par la publication d'une

pragmatique royale, qu'ils devaient perdre le souvenir de leurs noms de famille, oublier leur langue, posséder l'idiome des Castillans, déchirer leurs habits pour les refaire sur le modèle des vêtements espagnols, et découvrir à tous les regards les visages de leurs femmes ; solliciter du corrégidor la permission de porter une épée, quand tant de fois déjà ils l'avaient payée ; s'adresser à un chrétien de race pour obtenir la viande qu'ils mangeaient, à une chrétienne de race pour aider leurs femmes dans l'accouchement, et ne jamais perdre de vue les tours du palais inquisitorial, d'où ils seraient désormais surveillés. On leur accordait une amnistie pour le passé ; à l'avenir, ils ne devaient plus espérer de grâce, s'ils retombaient dans leurs superstitions⁽¹⁾. La dernière ligne de ce traité, qui avait ouvert les portes de Grenade, était donc effacée sans que l'on offrît aux Morisques le moindre dédommagement. On leur disait : « C'est pour votre bien ! » A ce mot, toutes les consciences espagnoles se tranquillisaient, si aucune d'elles avait été troublée.

Certes il fallait des raisons suprêmes, la considération du salut de l'État, du salut des âmes, pour violer ainsi traités, chartes et privilèges, pour dire à tout un peuple : Tu ne parleras plus ta langue, tu ne

(1) Nous ne donnons pas le texte de cette pragmatique, qui se trouve reproduite en entier dans celle du 17 novembre 1566.

sauras plus comment se nomment tes pères, tu renonceras à tes usages, tu vivras en suspicion sous l'œil d'un voisin, d'un ennemi que nous constituons ton surveillant, auquel tu recourras dans les nécessités les plus pressantes de la vie ; nous ne voulons plus que tu puisses prétendre à former une nation à part, mais nous ne voulons pas que tu puisses te croire de notre race.

Il fallait que l'empereur crût remplir un devoir précis pour bouleverser ainsi la condition des Morisques, les faire passer d'un jour à l'autre du régime de la tolérance à celui de la rigueur. Droit, respect de sa parole, difficulté d'exécution, l'idée de toutes les désobéissances qu'il aurait à punir, rien ne l'avait arrêté ; devant quoi pouvait-il fléchir ? devant des sacs d'or. On a peine à se le persuader, mais on ne peut le révoquer en doute. L'empereur n'eut pas plutôt signé la pragmatique du 7 décembre, qu'il en suspendit l'effet, « pour tout le temps que durerait son bon plaisir, » sauf en ce qui touchait l'inquisition, et cela au prix de 80,000 ducats d'or (1,000,000 de francs). Il en coûta juste le double de cette somme aux Morisques, car les conseillers de Charles-Quint s'étaient aussi, fait payer de 80,000 ducats la complaisance de leurs recommandations. Deux millions ! Ceci donne la juste mesure du zèle religieux sous lequel se cachaient les mauvaises passions des Espagnols. Et quelles immenses ressources offrait à l'État

l'industrielle population des Morisques si l'on avait su la traiter avec équité⁽¹⁾ !

Le 10 décembre, Charles-Quint quitta Grenade, laissant aux nouveaux sujets de l'inquisition, en échange de leurs dons, la promesse de les faire exempter de la peine de confiscation, si jamais ils l'encouraient pour cause d'hérésie. Au mois de juillet de l'année suivante, il reçut de la cour de Rome un bref rempli d'éloges au sujet de sa pragmatique ; sans doute il n'y répondit pas. Les soldats du connétable de Bourbon s'étaient déjà chargés d'apprendre à Clément VII que l'empereur savait imposer silence aux scrupules de religion, quand ses finances étaient épuisées.

(1) Pedraza, *Historia de Granada*. — Cet auteur dit que Charles-Quint employa dix-huit mille de ces ducats à la construction du nouveau palais de l'Alhambra. — Vanderhamen, *Vida de don Juan d'Austria*, p. 55. — Sandoval, *Vie de l'empereur*, ch. 5, I. 14, § 28. Zapater, *Anales de Aragon*, I. 3, c. 38. — Bleda, *Coronica de los Moros*, p. 657. — Pas un de ces historiens ne blâme le fait, mais Vanderhamen le rapporte d'une manière ironique. Marmol, malgré sa bonne foi habituelle, dissimule ce qu'il n'ose pas dire. « Les Morisques, dit-il, présentèrent des mémoires et firent leurs offres. Enfin ils obtinrent, etc. » (T, I, p. 134.)

CHAPITRE XV.

Prédications et réformes. — Abdication de l'empereur.

(1527 à 1556.)

Les inquisiteurs de Grenade ne respectèrent point la promesse de leur souverain, ils confisquèrent les biens des Morisques chaque fois qu'ils en trouvèrent l'occasion, et l'occasion se trouvait souvent, car ils la cherchaient. Pour toutes les affaires de peu d'importance, pour celles où n'étaient impliqués ni prélats ni ministres, les tribunaux de province avaient un pouvoir discrétionnaire dont ils usaient bien ou mal, suivant le caractère de leurs membres ; or, l'animosité contre les Morisques était si grande, on l'inculquait avec tant de véhémence aux jeunes ecclésiastiques, par de fausses explications sur la portée des erreurs

musulmanes, par les injures furibondes qui étaient proférées dans les chaires théologiques, où l'on développait à toute heure cette thèse : « Le lion courageux, le magnanime monarque de l'Espagne est en état de guerre continuelle, déclarée, plus que publiée, avec les boucs libidineux de Mahomet⁽¹⁾. » Les ordres monastiques, surtout les dominicains et les franciscains, perpétuaient d'une manière tellement acharnée les traditions hostiles à la race des Mores, que l'on ne rencontrait presque jamais dans les rangs inférieurs du Saint-Office un homme doué de la moindre discrimination ou porté à la clémence. Il n'en était pas de même dans le conseil de la congrégation suprême, que composaient des personnages éminents, formés à la pratique des grandes affaires, accessibles jusqu'à un certain point aux considérations politiques. Là on savait qu'il ne convenait point de pousser les choses à l'excès ; et si les instructions de don Alonso Manrique eussent été suivies, l'histoire de l'inquisition offrirait au moins une belle page. Après avoir fait publier dans toutes les églises du royaume de Grenade l'édit que l'on nommait de délation, par lequel

(1) *Los libidinosos cabrones Mahometanos contra los quales tien siempre guerra declarada y mas que pregonada el fuerte Leon y magnanimo monarca de Espana.*

Bleda, *Coronica de los Moros*, p. 650. Voyez aussi *l'Expulsion des Morisques*, par Aznar, et, plus bas, les instructions données à son clergé par don Juan de Ribera.

chaque individu, était averti de ce qu'il devait éviter et de ce qu'il devait dénoncer⁽¹⁾, don Alonso Manrique ordonna que (l'on célébrât un autodafé solennel sur la place de Bibarrambla, où jadis se célébraient les fêtes chevaleresques des Mores ; il voulait, au moyen de ce spectacle, imposer aux Morisques une terreur salutaire, graver dans leur mémoire la prohibition de l'édit, afin que la douceur fût ensuite sans inconvénient ; il ne permit pas que l'on conduisît au supplice, même pour recevoir la simple pénitence publique, pour y porter le sanbenito, un seul des nouveaux chrétiens, qui figuraient déjà sur les listes d'hérétiques. Cet autodafé eu lieu en 1528 : L'année suivante⁽²⁾, le *conseil de la suprême* prescrivit deux mesures d'exécution que son code de procédure aurait dû imposer à tous les tribunaux, qui malheureusement n'étaient point dans son esprit général ; il ordonna aux inquisiteurs d'admettre comme témoins à décharge les Morisques, même s'ils étaient parents de l'accusé, et de ne jamais leur appliquer la torture pour leur faire confesser des fautes légères, telles que d'avoir refusé de boire du vin ou de manger de la chair de porc. Il renouvela, en 1531⁽³⁾, cette ordonnance, qui ne fut jamais parfaitement exécutée, et quatre ans plus tard, il

(1) Voir Pièces justificatives, n° VI.

(2) 36 mai 1529.

(3) 16 juin 1531.

défendit formellement de livrer au bras séculier, pour subir une condamnation capitale, un Morisque apostat.

Comme le conseil de la suprême s'était réservé le droit de viser toutes les sentences qui envoyaient des hérétiques au fatal bûcher, sa dernière prescription ne fut pas violée dans le royaume de Grenade, si toutefois l'on peut s'en rapporter à cet égard au silence des historiens ; malgré quelques inductions opposées, nous serions portés à croire qu'elle fut également respectée dans le royaume de Valence. Enfin le conseil publia, en 1540 et 1543, divers édits de grâce pour les renégats occultes ou déclarés qui vivaient, soit en Espagne, soit en Afrique ; et le mérite de ces ordonnances, quoiqu'il soit diminué par les motifs qui les firent promulguer (l'empereur était alors en guerre avec les barbaresques), n'en doit pas moins être reconnu ; la clémence s'accorde toujours si bien avec une saine politique ! Charles-Quint alla plus loin : il obtint du pape Paul III, le 2 août 1546, une bulle qui réhabilitait les Morisques relaps, les déclarait habiles à posséder toutes charges civiles et tous bénéfices ecclésiastiques, et ordonnait de cesser les procédures commencées contre eux. Il est vrai que, dans la pratique, les édits de grâce et la bulle ne reçurent pas tout leur effet ; les inquisiteurs ne réconciliaient guère de pénitents sans leur imposer une amende, et les Morisques se défiaient avec raison du piège ; ils

n'allaient pas se dénoncer : on ne voit pas non plus qu'un seul relaps ait jamais possédé charge civile de quelque importance ou bénéfice ecclésiastique.

A coté des actes de tolérance vinrent se placer des mesures vexatoires qui seraient inexplicables, si l'on n'en trouvait la source dans la cupidité de l'empereur. Il fut interdit aux Morisques de s'établir en Amérique. L'an 1528, il fut ordonné aux régidores des villages grenadins de payer de leurs propres deniers les dommages que des Monfis ou des corsaires commettaient sur le territoire de leur commune. Cette charge revenait aussi naturellement aux jurés, qui étaient les premiers magistrats de la commune ; mais on voulait frapper les chrétiens nouveaux, et on les laissait toujours sans protection, désarmés, à la merci des brigands, sous prétexte que l'on doutait de leurs bonnes intentions. Le 12 janvier 1529, Charles-Quint donna au président de la chancellerie de Grenade l'ordre de s'entendre avec les inquisiteurs et le corrégidor pour transporter les Morisques hors de l'Albaycin, où on les avait précédemment confinés, et les établir au centre de la ville ; de nouvelles sommes achetèrent la révocation de cet édit. En 1532, l'impératrice remit en vigueur la pragmatique du 7 décembre 1526 ; les Morisques s'adressèrent à l'empereur, et payèrent encore la suspension⁽¹⁾. Ils ne se soucièrent pas de payer pour

(1) Marmol (tome I, p. 134) donne la date de 1530,

faire révoquer deux ordonnances de 1532 et 1537, qui obligeaient les *Gacis*⁽¹⁾ à s'éloigner encore plus de la mer, à s'en tenir à quinze lieues. Quoique les Gatis, presque tous esclaves, leur fussent utiles, cet article n'était pas assez important pour qu'ils épuisassent à ce sujet leur crédit et leurs bourses ; il était plus simple d'endormir les alguazils. En 1548, l'empereur, qui se trouvait bien du régime des pragmatiques et des révocations, en revint à son thème de 1529, et l'amplifia. Il fit composer par l'inquisiteur-général, don Fernando de

mais c'est par erreur. L'ordonnance fut rendue à Medina del Campo, le 10 mai 1532. (Voyez *Ord. Granad.*, p. 371.)

(1) Une ordonnance du 23 novembre 1567 les définit ainsi : les Gacis, fils de Mores barbaresques ou de Turcs, esclaves ou libres, ou rachetés chrétiens ou musulmans. Je ne connais ni la signification ni l'étymologie de ce mot. On trouve dans l'*Histoire de la domination des Arabes*, par Conde (l. 3, c. 10), un passage qui peut servir ici de renseignement, mais je n'ose rien en conclure. Le voici. : « On dit que Yusef-Aben-Taxifin acheta beaucoup d'esclaves de Guinée que lui vendirent des négociants. Ceux-ci les allaient chercher en Guinée, dans une ville très-avancée au milieu des déserts, nommée *Gazer*. On prétend que ces nègres avaient été chrétiens, mais que leurs relations avec les Berbers, ou les maux et violences de la guerre, ou d'autres causes ignorées les avaient fait changer de religion d'une manière intéressée. Yusef envoya ces nègres sur les côtes d'Andalousie ; en échange, il prit un grand nombre de jeunes chrétiens esclaves, etc.

Valdès, un règlement spécial à l'usage des Morisques ; règlement plus sévère même que la pragmatique de 1526, car il leur défendit de se marier entre eux, d'avoir pour domestique un individu de leur race, et d'habiter l'un près de l'autre ils devaient vendre leurs maisons, et, s'ils ne trouvaient pas à en racheter une qui fût située entre deux maisons de vieux chrétiens, le pavillon du firmament ne s'étendra-t-il pas sur toutes les créatures de Dieu ? La barbarie le dispute à l'absurdité dans cette ordonnance : on pense bien que rien n'en fut exécuté ; et quand les Morisques, recourant à leurs arguments habituels, démontrèrent qu'il était nécessaire de la suspendre, ils perdirent en même temps le bénéfice de la seule clause qui fût à leur avantage, celle de ne jamais paraître dans les autodafés pour y recevoir la réconciliation solennelle. Quelques pauvres artisans, des ouvriers en soie pour la plupart, avaient obéi déjà ; ils retrouvèrent dans leur ancien quartier d'Antequeruela un abri pour leur industrie, et quelques familles de distinction retournèrent dans le *Mansor*, sur la pente de la colline que couronne l'Alhambra. C'était là, dans la célèbre rue des Gomélès, que s'étaient passées les scènes les plus romantiques de la lutte entre les Abencerrages et les Zegris : ces temps étaient éloignés, mais les souvenirs vivaient toujours ; ils faisaient paraître plus insupportable le voisinage du capitaine-général et de sa garnison. La masse des Morisques resta groupée

à l'Albaycin, où les vieux chrétiens occupaient un petit nombre de maisons disséminées autour des églises. Le mélange des deux races, dans une si faible proportion, ne pouvait produire que de fâcheux résultats : vieux chrétiens et Morisques s'observaient avec insolence et crainte ; chacun avait ses espions et ses otages dans le quartier ennemi. Faire, défaire, se défier de tout, un jour concentrer, un autre jour disperser, quelle pitoyable politique envers un peuple ! Et toutes les incertitudes se terminaient par des extorsions.

Ce que le royaume de Grenade rendait au fisc est incalculable, car il faudrait compter le produit des amendes pour bien plus que celui des impôts réguliers : l'or, pressé par des machines compliquées, ruisselait dans tous les canaux. Inquisiteurs, curés, hommes de loi, agents de police, magistrats municipaux, chefs d'escouade de maréchaussée, capitaines de milice, gouverneurs des citadelles, seigneurs féodaux, jusqu'aux simples possesseurs d'une chétive maison enclavée dans un village morisque, tous les vieux chrétiens mettaient la main au pressoir, tous prenaient leur part de ducats. Au milieu de la confusion que les ordonnances contradictoires de l'empereur avaient créée, on ne savait plus à quoi s'en tenir ; il n'y avait personne qui ne pût faire croire qu'il avait à vendre une tolérance, celui-ci en matière de religion, celui-là en matière de coutumes ; l'un prétendait à des redevances, l'autre composait pour les

frais de justice ; celui qui n'était pas constitué en autorité possédait au moins le droit de délation ; il ne fermait les yeux qu'à beaux deniers comptant. Les Morisques, sûrs d'être ruinés s'ils discutaient, répondaient à toutes les demandes la bourse à la main. Personne avec eux ne mettait de modération ; les seigneurs seuls montraient de la bonne foi ; ils ne reprenaient jamais ce qu'ils avaient vendu ; aussi les Morisques affluaient-ils sur leurs terres, quoiqu'ils y supportassent des charges énormes, et qu'ils y fussent exposés à un genre d'obsession que la beauté des femmes de leur race leur faisait particulièrement redouter⁽¹⁾. Du reste, l'impôt régulier aurait à lui seul suffi pour enrichir le fisc, et il tombait à peu près en entier sur les Morisques, sur les cultivateurs du pays. On le percevait sous trois dénominations, *droit foncier*, *droit d'octroi*, *monopole*. Nous ne parlons pas ici de la *farda* ; on sait qu'elle était payée à part, et se montait à 46,000 ducats. La taxe sur la propriété foncière changeait de proportion dans chaque seigneurie. En général, c'était la dîme, sans préjudice de la dîme ecclésiastique, prélevée sur les revenus bruts.

(1) *Ir à jubiles con las cristianas y tener novenas con las moriscas*. Faire le jubilé avec les chrétiennes et les novaines avec les Morisques. — Lettre de frère Antonio de Guévara à don Enrique Enriquez, seigneur de Galera, au royaume de Grenade. (*Voyez* Notes et Pièces justificatives, n° VII.)

Les droits d'octroi variaient aussi, mais pour s'élever dans une progression constante. Le monopole s'exerçait sur la soie, article d'une grande importance, car celle du royaume de Grenade était réputée comme la meilleure de l'Espagne, et l'on prenait grand soin que l'excellente qualité des mûriers de ce royaume ne fût pas altérée par l'introduction de plants étrangers⁽¹⁾. Les *alcaycerias* ou bazars⁽²⁾ de Grenade, Almeria et Malaga, étaient seuls ouverts à la vente de la soie, et les Morisques y apportaient de toutes parts leur récolte ; ils ne pouvaient rien garder, pas même un écheveau pour leur usage personnel, sans l'avoir

(1) Ordonnance de 1537.

(2) *Alcayceria*, de *Caycer*, César. Le monopole de la soie était d'institution romaine, et faisait partie des droits régaliens. L'*alcayceria* de Grenade est un vaste bâtiment contigu à la place de Bibarrambla, dont il ferme un des côtés. Dans la cour se trouvent des boutiques en grand nombre ; les bazars turcs, en donnent une idée. Il avait son *alcayde* particulier, et tous les soirs on fermait ses dix portes fortifiées, de façon que c'était à la fois un marché et un poste défensible.

Les officiers préposés au monopole de la soie étaient : deux jurés, *le motalef*, *le hafiz*, *le pregonero d'Almoneda*, ou commissaire-priseur ; quatre *géliz* et le *tartir*.

Les deux jurés avaient chacun une clé du coffre où étaient renfermés les sceaux. Ils présidaient à l'opération du scellage. Le *motalef* pesait la soie et y mettait une étiquette. Le *hafiz* avait la troisième clé du coffre des sceaux ; il ne remplissait sa charge qu'en présence des jurés. Chaque

auparavant fait monter à la criée, soumis à la redevance du droit de pesage, de sceau, d'encan et de courtage. Ce monopole était ancien ; les rois mores n'avaient fait que le maintenir : aussi les Morisques, habitués aux inconvénients qu'il entraînait, ne cherchaient-ils jamais à s'y soustraire, et les officiers de l'alcayceria étaient presque tous choisis parmi eux, Les Espagnols n'y mettaient pas la même bonne grâce ; ils fraudaient les droits sans scrupule : mais comme ils élevaient peu de vers à soie, on ne les surveillait pas avec sévérité. La ferme des trois alcaycerias rendait environ deux millions de francs, qui en représenteraient aujourd'hui

écheveau de soie était marqué des trois sceaux du hafiz, et ne pouvait être vendu sans porter ces timbres. Le pregonero criait l'enchère. La vente n'était par obligée, mais le sceau ne valait que pour une enchère. Les quatre geliz tenaient les boutiques où se faisaient la criée, et ces boutiques servaient d'entrepôt ; ils recevaient un droit de courtage. Le tartir était préposé à la recette des droits du roi.

La soie, concentrée à Grenade par cette opération, s'expédiait ensuite dans les ports de mer pendant les mois de novembre, décembre et janvier.

En 1580, le monopole était affermé, pour le royaume de Grenade, 68,000,000 et quelques mille maravédís. Le grand capitaine don Gonzalo Fernandez de Cordova avait reçu, en 1492, une part dans les bénéfices de l'alcayceria, sur lesquels fut encore hypothéquée la pension annuelle de 10,000 maravédís que la reine Isabelle laissa par testament à son époux don Fernando.

près de cinq. Quelques particuliers avaient en outre leurs pensions assises sur le produit du monopole.

Tel est le tableau qu'offre l'histoire des Morisques de Grenade, sous le règne de Charles-Quint. Dans le royaume de Valence, on n'aperçoit rien de plus consolant.

Après le massacre d'Espadan et la soumission de Cortès, tout semblait fini de ce côté ; les Morisques altérés ne pensaient plus qu'à rentrer en grâce auprès de leurs seigneurs. La pacification du royaume aurait été complète, si l'esprit vindicatif des gens de loi et l'esprit tracassier des inquisiteurs n'avaient envenimé des plaies assez difficile à cicatriser. Village à village, maison à maison, les agents de la justice ecclésiastique et séculière inspectèrent tous les lieux de refuge où les malheureux rebelles se cachaient, où l'on supposait que les cérémonies de l'islamisme pouvaient s'accomplir dans l'ombre. Les supplices, les confiscations, la crainte perpétuelle d'être dénoncés, la nécessité de se faire délateur, ce terrible secret dont s'enveloppaient les opérations inquisitoriales effrayèrent les Morisques au point de leur rendre insupportable le séjour de la patrie. Dans le royaume de Grenade, les victimes de la persécution n'abandonnaient pas le pays ; elles allaient rejoindre les monfis, dont les bandes, organisées depuis longtemps, se maintenaient dans les lieux sauvages de la Sierra-Nevada. Dans le royaume de Valence, où les montagnes étaient plus abordables, où il n'y avait

pas un noyau d'insurrection, les Morisques, pourchassés de place en place, prirent le parti d'émigrer ; et ce parti, qui ruinait les vieux chrétiens plus sûrement encore que les brigandages des Monfis, fut plus sensible que l'autre aux hommes d'État, et principalement aux seigneurs. Les corsaires de Barberousse affluaient sur les côtes ; ils enlevaient par milliers leurs coreligionnaires, dont ils se servaient en outre comme de guides lorsqu'ils pénétraient dans l'intérieur. Il était impossible de se préserver de leurs ravages ; l'empire de la mer appartenait à Barberousse, et les galères valenciennes prenaient la fuite dès que le drapeau du roi des pirates se montrait à l'horizon ; la pêche même ne se faisait qu'avec des précautions infinies. Chaque matin des éclaireurs visitaient les criques du rivage ; d'autres, postés sur les tours de vigie qui s'élevaient de lieue en lieue, promenaient leurs regards sur l'étendue ; quand ils s'étaient assurés que la mer était libre, ils donnaient le signal pour laisser sortir les bateaux. Mais les Morisques chevriers, qui du haut de leurs montagnes découvraient bien plus loin que les éclaireurs, avaient aussi des signaux convenus ; ils allumaient des feux à temps, et les corsaires hissaient leurs voiles, faisaient force de rames, arrivaient par le nord et le midi, cernaient la fouille des pêcheurs, emmenaient tout. C'était leur coup de filet ; ils le manquaient rarement. Ils étaient, en général, moins heureux quand ils s'aventuraient dans les terres. Les

Morisques, ne cherchant qu'à s'enfuir, n'appuyaient pas très-vivement ces expéditions hasardeuses, dont le profit ne leur revenait point, et dont ils payaient de leur vie l'insuccès ; presque aucune d'elles ne réussit, et il ne s'en fit jamais d'importante⁽¹⁾. D'ailleurs, avec des hommes sans foi comme les Algériens, il y avait du danger pour les auxiliaires ; souvent les Salah-raïs, les Cachi-diablo complétaient leur chargement d'esclaves avec des Morisques, et ils exigeaient, pour la rançon de ces musulmans, autant d'écus que pour un vieux chrétien ; ce qui n'empêchait pas les alfaquis valenciens de recommander au grand Allah le roi d'Alger, toutes les fois qu'ils tenaient un conciliabule. Dans l'impuissance d'arrêter le pillage, les Espagnols imaginèrent un singulier expédient pour ne pas trop en souffrir : ils établirent à Alger même des maisons de commission qui rachetaient à bas prix, sur ce marché encombré, les objets enlevés par les corsaires. Si les bourgeois et le peuple se consolait ainsi des ravages de la piraterie, les seigneurs ne s'accommodaient pas de même de l'émigration de leurs vassaux ; ceci était chose plus sérieuse.

Ils proposèrent, afin de l'empêcher, une série de mesures de l'adoption desquelles ils firent une condition pour l'octroi de subsides extraordinaires. Ils exi-

(1) Voyez-en le détail dans Escolano, liv. 10. On n'y trouve rien qui mérite d'être rapporté ici.

gèrent d'abord, en 1528, que le vice-roi, représentant l'empereur, proclamât dans les cortès de Monzon une amnistie générale. Cela leur fut accordé, mais en exceptant les vassaux de don Luis de Pallas, sur qui l'on voulait faire un exemple. L'amnistie, quoique proclamée régulièrement, ne mit pas les Morisques à l'abri de poursuites ; dans trois autres cortès consécutifs⁽¹⁾, les seigneurs reproduisirent la même exigence, toujours avec le même succès apparent, toujours infructueusement en réalité : à la fin cette affaire s'éteignit, parce que le temps avait fait disparaître les coupables ; et les seigneurs prouvèrent leur mécontentement en prélevant, sur le subsidé extraordinaire, jusqu'au dernier des maravédís qu'ils avaient prêtés à l'occasion de la guerre. Ils demandèrent ensuite que l'inquisition ne s'occupât point de leurs vassaux, tant que les prêtres ne les enraient pas suffisamment instruits, et que les règlements applicables aux Mores, en matière de résidence, le fussent également aux nouveaux chrétiens, de sorte que la surveillance du suzerain pût s'exercer avec avantage dans l'intérêt de la religion. Ce dernier point ne faisait pas de difficulté ; quand on réclamait une servitude à imposer aux Morisques, on l'obtenait, dans quelque but que ce fût : l'autre était plus difficile à régler ; l'inquisition refusa de suspendre son action ou de la modérer,

(1) 1533, 1537, 1542.

suivant le pouvoir qui lui en était conféré par le pape⁽¹⁾ ; et les seigneurs, bien que le bras ecclésiastique fit cause commune avec eux dans une communauté d'intérêts, se virent obligés de céder. Ils se rabattirent à demander que la confiscation des biens, lorsqu'elle serait opérée en vertu d'une sentence du Saint-Office, eût son effet au profit des héritiers du Morisque apostat. Cette proposition fut introduite dans les cortès de 1533. Les inquisiteurs ne pouvaient la combattre que par des raisons mal sonnantes ; ils la laissèrent passer, et l'empereur l'approuva : mais le Saint-Office n'y perdit rien ; il reprit, sous forme de compositions pécuniaires pour le rachat des peines corporelles, ce qu'il lui était interdit de s'adjuger par sentence de confiscation. Toujours harcelés par les inquisiteurs, les Morisques ou s'enfuyaient, ou ne payaient pas leurs redevances. Les seigneurs réclamèrent en 1537 ; l'empereur trouva leur demande juste, il y accéda : les inquisiteurs fulminèrent alors, et Charles-Quint revint sur

(1) A la demande des Trois-Bras, l'empereur sollicita du pape et obtint, le 2 décembre 1530, une bulle accordant à l'inquisiteur-général pouvoir d'absoudre et faire absoudre dans le for intérieur et le for extérieur, sans pénitence, les Morisques apostats de Valence et Aragon, autant de fois qu'ils confesseraient leur faute et s'en repentiraient, « parce que la charité les convertira plus sûrement que la rigueur. » (Llorente, t. I, p. 437.)

sa déclaration. Les seigneurs entrèrent en pourparlers ; ils offrirent de se charger des amendes à forfait, pourvu que les inquisiteurs s'engageassent à se remettre au jugement du gouverneur de Valence, quand il y aurait plainte contre eux, et à payer une amende double de celle qu'ils auraient imposée sans droit. Cette clause effraya les inquisiteurs, que ne tentait pas la faible rente de 400 ducats offerte par les seigneurs. Il fut donc sursis à tout arrangement, jusqu'à ce que les parties s'entendissent mieux, et l'affaire fut marchandée.

La force n'était pas aux seigneurs, qui voyaient chaque jour le nombre de leurs vassaux diminuer, par suite des vexations du Saint-Office : le beau rôle n'était pas non plus tout-à-fait de leur côté ; ils laissaient trop percer le motif intéressé qui les portait à soutenir les Morisques. Non seulement ils avaient demandé et obtenu en 1528, pour se dédommager disaient-ils, de leurs pertes, de conserver sur les Mores convertis la juridiction qu'ils possédaient sur les Mores musulmans ; ils avaient encore maintenu les anciennes redevances, et les inquisiteurs exploitèrent cette circonstance avec empressement. Ils se firent adresser par le pape une bulle, en date du 15 juillet 1531, par laquelle ordre était donné aux seigneurs, sous peine d'excommunication, de décharger leurs vassaux de tous les tributs vexatoires, afin qu'ils ne prissent pas en horreur la religion chrétienne, se voyant traiter autrement que les chrétiens

de race. Le pape assimilait au crime d'hérésie la désobéissance à ses ordres ; il autorisait l'inquisiteur-général à procéder en ce cas contre les seigneurs. Avec une arme pareille, le Saint-Office avait l'avantage : il ne comptait en user, bien entendu, que pour rendre son marché meilleur, ce qui sortait de la poche des Morisques ne l'intéressant que s'il y pouvait prétendre ; et les tributs vexatoires, les *zofras*, les cens, etc., continuèrent à être perçus en toute sécurité, du jour où les seigneurs, après avoir graduellement élevé leurs offres, les portèrent à un chiffre honnête. En 1542, ce chiffre était arrivé à 2000 ducats ; les inquisiteurs s'en contentèrent : pour ne pas être en reste de bons procédés, ils convinrent que les seigneurs hériteraient des biens sujets à confiscation au détriment des héritiers naturels, et que la rente inquisitoriale serait payée par les Aljamas en partie, l'autre portion par les apostats avec lesquels il y aurait lieu à faire des compositions, c'est-à-dire ceux qui encouraient des peines corporelles légères, le fouet ou l'emprisonnement sur les galères du roi. L'empereur consacra l'arrangement par une ordonnance ; mais les inquisiteurs, trouvant alors la part des seigneurs trop belle, recommencèrent à marchander. Ce débat ignoble fut terminé en 1544 ; le chiffre de la rente fut définitivement fixé à 2500 ducats ; et les Morisques, à peu près débarrassés de leurs plus grands ennemis, allèrent remercier leurs protecteurs, vêtus du san-

benito, qu'ils se faisaient gloire de porter⁽¹⁾.

L'interdiction de la langue et des coutumes arabes, ce point que les Espagnols avaient tant à cœur d'obtenir, fut prononcée dans le royaume de Valence le 5 décembre 1528. Quatre ans pour tout délai, Charles-Quint n'accordait pas davantage aux Morisques de ce pays ; mais c'en était encore trop au gré de son impatience : presque aussitôt après, il limita le délai à un an. Le dernier décret parut dans le courant de janvier 1529. Il s'étendait, je suppose, aux Morisques sujets de la couronne de Castille, car on le mit en vigueur partout ailleurs qu'à Grenade⁽²⁾.

(1) *Voyez*, pour toute cette affaire, le fuero de Valence, *In extravaganti*, fol. 87 et suiv., et Gaspar Escolano, t. 2, col. 1754 et suiv. Damiano Fonseca prétend (p. 30) que la rente ne s'éleva jamais qu'à 2000 ducats, et que l'accommodement fut terminé en 1564. Il a sans doute suivi Bleda, qui fait reparaître les discussions entre les seigneurs et le Saint-Office pendant les années 1547, 1552 et 1564. (*Coronica*, p. 333 et 336.) Escolano mérite plus de confiance. Au dire des Morisques, ils payaient en 1602, à l'inquisition, 13218 écus d'or. (*Voyez* Pièces justificatives.)

(2) Je n'ai pu retrouver le texte de ce décret que je cite d'après Escolano (t. 2, col. 1741). On lit dans l'*Histoire de l'inquisition*, par Llorente (t. 2, p. 345), que le 20 mai 1563, Jean Hurtado, Morisque, laboureur de Habanilla, au royaume de Murcie, parut dans un autodafé pour y recevoir cent coups de fouet. Son crime était d'avoir dit que les inquisiteurs commettaient un vol en imposant l'amende de deux ducats aux Morisques qui parlaient arabe.

Le Saint-Office, toujours prêt à étendre ses attributions, se fit adjuger la connaissance des causes qui se rapportaient à ce décret, comme si la langue arabe et l'hérésie fussent liées par des relations intimes : il recueillit le profit des amendes, et en fixa le taux à 2 ducats pour chaque infraction ; mais cela n'empêcha les Morisques ni de conserver leur idiome, ni de correspondre avec les corsaires, qui parlaient assez ordinairement la langue espagnole ou ce jargon nommé le *petit moresque*. Une autre précaution également illusoire fut prise dans les cortès de 1537. On y défendit aux Morisques de s'approcher des côtes, et on leur rendit, à la demande des seigneurs, la permission de changer de domicile ou de voyager, suivant les besoins de leurs affaires ; mais comme ils formaient presque la totalité de la population dans les districts maritimes, il eût été nécessaire de les en expulser, si l'on avait sérieusement voulu préserver les établissements chrétiens des incursions des corsaires. On défendit encore, sous peine de mort ou de galères, à tout Morisque, dont les parents auraient été réduits en esclavage, de les racheter, quand même ce serait un père qui voudrait aller composer pour la liberté de son fils. Il est pénible d'avouer que cette mesure atroce fut réclamée par les Trois-Bras des cortès⁽¹⁾ ; le bras ecclésiastique se joignait au bras militaire ou des seigneurs,

(1) Voyez *Forum Valentinum. In extravaganti*, fol. 87.

et l'on voit ici combien les considérations religieuses, les considérations d'humanité disparaissaient aisément devant celles d'intérêt. Tout cœur honnête se soulève en lisant de pareilles choses. A Valence de même qu'à Grenade, les seigneurs visaient uniquement à conserver et à augmenter leurs rentes. Dans les deux pays, ils y mettaient de la bonne foi mais point de modération ; ce que l'on peut dire à l'avantage du système aristocratique, sinon des membres de l'aristocratie, c'est que, sauf des cas assez rares, l'intérêt des seigneurs s'accordait avec celui de leurs vassaux. En général, le bras militaire n'avait à recommander que des mesures justes par elles-mêmes, avantageuses à tout le monde.

Ces mêmes seigneurs, qui s'étaient opposés à la conversion violente des Mores, furent obligés de stimuler le zèle du clergé pour faire instruire les Morisques. Ils voyaient leurs vassaux *mahométiser* publiquement, encourir des peines, provoquer l'animosité du peuple, et faire naître la pensée d'une expulsion générale ; ils tremblaient à cette idée. On disait en proverbe : « Qui a More a or⁽¹⁾. » Leur fortune entière, acquise à grands coups d'épée par les générations chevaleresques, aurait disparu avec les Morisques. Le clergé ne s'était occupé que du baptême ; il ne s'inquiétait pas de faire de bons chrétiens ; il lui suffisait que l'islamisme fût proscrit. Les curés,

(1) *Qui en tiene Mon, tiene oro.*

dont un bien petit nombre connaissait la langue arabe, prêchaient en valencien, et ils espéraient que Dieu renouvellerait en leur faveur le miracle accordé à saint Vincent Ferrer ; ils attendaient que les Morisques les comprissent. Les évêques laissaient les curés s'endormir dans la paresse. Jadis les dominicains, ardents, intelligents prédicateurs, avaient fait donner l'ordre aux Mores d'écouter leurs sermons⁽¹⁾ ; au moins les débitaient-ils en arabe, et ils avaient deux collèges où l'on enseignait cette langue aux novices : les curés du royaume de Valence trouvaient plus simple de forcer leurs auditeurs à apprendre l'espagnol. C'était en partie pour faciliter leur tâche que l'empereur avait rendu l'ordonnance de janvier 1529 ; mais l'instruction religieuse des Morisques n'y gagna rien ; les prédications cessèrent même au moment où l'on devait en espérer le plus de fruit. Elles reprirent en 1533 le grand-inquisiteur, don Alonso Manrique, voulut contribuer à cette œuvre, et se fit donner par le pape des pouvoirs à cet effet⁽²⁾ ; il ordonna l'érection d'églises dans tous les villages, exigea des curés une résidence assidue, leur imposa l'obligation de catéchiser les néophytes,

(1) L'ordre est de 1297. La chaire arabe de Valence fut fondée en 1281, et celle de Xativa en 1297. Les prédications avaient commencé en 1279 ; le dominicain qui s'en chargea le premier était un arabisant.

(2) Bulle du 13 décembre 1532.

toutes choses d'autant plus désagréables au clergé, que les dépenses étaient prises sur les revenus de ses bénéfices. Il s'éleva un concert de cris contre Manrique ; les évêques firent des représentations à Rome : le pape, qu'ils abusèrent, révoqua les pouvoirs du grand-inquisiteur ; mais il les lui rendit en 1534, quand il connut mieux l'état des choses : alors seulement commencèrent les prédications sérieuses. Don Alonso Manrique ne ménagea rien : bien appuyé par l'empereur, il prit le mal à sa racine. Le 14 janvier 1534, il expédia deux commissaires ; le 14 février, Charles-Quint enjoignit à toutes les autorités du royaume de les favoriser, et, le 7 mai, aux Morisques, de les bien recevoir. Le 3 juillet, deux cent cinquante et une églises nouvelles étaient bâties aux dépens du clergé valencien et aragonais ; puis, sous la surveillance du vice-roi et des inquisiteurs, les curés catéchisèrent exactement leurs ouailles. Deux collèges fondés en 1536, l'un à Valence, l'autre à Tortose, appauvrirent encore la mense épiscopale, les couvents, les abbayes. Mais don Alonso Manrique était venu trop tard ; les archevêques de Valence, réveillés par sa main vigoureuse, s'occupèrent en vain de ce troupeau que redoutaient tous les prélats consciencieux. Don George d'Autriche usa en quatre ans les ressources d'un zèle prompt à se rebuter. Après lui, saint Thomas de Villanueva épuisa inutilement toutes celles de la, charité et de la munificence. L'aversion contre le clergé

nuisait à la religion, et les Morisques ne voulaient croire à rien de ce qui leur était annoncé par la bouche de prêtres naguère si mous, si avarés, toujours emportés, ignorants, despotiques. Le dominicain juan, Micon leur offrit de ressusciter un mort ; ils se moquèrent de lui.

Charles-Quint, faisant son examen de conscience sous les voûtes du monastère de Saint-Just, se reprochait d'avoir une fois tenu sa parole envers l'hérésiarque Luther, qu'il avait eu en sa puissance, mais sous la protection d'un sauf-conduit : il ne pouvait pas être troublé par les mêmes remords, lorsqu'il récapitulait sa conduite envers les Morisques. Combien de serments violés, de sang versé, de familles exilées, et pour arriver à quoi ? Il disait lui-même qu'il ne faut jamais croire à la sincérité d'un converti. Pensait-il uniquement à servir les intérêts de la religion ? L'austérité qu'il déploya dans sa retraite ne permet pas de douter qu'il eût une piété vive ; mais il ne suffit pas que la piété des monarques soit ardente, il faut qu'elle soit éclairée. S'il avait étudié les preuves de cette religion à laquelle il se dévouait, Charles-Quint aurait su que la plus belle, la plus frappante est le fait unique de sa diffusion dans tout le globe par les moyens charitables de la prédication et de l'édification ; il n'aurait pas risqué de faire dire aux incrédules que l'épée, la confiscation, les contraintes morales et physiques avaient servi à propager le christianisme autant et plus que

l'islamisme. Cette œuvre violente fut frappée d'impuissante ; par un décret providentiel, pas un des Mores qu'il convertit de force n'a laissé sa postérité sur le sol de l'Espagne, dans le sein de la religion chrétienne. Peut-être tous y seraient-ils venus, si la croix n'avait jeté sur cette race des Mores espagnols que des rayons bienfaisants. L'Espagne se glorifie de son empereur ; toutefois elle pourrait déplorer que ce prince, plus illustre que vraiment grand, ait occupé, pendant quarante ans, le trône des Alphonse et des Ferdinand. Pendant quarante ans, l'Espagne avait prodigué son sang, ses trésors pour soutenir la fortune de l'empereur d'Allemagne, et quand Charles-Quint, abdiquant ses couronnes, légua les États espagnols à son fils Philippe II, il ne lui laissa qu'un corps énérvé ; et l'héritage de la maison de Bourgogne, qu'il y ajouta, n'était plus capable d'y apporter de la vigueur.

CHAPITRE XVI.

PHILIPPE II, ROI D'ESPAGNE.

Réformes à Grenade.

(1556 à 1564.)

Dans les premières années de son règne, Philippe II accorda peu d'attention aux Morisques ; d'autres affaires l'absorbaient. Le mieux était de laisser au temps son action, sans la contrarier en voulant l'aider ; et Philippe II parut convaincu de cette vérité ; car il commanda au Saint-Office d'apporter toute la douceur possible dans l'exercice de ses fonctions à l'égard des nouveaux chrétiens. La cour de Rome, dont les vues s'accordaient avec les siennes, fit ce qui dépendait encore d'elle pour réparer les effets de sa funeste complaisance envers Charles-Quint : elle expédia, le 25 juin 1556, un bref qui enlevait aux

inquisiteurs la connaissance exclusive des causes d'apostasie, et donnait aux simples confesseurs le pouvoir d'absoudre de ce crime, dans le for extérieur comme dans le for intérieur, sans peine ni pénitence. La durée des pouvoirs octroyés aux confesseurs n'était pas limitée, comme dans le cas d'un édit de grâce, à tel ou tel temps ; elle ne devait finir qu'avec le ministère de l'inquisiteur-général, don Fernando de Valdès, ce qui équivalait à une exemption indéfinie de la juridiction du Saint-Office en faveur des Morisques. Il fallait au roi de la hardiesse pour solliciter un bref de cette nature, et don Fernando de Valdès se donna le mérite de ne pas y faire d'opposition ; mais ni Philippe II ni l'inquisiteur-général n'avaient beaucoup à cœur la conversion sincère des nouveaux chrétiens ; ils se contentèrent d'en indiquer la voie : quand ils eurent accompli leur devoir, ils ne prirent pas la peine de forcer chacun à remplir le sien. Il suffit d'une remontrance pour que tout le système changeât.

À la longue, quelques Morisques s'étaient formés à la pratique du christianisme dans les collèges qui leur étaient affectés. A Grenade, où la population moresque se composait en général de familles distinguées, presque tous les hommes avaient adopté le costume espagnol ; en Castille, hommes et femmes le portaient et parlaient, la langue des chrétiens. Le collège San-Miguel, à Grenade, fondé en exécution de la pragmatique de 1526, fournissait des sujets à

l'Église ; il en était sorti un prédicateur distingué, le jésuite Albotodo, que l'archevêque dort Pedro Guerrero utilisait pour prêcher en arabe. Don Pedro Guerrero, prélat très-actif, avait établi en 1559 un autre collège, ou plutôt il avait relevé la fondation de Talavera, et repris, sur les errements de ce saint homme, les catéchismes dans la *Casa de doctrina*. Il enrôlait de petits enfants, auxquels il faisait prendre l'habit ecclésiastique ; il avait aussi créé des écoles de filles. Le succès dépassa toutes ses espérances. Bientôt il eut un séminaire de Morisques, où ses missions amenaient des jeunes gens de toutes les parties du royaume. Les habitants de l'Albaycin se formèrent en confrérie, sous le titre de la Conception de Notre-Dame. Que pouvait-on demander de plus ? Qu'est-ce que l'on attendait qui ne se réalisât pas ? Don Pedro Guerrero et les vieux chrétiens de son diocèse voulaient que les changements s'opérassent en un jour ; ils provoquèrent des mesures de rigueur, et tout fut perdu.

Les Morisques avaient conservé le goût de leurs aïeux pour le service des esclaves ; ils achetaient beaucoup de nègres. Dans les cortès de 1560, on représenta au roi, de la part des vieux chrétiens de Grenade, qu'il y avait de nombreux inconvénients à tolérer ces achats de nègres, parce que la nation morisque s'augmentait ainsi chaque jour, et parce que les esclaves, arrivant de leur pays sans aucune notion religieuse, étaient secrètement instruits dans le mahométisme,

qu'ils adoptaient aisément. Ces dénonciations demandaient au moins une enquête, le roi n'en ordonna point : il défendit aussitôt aux Morisques, sous peine d'une amende de 10,000 maravédis et de la confiscation de l'esclave, de posséder aucun noir ; il leur défendit en même temps de faire le commerce de l'or et de l'argent, en minerais ou en lingots ; interdiction dont le sens est inexplicable, si ce n'est comme nouvelle vexation. Tout règlement exceptionnel avait des conséquences incalculables, puisqu'il fournissait à l'armée des gens de loi un nouveau prétexte pour tourmenter les Morisques : celui qui concernait les esclaves noirs dérangeait toute l'économie des travaux agricoles dans le royaume de Grenade ; il privait les familles de services auxquelles elles étaient habituées ; enfin, c'était une véritable expropriation sans indemnité. Les Morisques réclamèrent ; mais ils ne purent obtenir que le roi révoquât entièrement son ordonnance, et ils ne se contentèrent pas, avec raison, des réserves qu'une cédule royale accorda en faveur des personnes non suspectes. Quand il fallait établir sa qualité de non suspect, les dépens et les ennuis faisaient plus que compenser les bénéfices. Les Morisques s'étaient adressés au capitaine-général, don Iñigo Lopez de Mendoza, pour qu'il appuyât leurs négociations : soit que don Iñigo Lopez y eût mis de la mollesse, soit que les opposants eussent annulé son crédit, l'affaire n'ayant pas réussi, les Morisques s'en piquèrent, et de

ce jour ils entrèrent en lutte de mauvais procédés avec leur ancien protecteur. Ils se tournèrent du côté du président de la chancellerie, qui les fit bien traiter en cour. A leur instigation, le roi priva le capitaine-général d'une pension de 2000 ducats qu'il prélevait sur la *farda*. Le capitaine-général, de son côté, dénonça quelques magistrats qui s'étaient emparés des biens communaux ; et, chose bien étrange assurément, lorsque des juges extraordinaires vinrent à Grenade pour faire restituer à la ville ce qui lui appartenait, il se trouva que les biens usurpés l'avaient été par des Morisques. On déposséda impitoyablement les usurpateurs, malgré les actes de vente parfaitement authentiques qu'ils exhibaient⁽¹⁾. C'est qu'alors le capitaine-général s'était réconcilié avec le président ; on en eut une preuve bientôt après. L'affaire des esclaves, celle de la pension de 2000 ducats et celle des biens usurpés avaient traîné jusqu'à la fin de l'année 1562, pendant laquelle de vifs débats de compétence eurent lieu entre le pouvoir militaire et le pouvoir judiciaire, à propos de ports d'armes et d'*ejecutorias* ou brevets de vieux chrétiens : le roi avait penché tantôt d'un côté, tantôt de

(1) Voyez Marmol, *Rebellion*, t. I, p. 137. — Mendoza, *Guerra de Granada*, p. 69. — *Guerra de Granada*, por don Diego Hurtado de Mendoza, Valencia, 1795.

Don Diego était l'oncle de don Inigo Lopez, et il écrivait sur les lieux.

l'autre⁽¹⁾ ; en 1563, tout s'arrangea au détriment des Morisques. Le capitaine-général fit demander par le procureur fiscal de l'audience, que le roi émergeât et mît à exécution une ordonnance qu'il avait rendue, étant prince héréditaire, le 11 mai 1552, pour forcer les Morisques à faire sceller leur armes comme le voulait la pragmatique de 1526. Cette ordonnance n'était que mise en réserve, et non révoquée ; elle reparut le 14 mai 1563. Philippe II l'adressa au capitaine-général avec l'instruction suivante : « Don Iñigo Lopez de

(1) Voyez Ord. de Gren., fol. 372 ; Madrid, 22 mai 1562. Le roi. A la demande des Morisques, présentée par leur procureur-juge de Baeza : Beaucoup de Morisques s'exemptaient de contribuer à la Farda en se faisant déclarer par les officiers de justice, sans information contradictoire, vieux chrétiens et habiles à porter les armes. — Ordre de laisser toutes les causes d'exemptions et de port d'armes à la décision du *conseil de guerre*. (Fol. 373.) — Madrid, 13 juin 1562. — La qualité de vieux chrétien a été laissée, en 1526 et 1549 aux seuls Morisques dont les aïeux s'étaient fait baptiser avant la prise de Grenade ; mais tous les Morisques prouvent par témoins qu'ils descendent de ceux-là, et on ne peut établir le contraire. — Ordre de *laisser toutes les causes en l'état* et de ne plus accorder exemption ou port d'armes à ceux qui n'en sont pas encore pourvus. (Fol. 375.) Bosque de Ségovia, 16 août 1562. L'audience connaîtra des causes criminelles en matière de port d'armes, parce qu'il est démontré qu'il y a *inconvenient à les laisser au capitaine-général*.

Mendoza, comte de Tendilla, notre parent, fera publier la cédula dut 11 mai 1552. Il donnera aux Morisques un délai de cinquante jours eu lieu de cent, pour présenter par-devant lui leurs armes et leurs licences, dont il vérifiera l'origine et la régularité. Il apposera sur chaque arme le sceau de ses armoiries, et dénoncera une peine à son choix contre ceux qui contreferaient cette marque. Les Morisques pourvus d'une licence régulière la perdront s'ils prêtent leurs, armes, ou s'ils ne les font pas sceller, ou s'ils ne font pas renouveler le sceau eu achetant une arme neuve. Un registre sera tenu où l'on inscrira les noms des personnes pourvues de licences, et où l'on décrira les armes que ces personnes possèdent. Le droit de sceau et d'inscription sera d'un demi-réal. Un double du registre sera envoyé au roi.

« Quant à ceux qui porteront des armes sans licence, ils encourront une peine de six ans de galères⁽¹⁾. »

Le capitaine-général, auquel avait été remise la fixation de la peine pour les contrefacteurs du sceau de ses armoiries, déclara qu'il y aurait peine de mort pour eux ; le roi l'approuva. C'était pousser bien loin la sévérité, et donner de terribles supports à son écusson⁽²⁾.

(1) Ord. Grenad., fol. 375.

(2) Il y a ici une singulière circonstance à remarquer : la maison de Mendoza écartèle ses armoiries en sautoir de

L'exécution de cette ordonnance entraînait d'immenses difficultés matérielles. Bien que la vérification des licences et des *ejecutorias* fît naître une telle quantité de procès, que l'on n'en pouvait finir. Un grand nombre des *ejecutorias* émanait des tribunaux inférieurs ; d'autres avaient été délivrés avec réserves par sentence interlocutoire, d'autres délivrées par sentence définitive étaient sujettes à recherches, parce que, disait-on, les jugements avaient été rendus sur de faux témoignages ; les alguazils avaient trafiqué de leur droit de donner chacun quatre ports d'armes ; ils l'avaient outrepassé et pour la quantité et pour la nature des armes : tout cela faisait un inextricable dédale. Les procès se greffaient l'un sur l'autre, les cédules explicatives embrouillèrent encore ce qui était déjà si embarrassant⁽¹⁾, aggravèrent les peines sans diminuer le mal. On n'apportait presque pas d'armes à sceller, mais on les cachait pour s'en servir à l'occasion, et la pensée d'une révolte commença dès lors à germer. Plusieurs Morisques, de naissance illustre, renoncèrent aux bénéfices de leurs licences pour n'avoir pas à faire mettre sur la garde de leur

celles des La Vega, qui portent *d'or*, chargé de la légende *Ave Maria gracia plæna*, mise en orle, en lettres d'azur. Le blason propre des Mendoza est le même que celui du Cid, de sinople à la bande de gueule profilée d'or.

(1) Voyez Ord. Gren., fol. 376 et 381. Deux cédules du 30 août 1563 et du 5 août 1564.

épée le timbre des armoiries de Mendoza. Les contraventions se multiplièrent, en raison de la confusion qui les provoquait en quelque sorte. Les condamnations, légales et illégales, chassaient de chez eux des milliers de Morisques ; l'effervescence devenait chaque jour plus menaçante ; et comme si les bouillonnements leur plaisaient à voir, les magistrats de l'audience royale imaginèrent de fermer la seule soupape de sûreté qui existât.

Les délinquants, poursuivis par la justice, avaient deux asiles inviolables, les églises et les terres de seigneurie. Des églises où ils se réfugiaient d'abord et restaient aussi longtemps qu'ils savaient les issues gardées, ils passaient dans les seigneuries, où ils se mariaient, vivaient en honnêtes gens, d'autant plus tranquilles que, s'ils franchissaient les limites du fief, ils couraient le risque d'être repris. Le nombre des Morisques placés ainsi sous la protection des seigneurs était fort considérable ; l'ordonnance sur les ports d'armes l'avait augmenté beaucoup. A la demande du président de l'audience de Grenade, Philippe II restreignit le droit d'asile des églises à trois jours, et priva entièrement de leur les terres de seigneuries⁽¹⁾. Du moment que cette barrière fut renversée, les gens de loi se précipitèrent à la curée avec ardeur. Ils fouillèrent dans leurs archives, et ils y dé-

(1) En 1564 ou 1565, je suppose. Les recueils d'ordonnances ne contiennent pas celle-ci. Mendoza et Marmol, qui

couvrirent une foule de vieux procès qu'ils firent revivre ; personne ne pouvait plus se croire en sûreté. Alors, ceux qui étaient menacés comme ceux qui étaient frappés se jetèrent dans les montagnes ; le brigandage recommença ; les monfis parcoururent en maîtres les Alpuxares et la Serrania de Ronda ; chaque village fournit quelques hommes à leurs bandes. La renommée des Cañeri, des Arroba fut effacée par celle des nouveaux monfis. Annacoz, les deux Seniz, les trois Partal, el Gorri remplirent l'Alpuxare du bruit de leurs audacieuses déprédations ; dans la Sierra de Bentomiz et de Velez-Malaga, Andres el Xorayzan ; dans la Serrania de Honda, el Melchi ; ailleurs, d'autres moins capables comme hommes de guerre, mais aussi dangereux comme brigands. Lope, Anrique et Fehten se mirent à la tête des victimes de la politique espagnole. Ils avaient déjà bien assez de monde avec eux pour mettre aux abois les faibles détachements de milice qu'on leur opposait ; le président et le capitaine-général se chargèrent de leur en envoyer davantage.

Au moment où il aurait fallu le plus d'accord, les disputes de juridiction, et de prérogatives se rallumèrent, avec plus de vivacité que jamais, entre don Iñigo Lopez de Mendoza et don Alonso de Santillana,

la rapportent avec les réflexions que j'ai analysées, n'en donnent pas la date. (*Voyez Mendoza*, p. 73 ; *Marmol*, t. I, p. 139.)

président de la chancellerie. Le capitaine-général, qui n'avait jamais fait l'apprentissage du pouvoir avant d'exercer sa haute charge, qui se fiait sur le crédit du marquis de Mondejar, son père, président du conseil de Castille, supportait impatiemment un supérieur, et don Alonso de Santillana ne pouvait souffrir un égal. Dans les cérémonies, la préséance appartenait au président ; premier objet de jalousie⁽¹⁾ ; dans les procès criminels, pour ceux que l'on nommait *chevauchée*, c'est-à-dire pour ceux qui avaient une connexité avec les affaires militaires, l'audience pouvait recevoir appel des jugements du capitaine-général, mais il lui était recommandé de ne pas exercer ce droit⁽²⁾ : le capitaine-général devait mettre la force armée à la disposition du président toutes les fois qu'il en était requis⁽³⁾. On devine combien de contestations naquirent de ce partage mal combiné de l'autorité, lorsque les ravages des monfis et les bénéfices des procès occasionnés par les dernières ordonnances, mirent les deux rivaux aux prises pour ainsi dire à toute heure. Don Iñigo Lopez étendait ses attributions tant qu'il le pouvait ; il en usait avec rigueur et sans équité. Le président, sous couleur de le forcer à mettre plus de douceur dans sa conduite, essayait de lui tout enlever.

(1) Ordonnance de 1564. Voyez Ord. Gren., fol. 142.

(2) Ordonnance de 1543. Voyez Ord. Gren., fol. 91.

(3) Ordonnance de 1509.

Ils plaidèrent devant le roi, et le capitaine-général succomba contre toute raison solide. La connaissance des causes de *chevauchée* lui fut bien laissée, conjointement avec le président ; mais la direction des mouvements militaires, l'autorité sur les troupes de police furent confiées au président seul, et l'on n'accorda exclusivement au capitaine-général que la surveillance des côtes maritimes. Don Alonso de Santillana se chargea lui-même de démontrer l'absurdité de cette décision. En homme parfaitement incapable de remplir son nouvel emploi, il affaiblit les garnisons pour mettre des soldats chez les Morisques, et il leva deux compagnies de huit hommes chacune, chose incroyable mais attestée⁽¹⁾, pour faire la police des Alpuxares ! Ce qui devait arriver ne manqua pas : les garnisaires se rendirent coupables de violences ; les alguazils, sous la protection des soldats, ne mirent plus de frein à leur rapacité ; les compagnies de maréchaussée rivalisaient avec les alguazils. « Tous ces gens-là commettaient plus de crimes qu'ils n'arrêtaient de criminels⁽²⁾. » Pas un Morisque ne put se mettre à l'abri de leurs vexations. La justice militaire, la justice civile, la justice ecclésiastique, la justice inquisitoriale, trouvaient partout des coupables, là où il y en avait, comme là où il n'y en

(1) Marmol, t. I, p. 140. — Mendoza, p. 73.

(2) *Idem*, t. I, p. 140.

avait point⁽¹⁾. C'était recruter de tous les côtés pour les monfis.

Bientôt le nombre de ceux-ci fut aussi considérable que celui des Morisques pacifiques, et le plan d'un soulèvement fut jeté. Des messagers partirent pour Maroc, pour Alger, pour Constantinople chargés d'implorer les secours des princes musulmans. En attendant, le cercle des déprédations des monfis s'élargissait rapidement ; il atteignit enfin Grenade même. Les Seniz, les Partal entraient de nuit à l'Albaycin, enlevaient les femmes et les enfants des vieux chrétiens, massacraient les hommes. Tous les matins on trouvait le long des remparts, dans les rues et jusque sur la place Neuve, au seuil du palais de la chancellerie, des cadavres défigurés à dessein, écartelés quelquefois, et « souvent, dit un témoin oculaire, les meurtriers avaient ouvert la poitrine de leurs victimes pour en enlever le cœur⁽²⁾. » Les chrétiens

(1) Avec ces oppressions, le capitaine-général les poursuivant aussi de son côté, et l'inquisition et l'archevêque du leur, n'ayant plus où s'abriter dans les lieux peuplés, beaucoup se jetèrent dans la montagne. (Marmol, t. I, p. 140.) L'avarice des juges, l'insolence de leurs agents indisposaient les Morisques. Sous couleur d'exécuter les pragmatiques, il se commettait beaucoup d'abus. Et les ministres ecclésiastiques n'étaient pas de meilleure condition. (Pedraza, p. 236.)

(2) Marmol, t. I, p. 141. — Hita, *Guerras civiles*, p. 3.

n'osaient aller de nuit par la ville, ou de jour dans la Vega sans être en nombre. A la fin, ne pouvant plus souffrir ces atrocités, ils résolurent de les payer en même monnaie. Plusieurs jeunes gens bien équipés, s'organisèrent en escouades. Ils sortaient de nuit, et dès qu'ils rencontraient des Morisques ils les tuaient ; l'aube du jour montrait leurs cadavres étendus dans les rues et les jardins.

La mesure n'était pourtant point encore comblée, mais elle ne tarda pas à l'être.

CHAPITRE XVII.

Pragmatique du 17 novembre 1566.

Don Pedro Guerrero, fils d'un pauvre cultivateur, avait étudié la théologie mieux que la politique. Au concile de Trente, il brilla parmi ces docteurs espagnols qui tenaient le premier rang entre tous ceux de la chrétienté ; de retour dans son diocèse, il commit faute sur faute. Le pape Pie IV, abusé par ses rapports, l'avait chargé de représenter à Philippe II le tort qu'il se faisait en tolérant des usages entachés d'hérésie, et de provoquer sa rigueur à cet égard. Guerrero en parla d'abord au roi ; le pape écrivit ensuite. Philippe hésitait toujours ; les ministres auxquels il accordait alors sa confiance le dissuadaient de rien innover dans un moment où des troubles naissants menaçaient de le forcer bientôt à porter toutes ses troupes disponibles sur les Pays-Bas. Guerrero revint à la charge. Il aggravait

le mal pour obliger de recourir aux remèdes énergiques. Les officiers de justice se montraient de plus en plus durs avec les Morisques ; Albotodo, qu'il employait comme un vicaire, ne prêchait plus que la menace à la bouche ; il faillit plusieurs fois être assassiné, tant il inspirait de crainte et de haine. Au mois de septembre 1565, don Pedro Guerrero convoqua en synode les évêques ses suffragants, et leur fit signer une supplique au roi, par laquelle ils demandaient que l'on appliquât la pragmatique de 1526. La municipalité de Grenade appela de cette décision du clergé, qui blessait ses intérêts ; elle fit valoir devant le conseil royal le danger de souffrir l'intrusion d'un synode provincial dans les affaires politiques ; elle obtint gain de cause sur ce point, mais non sur le fond des choses. L'archevêque reçut à la fois l'ordre de considérer comme non avenu tout ce qui avait été fait par le synode en dehors des matières purement ecclésiastiques, et l'invitation de représenter ses conclusions en son propre et privé nom. Cette définition n'était que dans la forme. Guerrero, devenu plus prudent, redoubla d'ardeur. A cette époque, la faveur du grand-inquisiteur, don Fernando de Valdès, déclinait ; celle de don Diégo de Espinosa, évêque de Siguença et président du conseil de Castille, s'élevait rapidement. Espinosa, ennemi déclaré des Morisques, était un appui assuré pour l'archevêque de Grenade, qui, se fiant à ce protecteur, demanda l'envoi de commissaires

spéciaux et une inspection de son diocèse. Les commissaires furent nommés ; ils visitèrent tout le royaume, exactement comme l'avaient fait ceux du temps de Charles-Quint. Ils puisèrent aux mêmes sources et trouvèrent encore à Saint-Salvador de l'Albaycin le licencié Pardo, chez qui l'âge n'avait pas éteint le goût des dénonciations. Leur rapport reproduisit de tous points celui de Guerrero. Comme en 1526, on forma une junte chargée de le discuter et de proposer les réformes convenables. Celle-ci se composa de don Diego de Espinosa, futur cardinal, favori du roi et lieutenant de l'inquisiteur Valdès, qui venait d'être suspendu de ses fonctions, du licencié don Pedro de Deza, conseiller du saint-office, du docteur Gallo, évêque d'Orihuela, du duc d'Albe, du prieur de Saint-Jean, don Antonio de Toledo, du vice-chancelier d'Aragon, don Bernardino de Bolea, et de deux membres du conseil royal, le docteur Velasco, le licencié Menchaca. L'affectation de n'y pas faire entrer un seul des prélats, des magistrats ou des officiers militaires de Grenade, couvrait mal le tort inexcusable d'en écarter le procureur des Morisques. La junte tint ses séances à Madrid. Les ecclésiastiques trouvèrent fort mauvais qu'on y eût appelé tant de laïcs ; c'était, disaient-ils, une affaire exclusivement de leur ressort, réservée par les canons de l'Église, puisqu'elle touchait aux intérêts de la religion ; « il ne fallait pas que les uns l'entendissent et les autres la

traitassent. » Quand on en vint aux conclusions et que l'on proposa de mettre en vigueur la pragmatique de 1526, en la modifiant, non pour l'adoucir mais pour y ajouter de nouveaux articles plus sévères que les premiers, don Pedro de Deza prétendit « que l'on n'allait pas encore à l'intrinsèque. » Dans cette discussion, on est surpris de voir le duc d'Albe prendre le parti de la modération ; mais ce fut sans succès. La majorité décida que l'on soumettrait au roi un projet d'ordonnance portant ce qui suit : Prohibition absolue de la langue arabe, des costumes et des usages morisques ; destruction des bains publics ; défense aux Morisques de posséder aucun esclave ; ordre à eux de tenir leurs maisons ouvertes pendant les jours de fête et d'abstinence. Sur ces bases fut rédigée la pragmatique royale que Philippe II signa le 17 novembre 1566⁽¹⁾. En approuvant la résolution de la junte, Otadin, professeur de théologie à l'université d'Alcala, que l'on avait consulté, écrivit au roi une lettre caractéristique, et qui prouve la véracité du propos tenu plus tard par Philippe. « J'ai donné ma signature parce que l'on a chargé ma conscience⁽²⁾. » Voici cette lettre, monument irrécusable du fanatisme espagnol :

« Si par hasard les seigneurs de vassaux moris-

(1) Voyez-en le texte aux Pièces justificatives, n° VIII.

(2) marmol, t. I, p. 175.

ques rappellent à Votre Majesté un vieux proverbe castillan : Plus il y a de Mores, plus il y a de profit (*mientras mos Mores mas ganancia*), que Votre Majesté s'en rappelle un autre plus ancien et plus vrai, qui dit : Des ennemis le moins possible (*de los enemigos los menos*) ; et si Votre Majesté veut accorder ces deux proverbes qui paraissent contradictoires, c'est bien facile, elle n'a qu'à dire : Plus il y aura de Mores tués, plus il y aura de profit, alors des ennemis nous en aurons le moins possible⁽¹⁾. »

S'étonnera-t-on ensuite de trouver dans un chroniqueur la phrase suivante : « Vraiment ce fut une chose décidée en haut pour déraciner de ce pays la nation morisque⁽²⁾. » En effet, l'on s'attendait à une aussi terrible conséquence ; l'extirpation de la race moresque ; on la provoquait ; et pendant qu'on forgeait l'instrument, on s'en rapportait à la Providence du soin de le mettre en œuvre. La série des mesures que le cardinal Espinosa prit après avoir obtenu la signature du roi, paraîtra le chef-d'œuvre de l'aveuglement.

En Espagne, à cette époque, toutes les fois que le nom de la religion était invoqué, il n'y avait plus de liberté d'opinion ; les membres ecclésiastiques de la junte avaient entraîné mais non pas convaincu les membres laïcs, ceux-ci essayèrent de reprendre en dé-

(1) Pedraza, p. 237.

(2) Marmol, t. I, p. 168.

tail ce qu'ils n'avaient pas osé refuser en masse. Don Iñigo Lopez de Mendoza était à la cour lorsque la pragmatique fut décidée ; il en reçut avis. Consterné de cette faute, effrayé de la responsabilité qui allait peser sur lui, choqué de n'avoir pas même été consulté, il fit de vives représentations ; tout le conseil d'État l'appuya. Le cardinal Espinosa, qui venait de confier à don Pedro de Deza l'exécution de ses ordres, en le nommant président de la chancellerie de Grenade, resta inflexible ; il ne voulut ni suspendre la pragmatique ni même en introduire successivement les différents articles, comme on le lui conseillait. A toutes les demandes du capitaine-général il répondit par un refus péremptoire ; et voulant en finir avec ses importunités, il lui fit enjoindre de quitter la cour, sous prétexte que sa présence était indispensable à Grenade. Ainsi cette redoutable question, qui devait être discutée casque en tête, fut, dit un spirituel chroniqueur, décidée entre deux bonnets. Le président et le capitaine-général partirent à peu près en même temps⁽¹⁾. Le premier devait tout conduire, le second, sur qui retombait la charge de tout assurer, n'avait pu obtenir un renfort de garnison.

(1) Marmol et Pedraza disent que don Pedro de Deza, nommé président le 4 mai 1566, était arrivé à Grenade le 25 du même mois. Cela est peu probable, la pragmatique étant datée du 17 novembre. Je pense qu'il faut lire 4 et 25 novembre.

On imprima secrètement la pragmatique, afin de la pouvoir faire publier à la fois dans tous les lieux du royaume de Grenade, le 1^{er} janvier 1567, veille de la fête qui se célébrait chaque année en mémoire de la conquête ; ce grand souvenir devait, pensait-on, inspirer la terreur et la soumission aux Morisques. Don Pedro de Deza parut jusqu'au dernier moment n'avoir aucune inquiétude ; il ne s'occupait que de se faire des amis dans le peuple et de susciter des ennemis au marquis de Mondejar. (Don Iñigo Lopez de Mendoza portait ce titre depuis la mort de son père, et il avait laissé celui de comte de Tendilla à son fils don Luis, alcaïde de l'Alhambra.) Les manières obséquieuses du président contrastaient avec la rudesse du capitaine-général ; la faveur du cardinal Espinosa était une autre grâce dont se parait avantageusement don Pedro de Deza ; tous les suffrages allèrent à lui, et cette rivalité des deux gouverneurs du royaume donna un caractère hostile à l'opposition radicale de leurs vues. Les mésintelligences avaient commencé entre eux du jour où ils s'étaient trouvés en présence ; la grande affaire du moment en souffrit ; elle fut non pas oubliée mais négligée, et le jour de la publication était proche, que l'on n'avait pas songé à prendre la plus petite mesure de précaution. Cependant lorsqu'il fallut en venir à révéler brusquement sa mission, le président s'aperçut que la chose avait ses dangers. Il fit alors venir Alonso de Horozco, chanoine de Saint-Salvador,

prêtre arabisant, et le pria de préparer les Morisques à ce qu'ils allaient apprendre. Il lui dit même naïvement qu'il serait bon de leur suggérer comme un parti très-avantageux pour eux de réclamer spontanément la réforme de leurs usages et costumes. Horozco s'acquitta de cette singulière commission en homme qui en sentait toute l'absurdité. Ses sophismes, assez maladroits, ne firent point d'impression sur les personnes auxquelles il les présenta ; les notables morisques lui répondirent qu'ils ne se souciaient pas d'être lapidés comme ils le seraient infailliblement s'ils communiquaient ses propositions au peuple ; les menaces n'ayant pas mieux réussi, le président renonça aux subterfuges, pour aller franchement en affaire.

Le premier jour de janvier 1567, le corrégidor de Grenade, les officiers de la justice municipale et les alcaldes de la chambre du criminel se mirent en cortège à travers la ville ; un orchestre de musiciens le précédait ; le crieur castillan et le crieur arabe portaient des copies de la pragmatique. Au son des sacqueboutes, des trompettes, des cymbales, des doulcines, instruments qui tant de fois avaient accompagné leurs zambras, les Morisques, attirés hors de leurs maisons, se rassemblèrent sur la place publique. Le cortège s'arrêta d'abord à la place de Bibalbonout. Là, jadis, lorsqu'un nouveau roi prenait possession du trône, s'accomplissait la cérémonie du déploiement

des étendards ; le souvenir de ces fêtes nationales se conservait dans le nom même du lieu ; la tour sur laquelle le drapeau grenadin s'élevait en ces occasions, salué par les acclamations de la multitude, existait encore. Ce fut au pied de cette tour que le cortège se rangea, et les crieurs donnèrent lecture de la pragmatique. Les Morisques l'écoutèrent la rougeur sur le front, les yeux baissés, avec un tremblement des lèvres. Il leur était ordonné, dès ce jour-là, d'ouvrir à tout venant les portes de leur demeure, de déchirer les voiles de leurs femmes pour qu'elles découvrirent à tous les regards leurs visages : pour changer leurs costumes et apprendre une autre langue, il leur était accordé deux et trois ans. « A ces paroles, dit un de leurs prêtres, ceux qui dormaient s'arrachèrent au sommeil, et les petits enfants rejetèrent par la pointe des ongles le lait qu'ils avaient sucé. » Peu à peu la stupeur se changea en rage, des menaces couvrirent la voix du crieur ; les vieillards prophétisaient la ruine du royaume, les jeunes gens se provoquaient du geste, comme si chacun voulait venger son infamie sur le voisin qui en était témoin. Partout où il s'arrêta pour faire la proclamation, le corrégidor vit se renouveler les mêmes scènes, et tout homme de bon jugement put alors comprendre ce qui allait arriver. Les accents du crieur public retentirent successivement dans tous les quartiers de Grenade, en même temps que d'autres officiers faisaient connaître dans toutes les villes du

royaume les ordres de Philippe II. L'indignation, dans le premier moment, suggéra aux Morisques des partis violents ; ils se communiquèrent leurs pensées irritées ; mais ils laissèrent à la prudence le temps de faire entendre ses conseils.

Les habitants de la montagne étaient déterminés à faire, pour secouer le joug, tout ce que décideraient les habitants de l'Albaycin. Ils envoyèrent à Grenade demander le mot d'ordre ; et quoique ce mot d'ordre fût : *Attendre*, ils obéirent, parce que, à sa suite, en venait un autre : *Agir si l'on ne nous rend pas justice*. Riches, industriels, instruits, les Morisques de l'Albaycin connaissaient et jugeaient parfaitement la situation politique de l'Espagne et de l'Europe ; ils savaient, par les rapports de leurs nombreux agents, tout ce qui se tramait alors contre la maison d'Autriche au sein de la chrétienté et en dehors d'elle, les armements du sultan Sélim, ceux du pacha d'Alger, Aluch-Ali, la révolte du prince d'Orange, les mouvements des protestants d'Allemagne et de France ; ils savaient que le duc d'Albe se préparait à emmener dans les Pays-Bas l'élite des armées espagnoles, laissant la Péninsule entièrement dégarnie de troupes avec une frontière mal assurée : ils devaient croire qu'en parlant haut ils feraient réfléchir le roi ; car on paraissait être à la veille d'une conflagration générale, et ils pouvaient peser beaucoup dans la balance. Dans cette pensée, ils se résolurent à essayer des négociations comme

les autres fois. Un des leurs et des plus distingués, Francisco Nuñez Muley, vieillard aussi respecté-à cause de sa sagesse que pour son rang, se chargea de parler à don Pedro de Deza, qu'il importait de persuader avant de recourir au roi lui-même. Muley, combattit un à un tous les articles de la pragmatique ; il en montra l'injustice, le danger, l'inutilité⁽¹⁾. Le président ne put lui opposer que des raisons générales, sans force, de vagues promesses de faire tourner la réforme à l'avantage des Morisques, l'offre illusoire d'apporter de la modération dans l'application des peines : il conclut en disant que l'on s'adresserait en vain au roi, qui connaissait déjà tout ce qu'on lui voulait faire savoir. Les Morisques ne se découragèrent pas ; malgré les entraves qu'y mit le président, leur procureur, George de Baeza, se rendit à la cour. Il n'y obtint que des choses insignifiantes, telles que la permission pour les maîtres tailleurs morisques de faire des habits à la mode espagnole sans payer un nouveau brevet, ou d'autres faveurs pareilles. Après lui, un solliciteur d'un plus haut rang s'intéressa pour les Morisques ; c'était don Juan Enriquez, seigneur de Baza, proche parent de l'amiral de Castille et de Philippe II lui-même. Celui-ci protégea deux députés du royaume, Juan Fernandez Mofadal, de Grenade, et Fernando el Habaqui, de Guadix, qui apportaient un Mémoire.

(1) Voyez Pièces justificatives, n° XVIII.

Il fallut à don Juan Enriquez les privilèges de sa naissance pour que le cardinal Espinosa ne le fit pas éconduire, sur la demande du président. « Je m'étonne, lui dit le cardinal, qu'une personne de votre qualité ait accepté une telle charge. — Ma qualité est précisément ce qui m'a fait prendre en main une affaire de laquelle dépend le repos du royaume, répliqua vivement don Juan Enriquez ; et si les hommes de ma qualité ne s'en mêlent pas, qui donc pourra le faire à meilleur titre ? » Après cette altercation, il n'y avait rien à espérer de l'audience que lui accorda le roi. Philippe II écouta le chaleureux plaidoyer de don Juan, prit son Mémoire, et, sans l'ouvrir, il répondit : « J'ai consulté des gens de science et de conscience ; ils m'ont assuré que je suis obligé de faire ce que je fais. J'examinerai vos raisons, et le cardinal vous donnera mes ordres. » Les ordres que donna le cardinal furent d'aller prendre ceux du président. Le duc d'Albe, avant de s'embarquer, regardait d'un œil inquiet ce qu'il laissait derrière lui : ce grand général, ce ministre rigoureux parla en faveur de don Juan Enriquez ; le conseil d'État, le conseil de guerre firent valoir, dans le même sens, les arguments les plus forts ; Espinosa ne voulut prêter l'oreille à personne. Il fit partir le duc d'Albe, et envoya Enriquez dire aux Morisques : « Ce qui a été ordonné s'accomplira. »

CHAPITRE XVIII.

Conjuration des Morisques de Grenade.

(1567 à 1568.)

Réduits à ne plus mettre d'espoir qu'en eux-mêmes, les Morisques résolurent de faire mentir le cardinal Espinosa, ou de lui faire payer chèrement la vérité de ses paroles. En leur communiquant les derniers ordres de la cour, don Pedro de Deza les pria de s'entendre avec lui sur le mode le moins désagréable à suivre pour exécuter la pragmatique ; mais comme dès lors la rigueur était ce qui convenait le mieux à leurs plans, ils répondirent que Sa Majesté l'avait chargé seul de tout, qu'il s'arrangeât seul comme il l'entendrait. Après cette déclaration menaçante, ils ne pensèrent plus qu'à organiser la révolte.

Depuis quelque temps on leur avait permis d'établir, sous le titre *de la Résurrection*, une confrérie pour le soulagement de leurs pauvres malades, et ils bâtissaient hors des murs de Grenade, à Saint-Lazare, un hôpital. Les constructions étaient arrêtées, faute d'argent ; cette circonstance leur fournit le moyen de se compter. Ils suggérèrent au proviseur Roman, directeur de leur confrérie, l'idée de faire faire une quête dans tout le royaume pour l'achèvement de l'hôpital. Roman tomba dans le piège, présenta en leur nom une pétition ; et don Pedro de Deza, qui n'avait pas encore de crainte, approuva ce projet de quête, parce qu'il avait une couleur de piété. Deux collecteurs morisques partirent donc, munis des instructions des chefs du complot, et de quelques copies des *Joforès* ou Pronostics musulmans, qui annonçaient pour l'année suivante « la résurrection du royaume d'Andalousie, la délivrance des orphelins de la famille de l'Islam⁽¹⁾. » Ils devaient s'introduire dans chaque maison, sonder les dispositions de ses habitants, faire à propos la confidence des plans projetés à l'Albaycin, et mettre à part les pièces de monnaie qui leur seraient données par les conjurés, en séparant encore les contributions des familles et celles des gens de guerre. Les deux individus choisis pour cette mission étaient

(1) Voyez un de ces *Joforès* aux Pièces justificatives, n° IX.

pleins de tact ; ils visitèrent cent dix mille maisons, et pas une confidence ne fut mal placée. De retour à Grenade, les collecteurs ouvrirent le sac où étaient les aumônes des hommes de vingt à quarante-cinq ans ; ils comptèrent les pièces de monnaie ; il y en avait quarante-cinq mille⁽¹⁾. Le recensement s'était opéré sans que les magistrats espagnols en eussent le moindre soupçon. Restait à nommer les chefs, trouver des armes, et fixer le jour du soulèvement.

Pour des armes, les Morisques en avaient, mais de vieilles ; ils en firent amas dans des cavernes naturelles ou artificielles dont seuls ils connaissaient la situation ; ils y renfermèrent aussi beaucoup de grains, et ils envoyèrent en Afrique chercher les armes neuves qui leur manquaient. Cela se fit lentement, dans le plus grand secret. Cependant, le ralentissement subit des affaires commerciales, les continuelles allées et venues de personnages mystérieux, l'affluence à Grenade des Alpuxareños et des paysans de la Vega donnèrent à penser aux vieux chrétiens. Des avis inquiétants parvinrent à la cour, et furent transmis au président ; don Pedro de Deza les traita de fables il ne

(1) Quant au détail des circonstances, nécessairement il y a plusieurs versions, comme il arrive toujours lorsque plusieurs témoins déposent sur le même fait ; mon devoir était, dans les cas évidents, de m'en tenir à ce qui passe pour avéré, et, dans les douteux, d'adopter ce qui paraît le plus vraisemblable. (Juan Rufo, la *Austriada*, Prologo.)

voulait rien admettre de ce qui aurait pu, d'un côté, faire suspendre l'exécution de la pragmatique ; de l'autre, rehausser le rôle du capitaine-général, et engager à augmenter les forces militaires. Il prenait pour sa part des mesures propres à augmenter le mal, et représentait toujours leur effet comme excellent. Ainsi, malgré la défense du conseil d'État, il créa, aux frais des Morisques, une escouade d'alguazils pour faire des rondes de nuit, chose doublement insupportable, et comme lourde contribution, et comme surveillance tracassière ; il chassa de l'Albaycin tous les étrangers sans distinction ; il provoqua deux ordonnances inhumaines sur les complices des monfis⁽¹⁾ ; enfin, comme s'il voulait pousser à bout les Morisques, il leur ordonna, le 1^{er} janvier 1568, de laisser enrôler leurs enfants, depuis l'âge de trois ans jusqu'à celui de quinze, pour les mettre dans une école. Naturellement, et peut-être avec quelque raison fondée en vérité, le bruit se répandit qu'il allait faire interner ces enfants en Castille. Que pouvaient ensuite de mesquines aumônes distribuées au nom du roi, des cadeaux de

(1) Madrid, 23 novembre et 10 décembre 1567. — Peine de mort contre toute personne qui accueille un monfi, un Turc ou un barbaresque ; qui communique ou commerce avec eux ; qui entretient avec eux des intelligences, ou ne révèle pas celles qu'il connaît ; qui ne les dénonce pas, *fût-ce un père qui recèle son fils, ou ne découvre pas le lieu de sa retraite*. (*Nueva recopilacion*, I. 8, t. 26, lois 16, 18, 19.)

mauvaises robes à la mode castillane, des saluts d'alguazils aux mendiants qui s'en paraient ? Il était difficile d'arrêter le mouvement : la dernière mesure l'accéléra.

Jusque-là les conjurés de l'Albaycin, tout en se préparant au pire, avaient espéré qu'on les dispenserait de donner le signal de la révolte ; ils s'en étaient tenus à l'intimidation : mais lorsqu'ils virent que don Pedro de Deza ne leur concédait rien, et prenait de son chef des arrêtés plus vexatoires que la pragmatique elle-même, ils se décidèrent à frapper le dernier coup. Les principaux d'entre eux tinrent deux conférences avec les notables de puxare ; dans la dernière, le jour fut pris et fixé au jeudi-saint, 14 avril de l'année 1568. Pendant le peu de temps qui restait, il s'agissait encore de se concerter avec les Morisques des autres provinces, de s'assurer positivement des appuis au-dehors, de distribuer les armes, et de donner aux monfis une organisation compacte. Les premières commissions furent confiées à diverses personnes, entre autres aux trois frères Partal : don Fernando Muley de Valor, alguazil de Cadiar, que l'on nommait plus communément le Zaguir et Aben Tchoar, homme de grande autorité, se chargea de diriger les Alpuxareños ; de concert avec son parent Diego Lopez Aben-Abou, un teinturier de Grenade, Farax-Abencerrage, se mit à la tête des monfis. Ce dernier nourrissait des pensées ambitieuses ; il s'adjugeait d'avance la

couronne, et comptait sur les monfis pour se mettre en état de s'en emparer. Aben-Tchoar-el-Zaguir convoitait aussi la royauté, non pour lui, mais pour son neveu don Fernando Muley de Valor et Cordon. De cette rivalité sourde naquit une vive émulation entre Aben-Tchoar et Farax. Chacun d'eux, pour augmenter son crédit, s'acquitta merveilleusement de sa tâche. Bien avant le jour fixé, tout était prêt dans l'Alpuxare ; et les bandes des monfis, agissant avec ensemble, marchant au grand jour, bannière en tête, interceptaient toutes les routes. Les ambassadeurs avaient, échoué dans la Péninsule, où ils ne décidèrent à s'armer que les Morisques de Cortés, au royaume de Valence, et ceux de Val-Ricote, au royaume de Murcie ; mais ils réussirent complètement à Maroc et à Alger. Le schérif de Maroc leur promit de les secourir, s'ils mettaient en avant des forces respectables ; et Aluch-Ali, pacha d'Alger, fit encore mieux : il les assura qu'il opérerait un débarquement dès qu'il en serait requis, toutefois sauf l'approbation du sultan. Quelques volontaires algériens accompagnèrent même l'envoyé morisque à son retour en Espagne, et apportèrent des armes. A l'Albaycin comme dans les Alpuxares, on attendit impatiemment le jeudi-saint.

Il était impossible de ne pas deviner ce qui se tramait. Cette audace toute nouvelle des monfis, qui tenaient franchement la campagne comme des troupes régulières, les vengeances qui s'exerçaient à la face

du soleil, la jactance des jeunes gens, tout annonçait un complot près d'éclater. Dans les rues de Grenade on ne parlait que du prochain soulèvement des Morisques. Le quand, le comment, on l'ignorait, et c'était un motif de plus de s'inquiéter. La superstition ajoutait aux causes réelles de terreur ; on avait vu dans le ciel des figures étranges ; des animaux monstrueux parcouraient, disait-on, les Alpuxares, des oiseaux inconnus avaient plané sur les cimes de la Sierra-Nevada. Les Morisques, accueillant ces fables, y trouvaient des présages flatteurs. En effet, leurs pronostics leur annonçaient qu'ils seraient visités, d'abord par les archanges Gabriel et Michel, sous la forme de grands oiseaux blancs, puis que, *dans l'année longue qui commence par un samedi*, le croissant s'abattrait sur toute ville et forteresse ; « alors, était-il écrit, les seigneurs deviendront esclaves. » Or, l'an de l'hégire 976, qui avait 354 jours, un de plus que l'année précédente, commençait précisément le samedi 4 juin 1568. Toutes les fois donc qu'on les entretenait de ces visions singulières, ils laissèrent lire dans leurs yeux leurs espérances. Deux hommes seuls, ceux qui auraient dû tout savoir, le capitaine-général et le président, persistaient à ne vouloir rien apprendre ou rien avouer. Le marquis de Mondejar était allé à Madrid porter encore une fois ses représentations, témoin, tantôt à charge, tantôt à décharge, suivant les besoins de la thèse qu'il soutenait ; un jour il disait « Je le jure,

par la vie du roi, sur ma noblesse, les Morisques ne complotent rien ; » et le cardinal Espinosa l'écoutait avec un sourire moqueur. Le marquis, faisait-il observer alors, a beaucoup de vassaux morisques ; il ne voudrait pas qu'on les tourmentât. Une autre fois, s'il était question des dangers que l'indignation des Morisques allait faire courir, le cardinal répondait : « Le marquis exagère le mal pour faire valoir le médecin. » En dernier lieu, il ajouta péremptoirement : « Retournez à Grenade, où, comme toujours, votre présence dissipera les nuages qui vous offusquent ; et si vous avez besoin de renforts, on vous permet de lever trois cents hommes. » Là-dessus, le marquis de Mondejar se mit en route.

A Grenade, la clameur publique devenait si forte que don Pedro de Deza fut à la fin obligé d'y prendre garde. On venait de saisir chez les armuriers des arbalètes et des arquebuses probablement destinées aux monfis ; les vieux chrétiens s'armèrent ; le comte de Tendilla augmenta la garnison de l'Alhambra. On parlait de régiments qui allaient arriver ; les paysans de la Vega, déjà maltraités par leurs garnisaires, redoutant de loger ces nouveaux hôtes, se réfugiaient à l'Albaycin, en dépit des arrêtés du président ; ils commirent des indiscretions, Les chefs du complot se crurent découverts ; ils donnèrent contrordre, et, pour s'assurer l'impunité, recoururent à une démarche bien hardie ; l'un d'entre eux, au nom de toute

la communauté, alla se plaindre au président des calomnies que l'on répandait sur eux ; il offrit de remettre trois cents otages, et demanda que la justice poursuivît accusés et accusateurs. Deza refusa les otages, disant qu'il saurait bien, à lui tout seul, s'emparer des suspects ; en effet, il jeta en prison tous ceux qui lui donnaient de l'ombrage, et se vanta d'avoir mis beaucoup d'adresse en cette affaire, parce qu'il ne s'était servi, pour opérer les emprisonnements, que de vieux procès oubliés comme il y en avait contre tout Morisque. Le comte de Tendilla suivit immédiatement une marche toute opposée ; il se rendit à l'église de Saint-Salvador, et, à l'issue de la messe, harangua doucement les Morisques, les priant de se soumettre de bonne grâce, par amitié pour sa famille. Il en reçut les plus belles promesses d'obéissance ; mais lorsqu'il voulut profiter de ces beaux semblants pour mettre une garnison à l'Albaycin, son procureur trouva le président tout prêt à s'y opposer. Don Pedro de Deza voulait ou ne voulait pas, toujours à l'opposé des Mendoza ; la compagnie qui montait à l'Albaycin fut renvoyée dans la Vega, puis, huit jours après, licenciée.

Le jeudi-saint se passa sans événement. Le samedi-saint on eut à Grenade une fausse alerte pendant la nuit. La sentinelle de la tour du beffroi s'étant méprise sur les mouvements d'une patrouille qui marchait avec des torches en main, donna précipitamment

l'alarme. A ses cris, au son du tocsin, tous les vieux chrétiens sortirent de leurs maisons, demi-nus. Les femmes se précipitèrent dans les églises, les hommes couraient çà et là et se chargeaient l'un l'autre, croyant charger l'ennemi. Les moines du couvent de Saint-François arrivèrent en bataille sur la place neuve ; les premiers qui parvinrent à se réunir dans cette confusion, marchèrent sur l'Albaycin, décidés à tout saccager. Ils trouvèrent à l'entrée des rues hautes le corrégidor et ses gens, qui essayèrent de les arrêter ; mais ils auraient passé outre, sans une tempête qui éclata en ce moment ; la pluie tomba avec une telle violence, qu'en un clin d'œil les rues devinrent des torrents où les chevaux perdirent pied ; cela sauva les Morisques. Dans la même nuit, le marquis de Mondejar arriva.

Quoiqu'il n'eût que de mauvaises paroles à communiquer, sa présence fit renaître l'espoir. Il y eut encore un temps d'arrêt dans la conjuration. Le marquis promit aux Morisques d'empêcher que le président les vexât ; il rédigea en leur faveur un nouveau rapport, et les engagea lui-même à le faire appuyer par leurs députés. Don Alonso de Granada Venegas, arrière petit-fils du prince Cidi Yahié, partit pour Madrid avec cette commission ; comme les autres solliciteurs, il fut reçu sévèrement, renvoyé de porte en porte, et partout admonesté sur l'inconvenance de sa démarche. Le conseil d'État ordonna bien à sa requête que l'escouade d'alguazils entretenue aux frais des

Morisques fût dissoute ; mais le président fit révoquer cet ordre, et don Alonso de Granada revint dire à ses compatriotes, comme don Juan Henriquez l'avait fait : Soumettez-vous.

Pendant qu'il négociait à la cour et certifiait l'innocence des Morisques, le marquis de Mondejar était mis au courant de leurs anciens projets par un accident arrivé au lieutenant de Farax, Mehemet-Aben-Daoud. Cet homme faillit être pris par la garnison d'Adra, au moment où il cherchait à s'embarquer avec des Turcs, des monfis, des femmes morisques et trois captifs chrétiens ; il fut saisi sur la plage, mais il lutta, et se débarrassa de ses adversaires en leur laissant une partie de ses vêtements, où se trouva un portefeuille. Parmi les papiers que contenait le portefeuille étaient une complainte en vers sur la persécution des Grenadins⁽¹⁾, et une lettre adressée aux régences barbaresques pour les exciter à s'armer. La lettre, de la main d'Aben-Daoud, accusait l'existence d'un-complot ; elle fut envoyée au marquis de Mondejar avec les trois captifs chrétiens, dont les rapports confirmèrent ce que la lettre apprenait, mais des circonstances on ne sut rien, ni par eux, ni par les papiers que l'on avait saisis. Cette révélation contraria également le marquis, le président et le cardinal Espinosa : le marquis voyait sa foi de gentilhomme cruellement

(1) Voyez cette complainte aux Pièces justificatives, n° X.

compromise, le président était honteux de sa négligence, le cardinal ne se souciait pas que l'on effrayât le roi. De l'accord des intérêts et des amours-propres, il résulta que l'affaire fut assoupie. De leur côté, les Morisques s'efforcèrent de détourner l'attention en se tenant tranquilles. Tout parut apaisé de ce jour ; en réalité, tout marchait au dénouement. Don Pedro de Deza faisait sous main ses recherches pour connaître la portée du complot et ses auteurs ; les conjurés suivaient avec vigilance ce travail souterrain, et calculaient dans combien de temps on arriverait à eux, afin de prendre les devants. Les conciliabules recommencèrent.

Aben-Tchoar el Zaguir en tint un premier le 27 septembre à l'Albaycin, dans la maison d'un certain Zinzan. Il y démontra la nécessité de se soulever promptement, et de nommer un chef pour diriger les efforts communs. Peu de jours après, il revint avec vingt-six de ses affidés, comme lui alguazils ou régidotes des villages de l'Alpuxare ; et cette fois il réunit les chefs de la conjuration à l'Alcazaba, près de l'église Saint-Michel, dans la maison de Carci, qu'avait prêtée son beau-père, Luis el Haidon. C'est là, à deux pas du palais des inquisiteurs, que se fit l'élection et le couronnement du *roitelet des Alpuxares*, *don Fernandillo*, comme l'appelèrent les Espagnols, de Muley-Abdallah-Mahomad-Aben-Ommeyah, roi de Grenade et de l'Andalousie, suivant La titulature

que lui donnèrent les Morisques, Don Fernando Muley de Valor et Cordova, seigneur de Valor, veinticuatro de Grenade, était un jeune homme de vingt-deux ans, beau⁽¹⁾, hardi, aimé et respecté dans sa nation, prodigue, perdu de dettes et à bout de ressources. Il descendait en droite ligne des califes ommiades. Son lignage tenait le premier rang dans les Alpuxares, et lui était tout dévoué. Il avait épousé la fille de Miguel de Roxas el Canimi, autre chef d'un lignage puissant dont il disposait, quoique son inconduite dans tous les genres fît souffrir Miguel de Roxas et sa fille. Son père était en prison et ne pouvait obtenir d'être élargi, malgré son innocence évidente ; don Fernando, allant au plus court pour lui faire rendre justice, avait tué l'accusateur et les témoins. Il résumait en lui, comme on le voit, les gloires et les griefs de sa nation. Sa légèreté, qui était peut-être calculée, l'empêchait d'être suspect aux Espagnols ; il faisait partie de la maison du marquis de Mondejar, et passait pour bon chrétien. Toutes ces circonstances, bonnes et mauvaises, servirent son ambition. Les pronostics disaient que le roi libérateur promis aux Mores serait fils de

(1) Hita, qui l'avait vu, le dépeint ainsi : « Peu de barbe, teint noir et olivâtre, les sourcils joints, les yeux noirs et grands, bien pris dans sa taille ; toute sa tournure et son air montraient qu'il venait de sang royal, comme c'était la vérité, et il avait les pensées dignes de sa naissance, (Hita, t. 2, p. 13.)

rois, baptisé, hérétique ; AbenTchoar fit valoir ces rapports. Don Fernando ne pouvait avoir dans l'assemblée d'autre compétiteur que son oncle, et Aben-Tchoar le présentait lui-même aux suffrages. Il fut élu par acclamation. La cérémonie du couronnement s'accomplit, de point en point, suivant l'ancienne formule. On revêtit le nouveau roi d'une robe rouge et d'une écharpe pourpre ; on lui mit sur la tête un turban cramoisi. Le visage tourné vers la Mecque, agenouillé sur quatre étendards qui couvraient les dalles, les fers de leurs lances dirigés contre les quatre points cardinaux, il fit d'abord la *prière*, et jura ensuite de mourir musulman, sur la terre de son royaume, pour la défense de la foi, de la liberté, de ses sujets. Alors il se releva et chacun vint à son tour baiser, en signe d'obéissance, la place où posaient ses pieds. Il nomma ses officiers à mesure qu'ils passaient. Après le baise-pieds, les plus hauts en dignité l'enlevèrent sur leurs épaules ; d'autres agitèrent les étendards, et toute l'assistance implora la bénédiction de Dieu en disant « Allah ! exalte ton serviteur Muley Mahomad Aben-Hommeyah, roi de Grenade et de l'Andalousie⁽¹⁾ ! »

Le conseil de guerre suivit l'intronisation. Il y fut décidé que le soulèvement aurait lieu pendant la nuit de Noël, d'après ce plan : A un signal donné du haut du pic de Sainte-Hélène, le point le plus élevé de

(1) Andalousie est le nom arabe de toute l'Espagne.

la montagne de l'Alhambra, les Albayceños se réuniraient en trois bandes et se dirigeraient sur la place de Bibarrambla, sans faire halte que pour ouvrir les prisons et s'emparer des principaux magistrats ; huit mille hommes d'élite, pris dans la Vega et le Val-de-Lecrin, et que l'on devait enrôler avec précaution, attaqueraient en même temps les portes de la ville basse ; ceux-ci, vêtus à la turque ou à la barbaresque, simuleraient l'armée d'Aluch-Ali ; deux mille monfis, sous la conduite de Partal et d'Anuacoz, arriveraient par la vallée du Xenil, s'embusqueraient d'abord dans la chènevière de Cénès, et, quand la ville serait en ruine, escaladeraient l'Alhambra du côté du Ginalariph. En cas de malentendu de part ou d'autre, le bruit du canon servirait de second signal. La prise de Grenade semblait infaillible ; les Alpuxares suivraient le mouvement. Aben-Tchoar-el-Zaguir, qu'Aben-Hommeyah venait de faire son capitaine-général, partit avec des ordres en conséquence. Il ne paraît pas que Farax ait été présent à la conférence, ni que le Zaguir lui ait communiqué la nouvelle de l'élection d'un roi, car dans les lettres qu'il expédia le 25 octobre, pour la prise d'armes, il se qualifia d'émir, et prit, à l'imitation des rois mores, le titre d'Abdallah, serviteur de Dieu. Il ne restait plus assez de temps pour se concerter avec le pacha d'Alger, à qui l'on fit seulement part de la résolution, en le priant de la soutenir, ce que promit le pacha, mais avec une arrière-pensée : il mé-

ditait la conquête de Tunis. Le schériff de Maroc, après avoir reçu la même confidence, répondit, comme auparavant, qu'il voulait attendre les premiers événements. Tous deux autorisèrent immédiatement les envois d'armes et le départ de volontaires.

Jusqu'au mois de décembre, aucune indiscretion ne fut commise ; quand le jour de Noël approcha, on entendit parler vaguement d'un débarquement de six mille Turcs et d'un projet qui s'exécuterait pendant la messe de minuit. Ce bruit parut méprisable, parce que les Turcs n'avaient été aperçus nulle part. Le marquis de Mondejar s'inquiéta davantage de voir arriver à Grenade une quantité d'Alpuxareños, sous prétexte de vendre leur soie et d'acheter des robes pour leurs femmes, car le dernier délai finissait bientôt. Le 23 décembre, Albotodo apprit ce qui devait se passer, mais en général, par la confession d'un maître maçon de l'Alhambra, Francisco Aben-Edem, qui aurait pu en dire plus long, car c'était Là qui avait donné la mesure des échelles destinées à l'escalade. Albotodo en fit part à l'archevêque, au président, au corrégidor, au marquis de Mondejar, qui doubla les patrouilles, sans ajouter grande foi à ce renseignement. L'événement sembla d'abord lui donner raison ; la messe de minuit ne fut pas troublée ; la veille et l'avant-veille il était tombé tant de neige, que tous les chemins étaient devenus impraticables.

La veille, don Fernando de Valor s'enfuit de Gre-

nade, suivi d'un seul esclave noir et de sa maîtresse, après avoir eu dispute dans la salle de l'ayuntamiento, avec l'alguazil mayor don Alonso Maza, qui voulut lui ôter sa dague. Il était défendu d'entrer armé au conseil ; don Alonso Maza le fit remarquer à don Fernando, qui répliqua : « Je n'y avais pas pris garde ; mais, peu importe ! un cavalier tel que moi peut bien aller partout avec dague et épée. — Je ne le nie pas, dit l'alguazil mayor ; mais faites comme les autres, qui sont aussi bons gentilshommes que vous et ne portent pas d'armes ici. — Personne n'est aussi bon gentilhomme que moi, » répartit don Fernando. Et comme à ces mots insolents don Alonso Maza lui enleva sa dague, il sortit en disant : « Vous avez agi comme un vilain, et, par la royale couronne de mes ancêtres, je jure que je vengerai bien mon affront. » Que voulait-il en cherchant cet affront ? Avait-il besoin d'un prétexte pour sortir de Grenade ? d'une nouvelle injure pour se recommander aux monfis qui n'avaient point pris part à son élection ? Est-il vrai qu'il eût donné contre-ordre et remis le jour du soulèvement au 1er janvier ? Ce qui paraît certain, c'est qu'il était nécessaire à ses plans qu'il se trouvât le lendemain dans l'Alpuxare, et, en effet, sans la précipitation de cette fuite, la royauté lui échappait. Il partit le soir même, à cheval, passa la nuit au milieu des neiges, dans un jardin, et le lendemain, dimanche 24 décembre, il se dirigea sur Valor. Comme il descendait dans

le val de Lecrin, il rencontra un prêtre qui allait en toute hâte du côté de Grenade, et qui lui cria de rebrousser chemin, parce que l'Alpuxare était en feu. Cet avis lui donna des ailes ; sur le soir il atteignit Beznar, village peuplé en partie de *Valoris*⁽¹⁾. Ce fut là qu'on lui raconta ce qui venait d'arriver. Peut-être le savait-il déjà, et sa fuite de Grenade avait été la conséquence de ces évènements.

(1) Morisques du fief de Valor.

CHAPITRE XIX.

Insurrection des Morisques de l'Alpuxare.

(Décembre 1568 à janvier 1569.)

Sept alguazils d'Uxijar se rendaient à Grenade, le jeudi 23 décembre, pour y passer les fêtes de Noël, et traversaient le territoire de Ferreyra en même temps que le capitaine Herrera, qui conduisait à la citadelle d'Adra un convoi d'arquebuses sous la conduite de cinquante soldats. Selon leur habitude, alguazils et soldats pillaient, battaient, commettaient mille insolences. Esteban-el-Partal et ses monfis rencontrèrent les premiers et les massacrèrent ; puis la soif du sang leur étant venue, ils suivirent la piste des soldats, qu'ils joignirent à Cadiar, au moment où ils y prenaient leurs logements chez l'habitant. L'occasion

tenta plus qu'elle n'aurait dû Aben-Tchoar-el-Zaguir ; le désir de s'emparer des arquebuses lui fit oublier sa prudence ; il donna l'ordre d'égorger les soldats pendant la nuit, et les monfis lui obéirent ponctuellement. Après un tel éclat, il fallait prendre les armes sans tarder. Le Zaguir et Partal répandirent sur le champ leurs émissaires ; ce fut comme l'étincelle dans une traînée de poudre. En trois jours l'Alpuxare avait fait son mouvement. L'insurrection se propageait dans le district d'Almeria et gagnait le val de Lecrin. Sur quelques points les chrétiens avaient essayé de se défendre, dans les églises, mais la tour d'Orgiba et celle d'Uxijar résistaient seules encore ; le Zaguir faisait le siège de cette dernière. Farax s'était porté le samedi sur Grenade ; on attendait d'heure en heure son retour.

Don Fernando de Valor, ou nommons-le *Aben-Hommeyah*, comme il voulait être appelé désormais, vit qu'il n'avait pas de temps à perdre pour faire confirmer dans une assemblée populaire son titre de roi. Il employa toute la nuit à pratiquer les Morisques, dont un grand nombre de toutes les tahas⁽¹⁾ se trouvait alors à Beznar ; il en fit chercher d'autres dans le

(1) L'Alpexare était divisée en douze *tahas*, dont voici les noms disposés dans leur ordre géographique, de l'ouest à l'est :

Orgiba, chef-lieu : Albacete-de-Orgiba. — Poqueyra, chef-lieu : Bubion. — Ferreyra, chef-lieu : Pitres. — Jubiles,

voisinage, afin de donner plus de consistance à cette seconde élection. Les Valoris le secondèrent avec empressement, et le lundi matin, une foule toute gagnée à ses intérêts proclamait déjà son nom quand Farax-Abencerrage apparut.

Farax avait échoué à Grenade, où les Morisques ne l'attendaient plus. Il y était entré le samedi, à minuit sonnant, avec cent quatre-vingts monfis, les seuls qu'il put engager à franchir les cols de la Sierra-

chef-lieu : Jubiles. — Uxijar, chef-lieu : Albacete-de-Uxijar. — Andaraz, chef-lieu : Laujar-de-Andaraz. — Luchar, chef-lieu : Canjayar. — Marchena, chef-lieu : Santa-Cruz. Au midi de ces huit :

Los Ceheles, chef-lieu : Torbiscon. — Adra, chef-lieu Adra. — Berja, chef-lieu Berja. — Dalias, chef-lieu : Dalias.

Le val de Lecrin, dont le chef-lieu est Lanjaron, se trouve entre Grenade et la taha d'Orgiba. Au midi du val de Lecrin, le long de la mer et joignant à l'est les Ceheles, est le district de Motril et Salobreña. Au nord de la Sierra-Nevada, sur le versant qui regarde Guadix, est le marquisat du Zenete. A l'Ouest de la taha de Marchena, est un district nommé, de la rivière qui l'arrose, *Rio-Boloduy*. Le district d'Almeria confine, du côté de l'ouest, aux tahas de Berja et Dalias ; du côté du nord, au Rio-Boloduy. Ces derniers districts appartiennent géographiquement au système de l'Alpaxare. Aucune carte n'indique ces divisions, mais on les trouve bien décrites dans l'ouvrage de Marmol, et on peut les tracer aisément sur la carte de Thomas Lopez, à laquelle nous renvoyons :

Nevada. Il régnait alors une affreuse tempête. Les Morisques, inquiets des bruits qui avaient couru, se tenaient soigneusement renfermés chez eux. Le capitaine-général, malgré des avis reçus d'Orgiba, n'avait pris aucune précaution. Le froid avait fait rentrer dans leurs corps-de-garde alguazils et soldats de ronde. Grenade pouvait être surprise si les Albayceños eussent eu du cœur ; mais Farax ne put jamais décider les chefs du complot à donner le signal. Comment, lui dirent-ils, vous devez nous amener dix mille hommes, et vous venez avec quatre va-nu-pieds ! Retournez-vous en. » Exaspéré de cette réponse, il leur dit : Je vous ferai révolter malgré vous, ou vous périrez tous. » Et il lança ses monfis dans la ville. Du haut d'un tertre qui dominait l'Albaycin et l'Alcazaba, il proclama, par deux fois, au son des instruments, le nom de Mahomet et la résurrection du royaume d'Andalousie. « Vous tous qui avez des injures à venger, s'écriait-il, accourez sous la bannière du roi d'Alger. Frères, frères, notre heure est venue ! » Personne n'arriva. Un vieillard ouvrit seul sa fenêtre et demanda : « Combien êtes-vous ? — Six mille, dit Farax. — Vous venez tard et vous êtes peu, » répondit le vieillard, et il referma sa fenêtre. Le tocsin sonnait quelques soldats échappés à la fureur des monfis parcouraient la ville en appelant aux armes. L'entreprise était manquée. Farax se retira au point du jour, fièrement, en bon ordre, bannières déployées, sans

avoir perdu un seul homme. Il fit halte dans la vallée du Xenil, jusqu'à huit heures du matin, peut-être avec l'espoir que l'artillerie de l'Alhambra jouerait et tromperait les bandes de la Vega, de façon que l'attaque projetée aurait lieu malgré tous les contretemps ; mais le hasard qui le poursuivait lui fit encore perdre cette chance. Enfin il reprit la route de l'Alpuxare, observé de loin par un éclaireur. Sa troupe se grossissait d'instant en instant, car les Albaycenos, après avoir fait manquer la première partie de sa prédiction, craignaient de voir s'accomplir la seconde, et s'enfuyaient avec femmes et enfants. La cavalerie du marquis de Mondejar arrivait au galop par derrière. On vit alors un père, qui traînait ses deux filles, et qui allait être atteint par les chevaux, égorger l'aînée, personne d'une rare beauté, et enfouir la plus petite sous la neige. Farax sauva quelques uns de ces fugitifs en s'arrêtant au ravin de Dilar ; un feu d'arquebuses bien dirigé de ce poste avantageux fit reculer la cavalerie du marquis ; deux compagnies d'infanterie qui la soutenaient n'osèrent continuer la poursuite ; la nuit commençait d'ailleurs à tomber. Farax repassa la Sierra-Nevada par des sentiers de chevriers ; il descendit la même nuit dans le val de Lecrin, qu'il fit insurger tout entier, à l'exception de trois villages ; et fier de son audace, il entra à Beznar en triomphateur, la zambra jouant des fanfares, ses monfis agitant leurs bannières et poussant des cris de

réjouissance, comme s'ils apportaient les clés de Grenade.

Les acclamations qui retentirent à ses oreilles, au moment où sa petite troupe débouchait sur la place de l'église, le surprirent et le troublèrent au point de lui ôter toute présence d'esprit. Homme d'énergie brutale, il venait d'en montrer : au lieu d'agir lorsqu'il avait la force en main, il se mit à discuter, à opposer au grand nom d'Aben-Hommeyah celui d'Aben-cerrage et ses titres de services ; l'épée aurait mieux tranché la question. Pendant qu'il parlementait, les Valoris séduisirent ses partisans. Un accommodement fut proposé ; Farax, abandonné par les monfis, se vit obligé d'y souscrire. Il se prosterna aux pieds du roi, qui le nomma son alguazil alquibir, c'est-à-dire son premier ministre⁽¹⁾. En le relevant, Aben-Hommeyah, sans égard pour sa fatigue, lui donna l'ordre de partir sur l'heure, d'achever d'insurger le pays, de recueillir les trésors des églises, et de le rejoindre à Laujard'Andarax, où il comptait se faire couronner solennellement. Cet ordre n'était qu'un prétexte pour éloigner un rival dont la vue blessait ; mais dès que Farax fut en route, Aben-Hommeyah s'effraya de ne le plus tenir sous son pouvoir. Il envoyait à Laujar un alguazil-alquibir, il pouvait bien y retrouver un roi ; l'inquiétude le précipita sur ses traces. Pourtant Farax ne

(1) Alguacil (al-wasir) et visir sont le même mot,

méditait pas de révolte ; il s'était résigné à occuper le second rang, et ne pensait qu'à exécuter sa commission, ou plutôt à venger sur les chrétiens des Al-puxares son échec de Grenade.

En plusieurs endroits, les Morisques avaient traité leurs persécuteurs avec une modération que l'on ne devait guère attendre d'eux, ici les gardant pour otages, là veillant eux-mêmes à la sûreté de leur retraite ; aux Guajaras entre autres, où leur seigneur était venu les attaquer avec un ramas de vagabonds, ils s'étaient contentés de se défendre, .et, après la victoire, avaient reconduit à Salobreña ceux qui n'avaient pas péri dans l'action. Des exemples remarquables de fidélité avaient été donnés par eux. Don Alonso Habiz de Granada, Venegas, régidor d'Almeria, recevant au milieu du conseil une lettre qui lui offrait la couronne, rendit cette lettre à ses collègues, et s'évanouit en disant : « C'est une forte tentation que celle de régner ! » Il vécut depuis toujours malade, sans pour cela épargner sa personne. Mais en quelques lieux l'insurrection fut souillée par des cruautés abominables. A Mayrena, les habitants bourrèrent de poudre leur curé, et le firent éclater comme une bombe. A Mecina de Bombaron, un ami du bénéficié prévint leur rage en lui passant son épée au travers du corps. « Tiens, ami, lui avait-il dit en le frappant, mieux vaut moi qu'un autre. » A Canjayar, ils commencèrent par sacrifier un enfant

sur l'étal d'un boucher, puis égorgèrent deux Grenadins, et mangèrent le cœur de l'un d'eux. Le martyr du curé de ce bourg doit être rapporté en détail, parce qu'il montre à quel excès des vexations journalières peuvent pousser une multitude à la fureur. Ce curé se nommait *Marcos de Soto*. Les Morisques l'amènèrent dans l'église avec son sacristain, l'assirent dans la chaire à prêcher, sonnèrent comme pour la messe, et ordonnèrent au sacristain de faire l'appel suivant l'usage. Chaque habitant répondit à son tour. En passant devant Marcos de Soto, les uns lui assénaient un coup de poing, les autres lui arrachaient la barbe ou les cils. Quand l'appel fut fini, deux bourreaux s'avancèrent avec des rasoirs ; ils déchiquetèrent le curé membre à membre en commençant par les extrémités, lui firent avaler ses yeux qui les surveillaient, lui coupèrent la langue qui les dénonçait, et jetèrent son cœur aux chiens. De telles horreurs font frémir. Les ecclésiastiques en avaient été les principales victimes, on comprend pourquoi. C'était presque partout les monfis qui les provoquaient ; les monfis avaient de terribles comptes à régler. A Guecija, ils brûlèrent le couvent des Augustins, et jetèrent les moines dans de l'huile bouillante. Ils aimaient surtout à profaner les autels ; sur celui d'Adra, ils sacrifièrent un porc, en dérision de la violence que l'on mettait à leur faire manger de la chair de cet animal, comme si la religion chrétienne l'exi-

geait. Alors, Farax arrivait pour renchérir sur eux.

Il visita, le 27 décembre, les tahas d'Orgiba, de Fereyra, celle de Jubiles et les Ceheles, où il fit commencer les massacres sous ses yeux, et laissa l'ordre de les continuer jusqu'à ce qu'il ne restât plus un chrétien. Le Zaguir, qui se trouvait à Jubiles, lui arracha quelques centaines de prisonniers ; le lendemain ils entrèrent de compagnie à Albacète de Uxijar. La tour venait de se rendre ; deux cent quarante-deux personnes, garrottées, attendaient leur sentence : Farax en livra quatre au Zaguir, et envoya tous les autres à la boucherie. De ces quatre qu'obtint le Zaguir, deux étaient ses amis ; il leur donna la liberté ; les autres étaient l'alcalde et l'alguazil mayor d'Uxijar, par la méchanceté desquels il avait été mis aux galères : ceux-là, il les tua de sa propre main, après leur avoir longuement reproché leur iniquité. Cela fait, il se repentit. Tout-à-coup, saisi de doutes et de remords, il alla jusqu'à conseiller aux Morisques de déposer les armes, et d'offrir au président de Grenade les têtes des plus coupables, la sienne la première. Il comprit ensuite que l'on ne pouvait plus reculer ; il convint même qu'il était utile de compromettre la nation entière par des excès ; mais il ne voulait pas tremper davantage ses mains dans le sang : il se sépara de Farax. Celui-ci n'était point assouvi encore. Il apprit qu'à Andarax l'alguazil Aben-Adami cachait dans sa maison la famille du bénéficié Juan Lorenzo ; il se fit amener

le bénéficié, l'assit à côté de lui, les pieds sur un brasier ardent, et appela ses sœurs. « Connaissez-vous cet homme qui se chauffe ? » leur demanda-t-il. Juan Lorenzo expira dans une lente torture, voyant égorger ses parents l'un après l'autre. Dans tous les endroits où passa Farax, les mêmes scènes de barbarie se reproduisirent. Trois mille Espagnols environ périrent dans l'espace de six jours, presque tous par les ordres de cette bête féroce. Tous ceux qui habitaient l'Alpuxare auraient éprouvé le même sort, si le roi des Morisques n'avait suivi de près son ministre sanguinaire.

Aben-Hommeyah, soit qu'il détestât réellement la cruauté, soit qu'une pensée d'avenir le guidât, témoigna la plus vive indignation à la vue des cadavres qui jonchaient sa route. Il fit publier une proclamation défendant que l'on mit à mort les femmes et les enfants, que l'on exécutât personne sans cause ni jugement ; partout il arrêta les supplices, mais il était déjà bien tard. Les femmes, que l'on avait réservées pour les faire assister à la mort de leurs maris, lui durent la vie ; des hommes, il n'en sauva qu'un petit nombre. Retenu quelque temps à Orgiba par la nécessité de mettre ordre au siège de la tour, il arriva seulement le 29 décembre à Uxijar, où il avait des amis particuliers qu'il espérait trouver encore vivants ; le titre d'*amis du roi* n'avait protégé aucun d'eux. Celui qu'il chérissait le plus, Diego Ferez, abbé du chapitre de cette ville, avait été tué à coups de bâton.

Un Morisque lui avait arraché le cœur, et s'était écrié, en le montrant à la foule : « Béni soit Mahomet, qui m'a permis de tenir dans mes mains ton cœur, chien de chrétien ! » Le récit de cette action enflamma de colère Aben-Hommeyah ; il repartit aussitôt, la menace à la bouche et se rendit le même jour au château de Laujar, ancienne résidence d'Abou-Abdilehi. Son premier soin fut d'y mander Farax. L'heure de l'expiation sonnait. Les monfis, dispersés sous divers prétextes, furent séparés de leur chef, auquel le roi ordonna sèchement de rendre ses comptes à Miguel de Roxas, son beau-père, kasnadgéh ou trésorier et ministre des finances. En de pareilles circonstances, un examen équivalait à une sentence. Quel général, après un pillage, peut repousser nettement le reproche de concussion ? Farax s'en défendit mal devant un homme décidé à le condamner. Innocent ou coupable, il resta convaincu d'avoir détourné l'argent des églises. Le bâton d'alguazil-alqabir, indemnité d'une couronne, passa de ses mains à celles de son vieil antagoniste, Aben-Tchoar- el-Zaguir. « Rends-moi grâce de la vie que je t'accorde, lui dit le roi ; et si tu ne veux la perdre, ne t'éloignes jamais de mon camp. »

Ainsi finit la courte carrière d'exploits et de crimes de Farax-Abencerrage, qui s'était un jour intitulé, à l'imitation des califes, Emir-al-Mumenim (commandeur des croyants). Il fut le plus actif promo-

teur de la révolte ; il en combina le plan d'une manière savante ; et s'il avait été obéi jusqu'au bout, il aurait ébranlé la monarchie espagnole, à en juger par ce que sa tentative même avortée produisit. Ses talents lui donnaient droit à la première place, sa férocité fit applaudir à sa chute ; elle lui attira l'exécration des Morisques, lorsque les premiers revers, la sévérité des punitions eurent effacé le souvenir de ses services pour ne laisser que celui de ses méfaits. Le rôle qu'il joua par la suite est obscur. Il est vraisemblable qu'il n'exerça plus de commandement ; l'histoire n'a donc plus à s'occuper de lui, quoique les chroniqueurs en parlent encore avec beaucoup de contradictions. On dit qu'un de ses compagnons, chrétien renégat, voulant gagner sa grâce auprès des inquisiteurs, l'assomma dans une caverne et l'y laissa pour mort ; qu'il fut guéri cependant, et vécut longtemps de la charité publique, objet de dégoût, car son visage était devenu monstrueux ; mais cela ressemble à une fable.

Après avoir dégradé Farax et s'être fait couronner à Laujar en grande cérémonie, Aben-Hommeyah prit quelques mesures qui importaient à sa considération, au bon ordre, à la défense commune. D'abord il épousa trois femmes ; il en avait déjà une. La religion musulmane, en autorisant la polygamie, a restreint à ce nombre de quatre celui des femmes légitimes ; c'était se montrer sincèrement musulman que profiter de cette faculté ; et le choix des personnes prouva

que la politique avait une bonne part dans cette affaire ; des trois femmes nouvelles qui entrèrent dans le harem du roi des Morisques, deux appartenaient à des familles influentes de Tavernas et du rio d'Almanzora, pays jusqu'alors tranquille ; l'autre était cette grenadine, sa maîtresse, qui l'avait accompagné le jour de sa fuite. En même temps, il rendit un édit pour défendre le concubinage. Par un autre il ordonna aux Morisques de tout le royaume de s'insurger, mais sans commettre de meurtres, le tout sous peine de la vie et de confiscation de leurs biens. Il forma sa maison militaire des hommes d'élite les mieux armés, et suivit les traditions de l'Alhambra, en ressuscitant le corps jadis célèbre des chevaliers de la maison de Grenade. Il nomma un alcaïde pour chaque taha. Une demi-journée lui suffit pour mettre ordre à tout du côté d'Andarax ; le soir du 29 décembre il était de retour à Uxijar. Cette nuit il reposa chez son oncle le Zaguir, qu'il investit de la double dignité d'alguacil-alquibir et de capitaine-général. Le 30, il parcourut le val de Lecrin. Les avant-postes espagnols s'étaient repliés depuis deux jours, du pont de Tablate à Durcal, après une défaite honteuse. Toute la vallée, jusqu'au pied de la Sierra-Nevada, restait au pouvoir des Morisques. Aben-Hommeyah laissa dans ce district Miguel de Granada-Xaba, qu'il posta aux Albuñuelas, avec l'ordre d'attaquer Durcal. Il se remit en route sans perdre un instant, et passa l'inspection de sa frontière.

Du côté de l'ouest, l'insurrection ne s'étendait pas au-delà du val de Lecrin et du district de Salobreña, qui lui est contigu. Arevalo de Juaza, corregidor de Malaga, maintenait encore la tranquillité dans sa province, mais un soulèvement s'y préparait ; les Morisques du district de Salobreña et ceux de la partie méridionale du val de Lecrin, avaient abandonné leurs villages ; Aben Hommeyah les réunit au pignon des Guajaras ; il leur donna pour chef Marcos-el-Zamar. Entre el-Zamar et Miguel de Granada Xaba, la ligne était couverte par le Rio-Grande, qui traverse le val de Lecrin, se joint sous les Guajaras à la rivière d'Orgiba, principal cours d'eau des Alpuxares, et de là descend à la mer en suivant, au fond d'un ravin profond, la direction du nord au sud. Près de l'embouchure de cette rivière, sur la rive gauche, se trouve Salobreña, forteresse imprenable par terre avec les moyens dont les Morisques disposaient ; Diégo Ramirez de Haro, qui en était seigneur, l'avait mise promptement à l'abri d'un coup de main. Sur la rive droite, les chrétiens conservaient Motril ; plus loin, le long de la mer, ils avaient encore Castil de Ferro et Adra. De la possession de l'une de ces places dépendait la réussite d'un débarquement d'Africains. En attendant qu'il y revint lui-même, Aben-Hommeyah chargea Hocaïd de Motril de les attaquer avec les gens des Ceheles. Mateo-el-Rami assiégeait Almeria, qui semblait devoir tomber facilement entre

ses mains, car don Garcia de Villaroel, capitaine de la garnison espagnole, n'avait que deux compagnies pour défendre une ville considérable, mal fermée et presque déserte, contre les ennemis du dehors et ceux du dedans. D'Almeria au cap de Gate, tout appartenait aux Morisques, rase campagne et châteaux. Dans le Rio-d'Almanzora, Fernando-el-Gorri essayait d'opérer le soulèvement ; il y trouvait les esprits disposés, mais rien n'était décidé jusqu'alors. En arrière des hautes chaînes de montagnes qui bornent, à l'ouest, le Rio-d'Almanzora, entre elles et les Alpuxares, les Morisques occupaient Gergal, château très-fort que leur avait livré son alcaïde, Francisco-Portocarrero-Aben-Mequenoum. Géronimo-el-Maleh avait traversé la Sierra-Nevada et parcourait le marquisat du Zenete, à la tête de quatre mille hommes ; il menaçait les deux forteresses de Fiñana et la Calahorra. Dans la vallée du Xenil, les vieilles bandes des monfis circulaient en liberté jusqu'aux portes de Grenade, mais au centre même des Alpuxares, cent quatre-vingts chrétiens, renfermés dans la tour d'Orgiva, défiaient les efforts de deux mille assiégeants.

Les affaires des Morisques se trouvaient en cet état, le 1^{er} janvier 1569, quand Aben-Hommeyah revint de sa tournée, et établit son quartier-général dans la taha de Poqueyra, la plus âpre portion de la contrée insurgée. Pendant qu'il y faisait exécuter des travaux de défense, il reçut de toutes parts de mauvaises nouvelles.

Le soulèvement de la Sierra de Ronda ne s'était fait que partiellement, et il avait été comprimé. Le capitaine d'Adra, Diégo Gasca, jeune homme intrépide et actif, avait mis deux fois en déroute Hocaïd. Don Garcia de Villaroel avait surpris Mateo-el-Rami, l'avait tué, et dégagé Almeria. Les projets de Fernando-el-Gorri, sur le Rio-d'Almanzora, avaient été déjoués par une ruse de l'alcaïde d'Almuña, qui fit croire à l'arrivée d'une armée de quinze mille hommes. Sur ce bruit, Aben-Mequenoum avait évacué Gergal. Géronimo-el-Maleh, battu à la Calahorra et à Fiñana, rétrogradait sur la Sierra-Nevada, dont il fortifiait les passages, abandonnant le marquisat du Zenete. Sur tous les points, plusieurs lieues de terrain avaient été perdues ; malgré ces revers, la position était encore assez belle pour attendre sans inquiétude les renforts d'Afrique. Aben-Hommeyah fit changer en blocus le siège d'Orgiba, donna l'ordre aux alcayds de garder soigneusement leur frontière, et de sa personne il se porta, suivi de toute sa maison, au pont de Tablate, pour appuyer Miguel de Granada Xaba, qui était aux prises avec le marquis de Mondejar.

CHAPITRE XX.

Entrée en campagne du marquis de Mondejar
et du marquis de los Veles.

(Janvier 1569.)

Il s'écoula quelques jours avant que l'on connût exactement à Grenade les évènements de l'Alpuxare. Tout faisait croire à un débarquement de Turcs ; les rapports des fuyards s'accordaient avec cette supposition. L'on n'en douta plus lorsque l'on eut trouvé près de la porte de Bibadan des turbans dont Farax avait fait coiffer ses monfis, pour tromper ennemis et amis. Cela grossissait l'inquiétude, et la nouvelle de la déroute des avant-postes y mit le comble. L'archevêque ordonna des prières publiques ; le saint-sacrement resta exposé nuit et jour ; les femmes encombraient les églises, allaient de porte en porte,

répandaient leurs alarmes partout ; quelques-unes empaquetaient leurs meubles précieux, et se réfugiaient à l'Alhambra : les hommes couraient de tous côtés, tantôt aux remparts, sur le bruit que les Turcs arrivaient, tantôt à l'Albaycin, où les appelait une fausse alerte ; les Morisques, encore plus effrayés que les chrétiens, se barricadaient chez eux ; ils prodiguaient les assurances de fidélité ; mais ni les menaces du capitaine-général, ni les prières du président, ni les rondes du corrégidor ne pouvaient les soustraire à la vengeance d'une populace irritée de ses terreurs ; ceux qui étaient rencontrés dans les rues se laissaient massacrer sans se défendre.

Au milieu de cette pitoyable confusion, la lutte continuait entre don Pedro de Deza et le marquis de Mondejar. Si jamais le marquis put, à bon droit, prendre la direction absolue des affaires, certes c'était en de pareilles circonstances ; don Pedro lui disputa pourtant encore jusque-là les prérogatives essentielles de sa charge, le commandement militaire ; et soit par hasard, soit à dessein, chacun de ses actes fut empreint d'un caractère d'animosité contre son rival. A Grenade, le plus notoire ennemi de la maison de Mendoza était le corrégidor, don Juan de Villafuerte Maldonado ; le président forma de son chef une garde urbaine, et la mit exclusivement sous les ordres de cet officier municipal. Il existait entre les Mendoza et les Fajardos une émulation héréditaire ; don Pedro de Deza fit expédier

par l'audience royale, agissant comme *acuerdo*, l'invitation à don Luis Fajardo, marquis de los Velez, adelantado du royaume de Murcie, d'entrer dans les Alpuxares, au mépris du droit que possédaient les capitaines-généraux de déployer seuls le guidon de général dans les limites de leur gouvernement. Ces deux démarches blessèrent vivement le marquis de Mondejar, qui réclama devant le conseil royal. En attendant qu'il obtînt justice, ses partisans la lui firent ; aucun d'eux ne voulut s'enrôler dans la garde urbaine. L'esprit de faction dominait l'amour du bien public et jusqu'à l'instinct de la conservation. Le président avait établi un corps-de-garde dans son propre palais ; il usait de toutes sortes de recherches pour y attirer ; on y trouvait des tables de jeu, des soupers, mais le corps-de-garde restait presque désert. Les patrouilles qui en sortaient étaient souvent si faibles, que l'on recourut à des ruses puériles pour cacher aux Morisques le secret de cette faiblesse : on les faisait passer et repasser dans les mêmes rues, entrant par une porte et revenant par l'autre, afin de simuler plusieurs détachements. Le résident s'applaudissait encore de son expédient, que l'on en riait à l'Albaycin. Les Morisques, instruits par-là des dissensions de leurs maîtres, s'enhardirent. Ils recommençaient à parler haut, sans que l'on osât les châtier, car la garnison de Grenade se composait alors en tout de trois cents hommes.

Le marquis de los Velez obéit avec empresse-

ment à l'invitation de l'acuerdo ; c'était un homme ambitieux et jaloux. Quoiqu'il fût cupide autant que prodigue, de peur d'être arrêté s'il s'adressait aux trésoriers royaux, il ouvrit ses coffres pour faire les vivres de son armée. Le 4 janvier, il avait réuni environ trois mille hommes, tant de ses vassaux que des milices de Lorca et villes voisines ; il leur avança leur solde, et partit de Velez-el-Blanco. Trois marches forcées l'amènèrent dans le Rio-d'Almeria, au pied des Alpuxares. Le 7 il campait à Tavernas, où le rejoignirent les milices de Baza, que conduisait don Juan Enriquez, ce protecteur des Morisques, devenu leur ennemi par la force des choses. Là seulement, le marquis de los Velez s'arrêta, déférant un peu tard à une seconde prière du président, qui, mieux avisé, lui avait demandé d'attendre les ordres du roi, sur la frontière du territoire de Grenade. Il lui paraissait plus facile de se faire continuer un mandat usurpé que de l'obtenir, lorsque les choses restaient dans l'état régulier ; et en effet il reçut, le 11 janvier, des ordres de service avec la patente de capitaine extraordinaire du district d'Almeria. Son entrée en campagne, quoiqu'elle fût suivie d'une longue inaction, eut quelques résultats avantageux ; elle arrêta l'insurrection du Rio-d'Almanzora, où s'organisèrent à peine des bandes volantes. Les Morisques le redoutaient plus que tout autre ; ils le nommaient *lblis Arraez-al-Hadid*, « le diable à tête de fer. » A Grenade, on jugea diversement de la

précipitation qu'il avait mise à répondre à l'appel de don Pedro de Deza ; on le désapprouva généralement. Il le sut, l'attribua au mauvais vouloir du marquis de Mondejar, et se confirma dans le dessein de se refuser à tout concert avec cet émule.

Quant au marquis de Mondejar, les contrariétés dont il était abreuvé ne le troublaient point ; il accomplissait ses devoirs avec un admirable sang froid. La conservation de quelques postes dans les Alpuxares, et la tranquillité de la province de Malaga, étaient dues à la célérité, à l'à-propos de ses ordres. L'audience ne le servit que pour une seule chose : elle expédia aux conseils des villes de l'Andalousie des lettres comminatoires qui leur enjoignaient d'en voyer leurs milices à Grenade sans délai, suivant l'invitation qu'ils en avaient reçue du marquis. Cela fut d'un bon effet. La manière de lever des troupes en cette occasion était encore réglée par le code des sept partidas ; les seigneurs amenaient leurs vassaux, les bourgeois des villes se formaient en compagnies et nommaient leurs capitaines ; chacun s'armait comme il pouvait. Cette méthode, excellente autrefois, lorsque le voisinage des Mores faisait de tout citoyen un soldat, était devenue détestable depuis l'extinction de la guerre intérieure ; elle ne fournissait que des corps sans moral, sans discipline, sans instruction, des armées de pillards que l'on retenait à grand peine sous les drapeaux. Il répugnait aux gens aisés de servir à côté de misérables,

dont l'élan venait de la soif du butin ; aussi les volontaires qui s'offrirent comme soldats étaient-ils de la lie du peuple ; mais la bassesse de leurs sentiments les rendait d'autant plus ardents à prendre les armes. Ils avaient en perspective le sac d'un royaume les levées se firent donc avec promptitude. Il ne manqua pas de capitaines expérimentés pour les commander ; dans l'ordre de la noblesse, l'habitude de la guerre ne s'était pas perdue, tous les gentilshommes andalous se présentèrent à l'envi. Quelques-uns refusèrent d'accepter des grades, pour éviter les lenteurs du rassemblement, et ils partirent en aventuriers ; d'autres, pour épargner à leurs villes une dépense trop lourde, préférèrent marcher à la tête de leurs domestiques, et conduisirent des troupes de dix ou quinze hommes. De ce nombre fut Luis Per de Castillejo, ancien régidor de Cordoue ; on lui offrait le commandement d'une compagnie, avec la solde ordinaire de capitaine : Je ne veux ni grade ni argent, répondit-il. Moi, mes fils, mes parents, tous les gens de ma maison nous irons de nous-mêmes servir Dieu et notre roi. C'est pour cela que nous héritons de nos pères, c'est pour cela que nous naissons nobles. » Une soixantaine d'aventuriers des familles les plus distinguées de l'Andalousie se trouvèrent à Grenade dès le 1er janvier 1569 ; les milices d'Ecija, de Cordoue, de Baeza, d'Ubeda étaient en route ; celles de Séville se formaient plus lentement ; mais celles de Jaën, d'Alcala, d'Antequera, de Loja

et d'Alhama étaient arrivées déjà. Elles composaient, avec celles de Grenade et quatre compagnies de troupes régulières, un total de deux mille quatre cents hommes. Le marquis de Mondejar se mit en marche à la tête de ces forces, le 3 janvier, et arriva dans la soirée du lendemain à Padul, premier village du Val-de-Lecrin. Son avant-garde était logée à Durcal, une lieue en avant.

Dès qu'ils se virent abandonnés à eux-mêmes, les Grenadins tombèrent dans une détresse assez naturelle. Il n'y a point de pire conseiller que la peur : les propositions les plus extravagantes étaient faites chaque jour ; les plus violentes mesures étaient réclamées. Don Alonzo Nuñez de Boherquez, auditeur de la chancellerie, ouvrit l'avis de dépeupler l'Albaycin, et d'en faire passer les habitants en Castille ; judicieux projet, qui obtint l'approbation de tous ses collègues ; mais on en remit l'exécution à un moment plus opportun. Pour calmer les craintes qu'inspiraient aux chrétiens dix mille Morisques en état de prendre les armes, le comte de Tendilla fit venir des sept villes de la Vega cinq cents hommes ; il les distribua dans deux corps-de-garde à l'entrée de l'Albaycin, dont il ferma toutes les autres issues. Plus rigoureux, moins sage que son père, à mesure qu'il arriva des renforts il les établit dans les maisons même des Morisques, et ordonna que ces troupes fussent fournies de tout par leurs hôtes. L'intervention du président, qui s'opposait à un

abus aussi excessif, l'ayant irrité, il décida que l'armée du marquis serait approvisionnée complètement aux frais des Morisques. A cet effet, il frappa sur l'Albaycin une contribution de 6000 ducats, sous titre d'emprunt forcé, et obligea les paysans de la Vega à porter chaque jour au camp vingt mille livres de pain pour les y vendre, sans tarif, à leurs risques et périls. C'était assez mal déguiser un impôt de guerre ; prêter à des ennemis, leur vendre sans tarif ou leur donner gratis, revient au même. La licence des soldats qui étaient logés chez eux pesa aux Morisques bien plus encore que ces impositions. Elle était portée à un tel point, que la plume des chroniqueurs s'est refusée à la décrire. Les Albayceños reconnurent alors la faute qu'ils avaient faite en trahissant Farax. Pillés, battus, déshonorés dans leurs propres maisons, ils tentèrent de s'arracher à cette dégradation. Des jeunes gens se rendirent auprès d'Aben-Hommeyah, et l'engagèrent à marcher sur Grenade, où ils promettaient de faire éclater une terrible révolte ; mais l'égoïsme et la lâcheté ne savent jamais se décider qu'après avoir laissé passer l'occasion favorable : Aben-Hommeyah était déjà loin de l'Albaycin.

Le marquis de Mondejar ne resta que peu d'heures à Padul. Pendant la nuit, des coups de feu, dont le bruit venait du côté de Durcal, le réveillèrent en sursaut ; il partit aussitôt avec sa cavalerie, et donna à l'infanterie l'ordre de suivre. Sans la rapidité de

ce mouvement, son avant-garde était enlevée. Miguel de Granada Xaba s'était emparé déjà de toutes les issues du village ; les Espagnols jetaient leurs armes et s'entretuaient ou se cachaient dans l'église ; treize hommes seuls faisaient tête à six mille, trompant sur leur nombre par le nombre de leurs coups ; mais ils allaient succomber, car l'obscurité, qui les servait, était près de se dissiper.

En cet instant, l'on entendit retentir sur le chemin de Padul des fanfares et des pas de chevaux ; c'étaient quatre trompettes qui avaient été dépêchés en avant, et qui galopaient dans le lit d'un torrent, de manière qu'il semblait qu'un corps nombreux s'approchât : au même moment, les mousquetaires de l'avant-garde sortirent de leurs logements en arrière de Durcal, et firent une charge vigoureuse. Abusé par ce concours de circonstances, Xaba crut avoir affaire à toute l'armée ; il se retira précipitamment. Quand le marquis arriva, les Morisques s'étaient dispersés ; on n'en voyait plus un seul. Les soldats espagnols se promenaient fièrement sur la place de l'église, racontant leurs exploits, comme si la victoire eût été gagnée par eux ; celui qui se vantait le plus avait le dernier ramassé son épée. Cette première action, dont l'issue favorable avait été déterminée par le hasard, prouvait que les «Morisques sauraient se défendre ; ils l'avaient conduite avec intelligence et audace. Le marquis de Mondejar jugea prudent de ne pas s'aventurer

dans l'Alpuxare avant d'être renforcé ; en conséquence, il s'arrêta quatre jours à Durcal.

Ce fut une faute ; ses troupes avaient besoin d'être tenues en mouvement, car leurs désordres étaient bien plus à craindre que la résistance des Morisques. Sur les deux mille quatre cents hommes qu'il commandait, douze cents ne pouvaient pas s'offenser de s'entendre nommer voleurs, s'y l'on s'en rapporte au témoignage d'un de leurs camarades⁽¹⁾. En une journée, ils mirent Durcal et ses environs dans un état déplorable ; les moines prêchaient en vain la continence, le général prenait en vain les plus sévères précautions pour empêcher la maraude ; chacun se faisait un point d'honneur de contrarier les vues d'un chef qui se croyait appelé à pacifier plutôt qu'à punir. Le comté de Tendilla, contrevenant le premier aux ordres formels de son père, avait autorisé les vivandiers à trafiquer du butin qu'ils achetaient au camp, et les capitaines excitaient leurs soldats au pillage, afin de rendre impraticables les voies de douceur. Les Morisques des Albuñuelas, de Padul, d'autres villages voisins, étaient venus d'abord faire leur soumission et demander sauvegarde, mais, de retour chez eux, ils y trouvaient les traces du passage d'un Espagnol, déchiraient leurs lettres de sauvegarde et regagnaient la montagne.

(1) Hita, t. 2, p. 62. Les autres chroniqueurs contemporains disent la même chose en d'autres termes.

Pactiser avec des apostats et des rebelles, paraissait bien voisin du crime d'infidélité ; les amis du marquis de Mondejar cherchaient à lui éviter ce tort en ôtant tout crédit à ses paroles de conciliation ; ils y réussirent. Cela s'appelait du zèle pour le service des deux majestés⁽¹⁾.

Cette malheureuse halte à Durcal décida la tournure de la guerre. En représailles des violences qui l'avaient commencée, le marquis était fatalement conduit à déclarer qu'elle se ferait à feu et à sang ; il le proclama le jour de son entrée dans les Alpuxares. Huit compagnies qui arrivèrent d'Ubeda, de Baeza, Porcuna, Ecija et Aguilar, avec nombre de gentils-hommes aventuriers, ayant porté l'effectif de ses forces à cinq mille hommes, il décampa le 9 janvier. Le 10, au matin, il se présenta devant le pont de Tablete, que gardait Aben-Hommeyah en personne.

(1) *Las ambas magestades*, Dieu et le Roi.

CHAPITRE XXI.

Première campagne du marquis de Mondejar.
— Pacification des Alpuxares.

(Du 10 au 20 janvier 1569.)

Le pont de Tablate est jeté sur un ravin très profond qui, dans une longueur de quatre lieues, n'offre pas un seul passage praticable même pour les voyageurs isolés. La route de Grenade aux Alpuxares le traverse, et l'on ne peut éviter ce défilé dangereux à moins de faire un long détour qui amènerait sous les Guajaras, où les Morisques se trouvaient également en état de défense. Aben-Hommeyah, calculant que les chrétiens prendraient le plus court chemin pour arriver à Orgiba, dont la garnison commençait à se décourager, avait réuni à Tablate ses meilleures troupes et ses meilleurs capitaines. Annacoz, Arren-

dati et Gironcillo-el-Archidoni, ancien chasseur du marquis de Mondejar, commandaient sous ses ordres trois divisions. Il avait avec lui environ quatre mille hommes, dont une partie était armée d'arbalètes, d'arquebuses et de frondes, les autres de lances ou de bâtons. Par le nombre, par l'armement surtout, il était inférieur à ses ennemis, mais l'avantage de la position lui restait de manière à tout compenser. Des arquebussiers, rangés le long du ravin, s'appuyaient à une éminence escarpée d'où ils dominaient tout le terrain. Le pont était rompu ; quelques poutrelles recouvertes de terre, qui avaient été laissées en place afin de conserver jusqu'au dernier moment une communication avec le Val-de-Lecrin, étaient, à dessein, si mal étayées, qu'elles n'auraient pu supporter sans se rompre le poids de deux personnes. Les chrétiens ne connaissaient ni cette circonstance ni les bonnes dispositions de l'ennemi ; leur avant-garde en fut étonnée ; à la première décharge des Morisques elle tourna le dos, et mit le désordre derrière elle. Un instant le marquis de Mondejar vit son armée en déroute ; cependant il rétablit le combat à l'aide des aventuriers qui le suivirent, et entraînèrent les milices par leur exemple. Le feu s'engagea d'un bord à l'autre du ravin ; les deux généraux s'exposaient comme de simples soldats. Le marquis reçut une balle qui le renversa, en s'aplatissant sur sa cuirasse ; Aben-Hommeyah parcourait à cheval le front de sa ligne ; ses vêtements

magnifiques le désignaient à tous les coups, sans qu'il fût atteint par aucun d'eux. L'affaire dura ainsi quelque temps ; à la fin les Morisques cédèrent devant l'artillerie et la supériorité d'un feu mieux nourri que le leur ; ils se replièrent sur la montagne, se bornant à défendre la tête du pont ; mais personne ne s'offrait pour tenter le passage : la fragilité des poutrelles, la profondeur du ravin donnaient d'avance le vertige aux plus hardis. Un moine franciscain, frère Christovalde Molina, eut honte du peu de courage que montraient les soldats ; il releva son froc, jeta une rondelle sur ses épaules, prit une épée d'une main, son crucifix de l'autre, et se hasarda, calme comme s'il foulait les dalles d'une église. Une grêle de balles tombait autour de lui, la terre s'éboulait sous ses pas, il trébuchait, se relevait, continuait avec la même intrépidité ; il arriva sain et sauf à l'autre bord. Celui qui le premier voulut l'imiter perdit l'équilibre et tomba dans l'abîme ; un autre vint, que le sort du précédent ne fit point pâlir, et qui fut plus heureux, puis d'autres à la suite. Pendant que s'accomplissait avec des chances diverses cet effrayant trajet, l'artillerie espagnole tenait à distance les Morisques ; ceux-ci, après avoir laissé passer de leur côté une petite troupe déterminée, lui disputèrent à peine le terrain : l'action du moine les avait démoralisés, comme fait toujours un exploit brillant, lorsqu'il s'exécute à la vue de tous, sur un champ de bataille rétréci. Leur retraite s'exécuta

sans ordre. Annacoz et Gironcillo emmenèrent leurs bandes vers les Guajaras ; Aben-Hommeyah, poursuivi l'épée dans les reins par un faible détachement, ne s'arrêta qu'à trois lieues de là, au col de Lanjaron, où il fit un retour offensif et prit position, tandis que le marquis de Mondejar s'occupait à rétablir le pont de Tablate.

Le marquis laissa pour garder ce passage la compagnie de milice de Porcuna. Il campa le 11 janvier au bas du col de Laujaron. Les Morisques s'y étaient fortifiés au moyen de murailles de pierres sèches qui leur servaient à la fois de remparts et de projectiles. Toute la nuit ils tinrent les chrétiens sur pied, mais sans faire d'attaque sérieuse, et le matin du jour suivant ils abandonnèrent précipitamment leur poste à la vue d'une centaine de chevaux qui avaient gagné le plateau par un sentier que les pionniers élargirent. Ce même jour le marquis poussa jusqu'à Orgiba, où il entra sans coup-férir. Les assiégés étaient à bout de vivres et de munitions quand il arriva ; ils seraient morts de faim, s'ils n'avaient eu la précaution de renfermer avec eux quelques femmes morisques dont les parents leur apportaient secrètement des provisions de bouche, et leurs dernières balles avaient été introduites de nuit dans la tour par un soldat courageux qui les était allé chercher à Motril. L'occupation d'Orgiba remplissait le but principal des opérations du marquis de Mondejar, elle lui fournissait une place d'armes au centre du

pays insurgé. De là il pouvait lancer des colonnes dans toutes les directions, car toutes les routes viennent y aboutir. Ce résultat, obtenu avec si peu de peine, parut au marquis assez décisif pour le dispenser d'augmenter ses forces. Toute la difficulté consistait alors à nourrir l'armée déjà trop nombreuse qu'il conduisait ; en conséquence, il expédia un contre ordre aux milices de Séville, qui s'apprêtaient à partir, et recommanda au comte de Tendilla, son fils, de ne lui envoyer de nouvelles troupes qu'avec des convois de vivres.

Aben-Hommeyah, de son côté, manœuvrait en capitaine habile ; son plan de campagne était calqué sur celui du marquis de Mondejar ; quitter les routes, éviter les actions générales, laisser l'ennemi s'engager au cœur de l'Alpuxare, et intercepter les convois. S'il eût eu sous ses ordres des soldats au lieu de paysans, il aurait égalisé la partie ; mais il avait oublié de faire entrer dans ses calculs l'effet moral d'une retraite sur des gens inexpérimentés, et l'impossibilité de profiter avec eux des avantages partiels. Quoique son système fût le meilleur à suivre dans sa position, il ne tarda pas à en éprouver les inconvénients. La garnison de Tabla, qui passait tout son temps à marauder, se laissa surprendre par Annacoz et Gironcillo, la même nuit que l'armée espagnole forçait le col de Lanjaron ; elle fut massacrée en entier : les deux capitaines morisques avaient exécuté ce coup de main avec quinze

cents hommes. Ils étaient à même de se faire appuyer au besoin par la division des Guajaras, et de défendre le pont, ce qui aurait obligé le marquis de Mondejar à revenir sur ses pas, ou à faire sortir de Grenade le comte de Tendilla, deux choses également dangereuses pour lui ; la terreur était déjà au camp et à la ville. Un second messenger qui arriva presque aussitôt que le premier, calma toutes les inquiétudes ; Annacoz et Gironcillo avaient évacué Tablate sans même rompre de nouveau le pont. Trois jours après, cet important passage était réoccupé par les chrétiens ; le marquis de Mondejar ne s'arrêta pas pour cela un seul instant ; il avait continué sa marche, le 13 janvier, déterminé à ne laisser les Morisques se concentrer nulle part.

Quatre mille hommes, l'élite des Alpuxareños, se trouvaient avec Aben-Hommeyah et Aben-Tchoarel-Zaguir, à Bubion, chef-lieu de la taha de Poquey-ra. Dans la persuasion que ce poste était imprenable, surtout en l'état où ils l'avaient mis, les Morisques en avaient fait un dépôt de vivres ils y avaient amené leurs trésors, leurs femmes, leurs enfants, et se résolurent à le défendre, quand ils virent que le marquis, contre leur attente, venait les y relancer, L'armée espagnole s'avancait en trois colonnes l'infanterie au centre, sur le grand chemin, flanquée des deux côtés par la cavalerie, qui faisait aussi l'arrière-garde ; les arquebusiers, avec cent chevaux, formaient les ailes et

cheminaient parallèlement à l'infanterie, en suivant les crêtes ; les éclaireurs ouvraient la marche. Les Morisques étaient rangés en bataille, au pied du plateau d'Alfajar-Ali, sur les deux bords de la rivière de Poqueyra ; leur centre était dégarni pour renforcer leurs ailes, et ils avaient placé en embuscade : à droite, cinq cents hommes derrière un mamelon ; à gauche, mais beaucoup plus loin, une troupe un peu plus nombreuse. Ils escarmouchèrent en reculant jusqu'à ce que l'armée ennemie se fût engagée toute entière dans les défilés de Poqueyra ; ils attaquèrent alors vivement en tête, en flanc et en queue. La première colonne d'arquebusiers qu'ils rencontrèrent plia sous le choc ; treize hommes de cette troupe restèrent seuls auprès de leur capitaine, Alvaro Flores de Benavides, alguacil-mayor de l'inquisition de Grenade, qui tint ferme à son poste. La cavalerie de l'arrière-garde se débanda ; aussi le marquis de Mondejar jugea nécessaire d'arrêter le mouvement du centre pour réparer ce désordre ; il passa de sa personne à l'avant-garde, envoya son gendre, don Alonso de Cardenas, rallier la cavalerie, et son fils don Francisco de Mendoza, secourir Alvaro Flores. Lorsque don Francisco arriva auprès de ce brave capitaine, il n'avait plus avec lui que quatre cavaliers ; les autres n'avaient pu le suivre dans les défilés de la montagne ; mais, sans les attendre, il chargea, et, tout blessé qu'il était, se conduisit avec tant de vigueur qu'il leur donna le temps de

rejoindre. Les Morisques reculèrent à leur tour. Ils ne comptaient que sur l'effet d'une surprise ; dès qu'ils le virent manqué, ils prirent la fuite : le combat avait duré une heure. Avec des gens que la vue des chevaux n'aurait pas effrayés, la position d'Alfajar-Aly et toute la taha de Poqueyra pouvaient être défendues pendant plusieurs jours contre des assaillants dix fois plus nombreux ; mais une charge de cavalerie déconcertait toujours les Morisques, et ici elle les consterna, car l'aspérité du terrain semblait les en mettre totalement à l'abri ; un peu de sang-froid leur aurait permis de reconnaître qu'elle ne leur faisait courir aucun danger. Deux flèches empoisonnées atteignirent à la jambe don Alonso Portocarrero, capitaine des dragons de Grenade, mais on le sauva. Les chrétiens perdirent sept hommes, les Morisques six cents, au rapport des premiers. On peut juger par-là que dans ce temps les bulletins ne se rédigeaient pas avec plus de bonne foi que dans le nôtre.

Le marquis de Mondejar passa la journée du 14 janvier à Bubion, d'où il envoya sous escorte à Grenade les blessés et cent-dix captives chrétiennes qu'il avait délivrées. Ses soldats se chargèrent de butin autant qu'ils en purent emporter ; ils brûlèrent le reste, c'est-à-dire la plus grande partie. Le lendemain, il passa dans la taha de Ferreyra, et s'arrêta au village de Pitres, que les Morisques avaient évacué en y laissant, comme à Bubion, leurs captives, environ cent-

cinquante femmes. Ce même jour, le corrégidor de Guadix, Pedraias de Avila, battit Geronimo-el-Maleh, au col de la Ravaha, lui tua quatre cents hommes, lui enleva tous ses bagages et deux mille femmes ou enfants qui devinrent esclaves. Geronimo-el-Maleh, après cette défaite, rejoignit Aben-Hommeyah au col de Jubiles, de sorte que les Morisques se retrouvèrent là en aussi grand nombre qu'à Poqueyra ; mais déjà la division s'était glissée au milieu d'eux. Le parti des rétrogrades, ce parti qui dans toutes les insurrections se forme si promptement et toujours si mal à propos, parce qu'il se compose des gens de caractère faible, qui exerce tant d'autorité, parce qu'il s'adresse à la peur au nom de la prudence, comprimé jusqu'alors par l'énergie sévère du roi, releva la tête, quand trois échecs successifs lui eurent fourni de tristes arguments. Aben-Tchoar-el-Zaguir en était l'âme. On prétend qu'il redoutait pour lui-même le despotisme de son neveu plus que la vengeance de Philippe II, et qu'en cherchant à ouvrir des négociations il choisissait de deux maux le moindre. Dans un conseil de guerre qu'il tint à Jubiles, sans doute à l'insu d'Aben-Hommeyah, son éloquence jeta le découragement parmi les chefs, comme elle leur avait inspiré quelques mois auparavant le courage du désespoir. Il fit approuver l'avis de députer au marquis de Mondejar deux chrétiens qu'il avait sauvés du massacre, de les charger d'offrir leurs armes en échange d'une

sauvegarde pour les personnes. Le marquis reçut les messagers du Zaguir au moment où il prenait ses logements à Pitres. Il les renvoya sur-le-champ porter cette réponse : « Je ne les recevrai à merci que s'ils préviennent le châtiment par une soumission entière. » A peine les deux messagers étaient-ils partis, que huit cents Morisques, à la faveur d'un brouillard épais, envahirent le village de Pitres par trois côtés, pendant que l'on faisait la distribution des vivres. Du premier coup ils arrivèrent jusqu'à la place d'armes. Les Espagnols, abusés sur le nombre de leurs ennemis, se sauvaient honteusement : c'était la répétition de l'affaire de Durcal ; mais un coup de soleil qui dissipa le brouillard leur fit reconnaître qu'ils avaient affaire à une avant-garde ; ils reprirent alors du cœur, et chassèrent cette petite troupe, après un vif engagement bien soutenu de la part des Morisques.

Cela et quelques escarmouches qui eurent lieu les deux jours suivants ne rompirent point les négociations. Le marquis de Mondejar arriva le 18 janvier à Jubiles, dont le château lui fut remis par les habitants du village, avec un grand nombre de captives. Sur la route, les mêmes messagers l'étaient venu trouver deux fois de la part du Zaguir, toujours insistant pour obtenir une sauvegarde, toujours remportant une réponse évasive. La crainte d'être désavoué fit perdre alors au marquis l'occasion de finir la guerre en un seul jour. Se défiant du silence qu'il gardait, à cet égard,

le Zaguir changea brusquement de résolution. D'après ses conseils, Aben-Hommeyah laissa les personnes inutiles, femmes, enfants, vieillards, à Jubiles, et avec son armée, sans bagages d'aucune sorte, s'enfonça dans les montagnes. Cependant le mouvement était donné, le découragement jeté parmi les Morisques produisait ses effets. Tous ceux qui n'avaient pas souillé leurs mains dans le sang des chrétiens pendant l'insurrection, se hâtèrent de se soumettre, en se disculpant sur les monfis des excès que l'on pouvait leur reprocher. Francisco de Torrijos, vicaire des tapas de Verja et Dalias, amena aux pieds du marquis de Mondejar, en un seul jour, seize alguazils de l'Alpuxare, au nombre desquels se trouvait celui de Valor. Le Zaguir ne savait plus à quel parti s'arrêter ; il envoya encore offrir sa soumission ; mais au moment de se livrer à don Francisco de Mendoza, qui était allé le chercher, il s'effraya, changea d'avis et s'évada de Berchul, où il abandonna aux soldats espagnols, sa femme et ses filles et leurs enfants. En cinq jours que le marquis de Mondejar passa à Jubiles, il pacifia toute la partie des montagnes qui s'étend de ce village à la rivière d'Adra, c'est-à-dire plus de la moitié des Alpuxares. Il aurait pacifié tout le pays si la discipline eût régné dans son camp, si les sauvegardes qu'il s'était enfin décidé à donner aux Morisques soumis eussent été respectées, s'il n'eût pas commis la faute irréparable de proclamer la guerre à feu et

à sang : cette faute le mettait en contradiction avec lui-même. Ses soldats, auxquels, dans la guerre à feu et à sang, les prisonniers étaient adjugés d'avance comme faisant partie du butin, l'accusaient de leur voler un esclave à chaque sauvegarde qu'il délivrait ; les femmes les excitaient à la vengeance en racontant les scènes dont elles avaient été les témoins, et tous maudissaient à haute voix leur général, l'appelant un fauteur d'hérétiques. Un accident fâcheux, qui peut-être fut amené à dessein, montra tout ce que l'on pouvait craindre de tels fanatiques désappointés. Deux mille quatre-cents personnes avaient été laissées par Aben-Hommeyah au château de Jubiles : le marquis de Mondejar, après le sac du château, fit renfermer ces malheureux dans l'église du bourg, qui se trouva trop petite pour les contenir tous ; un millier de femmes et trois-cents hommes environ restèrent en dehors. Au milieu de la nuit, un soldat s'étant approché à mauvaise intention d'une jeune fille, et voulant la faire sortir d'entre ses compagnes, un Morisque déguisé en femme, qui veillait sur elle, la lui arracha, et le frappa de deux coups de couteau. Les cris d'alarme coururent aussitôt dans le camp ; les Espagnols se précipitèrent sur le troupeau des Morisques ; sans demander d'explications, ils égorgèrent tout ce qui était en dehors de l'église. Ceux qui se trouvaient en dedans ne durent leur salut qu'à la promptitude avec laquelle ils fermèrent les portes. Le marquis de.

Mondejar fit pendre trois individus signalés comme les auteurs de cette épouvantable boucherie ; mais leur punition ne servit point d'exemple aux autres ; elle eut pour unique résultat d'augmenter son impopularité.

CHAPITRE XXII.

Premières opérations du marquis de los Velez.
— Affaires de Guecija et de Filix.

(Du 11 au 19 janvier 1569.)

Pendant que le marquis de Mondejar occupait Aben-Hommeyah, le marquis de los Velez opérait de son côté contre Fernando-el-Gorri, alcayd de la frontière orientale. Le Gorri, après les divers échecs que lui ou ses lieutenants avaient éprouvés, s'était retiré à Guecija, village du Rio-Boloduy, situé au bord de la rivière d'Almeria, entre la Sierra-d'Illar et celle de Gador ; il y avait exécuté des travaux considérables. Tous les lieux bas étaient inondés par les canaux d'irrigation, dont il avait rompu les digues ; des barricades rendaient impraticables à la cavalerie les sentiers de la montagne ; une redoute en pierre, construite sur un

mamelon de la Sierra-d'Ilar, couronnait la position et servait de place d'armes. Les Morisques de toute la contrée orientale y avaient amené leurs troupeaux ; les rapports des espions portaient à plus de dix mille le nombre des hommes de guerre qui s'y trouvaient réunis. Dès que le marquis de los Velez eut reçu les lettres de service qui lui confiaient la direction des affaires dans le district d'Almeria, il partit de Tavernas, et se dirigea sur Guecija à marches forcées. Don Luis Fajardo, son fils bâtard, enfant de treize ans, portait son guidon, sur lequel se voyait, en place de l'antique blason des Fajardos, une devise que le marquis avait adoptée depuis la mort de sa femme ; c'était un panache blanc accompagné du chiffre M. O., devise obscure comme l'exigeaient les règles du genre ; elle voulait dire : « Je n'oublie pas mes peines, » *memo penas*. Derrière ce guidon marchaient cinq mille fantassins et trois cents cavaliers, excellents soldats, éprouvés contre les corsaires qui infestaient les côtes du royaume de Murcie ; mais, comme dans l'armée du marquis de Mondejar, la plupart ne rêvaient que viol, massacre, pillage ; en général, ils étaient tous voleurs, « et moi le premier, » dit Ginez Perez de Hita, leur naïf chroniqueur. Partout où ils passaient ils enlevaient jusqu'à la ferraille, prenaient les fruits et même les chats, quand ils ne trouvaient rien de mieux, afin de ne pas perdre l'habitude du vol. Le marquis de los Velez, animé du même esprit, n'avait pu attendre la

déclaration de guerre à feu et à sang pour décider que les prisonniers feraient partie du butin. Son frère, don Juan Fajardo, remplissait les fonctions de mestre-de-camp-général, ce qui lui donnait, avec la charge de répartir les prises, la facilité de se remplir les mains. Don Diégo Fajardo, son fils, commandait la cavalerie ; plusieurs autres membres de sa famille étaient à la tête des compagnies. Il arriva le 12 janvier à Guecija, où il fut accueilli plus chaudement qu'il ne comptait. L'infanterie eut beaucoup de peine à démolir les barricades, sous un feu très-vif ; le terrain fut défendu pied à pied, jusqu'à ce que la cavalerie pût prendre part à l'action ; mais dès qu'elle parut, les Morisques gagnèrent leur redoute sans s'arrêter au village, que les Espagnols saccagèrent avant de passer outre. Fernando-el-Gorri fit tête une seconde fois dans la redoute, où il se maintint longtemps ; sur la tombée de la nuit il l'évacua, et prit, avec le gros de son monde, la direction d'Andarax, tandis qu'une bande, conduite par Aben-Mequenoum, cherchait à diviser l'attention du marquis, en se portant du côté d'Almeria. Cette expédient réussit ; la retraite des Morisques s'effectua librement et en bon ordre. Le Gorri alla rejoindre Aben-Hommeyah. Aben-Mequenoum franchit pendant la nuit la Sierra de Gador, et s'établit sur son versant méridional, à Filix, où il eut bientôt rassemblé de trois à quatre mille hommes.

L'avidité que le marquis de los Velez montra

quand on partagea le butin, déplut beaucoup à ses soldats. Lui et don Juan Fajardo prirent des objets précieux plus qu'il ne leur en revenait ; en outre ils s'adjudèrent tous les prisonniers, sans tenir compte de leur valeur dans la répartition générale ; peut-être le firent-ils par un motif d'humanité sur lequel leur avarice fit méprendre tout le monde. Les soldats en furent indignés, et jurèrent de ne plus recevoir à quartier âme vivante. La désertion se mit dans le camp dès ce jour-là ; chacun allait à la maraude, et beaucoup ne revenaient plus, ceux-ci disparaissant avec leurs prises, ceux-là se faisant massacrer par les partis d'éclaireurs qui rôdaient aux environs, Il est vrai que les déserteurs étaient remplacés tous les jours, et l'armée s'augmentait même si bien, que le 18 janvier elle se montait à près de huit mille hommes ; mais l'esprit d'insubordination s'emparait des nouveaux arrivants, qui venaient pour piller plus que pour se battre. Le marquis n'osait faire un mouvement avec des troupes si peu sûres ; il ne savait non plus qu'elle direction prendre ; le corrégidor de Guadix l'appelait instamment ; ses espions lui disaient que le Gorri se fortifiait à Andarax, et il aurait voulu ne pas lui en laisser le temps ; d'un autre côté, il craignait de laisser Aben-Mequenoum sur ses derrières. Enfin, il prit le parti d'aller d'abord à Filix. Le 18 janvier il se mit en marche, après avoir dénoncé peine de mort contre qui perdrait de vue son drapeau, et prié les officiers de justice du

royaume de Murcie, de châtier sévèrement les déserteurs qu'ils pourraient saisir. Cette nuit il bivouaqua, par un froid très rigoureux, au centre de la Sierra de Gador, se préparant à livrer combat le lendemain.

Don Garcia de Villaroël, capitaine de la garnison d'Almeria, fut instruit du départ du marquis ; l'occasion lui parut belle pour essayer un coup de main qui devait l'enrichir ; il sortit donc secrètement d'Almeria pendant la nuit avec cent hommes seulement, et s'alla poster, au matin, dans le col de Filix. Son espoir était de faire prendre sa troupe pour l'avant-garde de l'armée, d'effrayer les Morisques, les mettre en fuite sans combattre, et de piller le village le premier. Le pillage, on le voit, était pour tous la grande affaire, les combinaisons militaires passaient après. Villaroël fut déçu dans son espérance ; il trouva les Morisques en si bon état de défense, qu'il n'osa pas les tâter, et fut heureux de pouvoir se replier sur le marquis. La manœuvre d'Aben-Mequenoum, à son approche, avait été celle d'un capitaine expérimenté ; il en conclut qu'il y avait des Turcs à Filix ; il communiqua cette opinion au marquis de los Velez, et lui conseilla de s'attendre à une affaire en règle ; celui-ci prit des dispositions en conséquence. Il fit halte sur une hauteur d'où l'on découvrait tout le bassin d'Almeria, en sorte qu'il pouvait, de là, étudier le terrain sans envoyer en reconnaissance. Aben-Mequenoum reprenait alors l'ordre de bataille qu'il avait adopté le

matin. Son corps principal se déploya en avant du village dans une plaine accidentée. Deux colonnes d'arquebusiers couvraient ses ailes, et l'aile gauche était encore protégée par une division de cinq cents hommes, qui occupait une montagne d'accès difficile, sous laquelle passait le grand chemin. Les enfants et les femmes, vêtues en hommes, prirent place au pied de l'ancien château, entre des rochers qui faisaient boulevard ; dans l'éloignement, cette troupe figurait une forte réserve. Cinquante tirailleurs se détachèrent en même temps de la division de gauche, et allèrent s'embusquer en avant, vers le col. Le marquis laissa les Morisques se former comme ils l'entendaient ; quand il eut bien compris leur plan, il donna l'ordre à son infanterie de marcher de front sur la ligne ennemie, et de s'arrêter à portée d'arquebuse, sans engager le feu, jusqu'à l'arrivée de la cavalerie, qui avait à faire un grand détour sur sa gauche. Il pensait ainsi envelopper et détruire complètement l'armée d'Aben-Mequenoum.

Toutes ses combinaisons furent dérangées par l'ardeur indiscrete d'un soldat de Lorca, dont la compagnie était à la tête de l'avant-garde. Ce soldat, nommé *Palomarès*, jeune gentilhomme, faisait ses premières armes ; il ne put soutenir en repos la vue de l'ennemi, et tira son coup d'arquebuse. Comme il arrive toujours en pareille occasion, ses voisins l'imitèrent involontairement. Aux coups de feu succéda le cri de *Santiago !* que poussa la compagnie de Lorca ;

toute l'avant-garde le répéta. Le corps de bataille, croyant que le *Santiago* était donné par l'ordre du général, se précipita au pas de charge. Les Morisques plièrent devant lui, après un court engagement bien conduit des deux côtés ; ils allèrent se mettre à l'abri derrière les maisons du village, où une partie se reforma ; l'autre prit la fuite, et tomba au milieu de la cavalerie, qui n'en laissa pas échapper un seul. En apercevant le mouvement de son infanterie, le marquis de los Velez entra dans une violente colère ; il partit au galop, déterminé à l'arrêter, fût-ce en chargeant ses propres soldats, mais il arriva trop tard ; la faute était consommée, il ne lui restait qu'à en profiter pour enlever le village : cela fut exécuté avec la même vigueur, malgré une résistance acharnée. Débusqués de leur seconde position, les Morisques se partagèrent encore : les uns s'échappèrent par des ravins, où l'on ne les poursuivit pas ; les autres montèrent au château, dont les ruines et les défenses naturelles leur offraient au moins le moyen de vendre chèrement leur vie. Le combat recommença en cet endroit plus vif que jamais ; les femmes et les enfants ne s'y épargnèrent pas plus que les hommes : on en voyait se jeter au devant des Espagnols avec du sable dans les mains, et les aveugler en recevant le coup de mort ; héroïsme impuissant contre la supériorité du nombre et des armes. Aben-Mequenoum, qui n'avait plus autour de lui qu'une poignée d'hommes, abandonna

la partie, après avoir fait jusqu'au bout son devoir de capitaine et de soldat.

Son fils et ses deux sœurs furent pris dans le château ; ses lieutenants, Futey et Tesi, périrent les armes à la main. On ne dit pas combien cet avantage coûta au marquis de los Velez. Du côté des Morisques, il y eut plus de six mille personnes tuées ; dans ce nombre, on ne comptait guère qu'un millier d'hommes de guerre ; le reste était des vieillards, des femmes, des enfants : les chrétiens, suivant leur promesse, n'avaient presque pas fait de quartier, et c'est à peine si les prisonniers s'élevaient à deux cents. Ginès Perez de Hita raconte qu'il trouva sur le champ de bataille, près du village, une femme couverte de blessures, étendue sans vie entre ses six enfants, garçons et filles : pour sauver le septième, qu'elle nourrissait encore, elle s'était couchée sur lui ; des soldats l'achevèrent dans cette posture ; ils laissèrent l'enfant baigné dans le sang de sa mère, supposant qu'ils l'avaient tué aussi, mais les coups d'épée n'avaient traversé que ses langes ; Hita le sauva. « Les cruautés qui se commirent en ce jour ne peuvent être décrites, dit-il ; plusieurs femmes sautèrent au fond de précipices, assurées de s'y fracasser, plutôt que d'attendre le sort qui leur était réservé, si elles avaient été prises vivantes. Le sang des martyrs criait vengeance, ajoute le même auteur ; il fut vengé atrocement. »

Après la victoire de Filix, le marquis de los Velez

se vit, comme après celle de Guecija, réduit à l'inaction. Gorgés de butin, ses soldats se dérobaient aux fatigues futures. Une mutinerie éclata dans son camp à l'occasion de ce Palomarès, qui avait si mal à propos commencé la bataille. Le marquis voulait faire de lui un exemple ; la compagnie de Lorca jura qu'elle ne le souffrirait pas. « Que Votre Excellence ordonne de pendre Palomarès, dit hardiment le capitaine de cette compagnie ; mais qu'elle sache que trois mille de ses compatriotes sont décidés à perdre la vie avec lui ou pour lui. » Tout violent qu'il était, le marquis céda aux menaces, et porta par-là un coup terrible à la discipline. La désertion d'une partie de ses troupes, l'esprit séditieux du reste lui firent perdre douze jours à Filix. Une autre circonstance ajoutait à ses embarras : le roi venait d'envoyer à Almeria un jeune seigneur, don Francisco de Cordova, qui se prétendait aussi capitaine-général de ce district. Il devait y avoir alors un malentendu aussi inconcevable que fâcheux : en tout cas, c'était un différend à vider avant que d'entreprendre aucune opération nouvelle.

CHAPITRE XXIII.

Reprise des opérations du marquis de Mondejar. — Affaire d'Iniza. — Dispersion de l'armée d'Aben-Hommeyah.

(Du 23 au 30 janvier 1569.)

On était, à la cour, très-mal informé de ce qui se passait dans le royaume de Grenade, mais ce n'était pas faute de rapports ; on en recevait de tous côtés, on les accueillait tous, et de là venait la confusion dans les mesures. Don Francisco de Cordon n'avait été envoyé que pour mettre fin à la rivalité des deux marquis ; son intrusion blessa, au contraire, la susceptibilité de l'un et de l'autre ; elle envenima leurs rapports, quoiqu'elle les réunît contre lui dans un accord passager. Le marquis de Mondejar, attaqué plus vivement que le marquis de los Velez, moins bien appuyé que lui, put reconnaître tout le danger de sa situation et l'inconvénient des lenteurs, lorsqu'il vit

arriver à Jubiles un de ses parents, don Diego de Mendoza, que le roi chargeait d'examiner l'état des choses et la conduite des personnes, sans en excepter aucune : il comprit alors que, s'il ne voulait pas avoir un remplaçant, il devait se presser d'en finir avec Aben-Hommeyah. Prendre son temps pour éteindre la révolte n'était pas ce qu'on lui demandait ; on exigeait qu'il supprimât l'insurrection, sauf à la voir renaître plus tard. Il partit de Jubiles le 23 janvier, laissant derrière lui des garnisons bien échelonnées, de manière à bien assurer le passage des convois, et s'achemina sur Albacete d'Uxijar, décidé à ne plus permettre aux Morisques de prendre pied où que ce fût.

A la nouvelle de cette marche ; Aben-Hommeyah tint un conseil de guerre ; le Gorri s'y trouvait avec Gonzalo-el-Senia, Esteban-el-Partal, et d'autres anciens chefs de monfis, qui étaient plus intéressés que personne à la bonne conduite des opérations ; car ils n'avaient pas de miséricorde à espérer s'ils tombaient entre les mains des Espagnols. Leur avis fut d'abandonner Uxijar au marquis, parce que l'on ne pouvait essayer sans folie de défendre une ville de cette étendue contre des ennemis pourvus d'artillerie ; et ils avaient raison. Albacete d'Uxijar, ainsi que l'indique son nom⁽¹⁾, est située dans une plaine ; elle n'était pas fermée. Ils proposèrent de se retirer dans

(1) *Albacete*, pays plat.

la Sierra-Nevada, dont l'aspérité leur donnait les moyens d'échapper à toute poursuite en cas de défaite, et de prendre ensuite leur revanche en détail. Miguel de Roxas-el-Carrimi, beau-père d'Aben-Hommeyah, combattit l'opinion des monfis. « Uxijar, disait-il, était une bonne position, très-tenable par elle-même. Avec quelques travaux faciles à exécuter, on la rendrait inexpugnable. Sa situation au centre du pays insurgé, la désignait naturellement pour le point de concentration d'une armée, qui de là se porterait partout où il en serait besoin, faisant face de tous les côtés à la fois. » Ces raisons étaient spécieuses ; elles l'emportèrent. En réalité, Miguel de Roxas voulait faire cerner Aben-Hommeyah pour négocier à ses dépens. Il avait à Uxijar toutes ses propriétés, qu'il ne se souciait pas de voir ravager ; et comme khaznadgéh ou grand-trésorier, il était nanti de sommes Considérables, qu'il désirait s'approprier en trahissant son gendre. Le Gorri et ses adhérents démêlèrent fort bien son intention sous ses phrases belliqueuses. La probabilité de leurs conjectures frappa l'esprit soupçonneux du jeune roi, auquel ils démontrèrent sans peine qu'il y avait projet arrêté de le vendre : sans plus ample informé, Aben-Hommeyah résolut de faire mourir son beau-père, et le manda devant lui. Miguel de Roxas arriva, suivi de sa famille. Quand il ouvrit la porte, un trait d'arbalète siffla au-dessus de sa tête ; c'était son gendre qui l'avait tiré : aussitôt le Seniz tomba sur lui

l'épée à la main, lui cloua les deux jambes contre la porte, et les autres le mirent en pièces. Pendant qu'ils le massacraient, Aben-Hommeyah criait d'en faire autant à tous les Carrimis : il se lança lui-même à la poursuite de son beau-frère, Diego Benalguacil de Roxas, qui lui échappa ; mais d'autres périrent sous ses coups. On verra plus tard de quelle conséquence ce fut pour lui. Soit légèreté, soit confiance en son droit, il ne prit pas garde aux inimitiés qu'il venait de faire naître. Après avoir ainsi puni les traîtres d'une manière indigne d'un roi, et répudié solennellement la Carima sa femme, il oublia sa colère comme si elle n'avait pas eu d'effets. Diego Benalguacil devint même son confident. Le jour où se joua cette tragédie, Aben-Hommeyah sortit d'Uxijar, dont les habitants, sauf quelques-uns, l'accompagnèrent ; le marquis de Mondejar y entra le 24 janvier, et trouva la ville déserte.

De Jubiles à Uxijar, l'armée espagnole avait à peine été harcelée par des enfants perdus ; les alguacils des villages par où elle passait arrivaient en procession avec des drapeaux blancs, offrant de se soumettre, eux et leurs administrés, moyennant sauvegarde. S'il n'eût tenu qu'aux soldats, le drapeau blanc ne les aurait pas protégés ; mais le marquis de Mondejar faisait respecter ce signe de paix : il accueillait avec facilité toutes les excuses, et donnait les sauvegardes sans se montrer scrupuleux sur le passé. La soumission la plus importante qu'il reçut fut celle

de Diego Lopez Aben-Aboó, cousin d'Aben-Hummeyah, auquel il accorda des pouvoirs spéciaux pour admettre à merci, en son nom, tous ceux qui déposeraient les armes. Aben-Aboó exerçait dans cette partie de l'Alpuxare, et en général sur tous les Morisques, une influence égale peut-être à celle d'Aben-Tchoar-el-Zaguir ; sa coopération fut d'un secours d'autant plus grand, qu'il avait des actes de vengeance à se faire pardonner. Il distribua des sauvegardes dans tout le voisinage ; et pendant la journée du 25 janvier, le marquis vit accourir à Uxijar une foule de parlementaires qui venaient chercher la ratification de ses promesses.

Le 26 au matin, les éclaireurs rapportèrent la nouvelle qu'Aben-Hommeyah était campé avec six mille hommes à Paterna ; au pied des cimes de la Sierra-Nevada, dans une forte position dont il faisait mine, de vouloir défendre les approches. Sur ce rapport, le marquis de Mondejar résolut de marcher droit à lui, quels que fussent les désavantages du terrain ; et il partit incontinent, après avoir détaché à droite deux compagnies de cavalerie et trois cents arquebussiers pour couper à l'ennemi sa retraite sur la Sierra de Gradór. Aben-Hommeyah occupait en effet, entre Iniza et Paterna, un défilé où il aurait pu résister à l'armée espagnole avec les plus belles chances de succès : jamais il n'avait eu d'aussi bon poste, pas même à Poqueyra ; mais ses échecs passés et la défection d'une partie des chefs de la révolte avaient jeté

l'indécision dans son âme, jusqu'alors supérieure aux revers. Longtemps agité entre la crainte et l'espérance ; il se laissa enfin abattre, et écrivit au marquis de Mondejar, lui demandant une trêve, pendant laquelle il promettait d'amener les insurgés à suivre son exemple, en se remettant à la miséricorde du roi. Il venait d'envoyer sa lettre, quand il en reçut une de don Alonzo de Granada Venegas, alcaïde du Ginalariph. « Vous êtes encore à temps de tout réparer, lui disait don Alonso ; je vous certifie que le roi regardera plus au repentir qu'à la faute, et je sais que le marquis de Mondejar sera pour vous un bon avocat. Décidez-vous donc promptement ; c'est un ami qui vous en prie, parce que la promptitude est votre seul moyen de salut. » L'avant-garde espagnole se montrait déjà près d'Iniza ; elle gravissait au petit pas la montagne, et le corps d'armée la suivait en ordre de bataille. Le temps pressait. Aben-Hommeyah dépêcha un second messenger avec une réponse qui portait en substance qu'il se rendait ; mais avant tout il réclamait une entrevue, et que le marquis fit faire halte. Peu d'instants après, le premier messenger revint. Par celui-ci, le marquis de Mondejar faisait dire à Aben-Hommeyah d'abréger, de traiter pour lui seul et ceux qui voudraient le suivre immédiatement, de ne pas s'inquiéter du reste. Don Alonso de Granada Venegas et don Luis de Cordova, commandant de la cavalerie, alferez-mayor de Grenade, lui écrivaient,

la même chose en termes affectueux. Le messenger lui donna de bouche la réponse du marquis, et remit ensuite les lettres entre ses mains. En ce moment même, le second messenger arrivait auprès de don Alonso de Granada Venegas, qui supplia le marquis de faire halte, et de lui permettre d'aller auprès d'Aben-Hommeyah : il obtint ces deux choses, et partit. La guerre touchait donc à son terme ; on pouvait croire que tout était fini ; le sort en décida autrement. Pendant que les demandes et les réponses se croisaient, l'armée espagnole avait dépassé le village d'Iniza ; son avant-garde était presque à portée d'arquebuse des Morisques : sur l'ordre du marquis, elle se déploya pour couvrir le mouvement du corps de bataille, qui rétrogradait et s'allait loger à Iniza. Ce déploiement, exécuté dans toutes les règles, avec des flanqueurs et des gardes avancées sur les crêtes, trompa les Morisques ; ils le prirent pour les préliminaires de l'attaque. Le capitaine Juan de Luxan, qui commandait les flanqueurs de gauche, s'étant approché d'eux plus qu'il n'aurait dû, le feu s'engagea de part et d'autre sans ordres. Aux premiers coups, Aben-Hommeyah sauta en selle ; il achevait précisément alors d'entendre le message du marquis de Mondejar, et décachetait les lettres de ses deux lieutenants. L'accueil fait à ses propositions de paix lui parut une infâme tromperie ; indigné, il jeta les lettres par terre, et courut pour se mettre dans la mêlée. Déjà l'affaire était devenue générale ;

elle tournait au désavantage des Morisques, dont la masse prit la fuite après une défense assez vigoureuse pour des hommes surpris. Aben-Hommeyah ne put les rallier ; il fut entraîné par le torrent ; sa disparition mit fin au combat : capitaines et soldats se sauvèrent à la débandade, poursuivis par deux cents chevaux seulement ; car le marquis de Mondejar, dans un but d'humanité qui fut vivement critiqué, ne voulut pas permettre que ses troupes dépassassent le défilé de Paterna. Geronimo-el-Maleh, avec une bonne partie des insurgés du Zenete, qui faisaient en cette circonstance la principale force des Morisques, gagna les retraites inaccessibles de la Sierra-Nevada ; le Gorri et les autres monfis s'évadèrent par divers chemins. Aben-Hommeyah faillit être pris ; cinq personnes seulement lui faisaient escorte : il coupa les jarrets de son cheval à la vue des chrétiens qui étaient sur ses pas, et qui bientôt l'eurent perdu dans l'obscurité de la nuit. Sa mère, ses sœurs et l'une de ses femmes, la Grenadine, se trouvaient à Paterna ; le marquis de Mondejar s'empara d'elles le lendemain.

On fit à Paterna un butin considérable en objets précieux et en captives. Cent cinquante femmes chrétiennes y furent délivrées ; trois cents autres l'avaient été à Andarax par les capitaines du détachement qui s'était porté d'Uxijar sur cette ville, le jour de l'affaire d'Iniza. Lorsque le marquis y arriva, le 28 janvier, les capitaines de sa cavalerie se disputaient avec celui des

arquebusiers sur la valeur des sauvegardes : les premiers ne voulaient en accorder les bénéfices qu'aux habitants d'Andarax qui avaient précédemment envoyé leur soumission ; l'autre, Alvar Flores, prétendait les étendre à tous les Morisques, habitants ou réfugiés dans la ville. Heureusement, le marquis parut à temps pour mettre un frein à l'avidité de ces insatiables marchands d'esclaves : il ordonna que, réfugiés comme habitants, tous creux qui invoqueraient une sauvegarde eussent leur liberté et leur vie respectées. Cette décision ajouta encore au mécontentement que ses mesures, depuis le commencement de la guerre, n'avaient cessé d'inspirer ; il y mit le comble par un arrangement vraiment extraordinaire qu'il conclut quelques jours après. La quantité de captives que son armée traînait après elle devenant une cause d'embarras dans les marches, il fit appeler trois alguacils de l'Alpuxare, Miguel de Herrera, Garcia-el-Baba, Andres-el-Adrote, et leur livra un millier de femmes ou d'enfants pour les remettre à leurs parents, sous la condition expresse de les rendre à première sommation. Les trois alguacils les reçurent, s'engagèrent à les représenter comme on exigeait, et en effet les rendirent plus tard, sans qu'il s'en manquât une seule personne ; chose inouïe dans les annales des guerres civiles. Elle prouve combien le marquis de Mondejar connaissait le caractère des Morisques, et qu'il était plus propre que personne à rétablir la paix, s'il eût

eu le libre choix des moyens. Il ne connaissait pas ses soldats moins bien que ses ennemis ; aussi, ayant appris qu'il se formait à Ohañez, dans les montagnes au nord d'Andarax, un rassemblement composé pour la plupart de vieillards, de femmes et d'enfants, il préféra le laisser se dissiper de lui-même que de l'envoyer attaquer, de crainte qu'il ne se commit des violences inutiles. Cela fournit au marquis de los Velez un prétexte pour se refuser à l'invitation que lui adressa son collègue en quittant Andarax : le marquis de Mondejar le pria de distribuer ses troupes, en garnisons sur le revers de l'Alpuxare, comme lui-même allait faire des siennes dans l'intérieur du massif, et de se borner à mettre en campagne des colonnes mobiles, sous le commandement de capitaines sûrs, afin d'empêcher que l'ennemi, alors disséminé de tous les côtés, se ralliât nulle part. Rien n'était plus sage que ce plan ; mais il ne convenait pas au tempérament colérique ni aux vues ambitieuses du marquis de los Velez. Le marquis de Mondejar le mit sur le champ à exécution pour ce qui le regardait. Il chargea du commandement de sa colonne mobile Alvaro Flores, et l'envoya dans la Sierra de Gador, où se maintenaient encore quelques petites bandes d'insurgés ; son quartier-général fut établi, le 30 janvier, à Uxijar, au centre de ses garnisons, qui étaient placées à Orgiba, Pitres, Andarax et Berja. En y joignant celles d'Adra, de Castilferro et de Salobreña, chacune desquelles était assez

forte isolément pour prendre l'offensive, cela formait un réseau complet de postes d'observation. Dans l'Alpuxare, Aben-Hommeyah ne pouvait plus rien, tenter.

CHAPITRE XXIV.

Expédition de don Francisco de Cordova sur Inox.

(Du 28 janvier au 2 février 1569.)

Hors de l'Alpuxare, les Morisques tenaient encore en deux endroits, aux Guajaras et à Inox. Ceux d'Inox étaient commandés par Francisco Lopez, alguacil de Tavernas, et par un Turc d'Alger, nommé Cosali, capitaine d'aventuriers. Ils occupaient à quatre lieues d'Albuteria, près du cap de Gate, un contrefort de la Sierra d'Aljamilla, qui se rattache à la chaîne par une chaussée fort étroite bordée de précipices ; au bout de la chaussée ils avaient élevé, sur la crête de la montagne, des retranchements solides. D'heure en heure ils attendaient un renfort de sept cents Turcs ; et les débris de l'armée d'Aben-Hommeyah, qui étaient pourchassés dans la Sierra de Gador par Alvaro Flores,

se jetaient de ce côté, grossissant à chaque instant le rassemblement. Don Francisco de Cordova eut des nouvelles certaines de la prochaine arrivée des Turcs, ce qui lui fit prendre le parti d'aller attaquer Inox avant qu'il fût menacé lui-même ; et comme il ne pouvait sans imprudence faire sortir la garnison d'Almeria ou entreprendre cette expédition avec le petit nombre de volontaires que la ville était en état de lui fournir, il envoya demander secours au marquis de los Velez ; mais le marquis ne daigna pas lui répondre un seul mot. Le procédé était, à tous égards, impardonnable. Don Francisco, inquiet sur sa position, en écrivit au roi en termes fort vifs, lui annonçant en outre qu'Aben-Hommeyah venait d'expédier à Alger deux envoyés, l'un desquels était son frère, don Luis Abdallah. Sur ces entrefaites arrivèrent au port d'Almeria les neuf galères de la station d'Andalousie, sous les ordres de don Gil de Andrada ; elles venaient apporter des munitions de toutes sortes pour la ville, qui en manquait totalement. Après bien des débats sur le partage du butin, lorsqu'ils furent terminés par une convention avantageuse aux soldats des galères, don Gil de Andrada consentit à prêter trois cents hommes, et don Francisco de Cordova se mit aussitôt en route, le soir du 30 janvier, avec l'espoir de tomber le matin sur les Morisques sans être attendu. Il emmenait environ neuf cents fantassins et quarante chevaux ; des neuf cents fantassins, six cents étaient

armés d'arquebuses, les autres d'épées ou d'armes d'hast ; cinq cents étaient des soldats des troupes régulières, le reste gens de plume ou d'église. La composition de cette faible colonne, et le danger que pouvait courir Almeria en son absence, devaient donc faire désirer avant tout à don Francisco de ne pas manquer une surprise d'où semblaient dépendre ses uniques chances de succès. En effet, les guides l'ayant retardé de quelques heures, et le soleil brillant déjà lorsqu'il arriva devant inox, l'avis de se retirer sans rien essayer fut ouvert par plusieurs capitaines en présence de l'ennemi. Le parti le plus généreux prévalut cependant, mais l'on remit l'attaque au lendemain matin ; elle n'eut lieu ni ce jour ni le suivant : dans leur précipitation, les Espagnols n'avaient pas emporté de vivres, et il fallut en envoyer chercher à grands risques jusqu'à Almería. Les Morisques ne surent point profiter d'une circonstance aussi favorable ; ils escarmouchèrent à peine contre don Garcia de Villaroël, qui les alla tâter avec deux cents hommes seulement, et laissèrent prendre leurs troupeaux sans les défendre. Peut-être voulaient-ils encourager par cette apparence de mollesse l'ennemi, qu'ils pensaient accabler plus sûrement quand il donnerait l'assaut.

Si telle fut leur intention, ils réussirent à tromper les chrétiens sur le véritable état de leurs forces. Don Garcia de Villaroël revint, persuadé qu'il y avait parmi eux très peu d'arquebusiers ; qu'ainsi l'on en

aurait aisément raison en les attaquant de deux côtés, par le haut de la montagne et par un sentier qui rampait le long du flanc droit du contrefort. Son avis fut adopté. A quatre heures du matin, le 2 février, don Francisco de Cordova et don Juan Zanoguera, capitaine des soldats des galères, partirent d'Inox avec la cavalerie et une portion de l'infanterie, pour gagner avant le jour le sommet de la montagne. Il avait à faire un long détour sur la gauche, dans un pays difficile. Don Garcia de Villaroël et don Juan Ponce de Léon sortirent en même temps du village avec le reste des troupes, laissant une centaine d'hommes à la garde des bagages et de l'artillerie, dont il était impossible de se servir. Leurs ordres portaient de s'avancer sans bruit, lentement, de façon à ce que les deux attaques fussent simultanées. Il arriva tout au contraire, comme on aurait dû le prévoir, que la seconde colonne attaqua bien avant l'autre. Une trentaine de soldats de cette colonne s'égarèrent et se trouvèrent, à l'improviste, aux prises avec plus de cinq cents Turcs ou Morisques. Les coups de feu attirèrent don Garcia de Villaroël ; bientôt la colonne entière fut engagée dans une position dangereuse, étant dominée de toutes parts. Tant que dura l'obscurité, le combat se maintint égal des deux côtés ; mais à l'aube, les Morisques reconnurent leur avantage, et chargèrent impétueusement : les chrétiens lâchèrent pied ; une grêle de pierres tombait sur eux. Pour surcroît de malheur,

les mèches de leurs arquebuses s'étaient presque toutes éteintes, car on ne leur en avait donné que de mauvaise qualité. C'était de ce côté que se trouvaient les volontaires d'Almeria, gens peu habitués à se tirer de pareilles rencontres : deux fois ils reculèrent, deux fois leurs capitaines les ramenèrent au feu ; ils allaient fuir, quand les ennemis leur abandonnèrent la place et regagnèrent le fort, sur lequel don Francisco de Cordova marchait, après avoir emporté le poste de la chaussée. Les deux colonnes se rejoignirent au pied de ces redoutables rochers, poussant leur pointe avec chaleur ; mais les Morisques leur résistèrent en hommes qui n'avaient pas de retraite possible. Plus de trois cents Espagnols étaient déjà hors de combat, on s'attaquait corps à corps, la cornette de la compagnie de Villaroël venait d'être déchirée entre les mains de l'alferez, les Morisques reprenaient l'offensive et criaient victoire : effrayée ; l'infanterie tourna le dos, et laissa la cavalerie à la merci de l'ennemi ; la déroute était complète. Tout changea de nouveau en un clin d'œil. Tandis que les capitaines faisaient les derniers efforts pour retenir leurs soldats, quelques hommes s'étaient portés à gauche, près d'un rocher taillé à pic, où les Morisques n'avaient pas même mis de sentinelles, tant ils croyaient impossible à personne de le gravir : l'espoir de ces soldats était seulement d'attirer l'attention et de faciliter la retraite. Comme ils virent qu'on ne les observait pas, ils se glissèrent par

les fissures du rocher ; ils étaient tous au sommet avant qu'on eût aperçu leur manœuvre. Au cri de *Santiago !* qu'ils jetèrent, Espagnols et Morisques se retournèrent, ceux-ci pour revenir à la charge, ceux-là pour fuir. Cosali fit tête quelques instants, et fut tué ; sa bannière, la seule qu'il eût permis de déployer, fut enlevée du poste éminent où il l'avait plantée : alors commença le sauve qui peut. Les plus agiles se laissaient couler le long de la montagne, d'autres jetaient leurs armes et demandaient quartier, mais bien peu l'obtenaient. Il y en eut quatre cents qui se firent bravement massacrer plutôt que de se rendre ; de ce nombre furent tous les Turcs. Francisco Lopez, le capitaine des Morisques, demeura prisonnier ; deux mille sept cents femmes ou enfants eurent le même sort : quant au butin, il y eut, dit-on, pour cinq cents mille ducats, sans compter les captifs. Don Gil de Andrada en prit la moitié, suivant la convention, et partit aussitôt d'Almeria, où il laissa don Francisco de Cordova et don Garcia de Villaroël en mésintelligence, pour ne pas dire en guerre, à propos de la répartition de cette riche prise.

CHAPITRE XXV.

Expédition du marquis de los Velez sur Ohañez.

(Du 30 janvier au 2 février 1569)

Le marquis de los Velez avait compté faire lui-même l'expédition dont la gloire et les profits lui étaient enlevés par don Francisco de Cordova ; pour s'en dédommager et en même temps pour donner un apparent démenti aux prévisions du marquis de Mondejar, il entra dans les Alpuxares, le 30 janvier, bien décidé à transformer en armée de rebelles opiniâtres les bandes de fugitifs qui n'osaient encore se fier à la clémence du vainqueur. La terreur se répandit à son approche dans tous les villages par lesquels il devait passer ; on savait qu'il n'y avait de miséricorde à espérer ni de lui ni de ses soldats ; femmes, enfants se

réfugiaient en toute hâte avec les bagages dans la Sierra-Nevada ; les hommes couvraient de leur mieux le désordre de la retraite en escarmouchant sur les flancs de l'armée espagnole ; devant laquelle ils reculèrent jusqu'à Ohañez. En cet endroit ils se trouvèrent à peu près deux mille. Tahali, leur capitaine, les y arrêta et leur persuada de tenter la fortune.

Il choisit pour champ de bataille un plateau où jadis, lors de la première insurrection de Grenade, quelques centaines de Mores avaient défié tous les efforts du comte de Lerin. Ce plateau se nomme *Alcocer-al-Canjayar* (le Champ de la faim), parce que, dit-on, ses défenseurs y périrent par famine, sans s'être laissé entamer ; du côté qui fait face à Ohañez, il s'abaisse graduellement ; de l'autre, par où arrivait le marquis de los Velez, il se termine à une ligne de rochers. Les Morisques se rangèrent en avant des rochers, sur le versant, dont les aspérités les mettaient à l'abri des attaques de la cavalerie. Plus brave qu'intelligent, Tahali les harangua si bien qu'il leur fit prendre la résolution de prévenir l'ennemi. Le marquis avait jugé, comme son-adversaire, la position d'Alcocer-al-Canjayar très difficile à emporter, même avec des forces supérieures à celles qui la gardaient. Les siennes se composaient de douze cents arquebusiers, Un millier d'arbalétriers, trois mille hallebardiers, quatre cents chevaux et une batterie de campagne. Avant d'engager le combat, les chrétiens

firent leur prière, à genoux, comme cela se pratiquait du temps de leurs aïeux, les jours de bataille rangée. Cette cérémonie, que les Morisques voyaient pour la première fois, donna du courage aux uns et aux autres. Les fantassins attendaient le signal de l'artillerie ; au bruit du canon, chrétiens et Morisques se lancèrent, ceux-là gravissant péniblement, mais avec ardeur, ceux-ci se précipitant du haut de la montagne comme des pierres qui roulent. Jamais, depuis le commencement de la guerre, attaque n'avait été aussi vigoureuse, aussi bien conduite, et par des hommes aussi mal armés que l'étaient les soldats de Tahali. L'avant-garde chrétienne, prise en flanc à gauche, pendant que des tirailleurs l'arrêtaient en tête, hésita, passa de l'offensive à la défensive, puis enfin plia sous les flèches et les pierres ; car il n'était pas question de balles, les Morisques n'avaient pas d'armes à feu ; elle descendit mettant tout en désordre derrière elle. Cependant, soutenue à temps, ralliée et ramenée à la charge par le marquis en personne, elle regagna ses premières positions après une lutte très-vive. L'artillerie jouait avec avantage contre un ennemi qui s'étalait à découvert sur un terrain en pente ; elle fit de grands ravages dans les rangs des Morisques, et l'acharnement que ceux-ci mettaient à disputer chaque buisson, chaque rocher, ne leur permit pas de reconnaître les progrès de la colonne de droite des chrétiens. Ils s'en aperçurent seulement quand ils étaient déjà tournés ;

alors ils prirent la fuite. Contre son attente, Tahali ne put les retenir sur le plateau ; il aurait dû savoir que les gens de sa nation, après une attaque manquée, se reformaient rarement à portée du feu de l'ennemi, et réserver leurs efforts pour la défense de la meilleure position. Le plateau étant perdu, il n'y avait plus qu'à faire tête à Ohañez, pour donner à ceux qui voudraient se sauver le temps de gagner les montagnes ; c'est à cela qu'il se dévoua et avec lui quelques jeunes gens déterminés. Ils y périrent, mais la plus grande partie des femmes échappa. Les Espagnols ne firent que trois cents captifs. Les pertes des Morisques en gens tués furent d'environ deux cents hommes ; il faut y ajouter un petit nombre que l'on prit dans des grottes, et que l'on pendit. Les soldats massacrèrent aussi beaucoup de femmes, quoique le marquis de los Velez eût renoncé à s'approprier cette importante partie du butin, et le leur eût fait savoir ; la soif de la vengeance l'emporta sur l'avarice ; ils avaient payé la victoire trop cher pour se refuser le carnage.

Une circonstance horrible donna lieu de croire, après coup, qu'ils voulaient user de représailles, en obéissant à leur instinct sanguinaire.

Les insurgés avaient encore en leur possession une cinquantaine de femmes chrétiennes, et ils les gardaient soigneusement comme otages, sans leur faire subir aucun mauvais traitement ; mais pendant la nuit qui précéda cette rencontre, il paraît qu'ils se

laissèrent séduire par une espèce de sorcière qui leur promit la victoire s'ils faisaient à Mahomet un sacrifice humain. Les barbaresques mêlaient à l'islamisme d'abominables superstitions, et la sorcière les leur avait empruntées. Ginez Perez de Hita, qui seul donne les détails du fait, dit que cette femme était née dans le Rio d'Almanzor, à Urraca, village habité par les plus pervers de tous les Morisques, qu'elle obtint vingt victimes, et les fit égorger. Le même chroniqueur prétend que le marquis de Ios Velez en fut informé le même jour, assertion invraisemblable, inventée probablement dans le but de servir d'excuse à des cruautés qui étaient sans motifs lorsqu'elles furent commises. Il ajoute que l'un des arguments de la sorcière avait été tiré du massacre exécuté à Filix sur deux mille enfants innocents des fautes de leurs pères ; cet argument pouvait sortir de toutes les bouches, et suffirait à expliquer ce qui se passa ; le reste, quoiqu'admis par des historiens graves⁽¹⁾, n'est peut-être qu'un bruit semé à dessein. En entrant à Ohañez, le premier spectacle qui s'offrit aux yeux du marquis fut celui des cadavres de ces femmes. Leurs têtes coupées étaient rangées sur les marches de l'église, les cheveux traînant dans la poussière. A leur aspect, les épées ressortirent du fourreau, et d'autres têtes roulèrent à côté des vingt têtes des chrétiennes. Le lendemain ;

(1) Mendoza, p. 166. — Marmol, t. I, p. 469.

jour de la Chandeleur, on célébra la fête dans le camp espagnol avec une grande solennité. Le marquis distribua des cierges à tous les capitaines et des habits bleus et blancs aux trente captives qui avaient été délivrées ; il conduisit lui-même la procession, la faisant passer entre les compagnies, brûlant de la poudre au lieu d'encens. La cérémonie se termina par un *Te Deum* chanté dans l'église où les Morisques accomplissaient la veille leurs rites blasphématoires. Pendant cette journée, la dévotion des soldats parut exemplaire ; on les aurait tous pris pour de pieux soldats du Christ. Les jours suivants ils donnèrent une plus juste mesure de leurs sentiments en se passant de main en main les trois cents prisonnières qu'ils avaient épargnées ; aux portes de la même église, qui retentissait encore de leurs hymnes adressées à la Vierge pour glorifier sa purification, ils abusèrent scandaleusement de malheureuses captives. Le marquis de los Velez souffrit pendant quinze jours qu'ils en fissent à leur volonté ; lassé enfin de cette indignité, il les leur reprit : c'était bien tard, s'il en avait le droit. Du reste, la tolérance ne lui réussit pas mieux que la sévérité ; comme après toutes ses victoires, affaibli par la désertion, il se vit obligé encore d'interrompre ses opérations au moment où il comptait profiter de la retraite du marquis de Mondejar pour exercer seul le commandement. L'effectif de son armée s'abaissa même au point qu'il ne put se maintenir à Ohañez, où

il lui était difficile de s'approvisionner. Il rétrograda donc jusqu'à Terque. De ce campement, il écrivit au marquis de Mondejar que la guerre n'était pas finie comme il le supposait ; et pour couvrir ses projets d'empiétements sous des termes vagues, il ajouta : « Faites de votre côté ce que vous pourrez, j'en ferai autant du mien. » Il était vrai pourtant que dans toute l'Alpuxare il n'y avait plus un rassemblement assez considérable pour tenir pied devant une compagnie. Avec le système de garnisons que recommandait le marquis de Mondejar, l'insurrection devait inévitablement s'éteindre en peu de temps ; elle devait inévitablement renaître avec le système d'armées en campagne, auquel, dans son intérêt personnel, s'opiniâtait le marquis de los Velez. Quand la guerre nourrit le soldat, le soldat nourrit la guerre,

CHAPITRE XXVI.

Expédition du marquis de Mondejar sur les Guajaras.

(Du 5 au 11 février 1569.)

Il fallut que le marquis de Mondejar rappelât les garnisons désignées pour occuper Verja et Pitres, avant qu'elles fussent arrivées à leurs postes. On s'étonnait à Grenade qu'il laissât les Guajaras en dehors de ses opérations, et l'on s'y occupait, sans son consentement, de diriger sur ce point toutes les troupes qu'il avait prudemment fait distribuer à l'Albaycin ou dans la Véga ; c'était le résultat d'une intrigue montée par don Pedro de Deza, par don Juan de Mendoza Sarmiento et don Antonio de Luna, deux officiers que le roi venait d'adjoindre au comte de Tendilla, dans le commandement du district de Grenade. Le comte de Tendilla lui-même y connivait, soit par ardeur guer-

rière, soit pour déjouer ce plan. Il s'apprêtait à partir, lorsqu'il reçut de son père l'ordre de ne pas quitter l'Alhambra, mais de lui envoyer un renfort de seize cents hommes, quinze cents fantassins et cent chevaux. Le marquis s'était déterminé à faire l'expédition des Guajaras. Peut-être la jalousie n'était-elle pas tout-à-fait étrangère à cette détermination ; il tenait à ses prérogatives, et comme elles lui étaient disputées de tous côtés, il se défiait de tout le monde, mais il avait de bonnes raisons pour ne pas permettre que son fils le remplaçât dans cette occasion. En sortant de Grenade, le comte de Tendilla compromettait trois choses, les intérêts de la maison de Mendoza, qu'il laissait à la merci de ses nombreux ennemis, la sûreté de l'armée, dont il gardait les derrières et qu'il pourvoyait de vivres ; enfin, sa propre réputation, car il n'avait aucune expérience militaire. L'entreprise de Guajaras offrait des difficultés. De plus, le marquis savait que les chrétiens de la province de Malaga voulaient faire soulever de force les Morisques, dont ils convoitaient les dépouilles ; une fois en marche, le comte de Tendilla, poussé par des gens qui s'ennuyaient de ne prendre part ni aux dangers ni aux profits de la guerre, animé lui-même de ces sentiments, n'aurait pas manqué de se laisser entraîner à de nouvelles expéditions ; alors, le feu, assoupi d'un côté, aurait éclaté partout, et, dans l'état des choses, il devenait impossible d'en prévoir les conséquences.

Rien de cela ne fut compris ou admis par les malveillants, qui cherchaient uniquement à trouver des sujets de blâme dans la conduite du capitaine-général ; on se récria sur sa jalousie, on l'accusa de risquer le salut de ses garnisons, en les abandonnant sans appui dans l'Alpuxare, où il avait créé la plus dangereuse des situations, une perfide apparence de tranquillité ; on attaquait toute sa politique. Les bruits qui lui en revinrent l'engagèrent à dépêcher à la cour don Alonso de Granada Venegas, pour informer le roi de toutes choses, et le supplier de ne point prêter l'oreille aux insinuations de ceux qui réclamaient des mesures de rigueur, déguisant leur convoitise sous le masque du zèle. Quant à la partie militaire, le meilleur moyen de couper court aux propos était de mener rapidement les opérations projetées. Le marquis partit d'Uxijar le 5 février, à la tête de deux mille deux cents hommes de troupes choisies ; le 9 il traversait à gué la rivière de Motril, en dessous des Guajaras, l'infanterie en croupe de la cavalerie ; le soir de ce jour il se logeait, avec son avant-garde, à Guajar-el-Alto. L'armée campa en arrière, à une demi-lieue de lui, autour du village de Guajar Alfaguit ; elle y fut rejointe par trois mille cinq cents fantassins et deux cents chevaux, qu'apportaient de Grenade don Alonso Portocarrero, capitaine des milices, et le comte de Santistevan ; ce dernier venait servir à ses frais avec seize cents aventuriers, ses vassaux, parents ou amis, de sorte que le

renfort était plus que double de celui que le marquis avait demandé. Les Morisques, sous la conduite de Marcos-el-Zamar et de Gironcillo-el-Archidoni, se concentrèrent au *peñon* des Guajaras. Ils y avaient mis en sûreté leurs femmes et leurs effets les plus précieux, pendant que l'armée chrétienne, occupée à piller les maisons, laissait l'avant-garde aux prises avec eux, bien près même d'essuyer une défaite.

Le *peñon* des Guajaras, célèbre dans toutes les insurrections des Morisques, est un contrefort qui s'appuie à un rameau de la Sierra-d'Alminjor ; il est tourné vers l'Orient, et le rameau court dans la direction du nord au sud. Sa forme est ronde, ses abords sont défendus par des rochers taillés à pic ; un ruisseau qui coule à ses pieds lui sert de fossé. Il comprend deux plateaux ; on parvient au premier, le plus petit, en suivant, pendant un quart de lieue, les lacis d'un étroit sentier pratiqué dans les anfractuosités de la pierre ; de cet endroit, pour conduire au plateau supérieur, le sentier coupe d'abord en écharpe un talus complètement aride, puis il monte entre de nouveaux rochers taillés à pic ; c'est, du côté de l'Orient, le seul passage qui donne accès sur les deux plateaux ; il y en a un autre qui permet d'arriver directement au plateau supérieur par les montagnes ; il est également difficile, et se termine à une muraille de roc. Le second plateau peut contenir quatre mille personnes ; il est dominé, mais d'assez loin, et n'avait

rien à craindre de l'artillerie. Marcos-el-Zamar s'y était fortifié, en garnissant de fascines les parties les plus faibles de l'enceinte, ou celles qui n'avaient pas de parapet naturel. Un millier d'hommes de guerre occupaient ce réduit et le plateau inférieur, une autre bande plus faible se tenait en observation sur les derrières de l'armée chrétienne. Pleins de confiance dans leur position, les Morisques ne redoutaient que la famine ; ils désiraient être attaqués promptement, et ils le furent plus tôt qu'ils ne le pensaient.

Auprès du marquis de Mondejar se trouvait un vieil officier nommé *don Juan de Villaroël*, beau-père du capitaine d'Almeria. Comme son gendre, don Juan était cupide, aventureux, ambitieux de se montrer. Il avait plus d'assurance que de capacité, plus de hardiesse que de valeur. Il méprisait ses ennemis, défaut dont l'expérience ne l'avait point corrigé. Son avancement était dû en partie aux critiques fanfaronnes qu'il faisait de ses chefs, et le marquis se défiait de lui de toutes manières. Ce personnage remplissait à l'armée les fonctions de commissaire-général, fonctions civiles, mais il s'ingérait volontiers dans les affaires militaires. Il passa toute la nuit à importuner le marquis de Mondejar, pour obtenir d'être envoyé le lendemain en reconnaissance avant que le corps d'armée fût arrivé, prétendant que des logements de l'avant-garde on ne découvrait pas le chemin de la redoute dans toute son étendue, et que l'on s'exposait à un

désastre en attaquant sans avoir exploré les lieux. Son dessein véritable était de monter à l'assaut, et d'accaparer le butin. Il ne faisait pas de doute que les Morisques s'enfuiraient dès qu'ils le verraient approcher. Le marquis eut des soupçons ; cependant il n'osa refuser, mais il n'accorda que cinquante arquebusiers, et encore dit-il à don Juan de Villaroël qu'il lui donnait une simple permission, non pas un ordre : don Juan n'en demandait pas davantage. Il avertit secrètement quelques gentilshommes aventuriers de ce qu'il méditait, bien sûr de les trouver prêts à le seconder. En effet, à peine était-il sorti avec ses cinquante arquebusiers, que les gentilshommes suivirent ses traces, et ils en entraînèrent d'autres. Huit cents personnes quittèrent ainsi le camp à la débandade : le marquis devina le résultat. Il monta sur-le-champ à cheval pour ramener ou au moins protéger ces imprudents, qui déjà demandaient des secours, mais il ne réussit ni à l'une ni à l'autre chose. Par une ruse habile, Marcos-el-Zamar mesurait sa résistance sur la fatigue de ses ennemis. A mi-côte, il avait livré un engagement assez animé. Puis quand il vit qu'une portion des Espagnols restait en arrière, il fit mine de s'enfuir, évacua même le premier plateau, et se retira dans la redoute. Alors il fut chaudement poursuivi jusqu'au pied de ses retranchements : c'était ce qu'il désirait. La tête de la colonne épuisait ses munitions sans produire aucun effet sur les solides défenses

des Morisques ; tandis que la queue s'allongeait encore sur les croupes de la montagne, les pierres lancées du haut de la plate-forme écrasaient les assaillants, qui grimpaient à découvert le long des talus ; elles ricochaient de roc en roc, et les traînards ne s'occupaient plus qu'à s'en garantir. L'affaire durait depuis une heure sans que le prudent capitaine morisque eût encore jugé à propos de faire une sortie ; enfin, un soldat espagnol ayant crié qu'il n'avait plus de poudre, et demandé qu'on lui en passât de main en main, cette parole devint le signal de la déroute. Ceux qui étaient en bas crurent tout perdu, et se sauvaient ; la panique remonta de proche en proche ; elle gagna les plus avancés, qui supposèrent ; pour expliquer la fuite de leurs compagnons, une attaque des Morisques du côté du camp. EI-Zamar profita du désordre ; avec quarante hommes des mieux armés, c'est-à-dire quarante hommes armés de zagayes, il sauta hors de la redoute, et ce ne fut plus qu'une scène de carnage. Don Juan de Villaroël paya de la vie son indiscipline. Gonzalo de Oruña, fils unique du colonel Fernando de Oruña, fut tué à la vue de son père, qui arrivait amenant l'arrière-garde de l'armée. Don Luis Ponce de-Léon, jeune homme de la plus brillante espérance, périt frappé d'une pierre ; un de ses domestiques, voulant sauver son cadavre, le traîna jusqu'au bord de la ceinture de rochers, et le jeta dans le précipice. « Mars, jaloux de sa valeur, le tua, dit le poète qui

fit son épitaphe⁽¹⁾. » Don Geronimo de Padilla fut retiré de la mêlée par un chrétien, son esclave, qui le prit au corps et se laissa rouler avec lui du haut en bas de la montagne ; d'autres gentilshommes de distinction, don Augustin Venegas, don Juan Velasquez Ronquillo, tombèrent sous les coups des Morisques. Presque aucun des huit cents soldats qu'avait débauchés Villaroël n'évita la punition de sa faute. Le marquis de Mondejar courut des risques en s'approchant pour recueillir leurs débris ; deux hallebardiers de sa garde furent blessés de coups d'escopette à côté de lui ; et si ce n'eût été la crainte de la cavalerie, Marcos -el-Zamar eût poussé son avantage plus loin ; mais il préféra ne pas compromettre la victoire par un engagement en rase campagne.

Les deux partis se séparèrent sur le soir ; chacun reprit ses positions. Le lendemain, 11 février, se donna l'assaut général. Pour relever le moral de ses troupes, le marquis de Mondejar ordonna de ne pas faire de quartier, ce qui supposait de sa part la certitude d'emporter le peñon ; il prit d'ailleurs toutes les précautions possibles contre un échec. Trois divisions, de six cents hommes environ chacune, investirent d'abord la montagne, s'avancant, la première, du côté

(1) *Matole el sangriento Marie.*

De envidia de su valor.

(Hita, p. 116)

page manquante

page manquante

vieillards ; il pensa que ce pouvait être un subterfuge, et défendit que l'on bougeât avant le jour. Don Diégo d'Argote et Cosme d'Armenta, qu'il envoya ensuite avec quatre cents arquebusiers, s'assurer de la vérité de ce rapport, trouvèrent en effet la redoute évacuée. Il n'y restait que des vieillards et un grand nombre de femmes qui demandaient merci ; en même temps il reçut avis que sa cavalerie poursuivait les fuyards. Comment les hommes, quelques femmes et même des enfants avaient-ils pu s'échapper sans être entendus ? En examinant le terrain, on ne le comprenait pas, mais le fait était réel. Le marquis comprit encore moins comment ils n'avaient pas osé l'attendre ; la position était si forte que jamais il ne l'aurait emportée, lors même que, restées seules, les femmes eussent voulu continuer la résistance. Un succès inespéré comme celui-là devait le rendre clément ; la vue d'êtres inoffensifs qui demandaient pour toute grâce de n'être pas égorgés, toucha tout le monde, excepté lui. Les soldats, autrefois si acharnés, pardonnaient ce jour-là ; le marquis de Mondejar, jusqu'alors si humain, ne voulut se rendre ni aux supplications des uns ni aux cris d'angoisse des autres ; en sa présence, de sang-froid, il fit tout massacrer par les hallebardiers de sa garde. C'est le plus grand crime qui ait été commis dans cette guerre, où il s'en commit tant ; pas une âme ne fut épargnée. Les chroniqueurs n'ont pas osé donner le chiffre des morts, et l'un d'eux, pour disculper

le marquis, a supposé que la redoute fut enlevée de vive force ; mais il paraît avéré qu'elle fut rendue sans composition⁽¹⁾. Gironcillo s'échappa heureusement et gagna les Albuñuclas, avec la majeure partie des gens de guerre ; de là il les dispersa dans toutes les directions. Marcos-el-Zamar tomba entre les mains des soldats ; il portait sa fille sur ses épaules, et se reposait un instant quand on le prit ; le comte de Tendilla, auquel il fut livré, le fit périr dans des tortures atroces. El-Zamar avait ouvert l'avis d'abandonner le peñon des Guajaras. Son supplice, qu'il supporta courageusement, expia cette erreur, et l'absout du reproche de lâcheté, On le tenailla d'abord avec des fers rouges, puis on l'écartela, pitoyable vengeance, d'autant plus méprisable qu'on n'avait à l'accuser particulièrement d'aucun crime ; c'était un rebelle, un ennemi, mais un ennemi loyal.

(1) Voyez *Marmol*, t. I, p. 493, et Mendoza, p. 153.

CHAPITRE XXVII.

Pacification du royaume de Grenades. — Surprise
d'Aben-Hommeyah.

(Février 1569.)

La prise des Guajaras mit fin à la guerre. Conduite par un général qui était à son début, mais que les traditions de sa famille avaient formé, cette guerre prouvait combien étaient justes les prévisions et les avis du marquis de Mondejar. Les Morisques, sans forteresses, presque sans armes, sans l'appui de leurs coreligionnaires d'Afrique, avaient tenu la campagne pendant plus d'un mois, contre deux capitaines-généraux et toutes les forces dont l'Espagne pouvait alors disposer ; ils avaient fait perdre beaucoup de monde, quoique le marquis, sauf aux Guajaras, eût toujours

eu le soin de les combattre selon les règles que lui indiquait le génie de leur nation, laissant passer la première furie de l'attaque, leur ménageant une retraite, les poursuivant rapidement, affrontant de préférence les positions réputées impraticables à la cavalerie, et par-là augmentant à chaque affaire la réputation de ses armes, si bien qu'à la fin il n'avait qu'à se montrer pour intimider l'ennemi. Les succès qu'il venait d'obtenir ne démentaient pas ses anciennes prévisions, car ils étaient dus à des talents que l'on ne soupçonnait pas chez lui. Comme il l'avait prédit, les dommages causés à l'État étaient immenses ; chaque victoire avait enlevé au roi des serviteurs, des sujets, des richesses ; tout était perte en cette occasion ; et si le marquis n'eût déployé une capacité inattendue, les affaires devaient tourner autrement qu'elles ne le firent. En générale les milices dont se composait son armée tenaient à peine pied devant les Morisques ; l'espoir du gain les avait amenées, elles couraient au butin avant la fin du combat, se faisaient tuer les mains pleines, ou disparaissaient chargées de dépouilles ; elles arrivaient, s'en retournaient et revenaient également neuves pour la guerre. Les gentilshommes et leurs vassaux gagnaient seuls les victoires, réparaient les désordres ; couvraient les fautes des milices ; l'habileté du marquis avait consisté à se les attacher, à les engager au moment favorable, à s'en servir partout, les armes à la main, dans les expéditions particulières où il

fallait de l'honneur et de la discipline, pour assurer la subsistance des troupes. Ce que l'on devait conclure du résultat de sa campagne, c'est qu'il était le plus propre, le seul propre à cicatriser les plaies que d'autres avaient faites. En attendant que don Alonso de Granada Venegas eût obtenu pour ses plans l'approbation du roi, il continua de les appliquer, malgré les clameurs qui s'élevaient ; le 14 février, il quitta les Guajaras après en avoir rasé le fort. L'armée prit le chemin de l'Alpuxare, pendant qu'il allait, avec la cavalerie, visiter les places de la côte ; il l'amena ensuite à Orgiba, où d'abord il s'occupa uniquement de compléter la pacification du pays par des moyens conciliants.

Les Morisques s'y prêtaient avec beaucoup de bonne volonté. Ils y étaient poussés par la misère, par le découragement, et un grand nombre par le repentir ; ils consentirent à tout. Une sauvegarde leur suffisait pour se soumettre, sauvegarde sans valeur, car elle stipulait qu'ils s'abandonnaient, eux et leurs biens, à la merci du roi ; ils rendaient là-dessus leurs armes, sans demander d'autres garanties que des garnisaires pour les protéger contre les maraudeurs. Le bénéficiaire Torrijos traversa toute l'Alpuxare avec trois cents soldats, et sans la moindre difficulté, réduisit à l'obéissance les tahas orientales, jusqu'à la Sierra de Filabres, qui confine au Rio d'Almanzora. Le capitaine Alvaro Flores, l'homme de confiance du marquis,

parcourut tous les alentours d'Orgiba sans trouver un désordre à réprimer chez les Morisques ; mais il eut beaucoup de peine à empêcher ceux des chrétiens.

Andres-Ben-Alguacil acheva la réduction de la taha d'Uxijar, et Miguel-Abenzaba, riche habitant de Valor, celle de la taha de Jubiles. Ces deux Morisques étaient des ennemis d'Aben-Hommeyah. Grâce à leurs efforts, il n'y eut bientôt plus un seul village où l'autorité royale ne fût reconnue. On en était revenu à l'ancien état de choses ; il y avait plus de monfis qu'auparavant, pas beaucoup plus, cinq cents en tout, mais la révolte était étouffée. Les *Morisques de paix*, comme l'on nommait ceux qui vivaient sous le régime provisoire des sauvegardes, assistaient tranquillement à la vente aux enchères des captifs ; ils rachetaient leurs femmes et leurs enfans quand ils le pouvaient. Des mille femmes confiées aux trois alguazils d'Uxijar, quelques-unes étaient mortes, d'autres avaient été reprises par les maraudeurs ; ils composèrent pour elles au prix de quarante ducats par tête, et l'on en exigea soixante, qu'ils payèrent. Ainsi le marquis de Mondejar pouvait bien écrire au roi qu'il userait à son choix de clémence ou de rigueur : les Morisques avaient la corde au cou.

Il ne manquait au triomphe des Espagnols que la capture d'Aben-Hommeyah. On dit que sa tête fut mise à prix, et l'on assure qu'un jeune Morisque

nommé *el Maoulé*, périt à cause de la ressemblance qu'il avait avec lui⁽¹⁾. Ce qui est certain, c'est que des embûches lui étaient tendues de plusieurs côtés, même par ses propres parents. Le roitelet des Alpuxares passait les jours caché dans une grotte de la Sierra de Berehul, et les nuits chez qui osait lui accorder l'hospitalité. Miguel-Abenzaba, qui le traquait avec acharnement, découvrit sa retraite. Il sut qu'il se réfugiait quelquefois à Valer-el-Alto, soit dans son château, soit dans les maisons du village, mais plus souvent à Mecina de Bombaron, chez Diego Lopez Aben-Aboó où il se croyait en sûreté, parce qu'Aben-Aboó n'inspirait aucune défiance ; ses renseignements étant bien pris, il les communiqua au marquis de Mondejar. Il était alors déjà question dans le conseil royal d'envoyer à Grenade don Juan d'Autriche, et le marquis redoutait par-dessus tout l'arrivée du prince ; en livrant Aben-Hommeyah, il se débarrassait d'un ennemi et se préservait d'un maître. Il s'empressa donc de mettre à profit les avis d'Abenzaba. Le jour où il les reçut, il fit appeler Alvaro Flores et un autre capitaine grenadin, Gaspar Maldonado de Salazar, auxquels il donna six cents arquebusiers d'élite pour exécuter cet important coup de main. Alvaro Flores, avec

(1) « J'écris ceci parfaitement informé, car j'ai appris la vérité du fait de plusieurs Morisques auxquels je l'ai demandée, pour écrire cette histoire avec la diligence nécessaire. » (Hita, p. 41.)

quatre cents hommes, se porta sur Valor ; Maldonado, avec les deux cents autres, sur Mecina de Bombaron. Guidés par les espions d'Abenzaba, les deux capitaines suivirent des chemins détournés, en prenant toutes les précautions, nécessaires ; les soldats marchaient en silence, cachant les mèches de leurs arquebuses ; mais ces précautions mêmes les trahirent. A peu de distance de Mecina, un soldat inattentif laissa tomber sa mèche sur le bassinet de son arquebuse le coup partit Miguel-el-Dalay, qui se tenait aux aguets dans la maison, d'Aben-Aboó, saisit ce bruit et devina le reste ; il courut réveiller le Zaguir. Tous deux sautèrent par la fenêtre sans se donner le temps d'attendre ben-Hommeyah ; ils se contentèrent de crier : *sauve qui peut !* Aben-Hommeyah dormait dans une autre pièce avec ses domestiques ; son premier mouvement fut aussi de sauter par la fenêtre ; mais quand il l'ouvrit, il vit que la maison était cernée. Maldonado frappait à la porte, menaçant de l'enfoncer. Nulle part il n'y avait de cachette. Dans cette extrémité, Aben-Hommeyah prit un parti audacieux ; il alla ouvrir lui-même, tira tranquillement le verrou, et resta derrière la porte, qui battait en dedans. Les soldats, impatients de fouiller la maison, se précipitèrent sans faire attention à lui. Aussitôt que le dernier fut passé, il sortit, se coula le long des rochers qui bordent le village de Mecina, arriva au bas, meurtri, mais sauf, et gagna la montagne avant que l'on s'aperçût de son

départ. Il ne restait plus chez Aben-Aboó que dix-sept personnes, Morisques de paix : les traces du séjour d'Aben-Hommeyah étaient évidentes, cependant Aben-Aboó nia fermement l'avoir reçu. Toutes les tortures ne lui arrachèrent pas un mot. On le traîna hors de sa maison, au pied d'un mûrier ; on prépara une corde, il ne confessa rien ; on l'attacha au mûrier par les génitoires, ses talons touchant à peine la terre, et on le tint longtemps dans cette horrible position ; il restait muet. Un soldat furieux lui donna un coup de pied ; il tomba, ne poussa pas un cri. Le sublime eunuque n'ouvrit la bouche que pour dire : « Par Dieu ! je suis mort, mais le Zaguir est vivant ! » On n'en tira plus rien, et on le laissa croyant qu'il allait expirer. Maldonado, qui ne voulait pas avoir perdu son temps, passa le reste de la nuit à faire du butin. Il rentra le lendemain au camp avec trois mille cinq cents têtes de bétail et quantité de captifs que le marquis de Mondejar remit en liberté ; quant au butin, ce n'était pas la coutume de le rendre jamais. Celui-ci fut déclaré contrebande, et confisqué au profit du roi.

CHAPITRE XXVIII.

Rapines des Espagnols. — Sac de Laroles.
— Reprise de l'insurrection.

(Février, mars 1569.)

Si le conseil royal avait su prendre en ce moment une détermination quelconque, la tranquillité eût été rétablie pour toujours dans le royaume de Grenade. Les Morisques offraient de se laisser transporter où on le désirerait, et de vivre sous le régime qu'on leur infligerait sans demander aucune indemnité. Au cas où il conviendrait de les garder dans le pays, ils proposaient de payer eux-mêmes leurs garnisaires. Leurs prétentions n'allaient qu'à garder la vie et la liberté. Le marquis de Mondejar insistait vivement dans ses lettres sur l'utilité de conserver tant de vassaux ; il représentait et faisait représenter par don Alonso de

Granada Venegas, la nécessité d'une amnistie générale, qui changeât en état définitif un état provisoire plein de dangers : La justice, disait-il, aura son cours ; elle atteindra les auteurs de la révolte ; mais quel avantage trouverait-on à sacrifier tout un peuple à des ressentiments ou à des craintes chimériques ? Mais le marquis et don Alonso de Granada Venegas étaient trop intéressés dans la question pour que leur opinion eût du poids. Ils soutenaient un avis impopulaire que l'on combattait par de mauvaises raisons plus fortes que des bonnes, car elles s'adressaient aux mauvaises passions. Leurs antagonistes répondaient que les Morisques cherchaient à gagner du temps ; qu'ils avaient livré seulement des armes hors de service, qu'ils abusaient de la complaisance du marquis pour obtenir un répit jusqu'à l'arrivée des renforts qu'ils attendaient de jour en jour ; qu'il serait impossible d'excepter de l'amnistie les auteurs de la révolte sans en exclure leurs parents, ce qui voulait dire presque tous les rebelles, ou sans remettre tout en question quand on voudrait les punir ; que d'ailleurs le roi ne pouvait honorablement pardonner les crimes affreux qui avaient été commis contre les deux majestés ; ils concluaient à tout achever par la rigueur des armes, et perdaient ainsi leur cause. L'extermination de cinq cent mille âmes pouvait plaire aux soldats qui s'en chargeraient : il répugnait aux ministres de la conseiller. Entre les accusateurs et les intercesseurs le roi restait indécis ; il inclinait

plutôt vers les premiers, mais il n'ordonnait rien.

C'était ce qui pouvait arriver de plus fâcheux pour le marquis de Mondejar. Son autorité sur les troupes, sa considération auprès des Morisques diminuaient chaque jour. Des sauvegardes, signées de lui, perdaient naturellement de leur force, lorsqu'on voyait qu'il aurait eu le temps de les faire confirmer, et qu'elles ne l'étaient point ; les soldats s'habituaient à n'en pas tenir compte, les Morisques à ne plus se croire engagés par elles, puisqu'elles ne les protégeaient plus. Un premier excès impuni en amena d'autres. Les batteurs d'estrade sortaient par bande de quinze à vingt, prenaient dans les villages ce qui était il leur convenance, pourchassaient les Morisques, les capturaient et allaient les vendre à Grenade, où ils trouvaient des officiers de justice qui sanctionnaient ces ventes, quand leur devoir eût été d'arrêter les déserteurs. Le même scandale était donné partout ; on parlait toujours de guerre, on ne s'occupait que de pillage. L'espoir du butin faisait cesser les disputes des chefs, le butin les renouvelait. Don Francisco de Cordoba et don Garcia de Villaroël avaient failli en venir aux mains, à propos de celui qui avait été fait à Inox ; ces querelles duraient encore ; elles s'envenimèrent au point que don Francisco désigna son titre de commandant un de capitaine-général d'Almeria. Cette ville fut mise directement sous les ordres du marquis de los Velez ; mais don Garcia de Villaroël y resta comme

gouverneur, et il faisait à toute heure, avec son frère don Christoval de Benavides, capitaine de trois cents volontaires, des sorties qui ne laissaient rien à glaner derrière lui. Quant à l'entrée d'un village il rencontrait les garnisaires, il leur disait qu'il ne les connaissait pas ; pour les sauvegardes, elles ne l'arrêtaient pas davantage ; il prétendait qu'elles n'avaient pas de valeur, parce que le marquis de los Velez ne les avait pas signées. Le marquis de los Velez laissait faire, ne désirant que le retour des hostilités ; cela y conduisait tout droit. Au lieu de quelques monfis qui suivaient sa fortune parce qu'ils ne pouvaient pas en tenter une autre, Aben-Hommeyah eut en peu de temps autour de lui des milliers de partisans, décidés cette fois à ne plus se rendre. Il les consolait, les animait par la perspective des secours du Grand-Turc ; mais il se gardait bien de les compromettre dans des actions imprudentes ; il les tenait dispersés, et personne ne se doutait qu'il disposât déjà de pareilles forces.

Tout le monde prit à tâche de lui envoyer des adhérents. Le comte de Tendilla, qui avait en ce genre tant de fautes à se reprocher, en commit une nouvelle plus impardonnable que les autres. Un certain Bernardino de Villalta tenait garnison, avec une compagnie d'infanterie, à la Peza, forteresse située sur le versant septentrional de la Sierra-Nevada, entre Grenade et Guadix ; il n'avait par conséquent rien à faire dans l'Alpuxare, son unique mission étant de

maintenir la tranquillité dans un canton fort éloigné du théâtre de la guerre ; cet officier, désappointé de voir la paix s'établir sans qu'il eût fait sa main, persuada au comte qu'il s'emparerait d'Aben-Hammeyah, si l'on mettait à sa disposition quelque monde ; il s'agissait d'embuscades à tendre : des Morisques lui avaient promis d'y faire tomber leur roi. Pour tendre une embuscade à un proscrit fugitif, il suffisait sans doute d'une escouade ; le comte envoya trois compagnies d'infanterie et vingt chevaux. Cela donna à penser qu'il était secrètement d'accord avec Villalta pour entreprendre toute autre chose. Les trois compagnies partirent le 28 février d'Alcudia, village de la banlieue de Guadix, franchirent pendant la nuit la Sierra-Nevada au col de la Ravaha, et tombèrent à l'improviste sur un village de la taha d'Uxijar, nommé *Laroles*, où se trouvaient rassemblées les populations des environs ; dans le nombre, il y avait peut-être quelques monfis, c'est même probable, mais on ne put le savoir, parce que Bernardino de Villalta ne fit point de perquisition ; ses soldats passèrent au fil de l'épée tous les hommes qu'ils rencontrèrent ; la surprise ne laissa d'ailleurs à personne le temps de se mettre en défense. Après avoir saccagé Laroles à leur aise, les Espagnols mirent le feu aux maisons, et se retirèrent, le 2 mars, chargés de butin, encombrés de femmes et de troupeaux qui retardaient leur marche, poussant tout cela devant eux, et se dépêchant de

regagner le col de la Ravaha ; mais ils furent atteints sur la cime de la Sierra-Nevada, par une bande des mêmes hommes qui, la veille, avaient pris la fuite devant eux. Aussi loin que la vue pouvait s'étendre, on apercevait les montagnes couvertes de Morisques ; des feux allumés sur les pitons appelaient aux armes les habitants de la contrée ; ces multitudes accouraient de toute leur vitesse pour couper la retraite à Villalta, qui ne leur échappa qu'à grand peine. Cependant il passa le col avec une perte de dix-huit hommes, ayant lui-même failli rester entre les mains de l'ennemi. Les Morisques ne le poursuivirent pas plus loin, de peur d'avoir affaire à la garnison de la Calahorra, qui était à portée de le secourir ; ils rentrèrent dans l'Alpuxare, et tous allèrent supplier Aben-Hommeyah de les recevoir sous sa protection. Un pareil excès méritait une punition ; d'abord le marquis de Mondejar fit mettre en prison Bernardino de Villalta ; il se contenta ensuite de la mauvaise excuse que donna ce capitaine, excuse banale. Villalta prétendit avoir trouvé des gens de guerre à Laroles ; là-dessus on le relâcha. Que ne lui demandait-on, non pas ce qu'il avait fait à Laroles, mais ce qu'il allait y faire ? Probablement le comte de Tendilla aurait été compromis par sa réponse, puisque la question ne fut point posée. Les prisonnières furent vendues au compte du roi. Leurs pères, leurs frères, leurs maris, qui la veille vivaient pacifiquement, se confiant à la sauvegarde du marquis

de Mondejar, devinrent si impatients de recommencer la guerre, qu'Aben-Hommeyah eut à les retenir. Il méditait un grand coup pour lequel il lui fallait du temps et de la prudence : ce n'était rien moins que de s'emparer de Grenade.

CHAPITRE XXIX.

Massacre des prisonniers morisques à Grenade.
— Affaires de Mulvisar, et de Pechina, de Bayarca,
de Turon et de Valor. — Explosion de la guerre

(Du 17 mars au 5 avril 1569.)

Cette seconde conspiration des Morisques de l'Albaycin fut éventée, comme la première, avant qu'elle n'aboutit aux effets ; elle n'a même jamais été connue que par des *on dit*. Aben-Hommeyah devait arriver de nuit par la vallée du Darro, et annoncer sa présence au moyen de feux allumés sur les croupes de la Sierra-Nevada ; les feux de l'Albaycin lui auraient répondu : à ce signal, on aurait commencé par forcer la prison où étaient renfermés, avec cent cinquante autres Morisques, don Antonio et don Francisco de Valor, père et frère du roitelet. C'était du moins le bruit

qui courait à Grenade ; il tenait en alarme les chrétiens : les rondes se faisaient, en conséquence, avec plus de vigilance que par le passé. On s'entretenait de cela dans le corps-de-garde de la chancellerie un soir, le 17 de mars, lorsque don Geronimo de Padilla vint prévenir à voix basse le président que les signaux convenus se faisaient. Un instant après, don Juan de Mendoza Sarmiento envoya le même avis par un alguacil, qui n'y mit pas tant de mystère ; tout le monde l'entendit et s'en émut : le président parut contrarié de son indiscretion. Comme forcé d'agir, il donna l'ordre de mettre les troupes sur pied à la prison de la chancellerie, pour recommander à l'alcaïde de veiller soigneusement, surtout de s'assurer si don Antonio de Valor et son fils étaient gardés à vue comme d'habitude. L'alcaïde s'inquiéta si fort de sa responsabilité, que non seulement il pria de ses amis de lui tenir compagnie cette nuit, mais encore il se procura des armes qu'il distribua aux prisonniers chrétiens, singuliers auxiliaires pour un geôlier. Il était alors onze heures du soir, heure à laquelle commence la seconde veille ou le second quart, en termes militaires ; et il arriva que la sentinelle placée à la tour de la *Campana*, dans l'Alhambra, au lieu de sonner à l'heure juste trois coups par intervalles, ainsi que cela se pratiquait toujours, les sonna vivement un peu plus tard : l'instant, la manière firent prendre cette sonnerie pour le tocsin. Toute la ville fut aussitôt en rumeur ; les chrétiens

de la prison entendirent le bruit du dehors, et ne demandèrent pas d'autre signal : leur alcaïde en tête, ils se ruèrent sur les Morisques ; mais ils trouvèrent une résistance inattendue. Ceux-ci, du fond de leurs cachots, se défendirent avec les pierres qu'ils arrachaient aux murailles, avec les verrous, les gilles, les chaises, tout ce qui leur venait sous la main. Le combat dura deux heures, sans que le corrégidor se doutât de ce qui se passait, quoique sa chambre fût située immédiatement au-dessus de la prison. Cependant, le peuple s'était rassemblé ; le poste de la chancellerie prit les armes ; peuple et soldats envahirent les cachots. Les Morisques, accablés sous le nombre, ne disputaient pas leur vie dans l'espoir de la sauver, ils ne luttaient que pour éviter les tortures : cette idée leur fit faire des prodiges. Après avoir soutenu un siège de sept heures, quand ils se virent à l'extrémité, ils mirent le feu à la prison, et sautèrent au milieu des flammes ; on éteignit l'incendie dans leur sang : tous périrent, si ce n'est don Antonio et don Francisco de Valor, que les gardes protégèrent. Leurs dépouilles enrichirent l'alcaïde ; le fisc s'empara de leurs biens immeubles, en vertu d'une sentence judiciaire qui mit à néant les instances de leurs veuves pour être envoyées en possession de leurs dots. Aucun historien ne rapporte les motifs de la sentence : un seul les laisse deviner. « Parmi les prisonniers, dit-il, quelques-uns seulement étaient coupables de fait, tous l'étaient

d'intention⁽¹⁾. » La conclusion de ce raisonnement n'est pas difficile à tirer : des juges désintéressés ne l'auraient pas admise : des magistrats chargés à la fois des affaires de la justice et de celles du gouvernement, comme l'auditeur de la chancellerie de Grenade, devaient la trouver d'autant meilleure qu'elle était arbitraire : elle apprenait aux Morisques de l'Albaycin ce qu'il en coûte pour conspirer. Bien des personnes supposèrent que toute l'affaire avait été concertée d'avance par don Pedro de Deza ; et si l'on rapproche les circonstances, on verra que leur supposition se peut soutenir. Tant d'accidents, tous nécessaires pour produire un effet, se succèdent rarement aussi à propos : le président ne se disculpa jamais très-bien de les avoir combinés ; mais on ne lui en fit pas un grand crime. Dans l'esprit du temps, le besoin et le succès justifiaient assez de telles manœuvres. Le succès fut complet ; il rompit toute intelligence entre Aben-Hommeyah et les Grenadins.

Une série de désordres considérables que les chrétiens commirent dans l'Alpuxare, vers la même époque, avança beaucoup le moment, si impatiemment attendu par les uns et les autres, d'une nouvelle explosion de la guerre. Le comte de Tendilla persistait à vouloir entrer en campagne de son côté ; l'audience et le conseil municipal l'en empêchèrent, retardant

(1) Mendoza, p. 181.

ainsi l'insurrection du district sur lequel il comptait se porter, la Sierra de Bentomiz ; mais les ferments en étaient jetés par don Diego Ramirez de Haro, alcaïde de Salobreña, et ils devaient lever un jour. Les Morisques de la Sierra de Bentomiz montraient les dispositions les plus pacifiques ; ceux du canton de Salobreña s'étaient tous soumis depuis l'affaire des Guajaras ; ils cultivaient leurs champs comme s'ils eussent été sûrs de récolter pour eux ; tant que don Diego Ramirez ne fit que les harceler, ils ne se plaignirent pas. Un jour, ils étaient en grand nombre à Mulvizar, occupés à couper des cannes à sucre, les uns sur leurs propriétés, les autres pour le compte des propriétaires ; il y avait donc des habitants du village et des étrangers payés à la journée : don Diego arriva ; il venait avec intention, car il avait amené des soldats des galères, que lui avait prêtés don Sancho de Leyva, général de la flotte ; mais il prétendit qu'il venait par hasard, et que, trouvant là des gens de guerre, il n'avait pas à ménager les autres : il captura toute la population, dévasta les champs, pillà les maisons, et s'en revint partager son butin avec don Sancho de Leyva ; le lendemain, tout le district était en armes. A Bayarca, deux cent cinquante soldats, que le bénéficiaire Torrijos ramenait de la Sierra de Pilabres, voulurent faire la même chose ; mais les Morisques se défendirent, et ils les mirent en pièces jusqu'au dernier. Pareille aventure arriva aux maraudeurs du

marquis de los Velez ; une compagnie tout entière fut détruite à Pechina, village de la banlieue d'Almeria. Cent hommes de la garnison d'Adra furent aussi maltraités à Murtas et Turon. Diego Gasca, leur capitaine, étant allé à Turon pour en demander satisfaction, un Morisque lui mit son couteau dans le ventre. Les soldats vengèrent sa mort cruellement ; ils lâchèrent leur butin, tombèrent sur les habitants du village, tuèrent tous les hommes, lièrent les femmes, les chargèrent de leurs effets précieux, et incendièrent les maisons avant de partir. Tous ces excès, soit que les Morisques s'en fissent justice, soit qu'ils en restassent victimes, les poussaient vers Aben-Hommeyah. Ils se renouvelaient si fréquemment, que le marquis de Mondejar ne pensait plus à les punir. D'ailleurs, il n'était plus commandant que de nom ; son remplaçant était près de se mettre en route. En attendant que ce remplaçant arrivât, le roi avait ordonné au marquis de ne rien innover, et de se tenir strictement sur la défensive. Aben-Hommeyah restait ainsi maître de la campagne, recueillant et organisant à son aise les mécontents que ses ennemis recrutaient pour lui, avec leurs procédés de brigands.

Malgré les ordres positifs du roi, le marquis de Mondejar ne résista pas à la tentation de s'emparer d'Aben-Hommeyah. Sur un nouvel avis de Miguel Aben-Zaba, il fit partir deux adalids, Geronimo de Tapia et Andres Camacho, avec quarante hommes

d'élite, qu'il envoya le 25 mars à Valor, où devait se célébrer dans le château la noce d'un certain Doley, Morisque de paix ; Aben-Hommeyah avait promis de s'y rendre. Les adalids arrivèrent de nuit, et parcoururent le château sans y rencontrer personne ; mais, comme ils s'en revenaient, ils entendirent des bruits de fête retentir à Valor-le-Bas, puis ils virent un homme qui sortait du village, avec des bestiaux chargés, s'avancer de leur côté, bien loin de se douter qu'il allait tomber dans une embuscade : ils l'attendirent. Le Morisque, sous les canons de leurs arquebuses, confessa qu'Aben-Hommeyah était chez Doley. « Vous l'y trouverez, dit-il, bien accompagné de monfis et de gandouls. » En effet, parmi les divers sons qui venaient de cette maison, se distinguait le bruit des cordes d'arbalètes ; on y dansait la zambra, ce divertissement guerrier proscrit par la pragmatique royale. Camacho et Tapia ne se sentirent pas de force à troubler la fête ; ils retournèrent avec leur prisonnier à Orgiba, aussi secrètement qu'ils étaient venus. Leur rapport décida le marquis à les renvoyer ; ils repartirent le 30 mars, cette fois pour servir de guides à deux capitaines, Alvaro Flores et Antonio d'Avila, chacun desquels emmenait sa compagnie. D'autres soldats se joignirent à eux, jusqu'au nombre de huit à neuf cents ; les uns n'emportant que leur épée, les autres garnissant leur bourse pour acheter le butin à bon compte. Cependant, le marquis avait

donné l'ordre par écrit de s'abstenir de pillage ; mais Antonio d'Avila, que sa mauvaise étoile entraînait, dit, en recevant cet ordre de la main d'un écuyer : « Si l'on s'en écarte, on rejettera la faute sur les soldats. » Afin de dérouter la surveillance des Morisques, les adalids conduisirent leur colonne le long de la mer, la promenant de çà et de là pendant trois jours. Ils recueillirent sur le chemin quatre-vingt-dix maraudeurs des garnisons d'Adra et de Motril ; en sorte qu'ils étaient plus de mille quand le 2 avril, au milieu de la nuit, ils arrivèrent à Valor. Alvaro Flores et Geronimo de Tapia montèrent par un ravin qui menait à Valor-le-haut ; Antonio d'Avila et Camacho investirent en même temps le village par le bas. La lune éclairait les mouvements des Espagnols, et les Morisques, cette nuit-là, faisaient bonne garde ; aussi a-t-on cru qu'ils étaient prévenus. Ils avaient un poste en avant des maisons, d'où ils découvrirent d'abord la troupe d'Alvaro Flores ; Geronimo de Tapia l'aperçut et s'y rendit pour le rassurer. Il y rencontra Miguel Aben-Zaba, qui lui dit en l'embrassant : « Je sais ce que vous venez faire ; arrêtez votre monde, et laissez-moi parler au capitaine. » Aben-Zaba n'avait pas fait vingt pas dans le ravin, qu'une balle l'étendit raide mort ; ceux qui l'accompagnaient prirent la fuite. L'alarme se répandit ; les chrétiens de la bande d'Antonio d'Avila, craignant de voir leur proie leur échapper, crièrent aux armes ; ils entourèrent le poste des Morisques, et entrèrent dans le

village pêle-mêle avec eux. Alvaro Flores ne put retenir les siens ; le pillage commença, et toutes les maisons furent saccagées tant que la nuit dura, sans que l'on rencontrât un seul homme pour s'y opposer. Les femmes se laissaient prendre, charger, mettre en troupeau ; on en rassembla douze cents dans l'église. Vers le matin, quand les chrétiens se disposaient à partir, ils virent toutes les montagnes illuminées. Les adalids conseillèrent alors de se mettre promptement en sûreté ; et de ne pas s'encombrer de butin. Alvaro Flores était de cet avis : huit lieues qu'il y avait à faire dans un pays dangereux, pour regagner Orgiba, l'effrayaient ; mais Antonio d'Avila répondit qu'il se chargerait de traverser l'Afrique entière avec sa prise, escortée comme elle l'était : les soldats lui donnèrent raison. Au point du jour, on se mit en route : Alvaro Flores faisait l'avant-garde, les douze cents captives marchaient ensuite entre deux haies d'arquebusiers ; Antonio d'Avila resta derrière avec deux cent cinquante hommes. Il eut bientôt sur les bras cinq cents Morisques que conduisait Bernardino Aben-Zaba ; Esteban-el-Partal parut en même temps sur ses flancs ; Aben-Hommeyah se tenait sur les hauteurs, et d'autres bandes gagnaient les crêtes d'un défilé dans lequel allait s'engager l'avant-garde. Aben-Zaba ne fit d'abord que parlementer, et disait : « Si tout n'est arrivé que par accident, rendez les femmes, on n'en parlera pas. Nous prenons Dieu à témoin que nous

désirons la paix. » A ces offres, Antonio d'Avila répondit par des injures. En ce moment, le convoi donna dans une embuscade de deux cents hommes qui mit l'escorte en déroute. Esteban-el-Partal et Aben-Zaba profitèrent de la surprise. Le second avait déjà rompu les rangs de l'arrière-garde pendant qu'il parlait ; El-Partal fit une charge vigoureuse, jeta par terre du premier coup trente soldats, tua Antonio d'Avila, entra au milieu du bataillon et le dispersa : ce fut l'affaire d'une minute. Les fuyards, poursuivis à outrance, portèrent à l'avant-garde le désordre ; personne ne pensait plus à combattre, mais à sauver le butin dont il était chargé ; les premiers se pressaient de passer le défilé, laissant les autres aux prises avec des flots d'ennemis : enfin, la colonne d'avant-garde s'allongea tellement, que nulle part il n'y avait plus de deux soldats ensemble. A la lueur des feux, les Morisques étaient accourus de tous les côtés ; il en sortait de chaque buisson, il en surgissait sur chaque rocher ; devant, derrière, à droite, à gauche, les chrétiens en apercevaient des troupes prêtes à leur barrer la retraite. Des mille soldats qui avaient pillé Valor, quarante seulement se sauvèrent ; cinquante essayèrent de se défendre dans une église, et ils y furent brûlés vivants ; le massacre dura quatre heures. Alvaro Flores avait jeté ses armes et ses habits ; il s'enfuyait, avec Camacho, par des sentiers de chevriers, courant à perdre haleine ; la fatigue le força de

s'arrêter, Camacho l'abandonna : il périt comme avait péri don Alonso d'Aguilar, appuyé contre un rocher, entouré de cadavres, frappé de tant de coups qu'il n'était plus reconnaissable. Sa fin mérite qu'on la déplore : capitaine brave, habile, humain, il porta la peine des fautes qu'il n'avait pas commises. Si les Morisques eussent pu réfléchir, ils l'auraient épargné. Le lendemain, ils envoyèrent à Orgiba un messager, par lequel le marquis de Mondejar apprit la destruction de ses soldats. Ce messager fit, de la part des Morisques, l'offre de rendre les armes prises sur le champ de bataille, et protesta de leur innocence. Quoiqu'il leur fût impossible de la prouver, le marquis connaissait assez le caractère des Espagnols pour y croire sans preuves ; il admit les excuses : aussi bien n'avait-il alors rien de mieux à faire : Il aurait fallu mettre en mouvement toute l'armée pour châtier les habitants de Valor ; on préféra dissimuler avec eux. De ce jour, Aben-Hommeyah s'installa dans son château, d'où il data l'ordre d'une nouvelle prise d'armes.

CHAPITRE XXX.

Formation d'un conseil de guerre et d'État à Grenade,
sous la présidence de don Juan d'Autriche.

— Premières opérations du conseil.

(Du 5 avril au 3 mai 1569.)

Le désastre de Valor n'ajouta rien à la disgrâce du marquis de Mondejar, qui était déjà complète ; il lui attira seulement des réprimandes et l'injonction de ne rien entreprendre, sous aucun prétexte, jusqu'à l'arrivée de don Juan d'Autriche. Déjà, par une lettre en date du 17 mars, le roi avait prévenu le marquis de son intention d'envoyer à Grenade le jeune prince, son frère naturel, pour qu'il prît la direction des affaires de guerre et d'État ; il lui notifia une seconde fois sa résolution en lui offrant, pour ce qui le concernait, le choix entre deux partis : assister au conseil de

don Juan, ou conserver en sous-ordre le commandement actif dans l'Alpuxare. En d'autres termes, il lui laissait le titre de sa charge, mais il lui en retirait l'exercice. Le marquis n'hésita pas ; instruit par l'expérience, il choisit sagement le poste qui entraînait la moindre responsabilité. Ses instructions portaient que dans ce cas il remettrait à don Juan de Mendoza Sarmiento le gouvernement d'Orgiba, où il laisserait une garnison de deux mille trois cents hommes, et rentrerait immédiatement à Grenade avec le reste de l'armée ; quelque fâcheuses que ces instructions fussent, il les suivit à la lettre. Le 8 avril, toutes les troupes disséminées en cantonnement l'ayant rejoint à Orgiba, il opéra sa retraite sous les huées des populations qui la veille encore sollicitaient leur pardon.

Pour la sécurité des convois, il fit occuper le pont de Tablate et le fort de Padul dans le Val-de-Lecrin ; rien de plus. Tout le reste du pays retomba au pouvoir des insurgés. En un jour les choses avaient complètement changé de face ; de proscrit, Aben-Hommeyah redevenait roi. Il punit de mort les principaux alguazils qui avaient prêché la soumission, et pas un murmure ne s'éleva contre ces exécutions ; partout les ordres pour la prise d'armes reçurent leur entier effet ; les garnisons chrétiennes d'Orgiba, d'Almuñecar, de Salobreña, de Motril, d'Adra et d'Almeria se retrouvèrent étroitement bloquées, lorsqu'elles pensaient encore à faire leurs sorties habituelles. Celle

de Castil-de-Ferro, surprise par trahison, fut toute entière passée au fil de l'épée, à l'exception d'un certain Machin, surnommé le Borgne, qui avait introduit les Morisques dans la citadelle. Quoique le port de Castil-de-Ferro ne soit pas très-grand et ne puisse pas recevoir des galères, sa possession répondait au plus urgent besoin d'Aben-Hommeyah ; elle lui donnait le moyen de communiquer librement avec l'Afrique. Son premier soin fut d'envoyer par cette voie des messagers au pacha d'Alger, Aluch-Ali, et d'autres au schériff de Fez ; ils, devaient faire sonner bien haut les avantages obtenus comme par miracle, afin d'engager sinon les princes, du moins les peuples à secourir leurs frères d'Andalousie.

C'était le cardinal don Diego d'Espinosa qui avait décidé l'envoi de don Juan d'Autriche à Grenade. Il lui avait des obligations considérables, car don Juan, confident du prince des Asturies, don Carlos, qui cherchait à renverser le cardinal, s'était fait des secrets de son neveu, en les révélant, un instrument pour commencer sa fortune. Le grade de capitaine-général de la mer ne lui paraissait pas suffisamment récompenser un tel service ; il exigeait impérieusement qu'on lui ouvrît la carrière des armes, et don Diego d'Espinosa, dont la faveur chancelait dès-lors, comprenait la nécessité de se créer des appuis. Il triompha de la jalousie clairvoyante du roi, des scrupules du conseil royal ; mais la jeunesse du prince ne permettant pas de le laisser sans

guides, on arrêta que son autorité serait limitée par celle d'un conseil qui, pour les affaires majeures, référerait la décision au conseil royal ; on ne s'aperçut pas qu'il n'aurait ainsi le pouvoir de rien faire, en ayant celui de tout empêcher. Les petits esprits pêchent toujours par excès de précaution, et les petits esprits gouvernaient alors l'Espagne ; leurs entraves devaient plus tard blesser don Juan d'une façon bien dangereuse pour lui et pour l'État. Les conseillers qu'on lui adjoignit furent don Luis Quixada, son majordome, autrefois celui de l'empereur, homme d'expérience, mais d'un génie étroit ; don Gonzalo Fernandez de Cordova, duc de Sesa, héritier des titres et en partie des talents du grand capitaine ; don Luis de Requesens et Zuñiga, grand-commandeur de Saint-Jacques en Castille ; l'archevêque de Grenade, don Pedro de Deza, et le marquis de Mondejar, qui ne comptait parmi eux pas un ami. Don Pedro de Deza, favori du premier ministre, était d'avance le maître de ce conseil ; il n'y eut plus de rivaux quand on eut, dans les premiers jours de mai, renforcé son parti d'un souple courtisan, don Diego Virviesca de Muñatones, auditeur du conseil royal, l'un des juges de don Carlos.

Le grand-commandeur remplissait alors l'office de lieutenant de don Juan, comme capitaine-général de la mer, et celui d'ambassadeur à Rome. Il reçut l'ordre d'embarquer sur les vingt-quatre galères de

sa flotte le régiment d'infanterie de Naples ; et de faire voile pour les côtes de Grenade. En ce moment, lorsque le but des armements gigantesques du sultan Sélim n'était pas encore connu, il était impossible de dégarnir davantage l'Italie. De nouvelles sommations furent faites aux villes et aux seigneurs d'Andalousie pour envoyer sans retard leurs contingents ou pour les renouveler. Les trésoriers royaux eurent commission d'assurer la solde et l'entretien des troupes. On mit un grand éclat à ces préparatifs ; le roi, voulant les presser lui-même, alla s'établir à Cordoue. Sa présence, l'idée de servir sous les yeux d'un prince, chose à laquelle on n'était plus accoutumé, stimulèrent le zèle des plus indolents. De simples gentilshommes formèrent à leurs frais des compagnies de deux et trois cents hommes. Dès ses premiers pas dans le royaume de Grenade, don Juan vit venir au-devant de lui de brillants escadrons qui exécutèrent des manœuvres de parade avec une adresse merveilleuse ; d'autres étaient échelonnés sur toute sa route. Quand il arriva auprès de la porte d'Elvire, dix mille hommes d'infanterie, rangés en bataille, le saluèrent d'un feu de file.

On dit que, pendant cette salve, la physionomie du jeune prince annonçait toutes ses espérances. Entouré des grands-dignitaires du royaume, du clergé, des magistrats, d'une brillante noblesse, il ne voyait que l'armée ; il ne pouvait en détacher ses regards, et les soldats ne se rassasiaient pas de l'admirer. Ses

traits rappelaient Charles-Quint aux vieux compagnons d'armes de l'empereur. Il parcourait les rangs, répondant aux acclamations d'enthousiasme d'un air modeste qui enchantait, quand tout-à-coup il fut arrêté par un cortège de femmes en deuil : « Justice ! seigneur, lui cria l'une d'elles, tandis que les autres poussaient des sanglots déchirants ; les veuves et les orphelins vous demandent justice ! Nous avons vu égorger par les hérétiques nos pères et nos maris ; mais nous n'avons pas éprouvé autant de douleur à les voir mourir qu'à voir épargner leurs bourreaux. » Cette scène, savamment arrangée, fit son effet. Don Juan répondit aux suppliantes un mot significatif : « Prenez patience ! » Le président devait compter que les voies de rigueur, celles qu'il préconisait, seraient adoptées dans le conseil. C'était d'ailleurs pour lui une journée de triomphe ; le prince l'avait mis à sa droite et l'archevêque à sa gauche : don Juan ne descendit ni à l'Alhambra ni à l'archevêché, comme c'eût été dans l'ordre, mais au palais de la chancellerie. Le marquis de Mondejar était allé le saluer à Isnalloz ; il ne parut point à la cérémonie de l'entrée, pendant laquelle son fils, le comte de Tendilla, le remplaça. Ainsi sa disgrâce était déclarée.

Le premier conseil se tint le 22 avril, après une grande revue qui diminua l'ardeur de don Juan. On n'avait fait tant de bruit des préparatifs de guerre qu'afin de tromper sur leur importance les Morisques

et surtout les Turcs ; de même qu'en nommant pour généralissime le frère du roi, on n'avait pensé qu'à donner de la réputation à l'entreprise : les effets ne répondaient pas au bruit. Don Juan vit beaucoup de soldats, mais il s'aperçut qu'il n'avait pas une armée ; organisation, vivres, munitions, argent, tout manquait. Lorsqu'il voulut dans le conseil entamer la discussion des affaires militaires, le président réclama la priorité pour les affaires politiques. Don Pedro de Deza occupa plusieurs séances entières d'un projet d'expulsion des Morisques de l'Albaycin, sur lequel il y eut divergence d'opinions ; l'impossibilité de tomber d'accord sur ce sujet fit revenir aux affaires militaires. On débattit des plans de campagne sans en arrêter un, et il y aurait eu encore plus de temps perdu, si le conseil suprême de guerre ne s'était chargé de tout régler. Il décida que le marquis de los Velez entrerait seul dans l'Alpuxare ; qu'il manœuvrerait de façon à rabattre les Morisques sur Orgiba, où les attendrait de pied ferme don Juan de Mendoza Sarmiento ; que l'armée de Grenade servirait simplement de réserve, tiendrait au complet les garnisons des places fortes, dont on ferait un cordon autour du pays insurgé, et fournirait des escortes pour les convois. Don Juan d'Autriche conservait la direction générale des opérations ; il était enjoint au marquis de los Velez de correspondre exactement avec lui ; à son tour, don Juan ordonna au marquis d'attendre ses ordres

précis avant d'entrer en campagne. Il ne voulait lui laisser prendre l'offensive qu'après avoir reçu les renforts que le grand-commandeur amenait, lorsque les fortifications d'Orgiba seraient en état de résister à un siège, et l'armée de Grenade réorganisée ; et son but était, à ce qu'il paraît, de se ménager le moyen de supplanter le marquis de los Velez. La suite des faits démontre qu'il se voyait avec peine réduit à un rôle plus pompeux que glorieux. Il ne négligea rien pour accomplir promptement la tâche qui lui revenait. Le marquis de Mondejar et don Luis de Quixada l'y aidèrent autant par jalousie que par calcul ; mais ils ne purent éviter les lenteurs inséparables de toute bonne organisation.

Ces lenteurs donnèrent aux Morisques le loisir de se fortifier. Aben-Hommeyah, informé de tout ce qui se faisait à Grenade, l'imita de point en point. Il institua un conseil de guerre où siégeaient son oncle El-Zaguir, Miguel-el-Dalay, Moxarraï, alguacil d'Uxijar, et don Fernando-el-Habaqui, homme de grands talents, que les persécutions du corrégidor de Guadix venaient de jeter dans la révolte ; il reforma sa garde au nombre de quatre cents arquebusiers, enrégimenta les insurgés à la manière espagnole, divisa le pays en districts, nomma pour chacun et pour chaque position défendable, un alcayd, régla l'administration, les impôts, fit des approvisionnements, ouvrit des marchés, pourvut à la culture des terres en même temps

qu'à leur défense. Aluch-Ali et le schériff de Fez avaient permis à leurs corsaires d'aller chercher fortune en Espagne ; il en arrivait chaque jour des bandes nombreuses ; des armes, apportées par des marchands barbaresques, étaient débarquées à Castil-de-Ferro, et vendues à Uxijar. Tout prenait donc un aspect favorable dans l'Alpuxare, tellement que les Morisques appelaient le nouvel état de choses une réforme opérée par la grâce de Dieu. Cette réforme, terminée avant celle de don Juan, mit Aben-Hommeyah en état d'entreprendre le premier des choses considérables.

CHAPITRE XXXI.

Insurrection de la vallée da Xenil. — Combat de Verja. — Insurrections de la Sierra de Bentomiz et du Rio d'Almanzora.

(Du 3 mai au 18 juin 1569.)

Au commencement du mois de mai, Aben-Hom-meyah prit l'offensive sur tous les points à la fois. Pendant qu'il sollicitait à la révolte les Morisques du district d'Almeria, et ceux du Rio d'Almanzora, il publia qu'il allait envoyer sept mille hommes dans la province de Malaga, pour appuyer les monfis, qui se réunissaient de ce côté. Lui-même et ses lieutenants firent des incursions dans la campagne d'Alhama, dans le Val-de-Lecrin, dans la Vega de Grenade, dans la vallée du Xenil, jusqu'au district de Guadix. Il était difficile de deviner où se porteraient ses efforts

sérieux ; toutes les garnisons ; tous les corps d'armée étaient constamment tenus en alerte. Cependant on était en mesure de faire face partout ; l'ennemi n'aurait pu s'étendre hors du cercle étroit de la Sierra-Nevada, si les généraux espagnols n'avaient commis une série de fautes inconcevables.

Ce fut le marquis de los Velez qui débuta, poussé par cette ambition, par cet orgueil qui lui montrait un ennemi dans un émule, et à plus forte raison dans un chef. Il quitta subitement, le 1^{er} mai, son camp de Terque, d'où il couvrait le district d'Almeria et le Rio d'Almanzora, et entra sans autorisation dans l'Alpuxare avec une armée très-faible, car le grand-commandeur n'avait pas encore mis à terre les compagnies italiennes. Le marquis ne pouvait même savoir que ces compagnies fussent arrivées à Adra, où elles abordaient le jour de son départ. En sortant de Terque, il envoya l'ordre au corrégidor de Guadix de faire occuper par quatre cents hommes le col de la Ravaha, passage dont la possession était indispensable au service des convois ; ainsi, de son propre chef, il ouvrait la campagne lorsque rien n'était encore prêt pour le soutenir. Le corrégidor de Guadix obéit malheureusement ; les quatre cents hommes qu'il détacha sur le col de la Ravaha furent battus, le 3 mai, et presque entièrement détruits. Cette victoire ouvrait aux Morisques le marquisat du Zenete ; l'insurrection y éclata de nouveau. Aben-Hommeyah alla enlever

de vive force les habitants de la Peza, sous le canon de leur forteresse, à la vue de la garnison de Guadix ; Geronimo-el-Maleh en fit autant à Fiñana, et là ne s'arrêtèrent pas les conséquences de la fausse manœuvre du marquis de los Velez ; à la nouvelle de son départ, don Juan lui avait expédié l'ordre de s'arrêter partout où le courrier le rencontrerait ; le marquis, interprétant cet ordre à sa manière, au lieu de reprendre l'excellente position de Terque, descendit toute l'Alpuxare, et se confina au bord de la mer, à Berja, dans un coin où il ne pouvait plus servir à rien. Dès que les Morisques du district d'Almeria le virent éloigné, ils reprirent les armes. Leurs voisins du Rio d'Almanzora commencèrent aussi à remuer ; Aben-Hommeyah avait gagné, presque sans coup-férir, un terrain de soixante lieues carrées. Anacoz, dans le Val-de-Lecrin, et Hassan-el-Schoaybi, dans la vallée du Xenil, attaquaient journellement les convois qui allaient à Orgiba ou à Guadix ; leur audace n'avait pas de borne. Quoique les habitants des pays où ils séjournèrent avec leurs bandes, ne se fussent pas encore déclarés, on pouvait les regarder comme dévoués à la cause de l'insurrection, et il importait de les tenir en bride. Don Juan résolut à cet effet de fortifier Guejar près des sources du Xenil ; et pour déterminer remplacement de la citadelle, il alla lui-même reconnaître les lieux ; mais don Luis Quinada lui fit abandonner ce

sage projet sous des prétextes futiles. Comme toute expédition des Espagnols, toujours accompagnée de honteux désordres, exaspérait les populations quand elle ne les domptait pas, le soulèvement de la vallée du Xenil fut le seul résultat de la promenade militaire de don Juan. Hassan-el-Schoaybi s'établit à Guejar, il y exécuta les travaux de défense que don Luis Quixada n'avait pas voulu laisser faire. Une autre expédition, dirigée par don Antonio de Luna sur le Val-de-Lecrin, aboutit au même résultat ; don Antonio ravagea les Albuñelas, et en chassa un lieutenant d'Anacoz, mais les insurgés y rentrèrent derrière lui, et le Val-de-Lecrin tout entier prit parti pour Aben-Hommeyah. Les choses changèrent donc entièrement de face ; Grenade se trouvait menacée. Du côté de l'Alpuxare, il n'y avait plus, entre cette capitale et l'ennemi, que l'insignifiant château de Padul. La garnison d'Orgiba et le poste de Tablate ne pouvaient plus qu'avec peine recevoir de vivres ; on les renforça, mais cela encore ajoutait aux difficultés du ravitaillement. Dans la vallée du Xenil, les Morisques, appuyés sur Guejar, coupaient la route de Guadix ; ils poussaient leurs courses jusqu'auprès de l'Alhambra, qu'ils tournaient même quelquefois, et ils pénétraient dans la ville par le quartier de l'Antequeruela, qui n'était pas fermé. Les jeunes gens de l'Albaycin leur servaient d'espions. A chaque camisade il en partait quelques-uns avec les coureurs d'El-Hosceni. Aben-

Hommeyah voyant qu'il n'avait rien à craindre du côté de Grenade, tourna toute son attention vers d'autres points.

Du Rio d'Almanzora, on le faisait assurer d'une manière si positive qu'on se soulèverait, s'il pouvait dissiper l'armée du marquis de los Velez, qu'il forma le projet d'attaquer Verja. Il appela près de lui tous les capitaines des divers districts, Gironcillo, El-Maleh, Aben-Mequenoun, laissant seulement El-Schoaybi et Anacoz à la garde de la frontière orientale ; les forces qu'il réunit s'élevaient à environ dix mille hommes ; trois mille étaient armés d'arquebuses ou d'arbalètes, deux mille de lances, le reste de frondes et de couteaux. Avec cette armée, il partit de Valor dans les premiers jours de juin, et alla donner un matin droit à Verja, qu'il comptait surprendre. Son plan était de faire deux fausses attaques à droite et à gauche du bourg, pendant que Mojacar, son secrétaire, conduirait la véritable, celle du milieu. Quatre cents arquebusiers barbaresques s'étaient offerts à marcher à l'avant-garde, et ils avaient juré de ne revenir que vainqueurs ; en signe de ce vœu, ils portaient sur leurs têtes la guirlande de fleurs des moxehedines, ou martyrs consacrés au triomphe de la foi ; seize cents Morisques les suivaient. Les deux autres colonnes, chargées des fausses attaques, étaient de même force. Aben-Hommeyah faisait la réserve avec quatre mille hommes.

Le marquis de los Velez eut connaissance des

projets de l'ennemi ; la veille de leur exécutions il en apprit tous les détails par un prisonnier qu'il fit mettre à la question ; les renseignements tirés de cet homme l'effrayèrent, et il pensa d'abord à évacuer Verja pendant la nuit, mais sa perte était certaine s'il battait en retraite ; entre deux dangers il choisit donc celui qui lui laissait une petite chance de salut, et resta. Sur les trois mille soldats qu'il commandait, il n'y avait guère que deux mille cinq cents hommes valides ; il en mit une partie à la garde des malades et des esclaves, d'autres en vedettes sur les trois routes par lesquelles il attendait les Morisques ; il garda près de lui une compagnie d'infanterie et la cavalerie, et embusqua le reste dans les maisons. Il barricada les rues, à l'exception d'une seule, qui conduisait à la place d'armes, où était sa maison. Moxacar devait arriver par-là, d'après la confession du prisonnier, se porter sur le corps-de-garde, et enlever le marquis ; en lui ouvrant le chemin, on espérait l'attirer assez loin pour que le retour lui devînt impossible, entre les arquebusades qui partiraient des fenêtres.

Ces dispositions furent prises à l'entrée de la nuit ; le marquis se revêtit ensuite de ses armes, et ordonna que tout le monde veillât à son poste, sans toutefois divulguer la nouvelle du prochain combat. Un chroniqueur quelquefois romanesque⁽¹⁾ a rapporté

(1) Hita, t. 2, p. 203.

au contraire que, pour rassurer les soldats, il leur adressa cette harangue : « Vingt-deux mille ennemis viennent nous chercher, et nous ne sommes que trois mille ; mais est-ce que chacun de nous ne vaut pas mille d'entre eux ? Pour ma part, je me charge de deux mille, et mon cheval n'en aura pas assez de mille autres ; le bruit de nos trompettes en mettra dix mille en fuite : voyez ce qui vous en restera Ainsi l'avantage est à nous, la victoire est certaine ; que chacun fasse son devoir. » Véritables ou imaginées, ces fanfaronnades étaient dans le caractère du marquis de los Velez : du reste, il savait les soutenir ; il pouvait le disputer au Cid en prouesses de chevalerie ; et dans les actions particulières, il rachetait par des combinaisons judicieuses les fautes de ses marches : c'était un excellent capitaine et un mauvais général. A l'aube du jour parurent les Morisques. La colonne que conduisait Moxacar entra dans la grande rue avec furie ; elle enfonça le poste de la place d'armes sans lui laisser le temps de se mettre en bataille ; peu s'en fallut qu'elle ne pénétrât jusqu'au cœur de la place, mais son succès même l'arrêta. Moxacar se douta d'une ruse ; l'odeur des mèches enflammées le confirma dans ses soupçons ; il voulut rétrograder, fouiller les maisons, et, comme il se consultait encore, le feu commença de droite et de gauche. Les moxeheddines tinrent bon, et il n'en revint pas un seul. Les Morisques soutinrent aussi le feu assez longtemps, renforcés à chaque minute

par des troupes fraîches qu'Aben-Hommeyah leur envoyait ; ils cédèrent enfin sous une charge de cavalerie que le marquis fit à propos. Les autres attaques avaient manqué : celle de droite, parce qu'elle avait commencé trop tard ; celle de gauche, par l'effet des barricades. Aben-Hommeyah n'essaya pas de les renouveler ; il sonna la retraite lorsque le jour, en se levant, lui montra l'état de la bataille ; on le poursuivit à peine. Entre les rapports contradictoires des historiens, il est difficile de préciser ce que lui coûta cette entreprise ; elle dut occasionner de grandes pertes de part et d'autre ; on en jugera par les résultats de la journée. Aben-Hommeyah ne s'arrêta qu'à Andarax, et le marquis de los Velez décampa, de son côté, pour aller se mettre à l'abri de la citadelle d'Adra. Tous deux s'attribuèrent la victoire ; mais le premier en recueillit seul les fruits, car il atteignit son but principal : aussitôt après l'affaire de Verja, le Rio d'Almanzora se souleva.

L'insurrection faisait aussi des progrès dans la province de Malaga, où elle triompha pendant quelques jours. Un chef de monfis, Andres-el-Xorayan, l'y avait fomentée habilement ; les chrétiens l'avaient aidé de tout leur pouvoir par leur sévérité toujours intempestive, souvent inexcusable ; elle éclata le 23 mai. Ce jour-là, tous les villages de la Sierra de Bentomiz, chaîne de montagnes qui touche d'un côté à la Sierra-d'Alhama, et de l'autre au Val-de-Lecrin, arborèrent le drapeau d'Aben-Hommeyah.

Le corrégidor de Malaga, Arevalo de Suazo, n'était pas sur ses gardes. A la vérité, il craignait une invasion des Morisques de l'Alpuxare, et se disposait à la repousser ; mais il ne croyait pas que le coup dût partir ni si tôt ni si près de lui, et il n'avait pris aucune précaution contre les mouvements des habitants de la Sierra. Les châteaux n'avaient pas de garnisons ; les points qui pouvaient offrir asile à des insurgés n'étaient pas occupés ; les fortifications de plusieurs villes, celles de Velez-Malaga entre autres, n'avaient pas été réparées. Ce qu'il put faire dans le premier moment se réduisit à secourir le château de Canilles-d'Aceytuno, assiégé depuis le 23 mai par EI-Xorayran ; il le dégagea le 26. Les Morisques se concentrèrent alors au nombre de huit mille, hommes, femmes et enfants, sur le plateau de Frigiliana ; et quand il alla, le 28 mai, les y inquiéter, il fut battu de telle façon qu'il n'osa plus sortir de Velez, où même il tremblait pour sa sûreté. Sa position était encore empirée par l'absurde conduite des chrétiens. Ceux-ci, qui ne mettaient ni mesure ni discernement dans leur animosité contre la race des Mores, se plaisaient à augmenter le nombre de leurs ennemis ; des populations inoffensives avaient été contraintes par eux de courir aux armes ; ils propageaient la révolte, comme s'ils eussent eu la certitude de l'écraser. Vraisemblablement le feu aurait gagné les districts voisins de la Sierra de Bentomiz, sans une circonstance inattendue qui rétablit les

affaires des chrétiens. Le grand-commandeur, don Luis de Requesens, relâcha le 1^{er} juin à la plage de Velez avec ses vingt-cinq galères, que la tempête tenait depuis un mois éloignées de la côte ; sur les instantes prières d'Arevalo de Suazo, il envoya demander à don Juan la permission de se charger de l'expédition contre Fregiliana, et, l'ayant reçue, le 6 juin il marcha sur les insurgés, à la tête d'environ sept mille fantassins. Il y avait à Fregiliana quatre mille hommes de guerre, en y comprenant les vieillards : le plus grand nombre n'était pas armé ; ceux qui l'étaient n'avaient que des armes blanches ; les arquebusiers ne valaient pas la peine d'être comptés ; ils firent cependant une belle défense. Assaillis le 11 juin par quatre côtés à la fois, ils chassèrent les trois premières colonnes d'attaque, et leur causèrent des pertes énormes. Déjà le grand-commandeur avait donné l'ordre de la retraite, quand il entendit retentir les trompettes de la quatrième colonne. Les Morisques, rappelés par cette sonnerie, trouvèrent sur le plateau les milices de Malaga et celles de Velez, qui venaient d'escalader une muraille de rochers réputée inaccessible. Ils ne se découragèrent pas pour cela ; mais après une longue mêlée, où les femmes comme les hommes combattirent héroïquement, ils furent contraints de quitter le terrain. On vit alors s'accomplir un acte de dévouement sublime : les vieillards passèrent devant les jeunes gens, qui pouvaient, en sauvant leur vie,

rendre encore des services à la cause commune ; ils formèrent une ligne impénétrable, ne reculèrent plus d'un pouce, se firent hacher jusqu'au dernier, et arrêtèrent la marche des Espagnols assez longtemps pour que deux mille hommes environ effectuassent leur retraite en bon ordre. Quelques femmes s'échappèrent ; on en captura trois mille. Si les lois sur les prises avaient été observées, ces prisonnières eussent du moins conservé la vie, mais on en retarda la distribution ; et l'on eut si peu de soin d'elles, qu'elles périrent presque toutes de faim. « Elles se perdirent, dit un chroniqueur⁽¹⁾, comme d'habitude se perdent les choses mises en commun. » Il est à remarquer que ces femmes, traitées avec cette barbarie, avaient montré beaucoup d'humanité pendant l'insurrection ; nul excès d'aucune sorte n'avait accompagné une prise d'armes devenue nécessaire à la suite des vexations et des menaces des gens de loi. On ne pouvait reprocher aux Morisques de la Sierra de Bentomiz ni un meurtre ni un vol ; ils avaient renvoyé sains et saufs à Velez tous les chrétiens mêlés parmi eux. La Sierra resta entièrement déserte. Les troupes qui arrivaient du nord, pour prendre part à l'expédition, retournèrent chez elles chargées de dépouilles qu'elles n'avaient eu qu'à ramasser ; elles pillèrent les maisons, enlevèrent les troupeaux errants, ne laissèrent rien aux fugitifs qui auraient voulu rentrer dans le

(1) Marmol, t. 2, p. 90.

devoir. Cela augmenta le nombre des monfis, et prépara les évènements dont la province de Malaga devint plus tard le théâtre ; en sorte que la victoire de Fregiliana, tout en délivrant les chrétiens d'un danger présent, fit les affaires d'Aben-Hommeyah.

Les deux mille hommes déterminés qui lui arrivèrent, sous la conduite d'Andres-el-Xorayran et de Fernando-el-Darra, général des insurgés de Bentomiz, étaient pour lui un précieux renfort ; il avait à leur donner de l'emploi dans le Rio-d'Almanzora ; où quelques châteaux résistaient encore. Geronimo-el-Maleh s'était emparé de celui de Purchena le 12 juin, et de celui de Tahali le 21, par composition avec don Alvaro de Luna, qui le rendit lâchement sans le défendre plus d'un jour ; Cantoria, petite ville du domaine du marquis de los Velez, n'avait aussi soutenu le siège que pendant un jour après la prise de Tahali ; l'alcaïde d'Almuña s'était retiré ensuite à l'approche des Morisques. Dans toute la vallée et les montagnes environnantes, El-Maleh et son compagnon Fernando-el-Gorri recrutaient librement pour former la garnison de Purchena. Il leur restait à prendre Vera, ville fermée, située au bord de la mer ; le château de las Cuevas, lieu de plaisance du marquis de los Velez ; Oria, forteresse renommée clé de la Sierra du même nom, et Seron, véritable nid d'aigle posé au sommet d'un pic d'où l'on découvre tout le cours de la rivière d'Almanzora. La position de Seron devait attirer sur

ce château les premières attaques ; sans lui, Purchena ne se pouvait conserver ; il rouvrait ou fermait aux Espagnols la riche vallée que les Morisques venaient de leur enlever en quelques jours : Aben-Hommeyah comprit qu'il devait l'acquérir à toute force. L'apparente importance des autres places, plus considérables que celle-là, ne lui fit point illusion, non plus que la facilité plus grande à se rendre maître de Vera ou de las Cuevas ; il envoya cinq mille hommes investir Seron le 18 juin, et lui-même se posta dans la Sierra de Bacares, afin d'intercepter les secours, de quelque côté qu'ils vinssent.

CHAPITRE XXXII.

Reddition de Seron. — Expulsion des Morisques de l'Albaycin. — Affaires de Guecija, d'Oria, des Albuñuelas et de Talara.

(Du 18 juin au 26 juillet 1569.)

Les Morisques n'entendaient rien aux sièges, et n'avaient rien de ce qu'il faut pour les pousser avec vigueur ; ils convertirent celui de Seron en un blocus que l'on eût fait lever aisément, si l'on s'était conduit selon l'urgence de la circonstance ; mais on leur laissa le temps de réduire les assiégés par la disette. A cette occasion parurent dans toute leur force les inconvénients du nouveau système adopté en raison de la jeunesse du prince généralissime : le roi expédia directement au marquis de los Velez l'ordre d'aller dégager Seron, en même temps que don Juan d'Autriche en donnait la commission à un seigneur

andalou : don Alonso de Carvajal. Il en résulta que sur les instances de don Luis Quixada, la commission délivrée par don Juan d'Autriche fut révoquée, lorsque déjà don Alonso de Carvajal était arrivé à trois lieues d'Aben-Hommeyah. Quixada exigea de son pupille qu'il déférât ainsi à l'autorité royale ; et le marquis, tranchant alors du général en chef, désigna l'un puis l'autre, donna des ordres, des contrordres, enfin, ne voulant ni faire ni laisser faire, obligea la garnison de Seron à capituler. Il y eut de piquant dans cette affaire, que la garnison fut sommée par son propre capitaine, devenu prisonnier des Morisques ; voici comment : un corps de cinq cent soixante hommes, envoyé de Baza sous le commandement de don Antonio Enriquez, avait été mis en déroute ; les assiégés l'apprirent avec consternation ; ils commençaient à manquer d'eau. A quelques jours de là, ils aperçurent une compagnie de cavalerie qui se montra sur les hauteurs voisines, puis tourna bride ; ils en conclurent qu'ils étaient abandonnés, et l'alcaïde Diego de Mirones ne put les soutenir qu'en leur offrant d'aller lui-même à la découverte ; il sortit en effet de nuit, le 10 juillet, avec trente arquebusiers, lui seul à cheval. Cette escorte, trop considérable, devint la cause de sa perte : elle lui fit bien traverser les lignes des Morisques, mais le bruit de sa marche la trahit ; suivie, attaquée, taillée en pièces, elle se dispersa et le laissa au milieu d'un pays qu'il ne connaissait pas. Mirones erra

pendant toute la nuit de ravin en ravin ; sur le point du jour, quand il croyait être près de Baza, il se trouva dans les vignes de Seron ; son cheval, auquel il avait lâché la bride, avait pris le chemin de l'écurie. Se voyant prisonnier, sachant la détresse de la garnison, il crut rendre à ses soldats un dernier service en leur portant des conditions honnêtes, vie et bagues sauvées. Seran fut donc rendu le 11 juillet ; le 12, don Antonio Enriquez et le colonel Moreno, qui conduisaient l'avant-garde d'une division nombreuse, arrivèrent pour être témoins de l'occupation du château ; ils trouvèrent les rues jonchées de cadavres, car la capitulation n'avait pas été observée. Quelques heures plus tôt, ils auraient sauvé cent cinquante personnes et une forteresse capitale ; mais ce n'étaient pas des heures, c'étaient vingt-quatre jours que don Luis Quixada et le marquis de los Velez avaient fait perdre. Les Espagnols disent eux-mêmes : « Secours d'Espagne vient toujours trop tard⁽¹⁾. »

Pendant que les opérations militaires s'éloignaient de Grenade, on répandait dans cette ville le

(1) *Socorro de Espana sois siempre perdido por tar-do.* (Tirso de Molina.) Un chroniqueur du quinzième siècle, Gutierre Diaz de Gamez, apprécie comme il suit le caractère de trois nations qu'il avait pratiquées : « Les Anglais prennent leur parti d'avance, les Français au moment d'agir, les Castellans quand tout est fini. » *Ingleses acuerdan antes del fecho, Franceses en el, Castellanos despuez de pasado.*

bruit d'une prochaine attaque des Morisques et d'une révolte de l'Albaycin. On nommait les capitaines chargés de l'attaque, Anacoz, Gironcillo, Esteban-el-Partal, Arrendati, les Turcs Dali, Hussein et Caracachi ; on en détaillait le plan, semblable en tout à celui que Farax avait tenté d'exécuter ; on se préoccupait ou l'on feignait de s'en préoccuper beaucoup. Au fond de ces craintes, peut-être chimériques, et en tout cas exagérées, il y avait une manœuvre du président don Pedro de Deza, pour obtenir ce qu'il demandait depuis deux mois, l'expulsion des Morisques de l'Albaycin. D'abord il n'avait rencontré d'appui que chez le duc de Sesa ; le marquis de Mondejar le contredisait de toutes ses forces ; l'archevêque et don Luis Quixada refusaient d'envelopper les innocents dans le châtiement des coupables ; don Juan ne se prononçait pas ; le parti de l'expulsion s'était ensuite renforcé du nouveau conseiller Virviesca de Muñatones ; il avait enfin rallié tous les membres du conseil, à l'exception du marquis de Mondejar, qui se trouvant seul de son avis, le modifia, et proposait de procéder judiciairement contre les individus sans les rendre solidaires. Le cardinal Espinosa, pressé par les rapports du conseil, retenu par les représentations du marquis de Mondejar, ne se décidait pas assez vite au gré du président ; de là, on peut le présumer, vinrent au moins en partie les inquiétudes qui furent semées dans la population chrétienne de Grenade. Il est presque certain que

les projets énoncés, ou d'autres équivalents, avaient été présentés de la part de quelques Morisques de l'Albaycin, au roitelet des Alpuxares, mais il est aussi plus que probable que la masse des Albayceños ne les connaissaient point, et rien alors ne se préparait pour leur accomplissement. Rien, dans la suite, n'a donné lieu de supposer qu'Aben-Hommeyah ait sérieusement pensé à renouveler l'entreprise de Farax. Il se contentait de tirer de l'Albaycin un peu d'argent, quelques soldats, et beaucoup de renseignements sur les opérations des chrétiens. Le président grossissait donc le danger pour faire accepter les remèdes héroïques ; il y réussit. Le 23 juin, un ordre du conseil, publié à son de trompe, enjoignit aux Morisques et aux mudéjares⁽¹⁾ qui habitaient Grenade, l'Albaycin et l'Alcazaba, étrangers comme citoyens de la ville, de se réunir dans les églises de leurs paroisses, en attendant que l'on disposât d'eux. Cette proclamation qu'on aurait dû rendre plus explicite, fit naître chez

(1) Je n'ai pu retrouver le texte de la proclamation. Il aurait sans doute servi à préciser le sens de ce nom de mudéjares, qui reparaît ici dans une acception nouvelle. D'après les explications incomplètes de Marmol (t. 2, p. 104), je suppose qu'il s'agit des Morisques pourvus de brevets de vieux chrétiens, ou de ceux dont les aïeux s'étaient soumis avant la prise de Grenade, lorsque Cidi-Yahie et Abou-Abdilehi-el-Zagal firent hommage aux rois catholiques,

les Morisques des terreurs dangereuses ; don Pedro de Deza les calma un peu en signant un écrit par lequel il garantissait la vie de ceux qui obéiraient aux Ordres du conseil : don Juan d'Autriche engagea sa parole au même effet ; le meilleur argument en faveur de la soumission, était l'impossibilité de résister, et cette impossibilité, il fallait bien la reconnaître ; vingt mille arquebuses prêtes à partir la démontraient de reste. Les Morisques se laissèrent enfermer dans les églises, où ils demeurèrent toute la nuit ; ils en sortirent le lendemain matin, les mains liées ; on mit de côté les vieillards âgés de plus de soixante ans, les enfants âgés de moins de dix, et l'on conduisit le reste, entre des haies de soldats, hors de Grenade, à l'hôpital royal. Le spectacle de tant de misérables, riches la veille, alors dénués de tout, arrachés de leurs demeures, séparés de leurs enfants, traînés comme des criminels, chassés à l'aventure, arrachait la compassion à ceux qui l'avaient ordonné. Au milieu de leur douleur, ils ne donnèrent pas, dit-on, une seule marque de repentir ; ils marchaient, protestant de leur innocence, s'encourageant dans la pensée que l'on sentirait cruellement le vide laissé par eux. Un instant on crut qu'ils voulaient se révolter ; les femmes les y excitaient. « Malheureux ! on vous mène à la boucherie ! » disaient-elles en montrant un crucifix voilé de noir que le capitaine d'une compagnie de Séville avait pris pour enseigne ; « oh ! combien il vous serait

meilleur de mourir où vous êtes nés ! » Animé par ces paroles, un jeune homme lança une tuile à la tête du chef des alguazils qui venait de le frapper ; il s'en fallut de peu que cet incident ne devînt le signal d'un massacre général. Le chef des alguazils était vêtu de même couleur que don Juan d'Autriche ; des soldats qui le virent tomber crièrent que l'on venait d'assassiner le prince : la nouvelle vola de bouche en bouche. Si don Juan ne s'était promptement montré, pas un Morisque ne serait sorti vivant de Grenade ; il eut de la peine à contenir les soldats, mécontents de n'avoir qu'une victime ; cependant il vint à bout d'empêcher le carnage, et cette journée si redoutée se termina sans autre événement fâcheux.

La nécessité et non la clémence fit tirer de l'hôpital royal, pour les réintégrer dans leurs maisons, quelques marchands, quelques artisans et les maîtres ouvriers. Les mudéjares réclamèrent contre le décret de bannissement, se fondant sur ce que leurs ancêtres ayant volontairement choisi le service des rois chrétiens avant la prise de Grenade, ils ne pouvaient être mis sur le rang des Morisques : on leur accorda la permission de rester. D'un autre côté, beaucoup de jeunes gens s'étaient enfuis le jour de la proclamation ; de sorte qu'en total il n'y eut que trois mille cinq cents hommes et peut-être le double de femmes à livrer aux commissaires. Quand les femmes eurent fait argent de leurs meubles, c'est-à-

dire au bout de peu de jours, car il ne manquait pas d'acheteurs au prix où elles les vendaient, les portes de l'hôpital s'ouvrirent : les Morisques jetèrent un dernier regard sur l'Alhambra ; et les commissaires, les divisant par troupes, les emmenèrent aux divers lieux de leur destination. Les uns allèrent peupler les déserts de la Castille et de l'Estramadoure, les autres furent conduits en Andalousie. On les mit tous dans l'intérieur des terres, « et mieux eût valu sous la terre, » dit un historien espagnol⁽¹⁾. L'auteur de ce jeu de mots aurait pu s'épargner la honte de le faire, et d'exprimer des regrets mal fondés ; il n'avait qu'à lire le passage suivant d'un chroniqueur contemporain⁽²⁾ : « Presque tous périrent dans les chemins, de fatigue, de douleur, de faim, par le fer, par la main des mêmes hommes qui devaient les protéger, pillés, vendus comme esclaves. » Il en arriva quelques-uns à Séville ; quoique la route fût bien courte, ils avaient tant souffert que le jésuite Albotodo, l'un de leurs plus ardents persécuteurs, se mit en devoir de fonder

(1) Je regrette d'être obligé de citer ici le chanoine Pedraza, d'ordinaire plus charitable. *Don Juan mandó que todos los Moriscos de Granada saliessen della desde diez años hasta sesenta y se metiessen la tierra adentro ; y fuera mejor dentro de la tierra para cortar de una vez este miembro podido que cancerava todo el reyno.* (Pedraza, Historia de Granada, p. 255.)

(2) Mendoza, p. 208.

un hospice pour les recueillir. On s'était promis de grands avantages du dépeuplement de l'Albaycin, on n'en recueillit presque aucun : les gens de guerre y perdirent la commodité des logements, et, sous le rapport de la sécurité, on n'y gagna pas grand chose. El-Schoaïbi continua ses courses, Anacoz et Gironcillo les leurs. Anacoz détruisit, le 3 août, au port de Talara, dans le Val-de-Lecrin, une compagnie d'infanterie qui allait avitailler Orgiba ; son lieutenant Lope, célèbre monfi avait, la semaine précédente, battu aux Albuñuelas don Antonio de Luna, et taillé en pièces la compagnie du, capitaine Cespedes, commandant du poste de Tablate. Ce poste ne pouvant plus être maintenu, on en reporta la garnison à Acequia, près de Padul. Gironcillo était maître de la campagne depuis Alhama jusqu'à Motril : quelques échecs que lui firent éprouver don Diégo Ramirez et don Alonso de Granada Venegas ne l'arrêtèrent point ; il ne cessa de se montrer aux portes des villes, de rançonner les villages, et, avec de simples bandes, força don Juan de lui opposer presque toute une division.

Les affaires des chrétiens n'allaient pas mieux dans l'est. Geronimo-el-Maleh, qui avait été nommé alcaïd du Rio d'Almanzora après la prise de Seron, se jeta sur Oria ; il insulta le château, et emmena tous les habitants de la ville. Des intelligences pratiquées avec les Morisques d'Almeria, donnèrent à Aben-Hommeyah l'espoir de s'emparer de cette place. C'eût

été une acquisition de la dernière importance ; il n'y avait alors pour garder Almeria que deux cents arquebusiers et trente chevaux, les murailles étaient mauvaises ; les Morisques, plus nombreux que les chrétiens, n'avaient qu'à essayer, ils ne pouvaient manquer de réussir. Dans une position si critique, don Garcia de Villaroël résolut de tromper Aben-Hommeyah en payant d'audace. Il commença par tromper ses soldats, qu'il fit sortir sans leur annoncer son projet, de crainte que les Morisques de la ville ne l'apprirent par des indiscretions. Quand il le leur exposa, les plus hardis lui conseillèrent d'y renoncer ; il ne s'agissait de rien moi que de surprendre l'avant-garde ennemie à Guecija, le gros de l'armée se trouvant quatre lieues plus loin à Andarax. En dépit de toutes remontrances, don Garcia de Villaroël exécuta son coup de main. Il entra dans le village à l'improviste, avant le jour, arracha cent trente femmes de leurs maisons, chargea même sur des bêtes de somme un riche butin, pendant que les Morisques se reconnaissaient, et ramena heureusement tout son monde, quoiqu'on le poursuivît d'assez près. Les conséquences de cette action hardie dépassèrent ce qu'il s'en était promis. Aben-Hommeyah ne put croire qu'un capitaine expérimenté hasardât une telle sortie sans avoir derrière lui une forte garnison ; persuadé que les habitants d'Almeria le trompaient, il ordonna qu'à l'avenir on traitât comme espions tous les Morisques de cette ville qui

viendraient offrir leurs services. S'il se fût ravisé et qu'il eût pris la peine de faire vérifier leurs rapports, Villaroël était perdu, car une nouvelle faute du marquis de los Velez, plus grossière que les précédentes, le laissa bientôt à la merci des insurgés :

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° I (*pages 30, 122*).

Tableau de la valeur des monnaies castillanes.

Du onzième au quatorzième siècle, le mithcal ou maravédi d'or était du poids d'un 7^e d'once⁽¹⁾. Le titre de cette monnaie ne nous est pas connu.

La valeur approximative du maravédi d'or était de 13 fr. 30 c.

Le maravédi d'argent valait un 10^e du maravédi d'or, soit : 1 fr. 33 c.

Pendant les quatorzième et quinzième siècles, la valeur des monnaies castillanes fut très variable. Celle du maravédi d'argent baissa successivement jusqu'à 0 f. 03 c. Le florin d'Aragon, aussi nommé *mora-batin*, monnaie recherchée alors en Castille, valait de 7 à 8 fr. ; le besant d'argent, de 2 à 3 fr.

En 1492, le *castellano* d'or, du poids d'un 100^e de livre (14 f. 90 c. sans la déduction de l'alliage), avait cours pour 485 maravédis.

A partir de l'année 1497, la monnaie royale, fabriquée aux titre et poids déterminés par les ordonnances, remplaça exclusivement les monnaies baronniales et

(1) La livre espagnole, divisée comme la nôtre en 2 marcs et 16 onces, ne pèse que 432 grammes 72. Une livre espagnole d'or pur ne vaut ainsi que 1490 fr. 45 c.

les anciennes monnaies royales ou provinciales qui n'étaient pas de même aloi. Des ordonnances ayant aussi réglé à diverses époques le prix des denrées, on peut dresser le tableau exact de la valeur intrinsèque et de la valeur relative⁽¹⁾ des monnaies castillanes, depuis 1497 jusqu'à nos jours. Nous avons arrêté le nôtre à l'année 1600.

1497. — *Excelente de la Granada entero*, monnaie d'or. Poids, 3marcs/196 ; titre, 22/24+3/96 ; valeur intrinsèque, 10 fr., 82 c. cours, 375 maravédís.

Le maravédi valait donc 0 fr. 0288c. — 34 maravédís faisaient un réal d'argent. La valeur du réal était ainsi de 0 fr., 979 c. — *Réal* d'argent. Poids, 1 marc/67 ; titre 22/24+3/96 ; cours de tolérance, 1 marc/65.

Le rapport de l'or à l'argent, que nous avons vu de 1 à 10 au treizième siècle, et qui est aujourd'hui des à 15, 61, était donc alors de 1 à 11, 28.

En 1495, à Grenade, la valeur relative de l'argent, comparativement au prix des denrées en France en 1844, était de 1 pour 12.

En 1520, dans la même ville, le rapport n'était plus que de 1 à 8.

1557. — *Escudo ou Corona*, monnaie d'or. Poids, 1 marc/68 ; titre, 22/24 ; valeur intrinsèque, 10 f. 05 c ;

(1) Nous avons pris pour base de ce calcul les données suivantes : Contenance de la fanègue, 130 litres ; prix moyen du blé en France en 1844, 20 fr. l'hectolitre.

cours, 350 maravédís.

Le maravédís valait donc 0 fr. 0287.

En 1558. — Prix de la fanègue de blé, 310 maravédís. = 8fr. 90c.

Valeur relative de l'argent, 1 pour 2,94.

1566. — *Escudo ou Corona*. Même poids, même titre. — Cours, 400 maravédís.

Le maravédís valait donc 0fr. 0251.

Ducat simple. — Cours, 429 maravédís. — Valeur intrinsèque, 10 fr. 77c.

Ducat double. — Cours, 858 maravédís. — Valeur intrinsèque, 21 fr. 53c.

Excelente entero de 1497. — Cours, 514 maravédís = 12 fr. 90c. (Le cours de cette monnaie, si fort au-dessus de la valeur intrinsèque, provenait de la rareté et du bon aloi des *Excelentes*.)

Réal simple, monnaie d'argent. Poids, 1 marc/67 ; titre, 95/96 ; valeur courante, 34 maravédís ou 0 fr. 8534. — (Le rapport de l'or à l'argent était donc de 1 à 13.)

Prix de la fanègue d'orge, 187 maravédís = 4fr. 69c. Valeur relative de l'argent, 1 pour 2,5.

En 1571. — Prix de la fanègue de blé, 11 réales = 9 fr. 39c. — Valeur relative de l'argent, 1 pour 2,74.

En 1582. — Prix de la fanègue de blé, 14 réales = 11fr. 95c. — Valeur relative, 1 pour 2,18.

En 1598. — Prix de la fanègue d'orge, 7 réales = 5fr. 97c — Valeur relative, 1 pour 2,17.

En 1600. — Prix de la fanègue de blé, 18 réales

= 5fr. 36c. — Valeur relative, 1 pour 1,69.

En 1563, les privilèges de la noblesse étaient accordés temporairement, moyennant les charges correspondantes, au possesseur d'une fortune de 1000 ducats, qui prenait le titre de *caballeros quantioso*. En 1600, pour obtenir un brevet de *quantioso*, il fallut justifier d'une fortune de 2000 ducats.

Vers, 1700, les monnaies d'argent furent baisées dans la proportion de 1 à 2,46. L'once d'argent (le *douro* d'aujourd'hui) valut alors 680 maravédís.

N° II (*page 37*).

Voici le texte de la loi *Siete partidas*, part. 6, tit. 7, loi 7 :

« Si un homme étant chrétien, son fils ou son petit-fils se fait hérétique, Juif ou More (musulman), le père peut bien le déshériter pour cette raison ; mais si le père est hérétique ou d'une autre religion, et les fils ou petits-fils catholiques, alors le père est tenu d'établir pour héritiers ces enfants-là, bien qu'il ne le veuille pas. Et si par aventure le père avait des fils qui fussent chrétiens et d'autres qui ne le fussent pas, les catholiques hériteront, et les autres n'auront chose aucune des biens de leur père ; mais si plus tard ils se convertissent à la foi, on doit leur rendre leur part dans la succession, sauf les fruits que les catholiques

auront récoltés pendant que les autres enfants étaient hérétiques : ces fruits ne pourront être réclamés. Et si par aventure le père et ses enfants étaient hérétiques, et les parents à un degré rapproché catholiques, alors ceux qui croient bien (les catholiques) auront l'héritage, et non les autres. Et si par aventure quelqu'un était hérétique, et avec lui tous les parents ascendants ou descendants en ligne directe, en ligne collatérale, les parents jusqu'au dixième degré, si cet homme est clerc, l'Église en héritera, pourvu qu'elle réclame ses biens dans le délai d'un an après la déclaration juridique d'hérésie ; passé cette année, si l'Église ne les a pas réclamés, le roi les aura : si cet homme est laïc, le roi encore aura tous ses biens.»

Cette loi enlevait de fait à tous les Mores le droit de tester, car il était impossible que l'on ne trouvât pas à chacun d'eux une parenté quelconque avec un converti.

N III (*page 150*).

Ferdinandus rex. — Anno MDX. Montissoni.

Fem fur nos que los Moros vehins, stadantu et habitants en les ciutats e viles reales e altres ciutats, viles e lochs e alqueries de ecclesiatichs, richs homens, nobles, cavallers, ciutadans e altres qualsevols persones no sien expellits, foragitats ni lançats del

regne de Valencia ni de les ciutats e vites reales de aquell, constrets ni forçats de ferse chrestians. Com vullam e sia nostra voluntat que per nos ne per successors nostres als Moros del dit regne de Valencia no sia fet empaig algu en lo comerciar, negociar e contractor ab e entre chrestians de lurs fets, negocis e contractes mas que liberament ho puixen fer si e segons fine a huy fer han acostumat.

(*Fori regni Valentie. In extravaganti, folio 73.*)

N° IV (*page 188, 192*).

Préambule de la cédule royale qui fut expédiée à Madrid le 4 avril 1525, et lue à Valence le 14 mai de la même année.

Don Carlos, par la grâce de Dieu, roi, etc.

Il nous est venu de notre ville et royaume de Valence beaucoup de plaintes sur l'apostasie de certains Mores qui, après avoir été baptisés, ont fait publiquement retour à la secte mahométane, et qui ont profané par des rites coupables les églises où ils avaient leurs mosquées, ce qui est au grand détriment de notre foi et à la honte de la religion. J'ai, en conséquence, fait informer sur le tout par des personnes de bonne vie et réputation, et j'ai assemblé des gens instruits dans les lois et craignant Dieu, tels que ceux des conseils de Castille, Léon, Séville, Cor-

doue, Grenade, Aragon, Valence, Catalogue, Naples, Sicile, du conseil de notre empire et de celui de la sainte inquisition, avec quelques évêques, auxquels tous j'ai donné la charge d'examiner et de déclarer sur leur conscience si les Mores, baptisés avec la violence qui est connue, étaient véritablement chrétiens, afin que moi, comme prince christianissime, et suivant le vif désir que j'ai de contribuer à l'exaltation de notre sainte foi, je puisse ordonner en ce cas ce que la justice demande ; *et quoiqu'il nous eût suffi, si nous l'avions désiré, de faire usage de notre pouvoir absolu*, nous avons préféré suivre cette voie de l'examen par le moyen de personnes de sainte vie, de science et de conscience, afin que notre conscience à nous soit plus tranquille, et Dieu servi plus sûrement suivant ses vues. Nos conseillers, après avoir entendu les relations et recueilli les avis ayant Dieu devant leurs yeux, ont déclaré d'une voix unanime, en parfaite conformité d'opinions, que les Mores baptisés de la manière dessus dite sont et doivent être réputés chrétiens, parce que, au moment où ils ont reçu le baptême, ils jouissaient de leur raison naturelle, n'étant ni ivres ni fous, et qu'ils l'ont accepté de leur volonté. Ainsi, nous les déclarons tels. Nous déclarons de plus que tous les enfants nés d'eux, après le jour de leur baptême, devront recevoir l'eau lustrale ; car il n'est pas juste que, les pères étant chrétiens, les enfants restent musulmans. Et déclarons encore que

les églises dans lesquelles la messe a été déjà célébrée ne pourront redevenir mosquées. Notre volonté royale étant que personne n'ose faire le contraire, et que toutes les choses susdites soient mises à exécution, nous ordonnons

(*Voy. Gaspar Escolano, Decadas, etc., t. 2, col. 1665 ets.*)

N° V (*page 193*).

Ordre royal pour la conversion des Mores du royaume de Valence.

Alami, jurès et aljama des Mores de N.....,

Sachez que nous, mus par la grâce et l'inspiration du Dieu tout-puissant, nous avons déterminé que dans tous nos royaumes et dans tous les lieux de notre domination sa religion sainte serait observée à la gloire et louange de son saint nom. Ainsi, désirant procurer le salut de vos âmes et vous tirer de l'erreur et du mensonge dans lesquels vous vivez, nous vous prions, exhortons et ordonnons de vous faire tous chrétiens, et de recevoir l'eau du saint baptême. Si vous le faites, nous commanderons que l'on vous accorde toutes les libertés et les franchises auxquelles vous aurez droit comme chrétiens, suivant les lois du royaume. Si vous ne le faites pas, nous serons forcés de recourir à d'autres moyens. Puisqu'il ne peut y avoir de changement dans nos intentions, ne laissez

donc pas de reconnaître le bien et la grâce que l'on vous fait, et conformez-vous à la volonté de Dieu.

Donné à Valladolid, le 13^e jour de septembre de l'année le N.-S. 1525.

Moi, La Roi.

(Gaspar Escolano, *Decadas*, t. 2, col. 1672.)

N^o VI (*page* 238).

Extrait de l'édit des délations qui était publié chaque année, par les inquisiteurs, à la grand messe du troisième dimanche de carême, dans l'une des églises de la ville où était établi un tribunal du Saint-Office.

Nous, les inquisiteurs, etc., à tous les habitants.... des villes... de notre district....., ordonnons que vous disiez et manifestiez devant nous.....

Si vous savez ou avez entendu dire que quelques personnes aient dit ou affirmé que la secte de Mahomet est bonne ; qu'il n'y en a pas d'autre qui ouvre le paradis ; que Jésus-Christ n'est pas Dieu, mais seulement prophète ; qu'il n'est pas né de Notre Dame, vierge avant, pendant et après l'enfantement ; — ou qu'elles aient fait quelques cérémonies, suivi quelques rites de la secte de Mahomet pour se conformer à ses préceptes, comme si par exemple elles ont chômé le vendredi, le prenant pour jour de fête, mangeant de la chair ce jour ou d'autres de ceux que notre sainte mère Église réserve pour l'abstinence, et prétendant que ce

n'est point pécher de le faire, se revêtant ledit jour de chemises blanches et autres habits de parade ; — tué des volailles, des moutons ou autres bêtes en faisant traverser le couteau, laissant la noix dans la tête, tournant le visage vers l'Alquibla, qui est l'Orient, disant Vizmelea (Bismillah, au nom de Dieu), et liant les pieds des moutons ; — évité de manger des volailles non saignées ou saignées par une femme ; — et si c'est une femme, refusé de les saigner, parce que la secte de Mahomet le leur défend ; — circoncis leurs enfants en leur donnant des noms de Mores, les appelant de ces noms, engageant d'autres à en donner aux leurs, et se réjouissant de ce qu'ils les portent ; — dit qu'il n'y a de Dieu que Dieu, et que Mahomet est son envoyé ; d'avoir juré par l'Alquibla ou dit *Alayminzulà*, ce qui veut dire « par tous les serments ; » jeûné le jeûne du Romada, célébré la Pâque en faisant l'aumône ce jour-là, ne mangeant ni buvant pendant tout le jour, et, après l'apparition de la première étoile, mangeant de la viande ou tout ce qu'elles veulent ; — fait le zahor en se levant le matin avant le jour pour manger, puis se lavant la bouche et retournant dormir ; — fait le guadoc en se lavant les bras des mains au coude, la figure, la bouche, le nez, les oreilles, les jambes et les parties honteuses ; — fait ensuite le zala en se tournant vers l'Alquibla, se mettant sur une natte ou un tapis, levant et baissant la tête, prononçant certaines paroles en arabe, disant la prière de

l'Andululey, de Colliva, de Laguahat et autres prières de Mores ; — évité de manger du porc et de boire du vin, pour observer la loi des Mores ; — célébré la Pique de l'agneau en tuant un agneau après avoir fait le guadoc ; — marié suivant le rite ou la coutume des Mores ; — chanté des chansons de Mores, fait des Zambras et des Lealys avec des instruments défendus ; — gardé les cinq commandements de Mahomet ; — porté ou fait porter à leurs enfants ou à d'autres personnes une hanza, qui est une main, en mémoire des cinq commandements ; — lavé les morts, enseveli ces morts dans un linceul neuf, les enterrant dans la terre vierge, dans des sépulcres creux, les couchant sur le côté avec une pierre pour chevet, mettant sur le tombeau des rameaux verts, du lait, du miel et autres comestibles ; appelé, invoqué Mahomet dans leurs besoins, disant qu'il est prophète et envoyé de Dieu, que le premier temple de Dieu fut la maison de la Mecque, où l'on prétend que Mahomet est enterré ; — dit qu'elles n'ont pas été baptisées avec la foi en notre sainte religion catholique ; — dit : « que le bonheur éternel soit avec nos pères ou nos aïeux qui sont morts musulmans ou Juifs ! » — dit que le More se sauve dans sa secte, et le Juif en suivant sa loi ; — passé en Barbarie et renié notre sainte foi catholique, ou émigré en d'autres pays pour se faire Juif ou More ; — enfin, dit ou fait autre chose qui tienne aux rites et aux cérémonies des Mores.

(Llorente, *Histoire de l'Inquisition*, t. 4, p. 416-417-418.)

N° VII (*page* 244)

Voici un monument singulier de ce goût des jeunes seigneurs espagnols pour les belles Moresques. Juan Hernandez de Eredia, l'auteur du virelay suivant, que nous extrayons du Cancionero général, était un chevalier de la cour d'Isabelle.

A una mora.

Ay Haxa ! ¿ porque te vi ?
No quisiera conocerte
Para perderme y perderte !
Que si el perder la vida
De tu merecer no es pago,
Mira que por ú mas hago,
Que tengo el ama perdida.
Haxa, tente per servida
Pues mas no puedo ofrecerte
Para perderme y perderte.

Le lecteur curieux ne trouvera peut-être pas déplacée ici une autre pièce de vers peu connue, écrite sur le même sujet et le même ton. Celle-ci appartient au célèbre Alfon Alvarez de Villasandino, chevalier-troubadour-lauréat, qui vivait à la fin du 14^e siècle, et mourut plus qu'octogénaire, environ l'an 1425. Elle est conservée avec quelques autres du même poète, dans le cancionero manuscrit de Baena, à la bibliothèque du roi.

Cancion en loores de una mora.

Quien de lynda se enamora
Atender deve pardon
En caso que sea mora.

El amor e la ventura
Me ficieron ir myrar
Muy graciosa cryatura
De lynage de Agar ;
Quien fablase verdet pure
Bien puede decir que non
Tiene talle de pastora.

Lynda rosa mny suave
Vi plantada en un vergel
Puesta so secreta llave
De la lyna de Ismaël ;
Magüer sea cosa grave
Con todo mi corazon
La recibo por senora.

Mahomad el atrevido
Ordenó que fuesse tel
De asseo noble cumplido,
Albos pechos de crystal ;
De alabastre muy brunido
Devie ser con grant razon
Lo que cubre su alcandora.

Dióle tenta fermosura
Que le non puedo dezir ;

Quantos miran su figura
Todos la aman servir.
Con lyndeza e apostera
Vence à todas quantas son
De alcuna donde mora.

Non sè ombre tan grandado
Que viese su resplandor.

Que non fuesse conquistado
En un punto de su amor ;
Por aver tel gasajado
Yo pornia en condicion
La mi alma pecadora.

N° VIII (*page* 278).

Pragmatique royale du 17 novembre 1566.

Don Felipe, par la grâce de Dieu, roi, etc.

1. Nous ordonnons et commandons que les Morisques de nos royaumes n'achètent point d'esclaves noirs et n'en gardent point ; sous peine, s'ils en achètent ou gardent, que ces esclaves soient confisqués sans restitution de prix, et leur valeur appliquée au profit de notre fisc ; en outre, que les détenteurs d'esclaves encouront une amende de dix mille maravedis, dont une moitié sera pour notre fisc, l'autre moitié pour le dénonciateur et pour le juge qui pro-

noncera la sentence. — Nous commandons que, sous les mêmes peines, lesdits Morisques ne puissent posséder ni possèdent aucun esclave barbaresque ou d'autre contrée, nonobstant toute licence ou cédula de notre main qu'ils auraient obtenue pour posséder des esclaves barbaresques, lesquelles licences et cédules nous révoquons et annulons à cet égard. — Quant aux licences que nous avons données pour posséder des esclaves noirs, nous voulons que les Morisques annuels elles ont été octroyées, les présentent par devant notre président de la chancellerie de Grenade, afin que celui-ci nous fasse un rapport sur la qualité des personnes auxquelles ces licences ont été accordées, et sur ce qu'il convient de faire à cet égard. Au préalable, ledit président statuera sur les mesures utiles à prendre relativement à l'usages desdites licences.

2. Nous ordonnons et commandons que passé trois années (lequel terme nous accordons aux Morisques pour qu'ils apprennent à parler et écrire notre langue castillane, qu'ils nomment aljamia), aucun desdits nouveaux convertis du royaume de Grenade, homme ou femme, ne puisse parler, lire ou écrire en langue arabe, dans sa maison ou dehors, secrètement ou publiquement, mais qu'ils parlent, écrivent, lisent et conversent dans notre langue castillane ; sous peine pour celui qui parlerait, écrirait ou lirait en langue arabe, à la première fois, d'être emprisonné pendant

trente jours, exilé dudit royaume pendant deux ans, et frappé d'une amende de 6000 maravédís, applicables par tiers au dénonciateur, au juge et à notre fisc ; à la seconde fois, de subir une peine double ; à la troisième fois, d'encourir, en outre de la peine double, l'exil perpétuel dudit royaume. — D'autre part, nous ordonnons que passé ledit terme et en outre des peines rapportées ci-dessus, tous les contrats, testaments et autres écritures quelconques qui se feraient ou seraient rédigées dans ladite langue arabe et ne seraient pas écrits en notre langue castillane ou en langue latine, soient nuls et de nulle valeur, ne fassent foi ni en jugement ni hors de jugement, et qu'en vertu desdits actes on ne puisse ni réclamer ni demander, enfin qu'ils n'aient force ni vigueur aucune.

3. Nous ordonnons et commandons que maintenant et d'ores en avant aucun desdits nouveaux convertis du royaume de Grenade, ni aucun de leurs descendants ne puissent faire ni couper de nouveau des *almalafas*, des *marlotas*, ni d'autres chausses ou vêtements qui se portaient du temps des Mores ; et que les vêtements qui se feront à l'avenir soient pareils à ceux que portent les chrétiennes de race, à savoir des mantes et des sayes ; sous peine pour celui qui couperait et ferait lesdites *almalafas* et *marlotas* d'être mis en prison pendant trente jours et exilé pour deux ans du royaume de Grenade, en outre de la confiscation desdits vêtements. Le tailleur, ou quelque autre

personne que ce soit d'entre les chrétiens qui ferait et couperait des vêtements de cette espèce, sera mis en prison également pour trente jours, exilé perpétuellement du royaume de Grenade, et paiera 10,000 maravédis, applicables par tiers au dénonciateur, au juge et à notre fisc. A la deuxième infraction, la peine sera double ; à la troisième, en outre des peines susdites, le délinquant perdra la moitié de ses biens. — Quant aux almalafas, marlotas et autres vêtements qui sont déjà faits, afin qu'ils ne soient pas tout-à-fait perdus, qu'ils se puissent user et que les Morisques souffrent par-là un moindre dommage, nous donnons licence et faculté de porter, pendant un an seulement, lesdits almalafas, marlotas et autres vêtements qui sont de soie ou garnis de soie, et, pendant deux ans, ceux qui ne sont ni de soie ni garnis de soie. Passé lesdits termes, nous voulons que ces vêtements ne puissent plus être portés en aucune façon, sous les peines portées contre ceux qui en feraient ou tailleraient de nouveaux ; lesquelles peines nous ordonnons être mises en exécution inviolablement et irrémissiblement passé lesdits termes. Et nous voulons que, dès maintenant, les Morisques nouvellement converties qui porteront des almalafas marchent à visage découvert.

4. Nous ordonnons et commandons que maintenant et d'ores en avant il n'y ait ni puisse y avoir dans le royaume de Grenade de bains artificiels ; que ceux qui existent soient supprimés et démolis, et qu'aucune

personne de quelque état ou condition qu'elle soit ne puisse user desdits bains et s'y baigner. D'autre part, que les nouveaux convertis ne puissent avoir de ces bains ni s'en servir, soit dans leurs maisons, soit hors de leurs maisons, sous peine pour celui qui en aurait ou en userait, d'être condamné, la première fois, à cinquante jours de prison dans les chaînes, à un exil de deux ans hors du royaume de Grenade et à une amende de 10,000 maravédís, applicables par tiers au juge, au dénonciateur et à notre fisc ; la seconde fois, à une peine double ; la troisième fois, en outre des susdites peines, à servir pendant cinq ans sur nos galères et à perdre la moitié de ses biens.

5. Nous ordonnons et commandons que les nouveaux convertis, pendant leurs noces, épousailles et fiançailles, n'usent point de rites, coutumes, cérémonies, divertissements et solennités dont on usait au temps des Mores ; que dans lesdites noces, épousailles et fiançailles, ils tiennent ouvertes les portes de leurs maisons, et qu'ils le fassent également les vendredis sur le soir, les dimanches et les jours de fête ; que dans ces noces et épousailles ils ne fassent point de zambras ni de leylas avec des instruments morisques, quand même ils ne chanteraient rien qui soit contre la foi et la religion. — D'autre part, nous défendons aux nouveaux convertis de prendre ni donner des noms ou surnoms de Mores, et défendons à ceux qui en ont de les garder. Nous défendons aussi que les femmes se servent d'*alhena* (de henné).

6. Nous ordonnons à nos gens de justice qu'ils se pourvoient, qu'ils prennent leurs mesures et donnent leurs ordres afin que tout le susdit soit observé, accompli et exécuté ; qu'ils le fassent observer, accomplir et exécuter, punissant et châtiant, selon la qualité des infractions et délits, ceux qui viendraient ou iraient contre les choses susdites en tout ou en partie ; qu'ils prennent toutes les mesures et précautions et fassent toutes les recherches qui seront nécessaires ou leur paraîtront convenir pour que tout le susdit s'observe. Ainsi l'avons-nous ordonné et ordonnons, et commandons que notre ordonnance ait son effet, et que personne n'aille ni vienne contre elle. (Voyez *Nueva recopilacion* de Leyes, an 1640 ; livre 8, titre 2, lois 13 et suivantes).

Marmol ajoute (*Rebellion*, tome 1, page 144) que la pragmatique portait encore :

1° L'ordre de présenter, sous trente jours, au président tous les livres écrits en langue arabe, afin que le président les examinât et ne rendit que ceux dont il jugerait inoffensif le contenu ; ces dits livres pouvant être conservés encore pendant trois ans, et non plus.

2° Que les mesures à prendre pour enseigner aux Morisques la langue castillane, seraient décidées par le président et l'archevêque, suivant l'avis de personnes instruites et expérimentées.

3° L'ordre aux Gacis d'évacuer le royaume de Grenade dans un délai de six mois.

N° VIII bis (page 285).

Discours de Francisco Nunez-Muley.

Ce discours a été certainement arrangé, sinon composé en entier par l'historien espagnol. Il n'en est que plus remarquable comme document.

« Quand les naturels de ce royaume se convertirent à la foi de Jésus-Christ, il ne leur fut parlé d'aucune mesure qui dût les forcer à quitter leur langue, leur costume, ni leurs modes de fêtes, zambras et divertissements. Et, pour dire la vérité, la conversion fut opérée par contrainte, en violation du traité qui avait été conclu entre les rois catholiques et le roi Abou-Abdilehi, lorsque celui-ci rendit la ville de Grenade. Tant que leurs Altesses vécurent, je ne me rappelle point, malgré mes nombreuses années, qu'il ait jamais été question de nous priver de toutes ces choses, qui ne tiennent point à la foi. Depuis, pendant le règne de Mme. Dona Juana leur fille, il parut convenir, certes je ne sais à qui, et l'on nous donna l'ordre que nous eussions à quitter le costume morisque. Mais cette ordonnance fut suspendue, en suite des représentations que nous fîmes, et la même chose arriva lorsque régnait le christianissime empereur don Carlos. Quelque temps après, un homme infime de notre nation, enhardi par la protection que lui accordait son maître, le licencié Polanco, auditeur de cette audience

royale, osa rédiger des plaintes contre les prêtres et possesseurs de bénéfices. Sans consulter les personnages principaux, qui savent ce que l'on doit supporter en silence et ce que l'on doit dénoncer en pareille matière, il fit signer des doléances par quelques-uns de ses amis, et les fit parvenir à Sa Majesté. Aussitôt les prêtres et les bénéficiers députèrent le licencié Pardo, abbé de Saint-Salvador de l'Albaycin, pour qu'il présentât leur défense, et celui-ci, à son retour, ayant fait pleinement décharger les prêtres de ce qu'on leur imputait, rédigea, sous l'autorité du corps des prélats, une dénonciation contre les nouveaux convertis, alléguant qu'ils étaient musulmans, vivaient comme des musulmans, et qu'il était convenable de les forcer à quitter toutes leurs anciennes coutumes, car elles les empêchaient de devenir chrétiens. L'empereur, en prince vraiment religieux, ordonna que des visiteurs parcourussent ce royaume et vérifiassent quel genre de vie menaient les naturels. La visite fut faite par les mêmes prêtres qui avaient été accusés, et ce fut encore eux qui déposèrent contre nous, comme des gens qui savaient bien quelle ivraie restait dans notre blé ; et comment en si peu de temps aurait-il pu en être tout-à-fait purgé ? De là résulta la conférence de la chapelle royale. Il y fut arrêté plusieurs mesures contre nos privilèges, mais nous y fîmes une respectueuse opposition, et l'exécution de ces mesures fut suspendue. Quelques années après, don Gaspard de

Avalos, alors archevêque de Grenade, voulut de fait nous forcer à quitter nos costumes, en commençant par les habitants des villages, et il fit même amener ici quelques personnes de Guejar, qui résistaient. Le président, qui à cette époque siégeait à la place qu'occupe aujourd'hui votre seigneurie, de concert avec les auditeurs de cette audience et le marquis de Mondejar, ainsi que le corrégidor de Grenade ; s'opposèrent aux violences de l'archevêque, et l'affaire fut arrêtée.

« Depuis l'année 1540, on a toujours sursis à l'application des mesures décidées dans la conférence de la chapelle royale, et voici que maintenant les mêmes prêtres ressuscitent ces vieilles ordonnances, afin de nous molester à la fois sur tant de points. Qui regardera les nouvelles pragmatiques par le dehors, les trouvera bien faciles à observer. Mais les difficultés qu'elles renferment sont grandes, et je les exposerai en détail devant votre seigneurie, afin que prenant en pitié ce misérable peuple, vous vous intéressiez à lui avec amour et charité, et nous protégiez auprès de Sa Majesté, comme l'ont fait tous vos prédécesseurs les présidents de cette audience.

« Notre costume, quant aux femmes, n'est point un signe de mahométisme, c'est un costume de province, de même qu'en Castille ou autres contrées de ce royaume les gens se distinguent par des formes particulières dans leurs coiffures, leurs habits et leurs

chaussures. Qui pourra nier que le costume des Maures et des Turcs soit très-différent du nôtre ? Et même entre eux ils ont des variétés ; le Maure de Fez n'est point mis comme celui de Tremecen, ni celui de Tunis comme celui de Maroc. Il en est ainsi dans la Turquie et les autres royaumes. Si la secte de Mahomet avait imposé comme signe un costume spécial, ce costume serait uniforme dans tous les pays musulmans ; mais, c'est ici le cas de le dire, l'habit ne fait pas le moine. Nous voyons venir d'Égypte et de Syrie des chrétiens, clercs ou laïques, vêtus à la turque, avec des turbans et des caftans qui descendent jusqu'à leurs talons ; ils parlent arabe ou turc, ils ne savent ni latin ni espagnol, et pourtant ils sont chrétiens. Je me rappelle, et plusieurs de mon temps se le rappelleront, que dans ce royaume les modes ont changé, chacun cherchant un costume propre, court, léger et économique, teignant la toile et en usant pour habit. Telle femme dépense seulement un ducat, et la voilà vêtue. On garde les habits de noce et de fête pour de pareils jours, et on se les transmet pendant trois ou quatre générations. Puisqu'il en est ainsi, quel profit pourratt-on retirer de nous faire quitter notre costume ? Tout bien considéré, ces habits nous ont coûté bon nombre de ducats qui ont augmenté les trésors des rois passés ; pourquoi veut-on nous faire perdre environ trois millions d'or que nous avons employés à cet usage ? et ruiner les marchands, les traitants, les orfèvres et

les autres maires ouvriers qui vivent de cette industrie, faisant des habits, des bijoux et des chaussures à la moresque ? Si deux cent mille femmes, ou plus, qu'il y a dans ce royaume, doivent s'habiller de neuf des pieds à la tête, où trouveront-elles l'argent nécessaire ? quelle perte sera celle des habits et bijoux moresques qu'il faudra défaire et jeter ? car ce sont des robes courtes, gironnées et faites de pièces qui ne peuvent servir que là où elles sont, mais là elles sont riches et de prix. Pourrons-nous même faire servir à quelque chose les coiffures et les chaussures ? Voyons la pauvre femme qui n'a pas de quoi acheter une saye, une manie, un chapeau et des mules, et à laquelle suffisent aujourd'hui des zaragüelles et une alcandora de toile d'Anjou teinte, avec un drap blanc pour voile, que fera-t-elle ? comment se pourra-t-elle vêtir ? où trouvera-t-elle l'argent ? Et d'ailleurs, pourquoi nuire aux revenus royaux si intéressés dans le débit des costumes moresques, où l'on emploie beaucoup de soie, d'or et de perles ? Nous autres hommes nous sommes tous habillés à la castillane, quoique la plupart pauvrement. Si le costume faisait secte, certes les hommes y auraient pris plus de garde que les femmes, puisqu'ils tenaient ce costume de leurs anciens, de vieux et sages personnages. J'ai plusieurs fois entendu dire aux ministres et aux prélats que l'on favoriserait ceux qui adopteraient le costume castillan ; mais jusqu'à aujourd'hui de tous

ceux qui l'ont fait, et il y en a un grand nombre, je n'en vois aucun qui soit moins molesté ou plus favorisé. Nous sommes tous traités également. Si à l'un de nous ou trouve un couteau, il est jeté aux galères, il perd tout son bien en droits, en frais, en amendes. Nous sommes pourchassés par la justice ecclésiastique et par la justice civile, et, malgré tout, nous persistons dans notre loyauté comme des vassaux soumis de Sa Majesté, prêts à la servir de nos personnes et de nos biens.

« Jamais on ne pourra dire que nous ayons commis trahison depuis le jour où nous nous sommes rendus. Quand l'Albaycin s'est révolté, ce n'était pas contre le roi, mais en faveur de sa signature que nous vénérons comme chose sacrée. L'encre n'était pas sèche, et les officiers de justice déjà violaient la capitulation, prenant les femmes qui venaient de famille chrétienne pour les forcer à devenir elles-mêmes chrétiennes contre leur gré. Voyons, seigneur, dans le temps des comuneros, l'occasion eût été belle pour des traitres, les Morisques de ce royaume se sont-ils soulevés ? Certes ils se sont soulevés en faveur de Sa Majesté. Le marquis de Mondejar, don Antonio et don Bernardino de Mendoza, ses frères, marchant contre les comuneros, étaient accompagnés par plus de quatre cents hommes d'armes de notre nation, à la tête desquels se trouvaient don Hernando de Cordova-el-Ungi, don Diego Lopez-Aben-Azar et don Diego

Lopez-Hacera ; ils furent les premiers de toutes les Espagnes qui prirent les armes contre les comuneros. Et don Juan de Grenade, cousin du roi Abou, Abdi-lehi, fat aussi, en Castille, général des royalistes ; il travailla, il pacifia, il fit ce qu'il put, et tout ce qu'il devait à sa qualité de vassal de Sa Majesté.

« Il est donc juste que ceux qui ont prouvé tant de loyauté soient favorisés, honorés, protégés dans leurs biens, et que votre seigneurie les favorise, honore et protège, comme l'ont fait vos prédécesseurs président sur ce siège.

« Nos noces, nos zambras, nos réjouissances, nos modes de divertissements, cela n'empêche pas d'être chrétiens. Je ne sais comment l'on peut dire que ce soient des cérémonies mahométanes. Le bon musulman ne se trouvait jamais à semblables réunions, et dès que les zambras commençaient à jouer et à chanter, les alfaquis se retiraient. Et même quand les rois mores, pour sortir de la ville, traversaient l'Albaycin, où demeuraient beaucoup d'alfaquis et de cadis qui se piquaient d'être bons musulmans, ils faisaient taire les instruments jusqu'à ce qu'il fût hors de la porte d'Elvire ; ils avaient pour eux cet égard. Ni en Afrique ni en Turquie on ne connaît ces zambras, c'est un usage de province ; et si c'était nue cérémonie de la secte musulmane, certainement elle se retrouverait partout. Le saint archevêque (Talavera) avait pour amis plusieurs alfaquis et mouphtis ; il en entretenait

même pour l'informer des rites de l'islamisme : s'il avait vu que les zambras faisaient partie de ces rites, il est bien sûr qu'il eût cherché à les supprimer, ou du moins il n'y aurait pas pris le goût qu'il y avait. Car il aimait que les zambras accompagnassent le très-saint sacrement dans les processions de la Fête Dieu et les autres solennités où chaque village envoyait, à l'envi, la meilleure zambra qu'il pouvait. Dans le cours de ses visites pastorales aux Alpuxares, lorsqu'il chantait la messe, en places d'orgues dont il n'y avait pas, c'étaient les zambras qui répondaient. Elles l'accompagnaient de son hôtel à l'église. Je me rappelle qu'à la messe, lorsqu'il se tournait vers le peuple, au lieu de *Dominus vobiscum*, il disait en arabe y baraficoum, et aussitôt la zambra reprenait.

« Il sera encore plus difficile de trouver que l'alhena dont se servent les femmes, ait quelque analogie avec une cérémonie musulmane ; c'est tout simplement un usage adopté pour la propreté de la tête, parce que l'alhena nettoie très efficacement, et cela est une chose salubre. Si l'on y ajoute de la noix de galle, c'est pour teindre les cheveux et donner de la bonne grâce. Il n'y a là rien de contraire à la foi, mais quelque chose d'utile aux corps, de tonique et d'astringent pour les chairs, de puissant contre les maladies. Don Fray Antonio de Guevara, étant alors évêque de Guadix, voulut faire tondre les femmes morisques dans le marquisat de Zenete, et leur gratter

les ongles pour en ôter l'alhena. Mais comme il en fut porté plainte à Grenade, le président, les auditeurs et le marquis de Mondejar en consultèrent ensemble, et ils expédièrent à l'évêque un receveur pour lui notifier qu'il eût à cesser cette vexation, car l'usage de l'alhena n'intéressait guère la foi.

« Maintenant, seigneur, considérons avec bonne foi ce qu'il résultera de l'obligation qui nous est imposée de laisser nos portes ouvertes. Par-là on donne liberté aux voleurs de voler, aux mauvais sujets de s'émanciper avec les femmes, aux alguazils et aux huissiers on fournit mille prétextes pour qu'ils ruinent le pauvre peuple. Si quelqu'un veut rester musulman et pratiquer les usages ou cérémonies du mahométisme, ne pourra-t-il le faire de nuit ? certainement oui, car l'hérésie de Mahomet exige solitude et recueillement. A celui qui a le cœur mauvais, il lui importe peu d'ouvrir ou fermer la porte. Celui qui fait ce qu'il ne doit pas faire en sera puni, car rien n'est caché à Dieu.

« Et quant aux bains, pourra-t-on affirmer qu'ils se rattachent à des cérémonies de secte, non, certes non. Dans les bains il se réunit beaucoup de monde, et les baigneurs, pour la plupart, sont chrétiens. Les bains sont des mines d'immondices ; la religion du musulman veut de la netteté et de la solitude ; comment donc irait-on la pratiquer en pareil endroit ? Les bains ont été établis pour entretenir la propreté

du corps, et dire que les femmes s'y mêlent avec les hommes est une assertion incroyable, car au milieu d'une telle multitude le secret serait mal assuré. Les femmes qui veulent se mal conduire, n'ont-elles pas d'autres occasions plus faciles, telles que les visites ? et d'ailleurs les hommes ne peuvent entrer dans les bains qu'elles fréquentent. Il y a toujours eu des bains dans le monde et dans toutes les provinces. Si jadis on les a supprimés en Castille, c'est parce qu'ils débilitent les forces et l'énergie des hommes de guerre. Les naturels de ce royaume ne sont plus destinés à combattre, et les femmes n'ont pas besoin de forces, mais seulement de propreté. Si elles ne se lavent pas aux bains, ni dans leurs maisons, ni dans les rivières, car tout cela leur est défendu, mais on donc iront-elles se laver ? Même pour aller aux bains naturels par ordonnance des médecins lorsqu'elles seront malades, il leur en coûtera de l'argent, de la peine et de la perte de temps pour obtenir une permission.

« D'un autre côté, exiger que les femmes paraissent en public avec le visage découvert, qu'est-ce que cela, sinon fournir aux hommes une occasion de pécher en exposant à leurs regards la beauté qui les tente si facilement ? Et les laides, qui désormais voudra les épouser ? Nos femmes se voilent, parce qu'elles ne veulent pas être remarquées, à l'opposé des chrétiennes espagnoles. C'est un usage de modestie qui a pour but d'éviter de graves inconvénients,

et il le reconnaissait bien ainsi le roi catholique qui avait défendu, sous des peines graves, qu'un chrétien levât, jamais dans la rue le voile d'une femme morisque. Si cette coutume n'a aucun rapport avec la foi, pourquoi donc les naturels de ce royaume seraient-ils molestés sur le fait de montrer ou cacher les visages de leurs femmes ?

« Les surnoms anciens que nous avons servent à distinguer les individus ; sans eux la confusion s'établira parmi nous ; la tradition des lignages se perdra. Et de quoi peut-il servir que les traditions se perdent ? tout bien considéré, elles augmentent la gloire et l'éclat des rois catholiques qui ont conquis ce royaume. Leurs Altesses et l'Empereur, qui aujourd'hui est glorieusement au ciel, ne voulaient point que les traditions se perdissent. C'est pour cela qu'ils ont fait conserver dans leur forme ancienne les riches Alcazars de l'Alhambra et d'autres moindres édifices, afin qu'ils témoignassent du pouvoir des rois mores, et par-là devinssent un trophée de victoire pour les conquérants.

Expulser de ce royaume les Gacis, c'est une mesure juste et sainte, car les naturels ne retirent aucun profit de leur fréquentation. Mais cela déjà plusieurs fois a été résolu, et jamais accompli. L'exécuter aujourd'hui ne laisse pas d'offrir des inconvénients. La majeure partie des Gacis sont maintenant naturalisés ; ils ont des femmes, des enfants et même des petits-

enfants mariés ; expulser du pays toutes ces générations, n'est-ce pas un cas de conscience ?

« Il n'y a pas autant d'inconvénients à laisser des esclaves noirs en la possession des Morisques. Ne faut-il pas que nous ayons des domestiques ? devons-nous être tous égaux ? Dire que la nation morisque se recrute parmi ces gens, c'est une absurdité dictée par la passion. Dans les cortès de Tolède, Sa Majesté fut avertie que les naturels de ce royaume possédaient plus de vingt mille esclaves noirs ; vérification ordonnée et faite, il s'en trouva moins de quatre cents ; aujourd'hui nous n'avons pas entre nous tous cent autorisations pour en pouvoir posséder. Cela est encore sorti des prêtres. Et pourquoi ? C'est eux qui, se portant garants, obtiennent des licences particulières pour les propriétaires d'esclaves, et ils tirent de cela grand profit.

« Arrivons enfin à la langue arabe, qui est la grande pierre d'achoppement. Mais comment vent-on arracher à un peuple sa langue naturelle, avec laquelle il est né, avec laquelle il a été élevé ? Les Égyptiens, les Syriens, les Maltais et d'autres nations chrétiennes parlent arabe, lisent et écrivent en arabe : trouvera-t-on qu'ils soient moins chrétiens que nous ? D'ailleurs on peut vérifier que dans ce royaume il n'a pas été fait un contrat ni un testament en langue arabe depuis notre conversion. Nous voudrions tous apprendre le castillan, mais ce n'est pas au pouvoir

de tout le monde. Combien de personnes y a-t-il qui, dans les villes et les villages de cette banlieue et jusque dans la cité, ne parviennent même jamais à parler correctement leur langue maternelle ; ils la parlent avec des variétés et des accents si opposés, que l'on peut assurer de quelle taha est originaire un Alpuxareño, après lui avoir entendu prononcer trois mots. Ces gens sont nés et ont été élevés dans de petits villages où jamais il n'est arrivé une grammaire, où personne ne la comprendrait s'il y en avait une, si ce n'est le curé ou le possesseur de bénéfice, ou le sacristain, qui conversent toujours avec eux en arabe. Il serait difficile, et pourquoi ne pas dire impossible, que les vieillards apprissent le castillan pendant ce qu'il leur reste de vie, même quand ils ne feraient autre chose que d'aller à l'école. Et l'on nous laisse un espace de trois ans pour nous former à ce langage ! Il est évident que cet article a été inventé pour notre destruction. N'ayant personne pour nous enseigner la grammaire, on veut que nous l'apprenions par force, et que nous laissions notre langue naturelle. C'est-à-dire que l'on veut nous soumettre à des punitions, donner prétexte à des poursuites ; on veut que les Morisques soient écrasés sous ce poids, que de frayeur des punitions ils quittent leur pays, s'en aillent en enfants perdus courir les champs, se fassent monts ! Que celui qui a fait cette ordonnance dans une intention bienfaisante peut-être, pour le remède et le salut

des âmes, apprenne qu'il n'en peut rien résulter de bon, qu'il en résultera beaucoup de mal, que ce n'est point le salut des âmes, mais leur damnation que l'on provoque ainsi. Rappelez-vous le second commandement : Aime ton prochain, et ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fît. Si une seule chose de toutes celles qui nous, sont imposées par cette pragmatique était imposée aux chrétiens de Castille et d'Andalousie, ils en mourraient de chagrin, ou... je ne sais ce qu'ils feraient.

« Les présidents de cette audience royale se sont toujours miséricordieusement portés à soulager notre misérable nation. Lorsque nous étions chargés injustement, c'était à eux que nous recourions, et ils remédiaient à nos maux comme étant les véritables représentants de la personne royale, et désireux du bien de leurs vassaux. Nous en attendons autant de votre seigneurie. Quel peuple y a-t-il dans le monde aussi vil et abruti que les nègres de Guinée ? On leur permet pourtant de parler leur langue, de chanter, jouer et danser à leur mode, et cela pour les tenir en joie. Nous n'en demandons pas davantage.

« A Dieu ne plaise que j'aie parlé avec mal-séance mon intention était bonne. J'ai toujours servi Dieu notre Seigneur, la couronne royale et ma nation, cherchant le bien de tous ; c'est une obligation du sang duquel j'ai hérité. Je ne puis m'y refuser, et il y a plus de soixante années que je m'entremets dans

ces affaires, parce qu'en toute occasion j'en ai reçu le mandat. Que votre seigneurie jette donc sur nous un regard de compassion, qu'elle n'abandonne pas les faibles persécutés avec une apparence dangereuse d'autorité sous le nom de la religion, qui peut être plus justement invoqué en leur faveur ; qu'elle détrompe Sa Majesté, qu'elle empêche tous les maux que nous craignons de voir arriver, qu'elle fasse tout ce que l'oblige à faire sa double qualité de chrétien et de gentilhomme ; elle aura servi par-là Dieu et le roi, en même temps qu'elle aura gagné l'éternelle reconnaissance des habitants de ce royaume. »

Réponse da président.

« Tout ce que je pourrai faire pour que les vassaux de Sa Majesté ne soient point molestés, je le ferai. Si quelque officier de justice commet une vexation ou vous impose injustement une amende, adressez-vous à moi, j'y porterai remède, et punirai rigoureusement le coupable. Ce que le roi exige de vous c'est que vous soyez de bons chrétiens, en tout semblables aux autres chrétiens ses vassaux. En agissant d'après sa royale volonté, vous aurez le droit de réclamer de lui des faveurs, et il aura motif de vous en accorder. Mais ayez pour certain que la pragmatique ne sera pas révoquée, car elle est juste, sainte ; elle a été faite avec réflexion et maturité. Si elle renferme quelque

mesure vexatoire, dites-le ; tout ce qui j'y pourrai amender, je l'amenderai de bien bonne volonté ; pour ce qui sera au-dessus de mes attributions, je rendrai compte à Sa Majesté, et m'emploierai à le faire réformer promptement. Suivez cette marche. Ne jetez pas votre argent dans l'eau en faisant partir pour la cour des procureurs, car tout ce que vous pouvez dire a déjà été dit autrefois, et n'est pas de nature à faire révoquer la pragmatique. Ce qui regarde la langue a été confié à l'archevêque de Grenade et à moi ; nous prendrons de meilleures mesures pour y mettre ordre sans vous demander plus que vous ne pouvez faire. Pour le costume, vous avez dans votre main tout ce qu'il vous faut. Défaites vos habits morisques, et avec les morceaux refaites des robes, des jupons, des faldelins à la mode chrétienne, vous n'y perdrez pas autant que vous dites. Les ouvriers qui travaillent à la moresque, pourront travailler à la castillane, les marchands continuer leur commerce ; si vous m'objectez que vos maîtres-ouvriers n'étant pas examinés pour ce nouveau travail, les almotacens et les inspecteurs les mettent à l'amende, dès maintenant je leur donne l'autorisation de couper, coudre et vendre sans avoir passé d'examen ; de même pour les bijoutiers et autres traitants. Je m'adresserai à Sa Majesté, et la supplierai de faire distribuer aux femmes pauvres des mantes et des robes, ainsi elles n'auront point à craindre de se mettre par indigence en contravention

avec les ordonnances de police. Et quant à ce que vous m'avez dit que le trésor royal souffrira de ces changements, je vous avertis nettement que Sa Majesté demande de vous plus de foi que d'impôts. Elle serait satisfaite de sauver une seule âme au prix de tous les revenus que votre nation pourrait lui faire. Son intention est donc de vous amener à être de bons chrétiens, et non seulement elle veut que vous le soyez, mais aussi que vous le paraissiez. Et pourquoi ne feriez-vous point porter à vos femmes et à vos filles le costume que porte notre maîtresse la reine ? Quant à moi, en aucun temps je ne vous aiderai pour que, étant chrétiens, vous habilliez vos femmes comme des mahométanes. — Voilà ce que j'ai à vous répondre. » (Marmol, *Historia del rebellion*, t. I, p. 152 et suiv.)

N° IX (*page* 288).

Jófor, ou Prédiction.

Au nom de Dieu clément et miséricordieux.

Nous lisons dans les livres divins de la tradition (la *Sunnah*) que l'apôtre de Dieu (la paix soit sur lui) était un jour assis après la prière d'Adohar : il s'entretenait avec ses disciples (la paix soit sur eux tous) ; et dans ce moment survint le fils d'Abou-Taleb (Ali) avec Fatima-Alzahara (la paix soit aussi sur eux) qui

s'assirent à côté de lui, et lui dirent : « O apôtre de Dieu ! fais-nous savoir comment le monde doit rester à ta famille à la fin des temps, et comment il doit finir. » L'apôtre dit : « Le monde doit finir quand paraîtra le peuple le plus pervers et le plus méchant. Et bientôt il y aura une génération de ma famille dans une île située aux dernières limites du ponent, qui se nommera l'île de l'Andalousie. Les derniers habitants de cette île seront de ma famille, les orphelins de la famille de l'Islam et ses derniers héritiers. Que Dieu ait pitié d'eux dans ce moment ! » Et en parlant ainsi ses yeux se remplirent de larmes, et il dit : « Ce sont les persécutés, les affligés, les torturés, les victimes de la destruction de qui Dieu a dit : *Il n'y a pas un grain de sable qui périsse sans notre permission*. La sentence les frappera, parce qu'ils mettront en oubli les préceptes de la loi, obéissant à leurs passions, chérissant le monde, désertant la prière, prohibant l'aumône et la refusant, s'adonnant seulement à la luxure, à la sédition et au meurtre ; parce que le mensonge croîtra parmi eux, et le petit n'aura pas de révérence pour le grand, ni le grand de compassion pour le petit ; et l'injustice, l'arbitraire, les faux serments deviendront communs chez eux ; et les marchands achèteront et vendront avec usure, à faux poids, avec tromperie, par cupidité, désir de gagner le monde, d'accroître leurs richesses ou conserver leurs biens, sans se soucier d'acquérir ou de posséder

à bon droit. » Et en disant cela, ses yeux se remplirent une nouvelle fois de larmes, et il pleura, et nous pleurâmes tous en le voyant pleurer. Et ensuite il dit : « Quand ces vices se manifesteront dans une génération, Dieu puissant la mettra sous le joug d'un peuple pire qu'eux, qui lui fera souffrir de très cruels tourments ; et alors ils demanderont secours aux justes, et le secours ne leur sera pas accordé. Dieu enverra sur eux celui qui n'aura pas pitié du petit et n'aura pas de révérence pour le grand, parce que chacun doit être puni par où il a péché, et recevoir le châtiment de sa faute. Jamais nous n'avons vu que l'usure, la fraude, les faux poids et les fausses mesures aient souillé une génération sans que le Dieu très-haut ait appesanti sur elle sa colère, en arrêtant la pluie dans le ciel ou la précipitant en déluge sur la terre. La luxure ne s'est jamais introduite et propagée chez une nation, sans qu'il lui ait envoyé la dispersion et la mort ; et jamais une famille ne s'est livrée à l'usure, à la vente à faux poids, aux faux serments, à l'ambition, à l'orgueil, sans que Dieu tout-puissant ne l'ait châtiée par divers genres de maladies diaboliques. Jamais dans aucune famille le meurtre et l'empoisonnement n'ont été commis sans que Dieu n'ait abaissé cette famille ; ne l'ait livrée entre les mains de ses ennemis ; jamais chez aucun peuple l'œuvre de la famille de Loth n'a été accompli sans que Dieu n'ait envoyé la destruction et le bouleversement des villes ; jamais on n'a

vu quelques familles manquer de charité, de pitié, de crainte de Dieu, être tyrannique et violente, sans que Dieu l'ait punie en refusant d'entendre ses prières et ses plaintes dans les jours de peine et de tribulations, car, lorsque le péché se montre sur la terre, le Seigneur souverain envoie du ciel le châtiment qui convient. Et Dieu ne maudit personne de ma famille avant d'avoir vu que la miséricorde est morte en lui. Le plus grand châtiment qu'il envoie à son serviteur dans ce monde, c'est la dureté du cœur. Ainsi, quand le cœur de l'homme s'endurcit, Dieu le maudit et n'écoute plus ses demandes, et n'a plus pitié de lui. Et lorsque Dieu sera le plus irrité contre ses serviteurs, alors le jour du jugement s'approchera ; et cela parce que leurs vices seront arrivés à l'excès, qu'ils auront oublié le bien, et que leurs voies seront éloignées du chemin de la vérité. » Et l'apôtre pleura, et il dit : « Que Dieu ait pitié d'eux dans cette île, lorsque les vices et le péché se manifesteront parmi eux, et qu'ils cesseront d'accomplir les préceptes de l'Alcoran, car la plupart d'entre eux, dans ce temps là, sous couleur de dévotion et de religion, rechercheront le monde ; ils se revêtiront d'humbles toisons d'agneaux, et leur langue sera plus douce que le miel, mais leurs cœurs seront des cœurs de loup, et leurs actions des actions d'hommes vils et mauvais : c'est pourquoi Dieu leur enverra son châtiment. Et il n'écouterapas leurs prières, parce qu'ils favoriseront l'injustice, et les injustes

malfaiteurs n'entreront jamais dans le collège de ma famille. Et celui qui sourit en face de quelque homme injuste, ou lui faisait place pour qu'il s'asseye, ou lui donne aide et faveur pour qu'il commette l'injustice, certainement celui-là déchire le voile de son salut. Et si quelque roi tyrannise son royaume et ne rend pas la justice à ses sujets, Dieu le frappera par les mauvaises récoltes ; mais s'il juge avec vérité et probité, s'il empêche dans son royaume les cruautés et les injustices, Dieu très-haut enverra la bénédiction sur son royaume, et sa famille et tout bien s'augmentera pour lui. Et ainsi quand dans cette île l'injustice, l'infidélité, le mensonge paraîtront ; quand l'orgueil et la trahison y régneront, quand les orphelins seront maltraités, quand la violence présidera aux relations des hommes, quand les préceptes de la miséricorde de Dieu seront négligés et que le peuple obéira au démon, se livrant à ses vices, témoignant avec fausseté, s'humiliant devant les riches, se dressant devant les pauvres par orgueil et dureté de cœur ; quand leurs paroles seront douces et leurs œuvres amères, alors Dieu lui enverra son châtiment. » Et à ces mots il pleura, et dit : « Par la miséricorde de Dieu et la grandeur de ses attributs, si ce n'était à cause de leur profession de foi, *il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète*, et à cause de l'amour que Dieu me porte, il enverrait sur eux son châtiment en toute rigueur et extrémité. » Et il pleura plus amèrement, et

dit : « O mon Dieu ! ayez pitié d'eux ! » en répétant cette parole trois fois. « Mais Dieu mettra sur eux des gouverneurs cruels et si pervers qu'ils leur prendront leurs biens ; ils les feront esclaves, les tueront, les feront entrer dans leur loi, les forceront à adorer avec eux les imagea des idoles, et les feront manger avec eux les viandes impures. Ils se serviront d'eux comme de bêtes de somme ; ils les tourmenteront tant, qu'ils leur feront rejeter par la pointe des ongles le lait qu'ils auront sucé. Et en ce temps l'oppression deviendra si grande que l'homme, en passant devant le lieu de sépulture où son frère est enterré, s'écriera : « Oh ! que ne suis-je déjà auprès de toi ! » Et la persécution durera jusqu'à ce qu'ils en soient arrivés à désespérer de se sauver dans la religion de salut. Et la plupart d'entre eux perdront confiance ; ils tomberont dans le désespoir, et renieront la loi de vérité. » Sur ces paroles, il pleura encore de plus acres larmes, et il dit : « Dieu souverain s'apitoiera sur eux par sa miséricorde, et il tournera vers eux sa face miséricordieuse, les regardant avec des yeux de clémence, de piété et de compassion. Cela arrivera lorsque le venin de leurs ennemis s'enflammera le plus contre eux, lorsqu'on les jettera dans le feu ardent, les hommes et les femmes ; les enfants de peu de jours et les vieillards cassés. Et lorsqu'on les chassera de leurs maisons, qu'on les exilera de leur pays, les anges se troubleront dans les cieux, et tous avec véhémence

ils se présenteront devant le trône de Dieu, et ils diront : « O notre Dieu ! quelques-uns de la famille de votre ami et prophète Mahomet sont consumés dans le feu, et cependant vous êtes le puissant vengeur ! » Et alors Dieu puissant enverra quelqu'un pour les secourir, et celui-là les tirera de cette grande affliction et levers le châtiment. » Alors Ali (la paix soit sur lui) pleura, et nous pleurâmes tous avec lui, et il dit : « En quelle année Dieu leur enverra-t-il le secours et un soulagement à leurs cœurs affligés ? » L'apôtre répondit en ces termes : « O Ali ! cela se passera dans l'année de l'Andalousie quand l'année commencera par un samedi, et le signe sera celui-ci : Dieu enverra une nuée d'oiseaux, et dans cette nuée il y aura deux oiseaux remarquables ; l'un sera l'ange Gabriel, et l'autre sera l'ange Michel. Ils seront l'origine des autres oiseaux de la terre des perroquets, et annonceront l'arrivée des rois du Levant et du ponent au secours de l'Andalousie, avec cet autre signe, que d'abord ils attaqueront les premiers qu'ils rencontreront au ponent. Et si ces oiseaux parlent, ce sera pour annoncer qu'il y aura, du côté où ils parleront, de grandes révolutions, des guerres dans le ponent, et que tous seront assaillis de terreurs, de troubles et de confusions. Il y aura des révoltes et des chocs entre la loi des musulmans et la loi des chrétiens, et tout le monde retournera enfin à la loi des musulmans, mais cela n'arrivera qu'après une cruelle lutte. Cette année

il y aura peu de brouillards, peu de pluies, les arbres donneront beaucoup de fruits, la récolte des blés sera plus abondante dans les montagnes que sur les côtes, et les abeilles rempliront leurs ruches pendant cette année bénie. »

(Marmol, t. I, p. 185 et suiv.)

N° X (*page 297*).

Complainte en vers, trouvée dans les papiers du Morisque Daoud, et destinée à être répandue sur la côte d'Afrique.

Au nom de Dieu clément et miséricordieux. Que la louange de Dieu précède et suive toute parole. La souveraineté au Dieu des nations, la souveraineté au plus élevé des juges, la souveraineté au Dieu unique et de toute unité, à celui qui a créé le livre de la sagesse, la souveraineté au créateur des hommes. Il est souverain celui qui permet les tentations, qui pardonne au pécheur repentant ; il est souverain le Dieu haut qui a créé la terre avec ses plantes, et l'a donnée pour demeure aux hommes ; il est souverain le Dieu unique sans division, souverain celui qui nourrit avec le pain et l'eau, souverain celui qui protège, le roi élevé, qui n'a pas eu de commencement, le Dieu du trône sublime ; souverain celui qui fait ce qu'il vent et dirigé (out par sa providence ; souverain celui qui a fait les nuages, qui a créé Adam et lui a donné

le salut ; souverain celui qui a la grandeur, qui fait naître les hommes et les saints, qui a marqué parmi eux les prophètes, et a scellé le livre des prophéties après la venue du plus grand des envoyés. Ensuite de la louange de Dieu, qui est seul dans son ciel, que la sanctification soit sur son élu et sur ses disciples glorieux. Je commence à raconter l'histoire de ce qui est arrivé dans l'Andalousie, que l'ennemi a subjuguée, comme vous le verrez par cet écrit. — L'Andalousie, vous le savez, est un pays renommé dans le monde, et aujourd'hui les infidèles l'assiègent et l'entourent ; ils l'ont entourée de tous côtés. Nous vivons parmi eux en vasselage, comme des brebis égarées ou comme un cavalier sur un cheval sans frein. Ils nous ont tourmentés avec la cruauté, ils nous frappent avec la ruse et le mensonge, jusqu'à ce que l'homme désire mourir de la douleur qu'il éprouve. Ils ont établi sur nous les Juifs qui n'ont ni foi ni parole ; chaque jour ils inventent contre nous des supercheries, des faussetés, des pièges, des humiliations, des injures et des vengeances. Ils ont mis nos frères sous le joug de leur *loi*, et leur ont fait adorer avec eux les idoles ; ils les y ont contraints sans que personne ose parler. O combien il y a d'affligés parmi les fidèles ! Ils nous appellent avec une cloche pour adorer l'idole, ils nous ordonnent d'aller promptement à leur conciliabule diabolique ; et dès que nous sommes rassemblés dans l'église, il se lève un prédicateur à la voix

de chouette qui nomme le vin et le porc ; et l'office se fait avec du vin. Et si vous l'entendiez s'écrier : voici la bonne loi ! vous verriez ensuite que le prêtre le plus sage ne sait pas ce qui est licite et illicite. Quand le prêche est achevé, ils passent devant leur idole, et lui font tous la révérence, marchant derrière le prêtre sans crainte ni honte. Celui-ci monte sur l'autel, et il lève un pain rond pour que tous le voient ; alors vous entendez les coups sur les poitrines, et tinter la cloche au départ. Ils ont une messe chantée et une messe priée, et toutes les deux sont comme la rosée sur le brouillard. Celui qui s'y trouve s'entend appeler à son tour de rôle ; il n'y a petits ni grands qu'ils n'appellent. Tous les quatre mois le prêtre, notre ennemi, va dans les maisons du soupçon demander les cartes de passeport. Il va de poste en poste avec son papier, sa plume et son encre, et celui qui n'a pas de carte lui paye pour amende un dirhem. Les ennemis ont décidé que les vivants paieraient pour les morts. Que Dieu soit avec celui qui n'a pas de quoi payer, ou bien il recevra des coups d'épée. Ils ont bâti la loi sans ciment, ils adorent les idoles dans toutes sortes de postures. Ils jeunent un mois et demi, et leur jeûne est comme celui des vaches qui mangent au milieu du jour. Parlons du prêtre de la confession et du prêtre de la communion. C'est avec cela que l'on accomplit la loi de l'infidèle, et il est nécessaire de s'y soumettre, car il y a entre eux des juges cruels qui confisquent

les biens des Mores, et nous tondent comme les tondeurs tondent les brebis. Ils ont d'autres juges examinés qui défont toutes les lois ; ils ont un Horozco et un Albotodo pour exécuter tout ce qu'ils veulent. Oh ! combien ils font de pas, et combien ils se donnent de peine pour nous épier eu toute rencontre, en tout lieu ! Et quiconque loue Dieu en sa langue ne peut éviter d'être perdu. Quand ils ont trouvé un prétexte contre quelqu'un, ils envoient sur lui un adalid qui le trouve quand il serait à mille lieues. On le prend, on le jette dans la grande prison, et de jour et de nuit on l'épouvante en lui disant : souviens toi ! Le pauvre malheureux qui pense à ces paroles : Souviens toi ! sent des larmes tomber goutte à goutte de ses yeux, et il n'a d'autre soutien que la patience. Ils le mettent dans un palais effrayant, où il reste longtemps, et ils ouvrent devant lui mille gouffres dont aucun bon nageur ne saurait se tirer, car c'est une mer qui ne se passe pas. De là ils le mènent à la chambre des tourments, et ils l'attachent pour lui donner la torture, et ils la lui donnent jusqu'à ce qu'ils lui aient bridé les os. Ensuite ils se rassemblent sur la place de Attaubin, et là ils élèvent un échafaud. Ils comparent ce jour à celui du jugement dernier. Celui qui leur échappe est revêtu d'une robe jaune, et ils jettent les autres dans le feu avec des statues et des figures effroyables. L'ennemi noua a tourmentés grandement de toutes les manières, il nous a entourés d'un cercle

de feu ; nous sommes sous une oppression que nous ne pouvons plus souffrir. Nous observons la fête et le dimanche, nous jeunons le vendredi et le samedi, et avec tout cela nous ne le désarmons pas encore. La méchanceté a grandi chez leurs alcaïdes et leurs cadis. Ils ont tous résolu que la loi serait une, ils y ont ajouté et ont suspendu sur nos têtes une épée tranchante. Le jour du nouvel an ils nous ont notifié sur la place de Bibalbonut une écriture qui a éveillé ceux qui donnaient. Ceux qui dormaient se sont arrachés soudain au sommeil, car l'on ordonnait que toute porte s'ouvrât. Ils ont défendu les habits et les bains. Ils ont proscrit la langue arabe. L'ennemi a voulu tout cela, et nous a mis dans la main des Juifs pour qu'ils fassent de nous à leur volonté sans qu'il leur soit rien reproché. Les prêtres et les moines ont tous été consens que la loi fût une, et que l'on nous foulât aux pieds. Voilà ce qui a été réservé à notre nation. Ils nous ont proposé au lieu d'honneur l'infidélité. L'ennemi est irrité contre nous, il est devenu féroce comme un dragon, et nous sommes tous dans ses serres comme la tourterelle dans celles du vautour. Et comme toutes ces choses ont été permises par Dieu, nous sommes résignés à nos maux, et nous avons cherché les pronostics et les prophéties pour voir si nous ne trouverions pas quelque soulagement dans les Écritures. Les personnes de science qui ont lu les originaux, nous disent que nous attendions du

jeûne notre remède, que l'affliction doit faire blanchir avant le temps les cheveux des jeunes gens, mais qu'après cette crise, nous devons avoir le beau jour, et que Dieu prendra pitié de nous. Voilà ce que j'ai à dire : quand même je passerais toute ma vie à raconter notre misère, je ne pourrais en finir. Ainsi ne critiquez pas ma prière dans votre cœur, j'ai parlé de toutes mes forces. Éloignez de moi toute calomnie, et que celui qui chantera cette complainte, demande à Dieu de me placer dans le paradis de sa récompense. (Marmol, t. I, p. 217 et suiv.)

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

	Pages.
CHAPITRE Ier. Occupation de Grenade. (de janvier à mai 1492).....	1
CHAPITRE II. Administration du comte de Tendilla et de l'archevêque de Talavera. (1492 à 1499.).....	18
CHAPITRE III. Révolte des Mores de Grenade. (1499).....	33
CHAPITRE IV. Révolte et conversion des Mores de l'Alpuxare, du Rio d'Almeria, de la Sierra de Pilabre et du Rio d'Almanzor. (1500 à 1501.).....	55
CHAPITRE V. Conversion des Mores de Grenade. (1500.).....	70
CHAPITRE VI. Révolte et conversion des Mores de la Serrania de Ronda. (1501.).....	82
CHAPITRE VII. Conversion des Mores de Castille et de Léon. — Mort de la reine Isabelle. (1502 à 1504.).....	101
CHAPITRE VIII. Réformes de doña Isabelle.....	112
CHAPITRE IX. Règlements administratifs et de police. Fuero des Mores de Valence. — Mort de don Fernando. (1504 à 1516.).....	139

CHAPITRE X. Origine des comunidades de Castille et de la germania de Valence. (1516 à 1520.).....	153
CHAPITRE XI. La germania. — Baptême des Mores du royaume de Valence. (1520 à 1522.).....	164
CHAPITRE XII. Baptême général des Mores de Grenade. (1522 à 1526.).....	187
CHAPITRE XIII. Révolte des Mores du royaume de Valence. — Baptême des Mores d'Aragon et de Catalogne. (1526.).....	203
CHAPITRE XIV. Essais de réforme à Grenade. (1526.).....	222
CHAPITRE XV. Prédications et réformes. — Abdication de l'empereur. (1527 à 1556.).....	236
CHAPITRE XVI. Réformes à Grenade. (1556 à 1564.).....	261
CHAPITRE XVII. Pragmatique du 17 novembre 1566.....	275
CHAPITRE XVIII. Conjuration des Morisques de Grenade. (1567 à 1568.).....	287
CHAPITRE XIX. Insurrection des Morisques de l'Alpuxare. (Décembre 1568 à janvier 1569.).....	305
CHAPITRE XX. Entrée en campagne du marquis de Mondejar et du marquis de los Veles. (Janvier 1569.).....	321
CHAPITRE XXI. Première campagne du marquis de Mondejar. — Pacification des Alpuxares(1569.).....	332
CHAPITRE XXII. Premières opérations du marquis de los Velez. — Affaires de Guecija et de Filix. (1569.).....	345
CHAPITRE XXIII. Reprise des opérations du marquis de Mondejar. — Affaire d'Iniza. — Dispersion de l'armée d'Aben-Hommeyah. (1569.).....	354
CHAPITRE XXIV. Expédition de don Francisco de Cordova sur Inox. (1569.).....	365
CHAPITRE XXV. Expédition du marquis de los Velez sur Ohañez. (1569.).....	371
CHAPITRE XXVI. Expédition du marquis de Mondejar sur les Guajaras. (1569.).....	378

CHAPITRE XXVII. Pacification du royaume de Grenades. —	
Surprise d’Aben-Hommeyah. (Février 1569.).....	390
CHAPITRE XXVIII. Rapines des Espagnols. — Sac de Laroles. —	
Reprise de l’insurrection. (1569.).....	397
CHAPITRE XXIX. Massacre des prisonniers morisques à Grenade.	
— Affaires de Mulvisar, et de Pechina, de Bayarca,	
de Turon et de Valor. — Explosion de la guerre	
(1569.).....	404
CHAPITRE XXX. Formation d’un conseil de guerre et d’État à	
Grenade, sous la présidence de don Juan	
d’Autriche. — Premières opérations du conseil.	
(1569.).....	415
CHAPITRE XXXI. Insurrection de la vallée da Xenil. — Combat	
de Verja. — Insurrections de la Sierra de Bento-	
miz et du Rio d’Almanzora. (1569.).....	424
CHAPITRE XXXII. Reddition de Seron. — Expulsion des	
Morisques de l’Albaycin. — Affaires de Guecija,	
d’Oria, des Albunuelas et de Talara. (1569.).....	437
PIÈCES JUSTIFICATIVES.....	448
TABLE DES MATIÈRES.....	496